

Victoire Chalin

**LES TRAVAILLEURS AGRICOLES MIGRANTS
ET LA QUESTION FONCIERE AU BUGANDA.
UNE ETUDE DE CAS SITUEE DANS LA COMMUNE DE BUKERERE,
DISTRICT DE MUKONO, OUGANDA**



SOUS LA DIRECTION DE ODILE HOFFMANN ET CLAIRE MEDARD

MEMOIRE DE MASTER 2 RECHERCHE

SOCIOLOGIE ET ANTHROPOLOGIE

MIGRATIONS ET RELATIONS INTER-ETHNIQUES

UNITE DE RECHERCHES MIGRATIONS ET SOCIETE

UNIVERSITE PARIS 7 PARIS – RIDEROT

JUIN 2013

Photographie de couverture :

O., venu de l'Ouest de l'Ouganda, travaille depuis huit ans dans la commune de Bukerere au Buganda. Il a prévu de rentrer définitivement cette année auprès de sa famille, responsable de sa ferme, en son absence. (Photographie : Claire Médard, février 2013, village de Mawangala, commune de Bukerere, district de Mukono.)

**LES TRAVAILLEURS AGRICOLES MIGRANTS
ET LA QUESTION FONCIERE AU BUGANDA.
UNE ETUDE DE CAS SITUEE DANS LA COMMUNE DE BUKERERE,
DISTRICT DE MUKONO, OUGANDA**

REMERCIEMENTS

Ce mémoire est le résultat d'un travail d'équipe. Claire Médard* et Valérie Golaz** ont guidé, orienté mes recherches en 2011 au cours d'un diagnostic agraire réalisé dans la zone d'étude, puis leur ont offert une nouvelle orientation au cours de l'année 2012-13. Odile Hoffmann est intervenue en tant que directrice de mon mémoire qui se déroule dans le cadre du MASTER MIRI, à l'université Paris Diderot. Jean-Pierre Chauveau*** a également suivi son évolution et m'a fait partager son savoir et ses analyses des enjeux fonciers en Afrique au titre du Comité Technique « Foncier et Développement » qui a soutenu cette recherche. J'ai bénéficié d'un financement de stage de ce Comité qui a permis à un accueil à l'Institut de recherche pour le développement (IRD, France) et au Centre for Population and Applied Statistics (CPAS) de l'université de Makerere, à Kampala, Ouganda, durant un terrain d'enquête du 17 février au 31 mars 2013.

Cette année de master a été le moment de l'apprentissage de nouveaux concepts et de déconstruction des « catégories » sociales et ethniques. Aussi, j'analyse différemment le monde qui m'entoure. Pour cela, je souhaite exprimer un sincère remerciement à tous mes enseignants. Notamment, Dominique Vidal qui a suivi l'évolution de ce travail. Mais je n'oublie pas Françoise Lestage, Christian Poiret, Aude Rabaud, Véronique De Rudder, Marguerite Cognet, Sylvain Souchaud et toute l'équipe enseignante du master.

Bien-sûr, ce travail n'aurait pas été possible sans la présence de trois assistants de recherche et compagnons de terrain, Faith Atuhumuze, Nassib Mugwanya et Robinson Kisaka, auxquels j'adresse mes plus profonds remerciements.

Je remercie tout particulièrement, Claire Médard, Valérie Golaz et Odile Hoffmann, qui ont été d'un soutien sans faille. Je pense également à Florence Brisset-Foucault et à Anna Barral, et à notre rencontre à Kampala. J'écris mes sincères remerciements à Lucki Ametubi pour son accueil.

Aussi, je remercie Andrei, compagnon d'une vie, qui soutient mon travail au quotidien. Je dédie ce travail aux travailleurs agricoles et à la petite paysannerie de Bukerere, dont les vies sont fragilisées par la marchandisation du monde. A tous, Webale nyo nyo nyo !

À Étienne...

* IRD-URMIS, UMR 205, en accueil au CPAS, Makerere University (claire.medard@ird.fr)

** INED/IRD – CEPED, UMR 196, en accueil au CPAS, Makerere University (valerie.golaz@ceped.org)

*** IRD-CEAF/EHESS, UMR GRED, Directeur de recherche émérite à l'IRD (jean-pierre.chauveau@ird.fr)

TABLE DES MATIERES

REMERCIEMENTS.....	4
LEXIQUE	7
INTRODUCTION	9
CHAPITRE LIMINAIRE : EVOLUTION D'UNE HYPOTHESE D'ETHNICISATION DES RAPPORTS FONCIERS EN OUGANDA	15
PREMIERE PARTIE : OPERATIONNALISATION DE LA QUESTION DE RECHERCHE.	24
CHAPITRE I : LE SYSTEME FONCIER MAILO-KIBANJA : RETOUR SUR UNE TRADITION INVENTEE	25
1.2. POUVOIR ET TERRITOIRE : LE BUGANDA PRECOLONIAL, UNE ADMINISTRATION CLIENTELISTE	25
1.2. LE UGANDA AGREEMENT : CONSTRUCTION NATIONALE ET INTRODUCTION DES TITRES FONCIERS	27
1.3. LA PLACE DU FONCIER DANS LA CONSTRUCTION DE L'ETAT INDEPENDANT	31
CONCLUSION DU CHAPITRE I	34
CHAPITRE II CADRES THEORIQUES ET CONCEPTUELS : TERRE, TERRITOIRE ET « ETRANGETE » EN OUGANDA	36
2.1. LES IDENTITES DE LA QUESTION FONCIERE AU BUGANDA : ANALYSE AUTOUR D'UN EXEMPLE EMPIRIQUE	37
2.1.1. Les identités, « catégories de pratique » et « réification »	40
2.1.2. Le concept de territoire	42
2.1.3. Capital « territorialisé » et appartenance.....	43
2.2. LES ECONOMIES MORALES FONCIERES EN OUGANDA.....	44
2.2.1. Néo-patrimonialisme foncier en Ouganda.....	45
2.2.2. Patrimonialisation du territoire au Buganda	48
CONCLUSION DU CHAPITRE II FRONTIERE, IDENTIFICATION ET « ETRANGETE »	50
CHAPITRE III MIGRANTS INTERNES ET ENQUETE DE TERRAIN : UNE APPROCHE SOCIO-ANTHROPOLOGIQUE	54
3.1. LES TRAVAILLEURS AGRICOLES MIGRANTS DU SUD-OUEST : LE CHOIX DES INTERLOCUTEURS.....	54
3.1.1. Développement inégal et migrations pendant l'ère coloniale	54
3.1.2. Travail migrant et accès à la ressource foncière : Des discours à la pratique.....	56
3.2. LA « POLITIQUE DU TERRAIN » : PRODUCTION DES DONNEES ET DECISIONS INTERPRETATIVES.....	58
3.2.1. Une méthodologie socio-anthropologique	60
3.2.2 Terrain et décisions interprétatives.....	62
3.2.3. Les informateurs et les données recueillies.....	73
3.2.4. Le traitement des données	75
CONCLUSION DE LA PREMIERE PARTIE	82

SECONDE PARTIE : USAGE ET PRODUCTION DE L'ALTERITE EN OUGANDA. LES CAS DES TRAVAILLEURS MIGRANTS DE L'OUEST DANS UNE COMMUNE DE LA PERIPHERIE RURALE DE KAMPALA, AU BUGANDA

84

INTRODUCTION DE LA SECONDE PARTIE : CITOYENNETE LOCALE ET « AUTOCHTONIE » EN OUGANDA84

CHAPITRE I LE SALARIAT AGRICOLE A BUKERERE : « ETRANGETE RADICALE » ET « ETRANGETE RELATIVE ». LES EXPERIENCES DE L'ENTRE-DEUX90

1.1. B., AVENTURIER PUIS METEQUE. SON EXPERIENCE DE L'ENTRE-DEUX. 91

1.2. F., UN ENTRE-DEUX DE L' « ETRANGETE ABSOLUE »..... 92

1.3. E., L'INCLUSION PAR LE TRAVAIL, L'EXPERIENCE D'UNE « ETRANGETE RELATIVE » 95

1.4. A., UNE LONGUE ERRANCE ENTRE INCLUSION ET EXCLUSION 98

1.4. O., « THERE IS A TIME TABLE », UN METEQUE MAITRE DE SON PROJET..... 100

1.5. D., LA LIBERTE D'ALLER ET VENIR ? OU MARGINALISATION SOCIALE 103

1.6. K., UN JEUNE GARÇON VACHER AU BUGANDA..... 104

1.7. P. UNE « PARFAITE » INSERTION SOCIALE..... 107

CONCLUSION DU CHAPITRE I..... 108

CHAPITRE II. ACCES A LA TERRE ET CATEGORIES SOCIALES A BUKERERE 109

2.1. LES TRAVAILLEURS OU « WORKER » 109

Les travailleurs agricoles migrants..... 109

Les travailleurs locaux journaliers..... 110

Les garçons vachers..... 111

2.2. LES « MANAGER » 112

2.3. LE « BOSS » 113

CONCLUSION DU CHAPITRE II. 115

CHAPITRE III. L'ALTERITE AU QUOTIDIEN : « CATEGORIES DE PRATIQUE » ET ETHNICISATION..... 116

3.1. LES USAGES DE L'ALTERITE 117

3.1.1. Les « Banyankole » 117

3.1.2. Les « Banyarwanda », les « Bahima » et les « Balaalo » 118

3.2. PRODUCTION DE L'ALTERITE DANS LA REGION DES GRANDS LACS ET AU BUGANDA..... 120

CONCLUSION DE LA SECONDE PARTIE. MARCHANDISATION FONCIERE ET CONSTRUCTION DE L'ALTERITE EN OUGANDA

122

CONCLUSION DU MEMOIRE

124

BIBLIOGRAPHIE..... 128

TABLE DES ANNEXES 136

LEXIQUE

Ankole : Province administrative de l'Ouganda colonial. Son cadre territorial a été formé à partir du royaume du Nkore auquel ont été intégrés les principautés avoisinantes.

Termes en luganda :

En luganda, le singulier est marqué par le préfixe mu- tandis que le pluriel correspond au préfixe ba-. On retrouve ce système pour un grand nombre de langues bantoues. Nous utiliserons parfois la racine « ganda » pour qualifier un mot, en référence à une appartenance au Buganda.

Banyankole (sg. Munyankole) : terme bantou utilisé pour désigner les personnes qui parlent le runyankole, habitant ou originaires l'ancienne province administrative de l'Ankole, dont est également originaire le président Museveni

Banyarundi (sg. Munyarundi) : terme bantou utilisé pour désigner les personnes qui parlent le kirundi, habitant ou originaires du Burundi.

Banyarwanda (sg. Munyarwanda) : terme bantou utilisé pour désigner les personnes qui parlent le kinyarwanda, habitant ou originaires du Rwanda.

Buganda : « Un des plus puissants royaumes de l'Afrique [dite] des Grands Lacs à la fin du XIX^{ème} siècle » (Médard H., 2007). Depuis 1993, le royaume du Buganda est reconnu par le pouvoir central, le régime de Yoweri Museveni, comme une entité culturelle. Sur le plan territorial, le Buganda recouvre la région centrale de l'Ouganda.

Kabaka : Le roi du Buganda.

Kasanvu : Travail obligatoire mise en place par l'administration coloniale de 1909 à 1921.

Luganda : La langue du Buganda.

Lukiiko : Le parlement du royaume du Buganda.

Muganda : Un habitat du Buganda. (pl. baganda)

Mukopi : un paysan

Mutaka : les administrateurs de terres claniques du royaume du Buganda avant la colonisation.

Mutongole : les administrateurs des domaines du roi dans le royaume avant la colonisation.

Muzungu : En luganda, muzungu désigne un individu qui voyage sans but. Il est aujourd'hui utilisé pour désigner les individus à la peau « blanche » et entendu quotidiennement, de façon répétée, lorsqu'on est Européen en Ouganda

Luzungu : La langue du Muzungu.

Termes en anglais :

Act : Loi

Bill : Proposition de loi

Chairman : Signifie en anglais président. Dans le cas de l'Ouganda, ce terme se rapporte au conseiller local au niveau du village et est différent de la fonction de maire. Nous préférons conserver l'emploi de chairman.

Landlord : Propriétaire foncier

Termes relatifs au foncier :

Mailo : De l'anglais mile, ce système foncier résulte de l'accord signé entre le Buganda et les colons anglais. Ils formalisent l'accaparement de plus de la moitié des terres du Royaume par la couronne britannique, distribue 5 % à la famille royale – dont elle se voit exproprier depuis 1966 – le reste est réparti parmi mille notables baganda. Ces derniers deviennent propriétaires fonciers, statut qui jusqu'en 1900, date de la colonisation, était baganda. Ces derniers deviennent propriétaires fonciers, statut qui jusqu'en 1900, date de la colonisation, était réservé au roi. Les titres de terre *Mailo* land sont gérés par le gouvernement central.

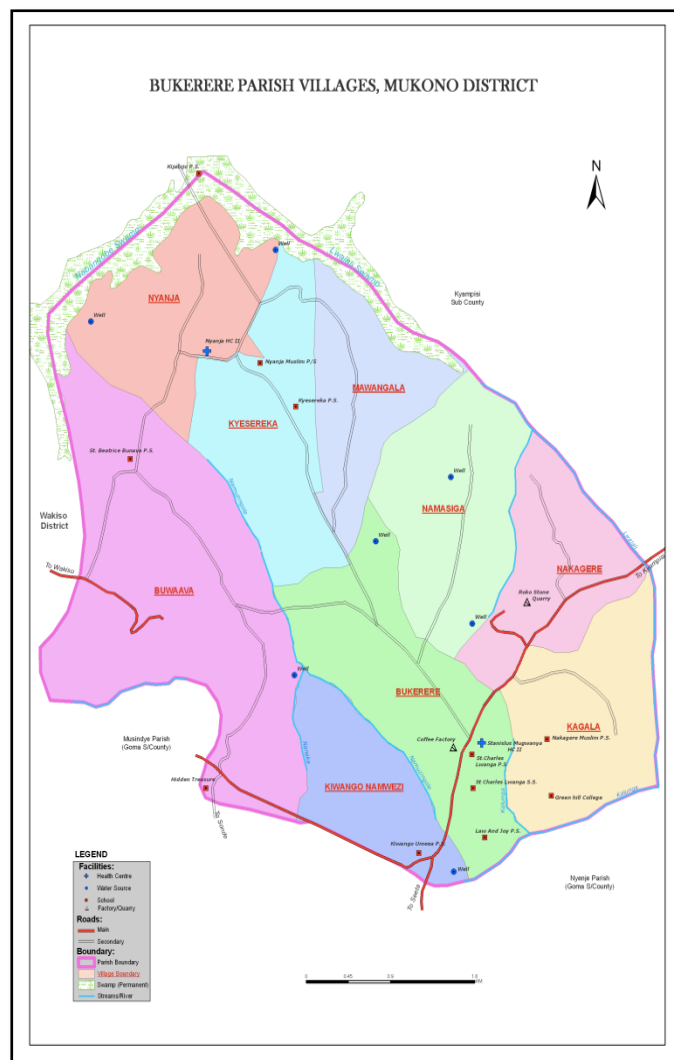
Kibanja : droit d'usages sur une parcelle détenue en *mailo* par un propriétaire qui détient le titre foncier.

Busuulu : Tribut annuel que les détenteurs de kibanja doivent payer au propriétaire de mailo.



Carte n°1 : L'Ouganda par district.
Encadré en rouge, le district de Mukono.

Source : Cartes et sources d'informations cartographiques des Nations Unies.



Carte n°2 : La commune de Bukerere et ses neufs hameaux, dans le district de Mukono.

Un terrain de recherche en périphérie rurale de Kampala.
Source : Ministère de l'agriculture, de l'industrie animale et de la pêche, 2011.

INTRODUCTION

J'ai découvert l'Ouganda (carte n°1, p.8) mais surtout sa capitale et sa première couronne périphérique en 2011. Pendant six mois, en périphérie rurale de Kampala, j'ai rencontré puis travaillé avec une cinquantaine de paysans et paysannes de la commune de Bukerere (carte n°2, p.8).

Ce mémoire est le résultat d'un travail d'équipe grâce auquel j'ai pu retourner sur le terrain d'enquête du 17 février au 31 mars 2013. D'avril à septembre 2011, j'ai observé les systèmes agraires afin de comprendre comment la dynamique urbaine modifiait la mise en valeur des terres agricoles et les modalités d'accès à la ressource foncière par et pour la paysannerie. Dans la commune de Bukerere, une majorité des habitants sont exploitants usufruitiers, ils possèdent un droit d'occupation (*kibanja*, pl. *bibanja*)¹ sur des domaines appartenant à des propriétaires fonciers, détenteurs de titres fonciers (les *mailo* introduits au début du XXème siècle), une autre partie possède à présent la terre en pleine propriété. Les paysans, pour la plupart détenteurs de *kibanja*, sont les premières victimes des évictions liées à l'intense marchandisation du bien foncier depuis 2005² dans la zone d'étude, nous y reviendrons. Aussi, parmi ceux que nous avons rencontrés, la majorité disposait d'une surface agricole disponible rarement supérieure à deux hectares³ et des modalités d'accès à la ressource foncière précaires⁴. Des « compromis d'usage » entre propriétaires et petite paysannerie sont présents et nombreux dans la zone d'étude. Ce sont des arrangements entre habitants ou exploitants, qui garantissent aux individus sans-terre ou à la petite paysannerie, un accès à la ressource foncière en contrepartie d'un service ou d'une rémunération. Ils permettent notamment à une nouvelle classe paysanne de « sans-terres » d'assurer une agriculture de subsistance pour nourrir l'unité familiale. Des revenus d'appoint sont nécessaires. Quant aux jeunes, faute de terres disponibles pour assurer la création d'un foyer, ils s'engagent dans le secteur informel (confection, taxi moto, kiosque). Dans la commune de Bukerere au Buganda, la petite paysannerie est marginalisée. La généralisation du titre foncier voulue par le président Yoweri Museveni, soutenu pour les bailleurs de fonds

1 Un *kibanja*, est un droit d'usage sur une parcelle située sur un domaine privé, le *mailo*. Ce système foncier particulier au Royaume du Buganda, est nommé système *mailo-kibanja*.

2 Chalin V., Golaz V., Médard C., 2012, Essor des titres fonciers et marginalisation de la petite paysannerie en Ouganda, Article présenté au Colloque René Dumont, Paris, 15 p.

3 D'après les entretiens menés dans la zone d'étude d'avril à septembre 2011.

4 Chalin V., Golaz V., Médard C., 2012, *ibid*.

internationaux depuis les années 1990, montre aujourd'hui ses limites⁵. Les inégalités sont débattues par le parti au pouvoir, le National Resistance Movement (NRM) et les partis d'opposition dont le Democratic Party (DP), bien implanté au Buganda.

La région centrale de l'Ouganda peut être définie différemment par les individus qui y vivent, la traversent, s'y installent et y habitent. Royaume du Buganda hier, c'est à partir de ce territoire que les administrateurs coloniaux ont construit le cadre national ougandais sur un « blanc cartographique »⁶. Jusqu'à la fin du XIX^e siècle, être *muganda* (pl. *baganda*), signifiait être un habitant du Buganda, l'un « des plus puissants royaumes de l'Afrique [dite] des Grands Lacs »⁷. Aujourd'hui, en 2013, les Baganda sont reconnus par la Constitution de la République Démocratique de l'Ouganda, comme une « communauté autochtone »⁸ parmi les cinquante cinq autres qui la composent. La région de la capitale, Kampala, ou encore le Royaume du Buganda, est un territoire d'immigration. Elle concentre la majorité des investissements et attire, de ce fait, de nombreux hommes, migrants internes, qui viennent tenter leur chance à Kampala et dans sa périphérie. Le système foncier *mailo-kibanja* que l'on ne retrouve qu'au Buganda, associe un propriétaire foncier et des détenteurs de droits d'usage sur un même domaine terrien. A la fin des années 1990, le « président-parti » Yoweri Museveni, a engagé une série de réformes foncières visant à sécuriser la tenure foncière des détenteurs de droits d'usage. En 2007, un amendement proposé par le même régime, se présente comme un moyen de sécuriser la tenure des personnes sans droits fonciers présentes sur une parcelle depuis 1983. Le régime rentre alors dans sa plus grave crise politique, qui durera deux ans et qui opposera le Royaume du Buganda au régime au pouvoir. Le système *mailo-kibanja* est défendu comme patrimoine par le Royaume et l'amendement en question permettrait à n'importe qui de venir et de s'installer sur des terres ganda⁹. Le royaume réduit au statut de « communauté » a repris l'outil d'autochtonisation à son compte. Le système foncier de la région centrale, serait un patrimoine ganda, les réformes foncières qui le concernent permettraient à des « étrangers » de s'approprier des terres ganda. En parallèle des débats entourant la question foncière, Museveni et le NRM dont le programme dit vouloir

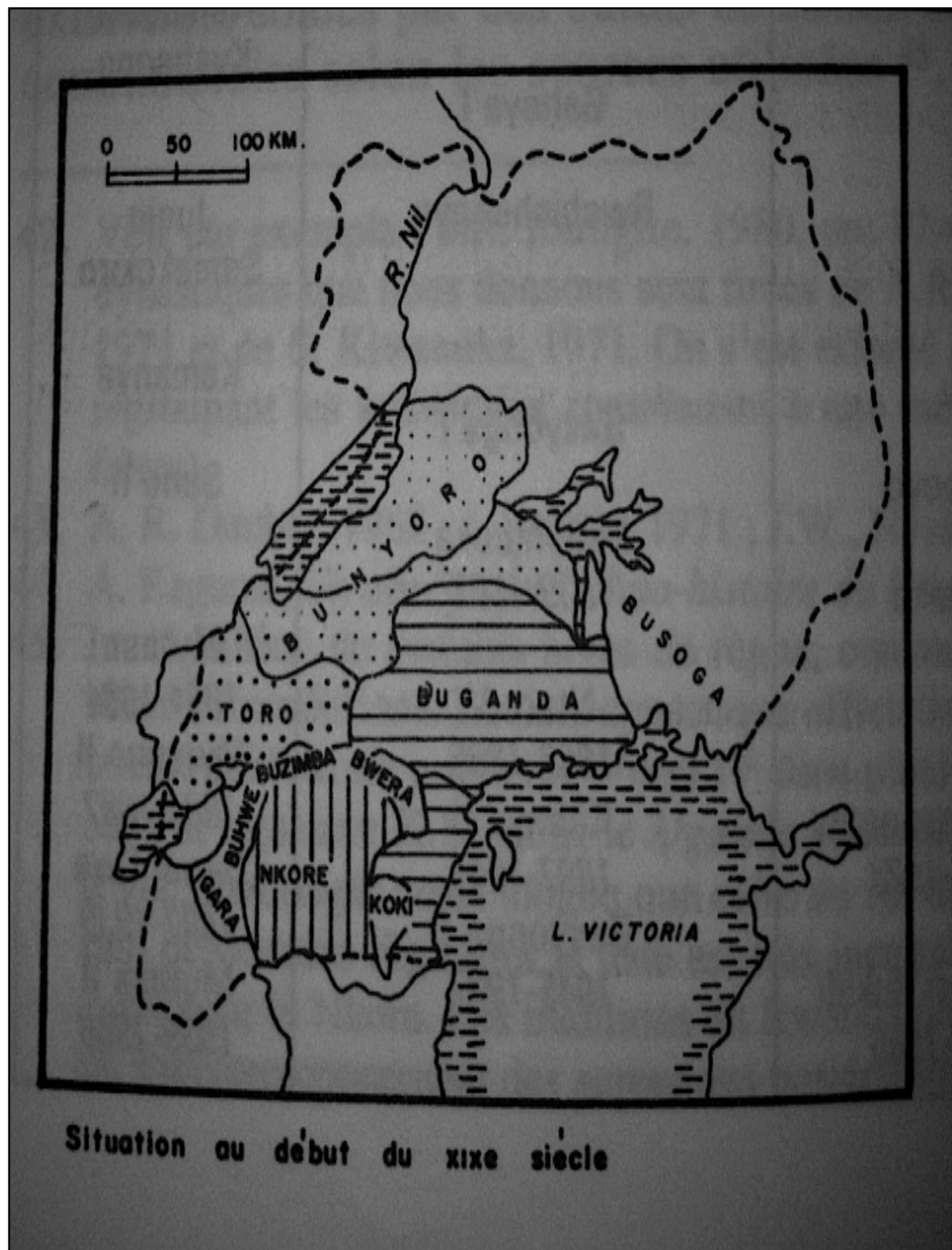
5 Golaz V., Médard C., 2011, Titres de propriété et insécurité foncière au Buganda. Récits contrastés, CERI-CNRS, Sciences Po, Paris, 8 p.

6 Calas B., 1994, « La formation du cadre territorial : le moment colonial » paru dans Prunier G. et Calas B., 1994, L'Ouganda territorial, Paris, Éditions Karthala - IFRA, 303 p.

7 Médard H., 2007, Le Royaume du Buganda au XIX^e siècle, Paris, Éditions Karthala - IFRA, 666 p.

8 Chapitre III, paragraphe 10 alinéa (a) de la Constitution de la République Démocratique de l'Ouganda, 1995.

9 Propos tenus par le président du parti conservateur, Ken Lukyamuzi et recueillis par Lauriane Gay en février 2010.



Carte n°3: La situation géopolitique des grands royaumes de l'Ouganda pré-colonial au début du XIXème siècle. A l'ouest le royaume du Nkore et au centre le Buganda.

Source : Chrétien J-P, 1994.

lutter contre le « sectarisme » « religieux », « ethnique » et de « caste » (en référence à l'opposition tutsi/hutu traduite par une opposition bahima/bairu chez les Banyankole en Ouganda)¹⁰ doivent rendre des comptes à certains membres du parlement, qui s'étonnent du nombre de Banyankole¹¹ nommés à des postes importants dans les ministères¹². Le fait que l'éradication du sectarisme ethnique, régional, religieux soit l'un des dix points du manifeste du NRM que Museveni écrit pendant le maquis doit être compris comme une façon de se démarquer d'un cadre idéologique raciste véhiculée dans l'Afrique dite des Grands Lacs tout au long du XXème siècle. En 1993, Museveni, qui se dit munyankole, déclarait ceci lors d'une interview donnée à l'un des principaux journaux du pays :

« No, I am not a Munyarwanda¹³. You go and ask people in Ntungamo and Rukungiri¹⁴ [...] They have lived with my people since time immemorial. [...] But even if I am a Munyarwanda but I have now lived here and shown my loyalty to Uganda. [...] What would the original Ugandans have done better than me, the immigrant? »

Terre d'immigration, le royaume du Buganda a longtemps été fondé sur un pouvoir centralisé et son territoire intégrateur en permettant à des migrants internes, mais aussi des originaires du Rwanda et du Burundi ou du Congo, d'acheter des *kibanja* ou des titres de propriété privée¹⁵. Pourtant, en 2009, il est le théâtre de violences à tournure xénophobe « anti-Rwandais » qui font suite à une intervention autoritaire du régime de Museveni à l'encontre du royaume. L'assimilation dans les discours des populations de l'ouest de l'Ouganda, incluant le président Yoweri Museveni lui-même, à des Rwandais et du même coup à des étrangers traduit une forme de xénophobie qui s'est répandue au Buganda et qui exprime également des frustrations par rapport au régime politique en place. C'est par rapport à ce

10 Les termes de « sectaire » et de « sectarisme » sont utilisés par Museveni pendant la guerre du maquis (1976-1985) alors que son parti formule sa « conception de la démocratie qui allait au-delà d'une simple organisation d'élections pluralistes. En effet, le NRM a souligné l'importance de la démocratie populaire et d'élections législatives qui seraient organisées sur une base non sectaires. » (TIDERMAND P., 1994).

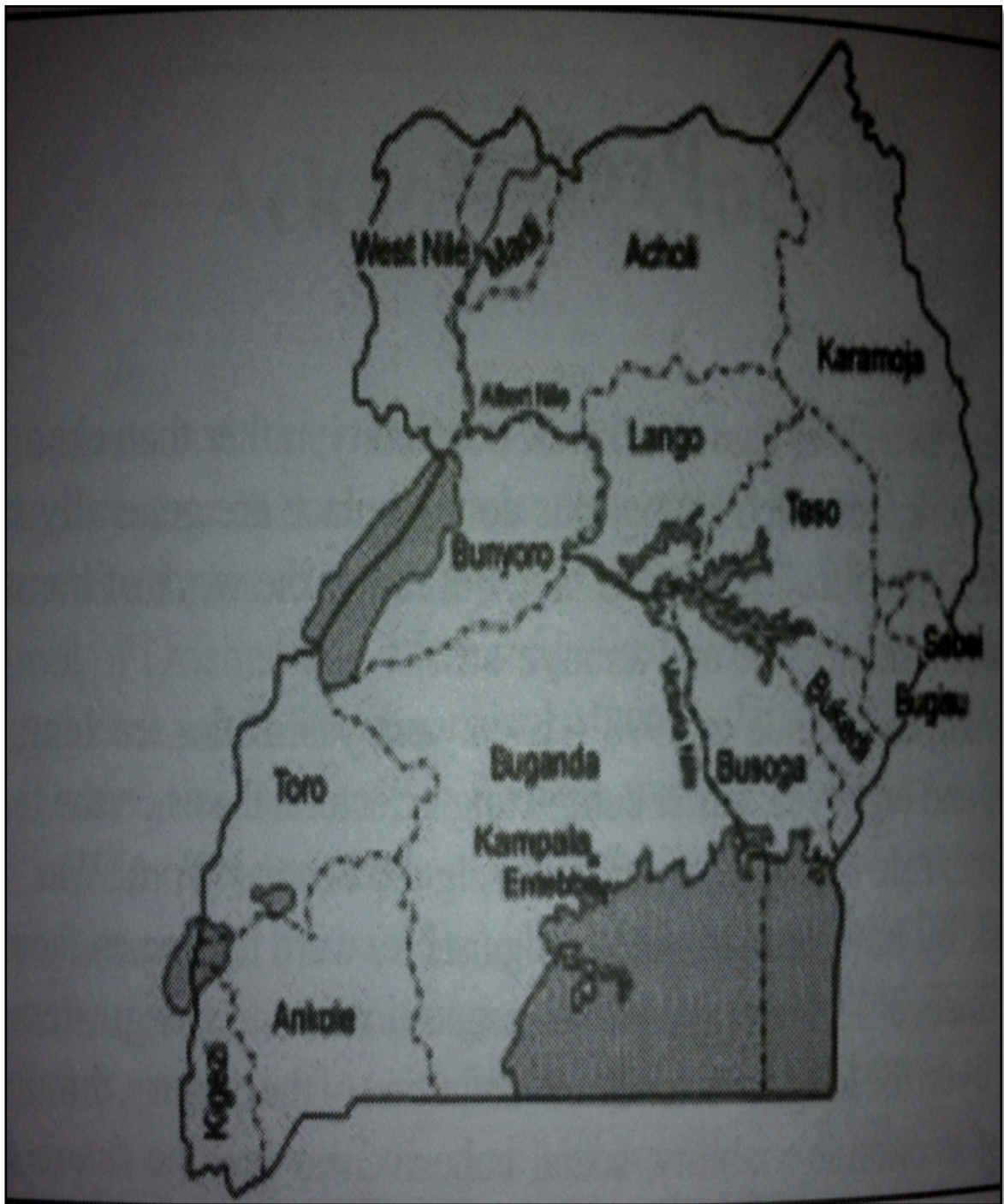
11 Banyankole (sg. Munyankole) est le terme bantou utilisé pour désigner les personnes qui parlent le runyankole et habitant ou originaires l'ancienne province administrative de l'Ankole, dont est également originaire le président Museveni. Banyarwanda (sg. Munyarwanda) est le terme bantou utilisé pour désigner les personnes habitant ou originaires du Rwanda.

12 Green E.D, 2005, "Ethnicity and the Politics of Land Tenure Reform in Central Uganda", DESTIN Working paper, 26 p. – Daily Monitor (Kampala), 14 janvier 2010, " Delegate asks Museveni to explain sectarianism".

13 Les Banyarwanda (sg. Munyarwanda) composent un groupe qui vivait initialement à cheval entre les frontières rwandaises et ougandaises. Au Buganda, certains représentants politiques d'extrême droite, font l'amalgame entre Batutsi, Banyankole et Banyarwanda afin de faire du gouvernement, une assemblée d'« étrangers » non nationaux. Certains vont même jusqu'à réactiver la racialisation des groupes Bahutu et Batutsi pour décrédibiliser le parti au pouvoir.

14 Districts situés au Sud-Ouest de l'Ouganda.

15 Richards A.I., 1954, Economic development and tribal change, A study of immigrant labour in Buganda, Nairobi, Oxford University Press, 309 p.



Carte n°4 : Les frontières administratives avant et à l'indépendance de l'Ouganda en 1962.
On retrouve au centre le Buganda et au Sud-Ouest la région Ankole.
Source : Thompson G., 2003.

contexte, que nous nous intéressons au travail, aux formes d'accès et aux modalités d'usage de la ressource foncière des migrants internes, venus de l'Ouest pour gagner leur vie dans la région centrale, au Buganda.

Jusqu'à la fin du XIX^{ème} siècle, au nord du Royaume du Rwanda, le cadre territorial précolonial de l'Ouganda était composé de principautés à organisation politique centralisée, dont le royaume du Nkore (carte n°3,p10), au sein desquelles on parlait, parmi d'autres langues, le runyankole. Sous le régime du protectorat britannique, les administrateurs coloniaux, créèrent la région Ankole (carte n°4, p.11) englobant le Nkore, et les royaumes avoisinants. Ainsi, même si depuis 2010, le pays est administrativement divisé en quatre régions (carte n°5, p.12), l'Ouest, le Nord, le Centre (le Buganda) et l'Est, dans la pratique, une personne qui parle le runyankole et vient de l'Ouest est appelée un munyankole (pl. banyankole). Avant la crise des années 1960 et son abolition, le royaume du Buganda était perçu comme « dominant » par le reste de l'Ouganda. Depuis 1993, le président Museveni a autorisé la réintroduction des royaumes en Ouganda (à l'exception du royaume de Nkore d'où il est originaire), leur conférant un rôle culturel. Malgré l'intervention de Museveni permettant le rétablissement du royaume du Buganda, la région centrale est considérée, de plus en plus à l'heure actuelle, comme un bastion d'opposition. Des voix s'y élèvent contre la « domination » des Banyankole avec le rôle croissant de personnes de l'Ouest dans le gouvernement et dans les affaires. En août 2009, le *Kabaka*, le roi, n'est pas autorisé par le pouvoir central à se rendre dans l'une des provinces du Buganda, revendiquant son autonomie. S'en suivent, en septembre, de violentes émeutes, dans lesquelles des personnes identifiées comme Banyankole ou Banyarwanda seront prises pour cibles¹⁶. En réalité, les affrontements opposèrent principalement les forces policières et des opposants au régime, partisans du Kabaka, le roi du Buganda. Un amendement de la réforme foncière de 1998, finalement voté au mois de novembre 2009, présentée également comme une atteinte aux prérogatives du royaume, fait partie des motifs des protestations. Pourtant, apparemment en faveur des détenteurs de *kibanja*, cet amendement est vécu par les milieux royalistes comme un nouvel affront du NRM. Cet affront s'ajoute au refus catégorique du régime de Museveni

¹⁶ <URL>: <http://focus.rw/wp/2009/09/mobs-of-baganda-youths-to-banyarwanda-get-out-of-our-country>. Les individus qui ont agi de la sorte semblent l'avoir fait en marge des manifestations. Par ailleurs, les affrontements entre les émeutiers et les forces de l'ordre feront de nombreux morts et blessés. Human Right Watch, fait état de bavures policières. <URL> : <http://www.hrw.org/news/2010/09/10/uganda-investigate-2009-kampala-riot-killings>. <URL> : <http://news.bbc.co.uk/2/hi/africa/8249693.stm>. Certains journaux parleront de violences ethniques d'autres évoquent une crise politique et sociale latente. A ce propos, voir les travaux de Florence Brisset-Foucault.

de considérer un retour au fédéralisme des années 1962-1966¹⁷.

À la différence de nombreux cas en Afrique de l'Ouest et de l'Est où l'accès au foncier est défini par le lignage ou encore la filiation. Au Buganda, avec la perte du contrôle clanique sur la terre au profit de la royauté, la répartition de la terre est lors de l'introduction du système *mailo*. Tradition inventée, héritée du moment colonial, les réformes qui le concernent, font l'objet de vives contestations politiques et populaires. Des revendications identitaires viennent parfois s'immiscer dans les arguments des parties prenantes au conflit, nous rappelant que le territoire est une ressource sociale, politique et économique.

À Bukerere, dans notre zone d'étude, la petite paysannerie démultiplie les emplois précaires tandis qu'une classe moyenne urbaine fait l'acquisition de parcelles en pleine propriété et emploie des salariés agricoles de l'Ouest notamment, pour cultiver et exploiter leur bien acquis¹⁸. C'est dans ce contexte de marchandisation foncière, de développement des titres de propriété exclusive, de marginalisation de la petite paysannerie, de migrations internes, et de la réactivation de discours xénophobes exprimées à l'égard des Banyankole et des Banyarwanda, que nous avons souhaité nous intéresser aux identités de la question foncière au Buganda.

Comment le territoire et les identités sont-ils associés pour faire valoir des droits fonciers ? Par qui et comment l'« autochtonie » est-elle revendiquée ? Comment des communautés territoriales sont-elles fabriquées dans la course aux ressources politiques et économiques d'un Etat contemporain africain ? Comment dans une société capitaliste et un Etat contemporain, les inégalités foncières sont-elles exprimées en des termes ethniques ? Les relations foncières sont-elles modifiées par cette dynamique ethno-politique.

Au cours des mois qui ont précédé notre départ sur le terrain, dans le cadre du Master 2 Recherche « Migrations et Relations inter-ethniques » de l'Urmis, nous nous sommes beaucoup intéressés aux processus d'ethnisation des rapports sociaux. Nous avons pensé les enjeux fonciers au Buganda en ces termes, notamment en formulant l'hypothèse, que les travailleurs agricoles migrants de l'Ouest, avaient pour projet de négocier ou d'acheter un accès à la ressource foncière. Le chapitre liminaire qui précède les deux parties principales de ce mémoire, expose l'évolution de l'hypothèse d'une ethnisation à partir d'un exposé des

¹⁷ Voir les travaux de Laurianne Gay et de Anna Barral.

¹⁸ Chalin V., 2011, « Urbanisation, Patrimoine foncier et Ruralité : Quelles évolutions de la paysannerie ganda en périphérie de Kampala ? », Mémoire de fin d'études, ISTOM, 120 p.

enjeux fonciers observables au Buganda et en Ouganda. Nous verrons que c'est à partir de la compréhension de ces enjeux que nous avons préféré les concepts de néo-patrimonialisation et de patrimonialisation des enjeux fonciers.

CHAPITRE LIMINAIRE : EVOLUTION D'UNE HYPOTHESE D'ETHNICISATION DES RAPPORTS FONCIERS EN OUGANDA

En sociologie, « on identifie un processus d'« ethnicisation » des rapports sociaux lorsque l'imputation ou la revendication d'appartenance ethnique [...] deviennent – par exclusion ou par préférence – des référents déterminants (englobants et dominants, voire exclusifs) de l'action et dans l'interaction, par opposition aux situations dans lesquelles ces imputations et identifications ne constituent qu'un des référents parmi d'autres du rôle, du statut, et, en dernière instance, de la position hiérarchique dans les classements sociaux. » (De Rudder, 2005)¹⁹. Utiliser le terme d'« ethnicisation » en lieu du terme d'identification permet de rendre compte des processus qui produisent de l'altérité socialement construite et donc hiérarchisante. Les termes d'ethnie ou de groupe ethnique seront utilisés, sans postuler qu'ils sont inventés de toute pièce risquant de nous mener à un glissement normatif dangereux²⁰, on étudiera plutôt les processus d'« assignation à résidence identitaire » pour paraphraser Michel Giraud²¹. Au Buganda, il nous faudra donc analyser les processus de construction de l'altérité entre Baganda et migrants des régions et pays voisins qualifiés de Banyankole, Banyarwanda et Banyarundi²². Poiret et *al.*, ne manquent pas de préciser que « l'« ethnicisation » a partie liée avec les concepts de nation, de citoyenneté, d'appartenance »²³. Dans le cas de l'Ouganda, cette précision est tout à fait éloquent car les conflits fonciers entre le Buganda et le gouvernement Museveni, au pouvoir depuis 1986, ne sont pas uniquement des « enjeux fonciers »²⁴. Derrière chacune des réactions politiques du Buganda envers les lois et les réformes foncières se profile la réouverture d'un dossier

19 De Rudder V., 1995, Dictionnaire historique et critique des relations inter-ethniques, n°3, Paris, Pluriel, pp. 42-44

20 Ainsi, Jean-Loup Amselle s'est attaché à démontrer la construction de toute pièce du terme ethnies par les colons. Nier que les ethnies existent aujourd'hui parce que des groupes ou des individus sont justement « ethnicisés » en référence à une « appartenance originelle » conduirait à ne pas inclure des modalités des rapports sociaux, et donc à nier que des individus sont dominés parce qu'ils sont ethnicisés.

21 Giraud M., 1997, « La créolité : une rupture en trompe l'œil. » Cahiers d'études africaines, n°148, vol. XXXVII-4, p. 795-811.

22 Banyarundi (sg. Munyarundi) est le terme bantou utilisé pour désigner les habitants et les personnes originaires du Burundi.

23 Poiret C., Hoffmann O., Audebert C., 2011, Éditorial – Contextualiser pour mieux conceptualiser la racialisation, Revue européenne des migrations internationales, vol. 27, n°1, p.11

24 « Les relations foncières sont souvent sous-tendues par un complexe d'enjeux très hétérogènes et dépendants des acteurs impliqués. Il peut s'agir d'enjeux productifs, commerciaux ou de subsistance, rentiers, inscrits dans le long terme ou dans la longue durée liés à des questions de sécurisation ou de gestion du risque, ou encore d'enjeux politiques, religieux ou symboliques. [...] Une relation foncière n'est que rarement purement foncière. [...] Enfin, cette relation foncière ne correspond pas seulement à un ou des enjeux donnés, mais elle contribue à en révéler d'autres ou à les transformer » (Le Meur, 2002)

particulièrement sensible, le dossier *federo*²⁵. C'est-à-dire, des débats liés à la naissance d'un Etat fédéral ougandais, au sein duquel le Royaume du Buganda serait un Etat fédéré²⁶.

La « démocratisation » du système mailo-kibanja

Le président Yoweri Museveni accède au pouvoir en 1986 grâce à une alliance « contre nature »²⁷ avec le *Kabaka* (dont la position, modérée, n'a rien à voir avec le parti KY des années 1960). La reconnaissance du système *mailo-kibanja* comme système foncier traditionnel doit notamment être analysée dans ce contexte. Dès 1998, le gouvernement engage des réformes foncières visant à mettre fin au système de propriété duale. Ces réformes s'inscrivent en réalité dans le processus de développement des titres fonciers prôné comme solution à toutes les problématiques liées à la terre par les bailleurs de fonds internationaux. Lors des campagnes présidentielles, dont la dernière en date de 2011, Museveni réaffirme sa volonté de « démocratiser » le système foncier. Le paysan doit être le propriétaire de la terre qu'il utilise. On retrouve en quelque sorte la rhétorique du Président ivoirien, Houphouët Boigny, qui consistait à dire « la terre appartient à celui qui la met en valeur »²⁸, seulement le contexte est différent au Buganda puisque des titres fonciers qui ne traduisent pas une occupation effective des terres existent. Comme solutions, l'enregistrement des parcelles auprès des bureaux fonciers et l'obtention d'un titre de propriété par les détenteurs de droits d'usage, sont celles soutenues par le président. Le 25 février 2013, dans une déclaration publique, Museveni réaffirmait ses engagements et désignait les *bayaaye*, (les « nouveaux-riches »), les responsables locaux corrompus et une paysannerie non « sensibilisée » comme les trois problèmes à combattre pour lutter contre les évictions.

25 Le terme *federo*, comme le terme *mailo* est une « lugandisation » du terme anglais *federal*. Le dossier *federo* rassemble les débats liés à la construction d'un Etat fédéral en Ouganda, pour lequel milite le royaume du Buganda, depuis que les royaumes ont été abolis en 1966 puis restauré en 1993 mais sous la forme de monarchie culturelle. Si le NRM a fait alliance avec les royalistes ganda pour arriver au pouvoir (Bernard P., 2012), il s'oppose aujourd'hui catégoriquement à l'idée d'un Etat fédéral et a engagé depuis 2010, des réformes de l'administration territoriale visant à un maillage plus fin du territoire.

²⁶ Le *federo* ne correspond pas exactement à la définition de l'Etat fédéral donné en sciences politiques. À ce propos, voir Gay L., 2010. L'auteur parle de « fédéralisme à l'ougandaise ».

²⁷ Bernard P., 2012, *ibid*.

²⁸ Gary-Toukara D., 2010, « Cinquante ans de politique de la nationalité en Côte d'Ivoire », *Outre-Mers*, 98, n°368-369, pp. 159-175, Chauveau J.P, 2000, « Question foncière et construction nationale en Côte d'Ivoire. Les enjeux silencieux d'un coup d'État », *Politique Africaine*, n°78, pp. 94-125

« On account of the peace and the private sector-led pro-business policies of the NRM, there is increased tempo for development and therefore, greater thirst for land. This is healthy and good. However, there are three problems: Bayaaye-minded, nouveau-rich, pseudo capitalists; corrupt local leaders, police and courts; and still unsensitized peasantry.

These Bayaaye-minded pseudo-capitalists refuse to observe two pre-requisites of peaceful acquisition of land for development, willing seller – willing buyer, and a fair, market determinate price per acre of land if the ‘Kibanja’ owner is willing to sell.

All the other talk by these pseudo capitalists is wrong and off the point. Mwegule²⁹ (redeem your ownership), twabasasula³⁰ (we compensated them), etc, is all talk that is off the point. A legal ‘kibanja’ owner or a bona-fide one does not have ‘Kwegula’. If he/she is not able to kwegula, he/she will continue with his/her kibanja.»³¹

L’ordre libéral foncier équivalent à « une parcelle égale un individu égale un titre » n’est pas remis en question par le gouvernement. La “soif de terre” est qualifiée de « saine et bonne ». Il est dit que le problème majeur n’est pas le développement de la propriété privée exclusive mais les nouveaux investisseurs, qui ne se soucient guère de savoir si les détenteurs de *kibanja* acceptent les conditions de la vente, mais les imposent. Aussi, le président qui est pourtant également celui qui promeut les investissements agricoles de grande ampleur, s’impose comme le défenseur de la paysannerie. Dans la zone d’étude, les évictions ont été nombreuses dans un certain village³². Et, c’est un ancien ministre, proche de la famille du président, qui en a été l’auteur grâce aux procédés de compensation inégalitaires dont Museveni fait mention. En Ouganda, comme dans de nombreux pays en Afrique, la petite paysannerie constitue une part importante de l’électorat. Cet extrait de discours révèle bien toute l’ambiguïté de la position du président et du développement de l’ordre libéral foncier.

29 Okugwela signifie racheter en luganda. Mwegule signifie « je rachète » ici, le kibanja, le droit d’usage, pourtant Museveni parle de propriété (ownership), nous y reviendrons.

30 Okubasasula signifie indemniser en luganda et Twabasasula signifie alors Nous les indemnisons, ici les détenteurs de kibanja dont les dits « Bayaaye mind » veulent acheter la terre.

31 Chimpreports, 28 février 2013, « President Museveni’s Full Speech on Land Grabbing Evictions ». <URL> : <http://www.chimpreports.com/index.php/news/8494-president-museveni’s-full-speech-on-land-grabbing-evictions.html> Museveni dit ici qu’il n’est pas légal d’indemniser les détenteurs de kibanja ou de bona fide. Rien ne les oblige à vendre leurs droits.

32 Chalin V., Notes de terrain, avril - août 2011, commune de Bukerere, périphérie rurale de Kampala, Ouganda.

Développement du titre foncier et ordre libéral

En périphérie de Kampala, dans le district de Mukono, les opérations foncières se sont démultipliées depuis 2005³³. De nouveaux investisseurs urbains se portent acquéreurs de la terre. Ils confient leur exploitation à une main d'œuvre généralement migrante, à son tour, parfois en mesure après quelques saisons de capitalisation d'investir dans l'achat de terres, au moment où une nouvelle classe de paysans naît, celle des sans-terres. Certains habitants qui continuent de vivre de l'agriculture doivent compter sur une diversification de leurs moyens d'accéder au foncier. L'agriculture devient pour beaucoup une source de subsistance alimentaire, mais ne permet plus la reproduction de l'unité familiale. La pluriactivité est de mise, avec la détérioration des conditions de vie qu'elle impose (travail dans les carrières notamment)³⁴. C'est dans ce contexte que nous souhaitons étudier les répercussions des discours ethnicisants tenus par le royaume du Buganda et des partis nationaux conservateurs sur les relations des individus autour de la ressource foncière. A Bukerere, il est fréquent de constater que les propriétaires sont absents, on parle parfois d'*absentee landlord* (propriétaire absent) pour qualifier les propriétaires fonciers qui habitent en ville et qui ne mettent pas en valeur leur bien. Il est courant que ces propriétaires de terres détenues en *kibanja* ou en *mailo* cèdent l'usage de leur bien à des tiers, soit contre le paiement d'un loyer, soit contre une occupation utile de la terre. Nous la qualifions d'utile car elle empêche comme le disent les propriétaires que des « squatters » ne s'installent sur leur terre. Autrement dit, ces « squatters » sont des paysans sans terre ou disposant d'un espace si réduit, qu'ils empiètent sur des parcelles abandonnées, laissées depuis plusieurs saisons en friche, pour cultiver. Ces arrangements entre *absentee landlord* et petite paysannerie sont des « compromis d'usage ». La pluriactivité est de mise dans la zone d'étude. Les individus qui cumulent les sources de revenus sont ceux dont la surface agricole disponible est si réduite qu'ils ne peuvent plus compter sur la récolte pour vivre. Avec la marchandisation foncière et le développement de la propriété privée, les détenteurs de titre sont tentés par la vente. La réforme foncière de 2009 stipule que le détenteur de titre et le détenteur le *kibanja* ont tous deux un droit de préemption sur les ventes de l'autre détenteur d'un droit sur la même terre, concerné³⁵. Le propriétaire ne peut vendre sans avoir trouvé un accord avec le détenteur de droit d'usage et le détenteur de

33 Chalin V., Golaz V., Médard C., 2012, Essor des titres fonciers et marginalisation de la petite paysannerie en Ouganda. 15 p.

34 Chalin V., 2011.

35 Mugambwa J.T., 2002, Principles of land law in Uganda, Kampala, Fountain Publishers, pp. 7-32

kibanja ne peut vendre son droit d'usage sans l'accord du propriétaire. Dans la pratique, les choses sont différentes. Nous avons constaté que les détenteurs de *kibanja* n'avaient qu'un pouvoir restreint dans les négociations dans le cas d'une vente. Aussi certains propriétaires de *mailo*, préfèrent ne plus demander le paiement du tribut annuel, le *Busuulu*, en échange duquel ils remettent un reçu, « petit papier » qui fait foi de leur droit foncier. Il est alors aisé pour le vendeur, de tirer la transaction à son avantage. Un cas que nous avons rencontré illustre cet exemple. Un paysan avait hérité d'un *kibanja* de 1,7 hectare (ha) par son père. Lorsque le propriétaire lui a annoncé sa volonté de vendre, ses marges de manœuvre étaient alors bien faibles. L'accord qui a été conclu est le suivant. Le propriétaire a donné au paysan un titre de propriété privée mais pour une parcelle de 0,4 ha. Il lui également remit une somme d'argent en liquide (une indemnisation) équivalent à 4000 dollars afin de compenser la perte³⁶. Or, dans le district de Mukono, le prix d'un acre, c'est-à-dire 0,4 ha, varie entre 22 000 et plus de 44 000 dollars³⁷.

Finalement, d'un système de propriétaire-usufruitiers, on passe progressivement à un système de propriété individuelle exclusive. Si dès l'origine, il est souligné que le système *mailo* permet le développement de l'achat et de la vente de terre, aujourd'hui le terme lui-même de *mailo* a revêtu le sens nouveau de propriété exclusive, glissement de sens révélateur³⁸. En dépit de la progression de la pleine propriété, les cas où l'occupant-cultivateur est également propriétaire sont peu courants. Lorsque le détenteur de *kibanja* voit son statut évoluer vers la pleine propriété, il y perd, Le parcellaire étant, la plupart du temps divisé par quatre. Mais, cette transformation contribue à la sécurisation de son accès au foncier dans ce contexte nouveau. Toutefois, même s'il intériorise une forme de nécessité dans ce changement, il n'est pas toujours en mesure d'y prendre part sans les ressources financières adéquates. Pour les plus pauvres, en dépit du développement de la pleine propriété, l'achat formalisé reste toujours minoritaire dans les formes d'accès à la terre. Formelle ou informelle, la monétarisation de l'accès à la terre est accrue, même si dans certains cas particuliers³⁹,

³⁶ Entretien A4, Chalin V., 2011,

³⁷ Gay L., 2010, p.60

³⁸ Golaz, Médard, Titres de propriété et insécurité foncière au Buganda. Récits contrastés. CERI. Chalin V., Golaz V., Médard C., 2012, Essor des titres fonciers et marginalisation de la petite paysannerie en Ouganda. 15 p.

³⁹ Sur les parcelles en chantier, mais aussi plus généralement dans le cas de parcelles appartenant à un parent absent (Entretien B38, V. Chalin, juillet 2011) ou de parcelles plantées de jeunes arbres, où le propriétaire des arbres peut laisser cultiver entre les lignes d'arbres en échange d'une surveillance régulière de sa plantation (Entretien B27, V. Chalin, juillet 2011).

quelques usagers obtiennent l'autorisation de cultiver une parcelle gratuitement ou cultivent sans autorisation. Loin de contribuer à protéger les droits de ceux qui mettent en valeur la terre, l'essor de la pleine propriété contribue à leur marginalisation avec des phénomènes d'éviction qui se répandent. De nouveaux propriétaires apparaissent en dehors des héritiers des titres de *mailo*, mais ce ne sont généralement pas les anciens occupants de ces terres. En pratique, malgré les lois foncières successives, on est loin de la protection des droits des occupants : la logique d'une accumulation rentière ou spéculative rend les évictions inéluctables en dépit des lois et des positions de principe. Il n'y a donc pas localement de véritable démocratisation de l'accès au titre foncier. La fragilisation des droits des petits paysans et des droits d'usufruits, si elle est en partie attribuable à un phénomène d'accroissement de la valeur de la terre lié à la proximité de Kampala, se rattache également à l'introduction et au développement de cette fiction juridique que constitue le titre foncier à l'origine de la séparation entre propriété et mise en valeur effective et ce, à différentes époques, avec le soutien de l'appareil d'Etat. Au-delà des conditions économiques, les mécanismes juridiques et politiques qui permettent ces phénomènes d'accaparement foncier, observables à l'échelle de l'Ouganda dans son ensemble, sont en place. Et, si la paysannerie sans terre parvient à négocier son accès au foncier, il reste précaire et s'insère dans des rapports de clientélisme intégré dans la convention sociale de l'État contemporain ougandais. Nous l'avons vu, les tensions foncières entre détenteurs de *kibanja* et travailleurs migrants se sont exprimées dès les années 1960. Elles prennent aujourd'hui une autre tournure que nous allons détailler. Les « voleurs de terre » ne sont plus uniquement les migrants venus de l'Ouest mais cet ensemble décrit par les termes « Banyankole », « Banyarwanda » et « Banyarundi ». C'est dans ce contexte qu'il est pertinent de s'intéresser aux conditions d'accès à la ressource foncière des travailleurs agricoles migrants à Bukerere.

De la loi foncière de 1998 à la réforme foncière de 2009 ; la réactivation de l'ethnicité

Nsibambi, premier ministre de 1999 à 2011, publie ces lignes en 1994 « Certains chefs traditionnels, garants de l'intégrité de leur territoire coutumier, invitent les membres de leurs tribus à ne pas vendre la terre aux « étrangers ». Les étrangers sont, dans ce contexte, des ougandais qui ne sont pas issus des territoires de ces mêmes chefs traditionnels ».⁴⁰ Nous

40 Nsibambi A., 1994, « The restoration of traditional rulers » in From Chaos to Order. The politics of Constitution-Making in Uganda, James Currey, London, p. 56 cité par François A., 1998, « Café, Terre et

percevons bien l'opposition entre les défenseurs de la propriété privée et les défenseurs des droits d'usufruits, qui mobilisent leur identité comme garante de droit d'usage. Les migrants des années 1950 et 1960, Banyankole, Banyarwanda et Banyarundi ont acquis des droits d'usage ou de propriété. Certains détenteurs de *kibanja* s'étaient alors plaints de l'octroi de titre à des non-ganda qui alors devenaient moins disponibles pour servir les exploitations ganda en main d'œuvre⁴¹, mais sans que des discours xénophobes n'émanent du royaume. En 1998, l'introduction d'un droit d'occupants *bona fide*, réactive les discours ethnocentristes et ethnonationalistes⁴². Alors que la loi est qualifiée de pro-tenancière, propriétaires de *mailo* et détenteurs de *kibanja* la rejettent tous deux. La loi est finalement votée en 1998 mais les tensions ne tarderont pas à refaire surface. Entretemps, en 1987, Museveni a signé les Plans d'Ajustement Structurel (PAS) de la Banque Mondiale et du Fonds Monétaire international. L'économie est relancée, et une nouvelle fois les investissements se concentrent dans la région centrale où se trouve la capitale. L'agriculture et l'industrie sont les moteurs du « développement ». Le secteur de la construction connaît une croissance fulgurante. Kampala est depuis vingt ans en pleine phase de métropolisation. Les districts proches de la capitale ou des centres urbains principaux, tels que Jinja et Masaka, connaissent une urbanisation rapide qui modifie l'occupation des terres et accentue la marchandisation foncière. Des détenteurs de *kibanja* cèdent leurs droits d'usage sur le marché foncier, tandis que propriétaires fonciers procèdent à des expulsions à grande échelle. En 2004, un amendement condamne la vente de *kibanja* sans l'accord du propriétaire. En 2007, les débats parlementaires sont rouverts autour d'une réforme de la loi foncière de 1998. Les querelles resurgissent et en septembre 2009 et ont entraînés des violences « xénophobes » opposant Baganda et « Rwandais ».

La réforme adoptée le 26 novembre 2009 amende quatre articles de la loi de 1998. Un des articles concernent notamment les détenteurs de droits d'usage en *kibanja* qui ne pourront être expulsés qu'à l'issue d'un ordre d'une cour de justice, seulement si la redevance versée au propriétaire foncier, désormais fixée par le ministère des terres, n'a pas été payée. Les expulsions non légales sont passibles d'une lourde amende et d'une peine d'emprisonnement. Les courants royalistes conservateurs s'insurgent contre une loi qui permettrait à « tout le

Sociétés aux sources du Nil, Sécurité foncière et investissement agricoles chez les planteurs de café du sud-est ougandais », Thèse pour le Doctorat de géographie, Université Paris 10, p. 30

41 Richards A. I., 1954.

42 Green E.D., 2005, « The Politics of Ethnonationalism in Contemporary Uganda : the Case of Buganda. », Development Studies Institute, London School of Economics and Political Science, University of London, Submitted for the Degree of PhD, 330 p.

monde de venir et s'installer »⁴³. La réforme a une nouvelle fois permis de mettre au centre des débats le dossier du *federo*. Les réformes foncières en Ouganda ont conduit à la réémergence de discours politiques sur les origines et les appartenances, pourtant condamnés depuis la prise du pouvoir par Museveni en 1986. Ils soulignent la délicate construction de l'Etat-nation ougandaise où des identités régionales sont mobilisées.

Néo-patrimonialisation de la terre en Ouganda et Patrimonialisation du territoire au Buganda

Le néo-patrimonialisme est « un type de domination caractérisée par une dualité entre l'État en tant qu'institution légale et des formes personnelles de pouvoir comme le patronage qui opère en son sein »⁴⁴. En Ouganda, la personnalisation du pouvoir s'observe et les dernières élections ont été le moment de le réaffirmer. Le président et son régime ont fait usage du don pour créer de la dépendance⁴⁵. Claire Médard et Valérie Golaz précisent le fait qu'accepter le don institue une relation de dépendance avec le régime au pouvoir. En revanche, le fait de refuser le don et donc la relation de dépendance, place celui ou celle qui ne l'accepte pas dans l'opposition. Les auteures montrent que la terre a été utilisée pendant les élections comme un outil de création de la dépendance. Le gouvernement a interrompu des procédures d'évictions avant et pendant la campagne, s'est positionné en faveur des détenteurs de *kibanja*, et a encouragé les installations illégales sur domaines forestiers. La promesse terre a été utilisée comme une promesse de don pendant les dernières élections. Le vote de l'amendement du *Land Act* de 1998, présenté par Museveni comme une mesure visant à protéger les détenteurs de droit d'usage, survient à peine un an avant le début de la campagne. Au Buganda, dans le district de Mukono, une députée parlementaire a refusé les dons offerts par le régime aux différents parlementaires pendant la campagne. Betty Nambooze, du Democratic Party, a montré une ferme opposition au NRM et a dénoncé les pratiques de patronage. L'élue est connue pour ses francs discours mais également pour le dévouement qu'elle exprime, pour le Kabaka, le roi du Buganda. Lorsqu'il s'agit de la terre, Betty Nambooze, dénonce sans utiliser ce terme, le néo-patrimonialisme foncier du gouvernement et y oppose le Royaume du Buganda, figure du pouvoir clientéliste et patrimonial. Le concept d'économie morale

43 Propos tenus par le président du parti conservateur, Ken Lukyamuzi et recueillis par Lauriane Gay en février 2010.

44 Médard C., Golaz V., 2013, « Creating dependency : Land and gift giving practices in Uganda », p. 2, en anglais dans le texte original. Traduction personnelle.

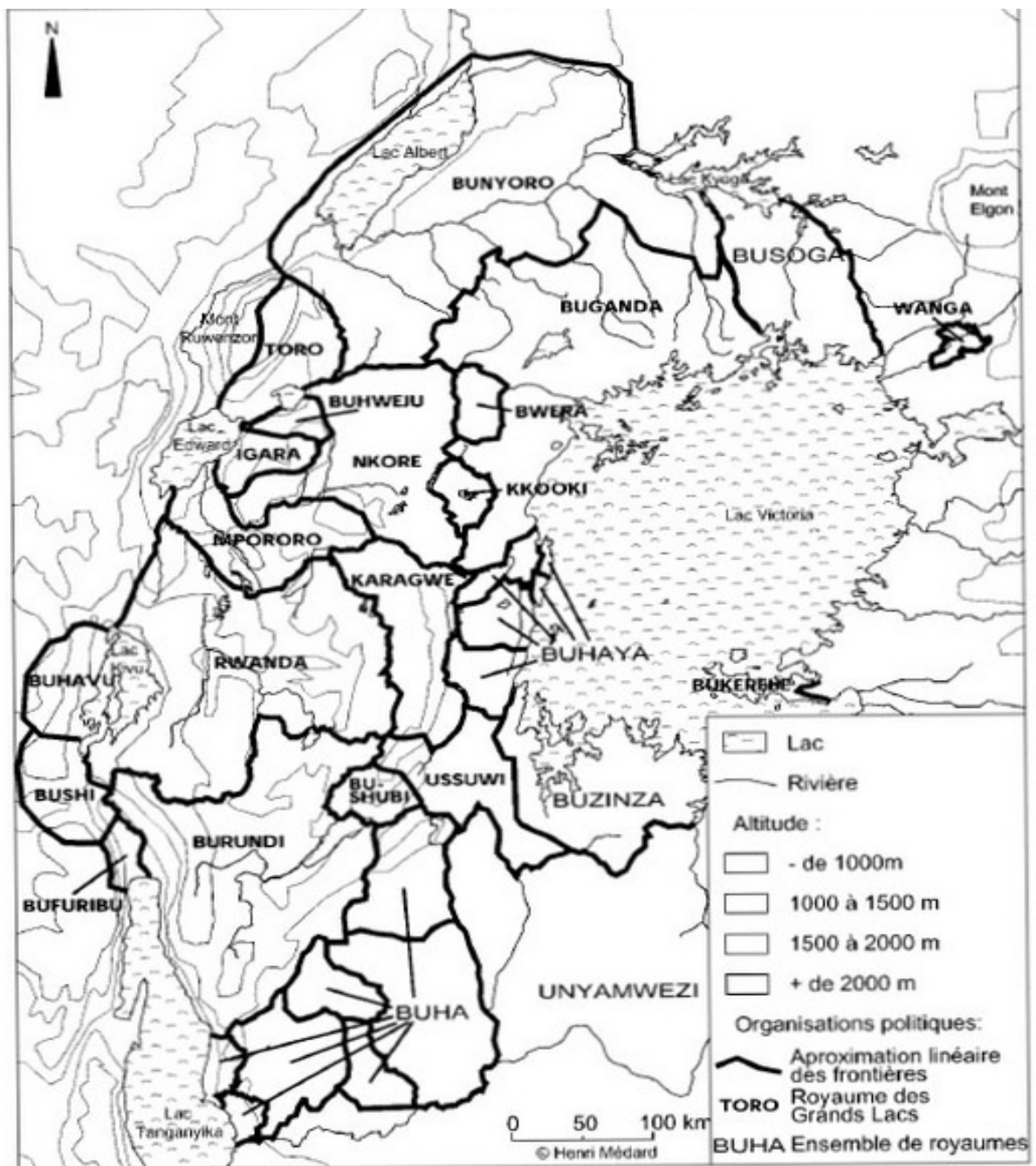
45 Médard C., Golaz V., 2013, *ibid.*

foncière a été développé par Wendy Wolford. Il permet de rendre compte des « économies morales » conceptualisées par E. P. Thompson puis dans les années 1970 par l'anthropologue américain James C. Scott. - c'est-à-dire les représentations du monde mobilisées par des parties prenantes à un conflit politique, économique ou sociale – et de les appliquer aux conflits fonciers. Au Buganda, le président de l'État central, Museveni, se pose comme un défenseur des détenteurs de *kibanja* et des sans-terres. Betty Namboze se réfère au système *mailo-kibanja*, rappelant le rôle dit traditionnel existant entre les propriétaires de *mailo* et les détenteurs de *kibanja*. S'opposent des économies morales foncières, c'est-à-dire des représentations de la relation entre pouvoir, société et terre, auxquelles nous nous intéresserons afin de montrer que l'« attachement ethnique » à la terre est une fiction politique. Puis, nous nous intéresserons au clientélisme de la terre en Ouganda qui révèle les pratiques de promesse de don au niveau politique. Et, nous verrons que localement, dans la zone d'étude, à Bukerere, l'augmentation des inégalités foncières favorise les relations de dépendance et le clientélisme.

Comment le néo-patrimonialisme de l'appareil d'État contrôlé par Museveni contribue-t-il à la réactivation des enjeux de l'appartenance et dans le même temps à la patrimonialisation du territoire ganda?

Ainsi, dans la première partie de ce mémoire, nous reviendrons sur la naissance du système *mailo-kibanja* et sa patrimonialisation au regard des enjeux fonciers de l'État ougandais. Après, avoir retracé cette évolution, nous exposerons les concepts théoriques qui nous ont permis de construire notre objet de recherche, et notamment la méthodologie socio-anthropologique que nous déroulerons dans le second chapitre de cette première partie. La seconde partie du mémoire, exposera nos résultats de terrain. Nous y étudierons dans un premier chapitre, les récits de vie des acteurs fonciers de notre zone d'étude. Nous montrerons notamment, que les travailleurs agricoles migrants conçoivent leur vécu à Bukerere, comme un « entre-deux ». Les représentations et catégorisations « ethniques » sont présentes dans les relations et rapports sociaux ordinaires, toutefois elles n'excluent pas également les échanges forcés sur la loi du marché, et ceci a des répercussions en particulier sur le foncier. Dans la pratique, les travailleurs agricoles de l'Ouest sont exclus du marché foncier officiel, de la même manière que la petite paysannerie locale l'est. En marge des échanges marchands, les représentations racisantes continuent d'opérer, à l'exemple de cet amalgame entre « garçons vachers migrants », « Rwandais » et « Tutsi » qui font d'eux une catégorie méprisée dans cette partie du Buganda.

Dans le chapitre I de la première partie, nous reviendrons sur le système foncier *mailo-kibanja*, la politique foncière du président Yoweri Museveni puis l'émergence des discours xénophobes au Buganda. Nous partagerons les concepts qui ont fait évoluer nos questionnements. Ils nous ont permis de nous intéresser aux travailleurs agricoles migrants et à leur accès à la ressource foncière à Bukerere. Nous détaillerons le choix du terrain et des informateurs dans la première partie du chapitre II. Notre séjour sur le terrain nous a permis d'orienter différemment notre objet de recherche, et finalement de repenser notre problématique. C'est bien l'objectif ultime de la méthodologie itérative, que nous détaillerons. Enfin après une description précise du « cheminement du terrain » et du traitement des données, nous verrons pourquoi, à l'ethnisation des rapports fonciers nous avons préféré le concept de néo-patrimonialisation des rapports fonciers qui permettent de rendre compte de la complexité de rapports politiques et sociaux apparemment ethnicisés.



Carte n°6 : L'Afrique des Grands Lacs à la veille de la colonisation.

Source : Henri Médard, 2006, « Marchés, échanges et relations sociales au Buganda à la fin du XIXème siècle », *Afrique et Histoire*, n°1, vol. 5, p. 149.

CHAPITRE I : LE SYSTEME FONCIER MAILLO-KIBANJA : RETOUR SUR UNE TRADITION INVENTEE

Nous présentons dans ce chapitre I, le système foncier *maillo-kibanja* et les enjeux politiques, économiques, sociaux et identitaires qui le définissent depuis sa création au début du XXème siècle. Cela nous permettra de montrer que le développement des titres fonciers en Ouganda et au Buganda s'insère dans un contexte très particulier, qui illustre les enjeux de construction des États-Nations africains. L'émergence des sentiments xénophobes au Buganda, pourtant un royaume longtemps intégrateur, donne un exemple signifiant des dynamiques de construction des « communautés imaginées »⁴⁶.

1.2. POUVOIR ET TERRITOIRE : LE BUGANDA PRECOLONIAL, UNE ADMINISTRATION CLIENTELISTE

Le Buganda est au XIXème siècle, l'un des plus puissants royaumes de l'Afrique dite des Grands Lacs. Sa puissance démographique est avérée, et comme l'écrit Henri Médard, « le Buganda ne connaît pas de rival quant au nombre de ses sujets dans la région »⁴⁷. Le contrôle des hommes et du territoire se joue lors de raids menés contre les royaumes voisins, dont le Bunyoro et le Busoga sont fréquemment les victimes (carte n°6, p.24). L'intégration d'individus au sein du royaume ne dépend pas de la filiation, mais est un moyen d'augmenter le nombre de sujets du roi. On a affaire à un Etat où la centralisation du système « administratif clientéliste » s'est substituée à une « administration héréditaire ». D'ailleurs, dans la région, les historiens décrivent trois types de clientélisme. Nous en citerons deux car ils permettent de comprendre les enjeux identitaires, les enjeux de l'appartenance qui entourent la question foncière mais aussi celle du travail.

Le clientélisme de la vache⁴⁸ existe au Buganda, mais de façon marginale à la différence du Rwanda⁴⁹, et du royaume du Nkore, qui deviendra plus tard l'Ankole, où les pasteurs bahima gouvernaient un territoire, également peuplé de Bairu, plutôt agriculteurs⁵⁰. Au Buganda des

⁴⁶ Anderson B., 1983.

⁴⁷ Médard H., 2007, Le Royaume du Buganda au XIXème siècle, Paris, Éditions Karthala, p.62.

⁴⁸ À ce propos voir Chrétien J-P.

⁴⁹ Médard H., 2007, *ibid*.

⁵⁰ Prunier G., 2003, « Évolution des critères ethniques en Ouganda », 11 p., paru dans Chrétien J-P. et Prunier G., Les ethnies ont une histoire, Paris, Éditions Karthala, 435 p.

migrants de l'Ankole ont eu la garde des troupeaux du Buganda mais leur statut politique y est inversé. Le clientélisme dominant de l'État au Buganda était celui de la terre et « on ne [pouvait] vivre hors du lien de clientèle » qui sous-tendait l'accès à la terre⁵¹.

En luganda, la langue du Royaume du Buganda, la terre clanique se dit *ettaka* qui devient aujourd'hui synonyme de « *private estate* ». Le roi se dit *Kabaka* mais également *Ssabataka*, qui signifie littéralement, chefs des clans⁵². Au XIX^{ème}, le Kabaka contrôle l'ensemble des terres du territoire selon deux procédés d'administration⁵³. D'une part, il est le *Ssabataka* des terres claniques, réparties parmi 52 clans, soit parmi 52 chefs de clan (*bataka*) qui en sont les administrateurs. Il s'agit des seules terres sur lesquelles le roi n'a pas un contrôle direct. Les autres terres, *kitongole*, sont celles que le roi s'est réservées, administrées par des élites, les *batongole*. A la différence des *bataka*, les *batongole* ne possèdent aucun pouvoir héréditaire. Ils sont nommés par le roi, ce sont des élites auxquels des domaines fonciers sont attribués pour bons et loyaux services. Ils sont les clients du « patron des patrons », le roi. Les paysans (*bakopi*), ne possèdent pas la terre, ils occupent des *kibanja*, littéralement des parcelles, qui leur sont confiées par le *landlord* (*bataka* ou *batongole*), contre échange de services et récoltes mais aussi grâce au lignage. Il n'est pas anodin de préciser que les *bakopi* suivaient leur chef lorsque celui-ci se voyait être affecté sur un nouveau domaine du roi. En effet, un paysan ou un *muganda*, ne pouvait être le client de deux patrons, à ce titre le rapport s'apparentait davantage à un rapport de sujétion. La hiérarchie sociale clientéliste a permis le renforcement de la royauté grâce au prélèvement des impôts que seuls les *bakopi* payaient mais aussi grâce au travail obligatoire infligé à tous les clients des clients, c'est-à-dire les *paysans*. Ainsi, par ce jeu complexe de mobilités et de prélèvement de main d'œuvre, le roi assurait un contrôle strict de son territoire. Jean-Pierre Chrétien revient sur le moment colonial et précise ceci : « L'Afrique du XIX^{ème} siècle n'était pas la terre vierge « traditionnelle » si souvent suggérée par l'ethnographie, elle connaissait au contraire une conjoncture particulièrement difficile, marquée par de nombreux conflits et où de nouveaux espaces politiques se manifestaient durement entre les traites esclavagistes persistantes et l'émergence des ambitions impériales venues de loin. Économies, sociétés et pouvoirs ont alors connu des remodelages importants, avant même le partage du continent [...]. La

51 Médard H., 2007, *ibid.*

52 Green E. D., 2005, "Ethnicity and the Politics of Land Tenure Reform in Central Uganda", DESTIN Working Paper 05-58, avril, p.6

53 Médard H., 2007.

conquête étrangère est venue s'insérer dans ces dynamiques complexes, qu'elle a tantôt étouffées ou brisées, tantôt prolongées ou relancées [...]. Le Buganda, au cœur du continent offre de ce point de vue un exemple extraordinaire. »⁵⁴

Les premiers « voyageurs »⁵⁵ occidentaux abordent les rives du Lac Victoria, ou encore les côtes du royaume du Buganda dans la deuxième moitié du XIX^{ème} siècle⁵⁶. Le Buganda devient protectorat de l'Angleterre avec le *Uganda Agreement* signé par les régents du jeune Kabaka et la couronne britannique.

1.2. LE UGANDA AGREEMENT : CONSTRUCTION NATIONALE ET INTRODUCTION DES TITRES FONCIERS

En 1900, le pouvoir colonial entérine le « complexe » contrôle territorial de la couronne ganda⁵⁷ grâce au Uganda Agreement. Cet accord introduit la privatisation de la propriété foncière et divise les terres du royaume entre ces acteurs. La moitié des terres devient propriété de la couronne d'Angleterre. 5 % du reste revient à la famille royale ganda tandis que les 45 % restants sont réparties parmi des chefs ganda. Réparties en square miles, les terres nouvellement acquises par les anciens administrateurs et « clients » du roi prennent le nom de mailo, « lugandisation » du terme mile. Les colons ont trouvé des alliés auprès des clients, *bataka* et *batongole*, et régents du roi. En leur accordant des droits de propriété exclusive sur des domaines *mailo*, ils ont changé la nature du pouvoir ganda et instauré un régime de protectorat. En outre, en acquérant la terre, ils acquièrent un bien, « une chose » qu'ils peuvent léguer, mettre en gage, hypothéquer. Henri Médard, dit des terres mailo qu'elles sont « un succès de la logique héréditaire » sur une logique clientéliste. Selon Audrey Richards, le Uganda Agreement a créé une « classe dominante héréditaire »⁵⁸ dans une région où la grande majorité de la population vivait et continue de vivre de l'agriculture. Les *bakopi* restent soumis à des corvées envers les administrateurs territoriaux devenus propriétaires de mailo. Ils sont à présent confinés au statut d'usufruitiers formalisé par le

54 Chrétien J-P., 2007, Préface à l'ouvrage de Médard H., *ibid*.

55 Nous reprenons ici un terme bien évidemment insolent, dont une critique est merveilleusement bien menée par Colette Guillaumin à la p. 46 de son ouvrage, *L'idéologie raciste*.

56 « Les premiers commerçants musulmans parviennent au Buganda vers 1850 » Médard H., 2007, p. 12.

57 En luganda, la langue du Royaume du Buganda, un individu sujet du roi est nommé muganda (pl. baganda). Ainsi la particule -ganda est utilisée comme adjectif pour préciser l'appartenance d'un individu, d'un bien ou d'une chose au royaume.

58 Richards A.I., 1954, *ibid*.

kibanja. Le système *mailo-kibanja* est donc issu de cet accord et lie un propriétaire à des paysans-usufruitiers par une redevance monétaire et un prélèvement sur les récoltes. Le *Uganda Agreement* ne dit, en revanche, absolument rien sur les droits associés au *kibanja*. Or, c'est au Buganda et notamment dans les districts proches de Kampala⁵⁹ que les colons concentrent leur machine à développer (construction d'infrastructures, de routes etc.). Les élites ganda sont très vite aspirées par le processus de développement. Nombreux sont ceux qui s'affairent à des activités commerciales (qui fleurissent avec l'importation de produits manufacturés). La vente de terres est donc un bon moyen de financement. Jusqu'à la fin des années 1920, les propriétaires de *mailo* font pression sur les détenteurs de droits d'usage en exigeant des corvées élevées et les expulsions de paysans-usufruitiers augmentent. Le parlement ganda, le *Lukiiko*, demande que soit amendé le *Uganda Agreement* afin de protéger les détenteurs de *kibanja*, c'est-à-dire les paysans. Cet amendement de 1927, *Busuulu and Envujo Law*, légalise le droit d'usage et en fait un droit d'occupation héréditaire. Les détenteurs sont soumis à un tribut annuel fixé par les autorités, qu'ils devront payer à leur propriétaire. La colonisation a changé la « pyramide clientéliste » foncière du Buganda. Dans le domaine foncier, les *bataka* et les *batongole*, ne sont plus clients du roi dans le domaine foncier. Les nouveaux propriétaires de domaines fonciers héréditaires, les terres *mailo*, sont aussi devenus les artisans de la construction territoriale coloniale.

Comme l'écrit Bernard Calas⁶⁰, le « Buganda n'est pas l'Ouganda », mais l' « Ouganda est le produit d'une histoire particulière liée au royaume du Buganda. Les administrateurs territoriaux baganda sont les « auxiliaires privilégiés de la colonisation »⁶¹. La formation du cadre territorial, la création du travail forcé mais aussi l'organisation des migrations de main d'œuvre agricole depuis la région Ankole, par l'administration coloniale et les auxiliaires baganda au travers de *l'indirect rule*⁶² permettent d'en comprendre les « logiques ».

L'Ouganda devient protectorat britannique en 1894 mais il faut attendre 1902 pour que ne soit donné un statut légal à son gouvernement⁶³. Grâce à des accords, les royaumes du Sud, le Buganda, le Nkore, le Bunyoro, le Teso et le Busoga (carte n°6, p.27) forment le cadre

⁵⁹ La capitale du pays a donc un double statut, elle appartient à la fois au Buganda et à l'Ouganda.

⁶⁰ Calas B., 1994, « La formation du cadre territorial : le moment colonial » paru dans Prunier G. et Calas B., 1994, *L'Ouganda territorial*, Paris, Éditions Karthala - IFRA, 303 p.

⁶¹ Médard H., 2007, *ibid.*

⁶² L' « indirect rule » ou administration indirecte diffère du processus français d'aliénation des populations à coloniser, en ce qu'elle s'appuie sur des élites locales ou qu'elle en construit pour assurer le contrôle territorial, l' « ordre » social et économique.

⁶³ Lwanga-Lunyiigo, 1994, « Ouganda : l'ère coloniale (1894-1952) », paru dans Prunier G. et Calas B., *ibid.*

territorial ougandais. Les groupes lignagers du Nord sont progressivement intégrés à partir de 1910⁶⁴. Le modèle d'administration clientéliste ganda, considéré par les Anglais comme « un modèle africain d'administration » sera projeté sur l'ensemble du territoire. L'*indirect rule*, « over-rule semi-féodal »⁶⁵, fonctionna en imposant des administrateurs baganda, du moins dans un premier temps. L'Ouganda a conservé les termes ganda pour désigner comtés et sous-comtés et suit le modèle territorial ganda. L'Ankole constitue un exemple de province ougandaise nouvellement créée dans ce cadre colonial⁶⁶. Le protectorat britannique en Ouganda a contribué à créer des « néo-ethnies modernes », fortement influencées par des choix de pouvoir, tel le recrutement de chefs ou de main-d'œuvre et qui parfois ont fini par se former contre la domination perçue des Baganda. Les appartenances, ont été manipulées durant la période coloniale⁶⁷. Ce jeu vient modifier, la division du travail dans les zones rurales. Le paiement d'un impôt avait déjà obligé les paysans à postuler à des emplois journaliers ou saisonniers en ville ou ailleurs. Mais en 1904, lorsque la culture du coton est introduite, les paysans sont en mesure de payer leur « dû » par le travail agricole. Les Anglais se trouvent confrontés à un important problème de main d'œuvre pour la construction d'infrastructures et de routes⁶⁸. Ils introduisent alors, en 1909, le système nommé *kasanvu*, qui oblige chaque homme adulte à travailler un mois par an, au nom de son administrateur territorial ganda, pour des travaux de constructions d'infrastructures et de routes. Le système consistait également, selon les mots de Jorgensen⁶⁹ à renforcer les rivalités inter-ethniques, entre les groupes de l'Ankole et les Baganda, afin d'amener aux migrations des individus de l'Ouest. Lorsque le *kasanvu* est aboli en 1921, les provinces non ganda, et notamment l'Ankole, sont devenus en quelque sorte une réserve de main d'œuvre pour le Buganda, qui se développe au mépris des autres provinces. Les années 1920 sont donc marquées au Buganda par l'apparition d'une nouvelle catégorie de travailleurs migrants. Mais comme le dit Powesland, à partir des années 1930, leurs principaux employeurs ne sont plus les représentants de l'administration coloniale mais les agriculteurs baganda qui s'activent pour produire leur propre richesse. La *Busuulu and Envujjo Law* leur a accordé un droit d'usage héréditaire sur la terre, et la culture du coton est un moyen d'enrichissement. Ainsi, certains

64 Calas B., *ibid.*, 1994.

65 Prunier G., 2003, *ibid.*

66 Le nouveau « royaume » né du Nkore Agreement, groupait le Nkore, et d'anciens Etats voisins, fut baptisé le Ankole. Et, « dans ces limites, les populations devinrent les « Banyankole » (Prunier G., 2003)

67 Prunier G., 1994. Richards A., 1954.

68 Powesland P.G., 1954, *ibid.*

69 Jorgensen J.J., 1981, *Uganda, A modern history*, London, Taylor and Francis, 381 p.

paysans deviennent à leur tour employeurs et ceux d'entre eux sont qui en mesure d'acheter des titres de propriété vont gonfler la catégorie des propriétaires fonciers et deviennent à leur tour employeurs. Les migrants vont ainsi jusque dans les années 1960, investir de plus en plus le secteur agricole. Si, au début du siècle, ils proviennent des régions internes à l'Ouganda, le nombre des Banyarwanda et Banyarundi, des colonies voisines augmente et, dans certains districts, les migrants deviennent majoritaires à la fin des années 40. A l'époque, dans l'ancienne province royale du *Kyagwe*, qui comprend l'actuel district Mukono, où se trouve la zone d'étude, la population migrante (interne et internationale) était estimée à 65 % de la population totale. Le nombre d'individus venus du Rwanda et du Burundi est passé de 3000 en 1931 à plus de 30 000 en 1948⁷⁰. Après la province du *Buddu* qui se trouve au Sud Ouest du pays, à proximité de la frontière avec le Rwanda, le *Kyagwe* est le comté qui compte le plus de migrants Banyarwanda et Banyarundi. Parmi les migrants internes, les Banyankole sont nombreux à servir les travaux agricoles saisonniers. Jean-Pierre Chrétien dit de ces travailleurs migrants inter-ruraux qu'ils vont constituer un véritable prolétariat rural avant dans certains cas de devenir à leur tour détenteurs de droits fonciers⁷¹.

Au Buganda, certains paysans, ont pu pendant l'ère coloniale gravir les échelons sociaux grâce à l'acquisition de terres en pleine propriété privée. Les travailleurs migrants ont pu également investir dans la location ou l'achat de *kibanja*. Les migrants rwandais, représentent un quart de la population du sud du Buganda à la veille de l'indépendance. Beaucoup ont fui la violence et l'avilissement du régime colonial belge, d'autres sont venus tenter leur chance à l'est, territoire de la modernité⁷². Les auteurs de l'époque coloniale rapportent que les propriétaires fonciers (à la fois détenteurs de *mailo* et détenteurs de *kibanja*) préféraient même, dans certains cas, louer la terre à des migrants. Une manière moins contraignante de tirer profit de l'occupation de ses terres. Les détenteurs de *kibanja* avaient, nous le rappelons, obtenu avec la *Busuulu and Envujo Law* de 1927, un droit héréditaire sur la terre, en contrepartie du paiement d'une redevance plafonnée, alors que le montant de la location n'était fixé par aucune loi. En louant la terre à des immigrants, les propriétaires de *kibanja* continuaient de jouir de leur possession et pouvait, et tirer un profit largement supérieur au tribut imposé en 1927. Enfin, les migrants acceptaient de se voir attribuer des terres éloignées des centres des villages ou des terres en friche. Pour les propriétaires, la location, la vente ou même l'octroi d'un *kibanja* sur des terres peu demandées sur le marché étaient une aubaine.

70 Richards A.I., 1954.

71 Chrétien J.P., 2000, L'Afrique des Grands Lacs. Deux milles ans d'histoire. Paris, Aubier, p.244

72 Chrétien J.P., 2000, *ibid.*, p.240-245

A la fin des années 1950, ceux que l'on appelle migrants se sont parfois définitivement installés. Et, c'est à cette même période que les conflits entre détenteurs de *kibanja* et propriétaires de *mailo* sont fréquents. Green rapportent que de nombreux tenanciers baganda sont mécontents face à des propriétaires qui louent la terre à des non Baganda notamment Banyarwanda et Banyarundi⁷³. A la veille de l'indépendance, le Buganda est une terre d'immigration au sein de laquelle des tensions foncières fortement ethnicisées émergent. Aussi, dans ce contexte, ce sont les migrants venant des réserves de main d'œuvre qui sont désignés comme responsables de la diminution des terres disponibles.

1.3. LA PLACE DU FONCIER DANS LA CONSTRUCTION DE L'ÉTAT INDÉPENDANT

A la fin de la Seconde Guerre Mondiale, des mouvements protestataires naissent au Buganda au sein d'une population excédée par la main mise d'une oligarchie ganda, partenaire de l'administration coloniale, sur l'ensemble des richesses du pays. Les entreprises agricoles sont elles majoritairement contrôlés par les Indiens, également perçus comme les agents de la domination coloniale. Des protestations violentes éclatent entre 1945 et 1949 et seront revendiquées par le porte parole du parti des *bataka*⁷⁴ et de la *Uganda Farmer's Union*. Les membres de ces deux organisations seront ceux qui créeront en 1952, le *Uganda National Congress*. Il est le premier parti nationaliste. L'« hétérogénéité du protectorat » et notamment la « position spéciale du Buganda »⁷⁵ favorisé par l'administration indirecte vont compromettre l'émergence pacifique d'un État ougandais. Les cristallisations ethniques couplées d'une compétition religieuse entre catholiques et protestants présente en Ouganda depuis la fin du XIX^e siècle, vont orientées l'avenir de l'État indépendant. Elles expliqueront également les années de violence dans lequel l'Ouganda sera plongé entre 1966 et 1986. Ainsi, à la veille de l'indépendance, après la création du *Uganda National Congress*, les élites au pouvoir au Buganda refusent catégoriquement la création d'un Etat national fédéral. Ils revendiquent la naissance d'un Royaume indépendant ou « la reconnaissance de la mainmise [du Buganda] sur l'ensemble des populations ougandaises ». Le *Kabaka* Mutesa II sera déporté en Angleterre. Il accepte finalement de collaborer avec les

73 Green E.D., 2005, *ibid*.

74 Ce parti s'est notamment créé autour de la revendication de la spoliation des terres claniques par le Uganda Agreement qui céda la majorité des domaines *mailo* à des batongole, clients du *Kabaka* et de l'administration coloniale.

75 Chrétien J.P., 2000, *ibid.*, p.256

entrepreneurs anglais de l'indépendance, signe le *Buganda Agreement* en 1955 et nomme un protestant ultra-royaliste, premier ministre. En rupture avec cette tendance conservatrice les élites catholiques du Royaume, créent le *Democratic Party* (DP). En 1959, Milton Obote, un nordiste, forme le *Uganda People Congress* (UPC). Les anglais organisent en 1961, une commission constitutionnelle qui devra sceller l'avenir de l'Ouganda. Les élites ganda au pouvoir n'y participent pas et boycottent les élections de 1961, entraînant la victoire du DP et son représentant devient premier ministre de l'Ouganda autonome. Les ultra-royalistes s'allient alors avec l'UPC pour éliminer le DP et acceptent l'idée d'un Etat fédéral ougandais. Finalement, à la suite de la conférence de Londres, l'Ouganda obtient son indépendance. La Constitution reconnaît un État fédéral composé de cinq royaumes fédérés. Le Kabaka en devient le président. Le DP devient dans la pratique interdit au Buganda. Un parti conservateur, le *Kabaka Yekka* (K.Y.), littéralement « le roi avant tout », est le seul autorisé. L'indépendance est signée le 9 octobre 1962, et Milton Obote (UPC) est nommé premier ministre. Les terres de la couronne britannique sont rétrocédées au *Buganda Land Board* et Mengo croit, pendant quelques années, avoir tiré profit des alliances politiques décidées au moment de l'indépendance. En 1966, le premier ministre Milton Obote organise un coup d'État et prend le pouvoir. Il abolit les royaumes et par conséquent décrète les terres de la couronne ganda, terres du gouvernement. Les terres privées ne sont pas touchées et système foncier *mailo-kibanja* n'est pas modifié, jusqu'au prochain coup d'État orchestré cette fois-ci par un militaire Idi Amin Dada. La réforme foncière de ce dernier modifie le statut foncier de toutes les terres privées. Elles sont converties en terres publiques sous baux emphytéotiques. Les détenteurs de *kibanja* deviennent locataires tolérés⁷⁶ sur des terres publiques. En réalité, le *Land Reform Decree* de 1975 est resté lettre morte. Les propriétaires fonciers et les détenteurs de *mailo* ont fait profil bas un temps mais ont conservé leurs titres fonciers. En 1979, le « Général » est chassé du pouvoir avec l'aide de l'armée tanzanienne. Milton Obote revient à la tête du pays, mais des conflits entre les partis politiques candidats au pouvoir éclatent. De 1979 à 1986, l'Ouganda est marqué par la « *Bush war* »⁷⁷ ou « Guerre du maquis » qui voit l'alliance du mouvement de guérilla mené par Yoweri Museveni de l'ouest et de dirigeants Baganda (y compris le roi en exil). Assimilant Museveni à un « Rwandais », Obote décide de chasser tous les Rwandais en 1982 et ils passent la frontière ou se retrouvent dans des camps. Au Buganda, 100 à 200 000 personnes sont mortes de 1981 à 1984, au

76 Mugambwa J.T., 2002, *Principles of Land Law in Uganda*, Kampala, Fountain Publishers Ltd, p.5

77 Guerre (1979-1985) qui a opposé les différents partis politiques aspirant au pouvoir à l'issue de la chute de la dictature Dada. Voir à ce propos le mémoire de Pauline Bernard cité en bibliographie.

Luwero, dans une violence ciblant les Baganda.⁷⁸ Yoweri Museveni prend le pouvoir avec le NRM en 1986. Il devient ainsi président de la République Démocratique d'Ouganda. Très vite, le *Kabaka*, dont les sujets avaient porté main forte à la *National Resistance Army* (NRA), l'aile armée du NRM, s'affiche auprès du président. Museveni restaure les royaumes en 1993 mais ne leur accorde qu'un pouvoir dit « culturel », il restitue une partie du domaine royal, mais pas l'intégralité des terres rétrocédées à l'Indépendance qui font encore l'objet d'une revendication et ne cède pas non plus à la demande de fédéralisme, *federo* ou encore le « fédéralisme à l'ougandaise »⁷⁹. Le *Lukiiko* continue de fonctionner, l'administration ganda est active mais les décisions politiques émanent du parlement national, au sein duquel certains partis sont d'orientation royaliste ou conservatrice. Dans le domaine foncier, la particularité du Buganda se maintient avec le *Buganda Land Board*, bureau qui centralise les registres fonciers du royaume. Dès son arrivée au pouvoir, le gouvernement de Museveni active des organismes de recherches et de consultations afin de préparer la réforme du système foncier. Une étude financée par la Banque Mondiale et l'agence américaine pour le développement (USAID) est menée et en 1990 un comité composé de neuf membres est chargé d'en appliquer les recommandations⁸⁰. Elles sont au nombre de six : abolition du décret de 1975 sur la réforme foncière qui assignait toutes les terres à l'Etat ; conversion de toutes les terres *mailo* en propriété privée ; possibilité pour les exploitants d'anciennes terres publiques de demander un statut de propriété privée ; conversion des baux emphytéotiques applicables sur les terres publiques en propriété privée ; actualisation et décentralisation du Registre des terres.

La constitution de 1995 reconnaît la diversité des modalités foncières sous quatre formes : le droit « coutumier » dont la tenure en *kibanja*, la propriété privée, le *mailo* et la location. La loi foncière de 1998 soutenue par l' *Uganda Land Alliance*, un consortium d'ONG qui militent pour une répartition égalitaire des terres au sein du pays, est lourdement attaquée par le pouvoir ganda. La loi foncière de 1998 accorde aux détenteurs d'un droit d'usage, la possibilité de faire la demande d'un certificat d'occupation leur permettant de vendre, hypothéquer, mettre en gage et d'accorder des droits d'usufruit. En ce sens, la loi foncière

78 Bernard P., 2012, *ibid.*.

79 Gay L., 2010. C'est-à-dire un État fédéral ougandais au sein duquel, le Buganda serait le seul État « véritablement autonome » (Chrétien J.P., 2000).

⁸⁰ Cité par Mwebaza R., 1999, « Intégration des systèmes fonciers modernes et coutumiers : L'exemple de l'Ouganda. », document présenté au séminaire du DFID, Angleterre, 12 p.

accorde une place importante aux détenteurs de droit d'occupation, de *kibanja* et est qualifiée de pro-tenancière. Par ailleurs - et c'est ce qui va activer des discours xénophobes émanant de représentants du *Lukiiko* - la loi reconnaît à toute personne qui aurait occupée une terre depuis au moins 1983, le statut d'occupant *bona fide*. Ces occupants peuvent en théorie faire la demande d'un certificat d'occupation, tout comme les détenteurs de *kibanja*, mais cette mesure n'est jamais appliquée.

Introduit par l'« *indirect rule* », la tenure en *kibanja* - exemple de création d'une classe de tenancier en lieu et place de paysans qui disposaient de droits lignagers - est reconnue par la constitution ougandaise comme droit « coutumier ». D'ailleurs, le système *mailo-kibanja* est défendu tant par des élites royalistes que par des paysans. Il est une « tradition inventée » mais sa défense en tant que patrimoine par la paysannerie doit être comprise dans le contexte de marchandisation foncière et de multiplication des évictions qui caractérisent l'Ouganda actuel.

CONCLUSION DU CHAPITRE I

L'Ouganda est une jeune nation. A l'arrivée des Anglais à la fin du XIX^{ème} siècle, la région au nord du Lac Victoria est divisée entre plusieurs royaumes dont le Buganda, le Bunyoro, le Nkore et le Busoga notamment. Les anglais nomment leur nouveau protectorat « Uganda » en référence au Buganda, puissant royaume de l'Afrique de l'Est⁸¹, au sein duquel ils ont mené les négociations et à partir duquel ils ont conquis les voisins. Les frontières définitives du pays ne sont tracées qu'en 1926⁸². En 1962, le pays devient indépendant mais par la suite des violences politiques l'ont déchiré jusqu'à l'arrivée au pouvoir de Museveni, en 1986, pour le Sud du pays et, jusqu'en 2005, pour le Nord. Museveni met en place une « démocratie populiste qui tente de reconstruire l'État »⁸³. Les royaumes sont rétablis. Le Buganda fut au XX^{ème} siècle, la région qui concentra la majorité des investissements publics et privés. Elle s'enrichit en partie grâce à la culture du café en zone rurale. La zone attirait de nombreux migrants, notamment Banyankole, candidats aux travaux agricoles. Longtemps intégrateur, le royaume du Buganda a connu des épisodes violents à l'encontre des populations non-ganda en particulier les « Banyarwanda » depuis les années 1950. L'assimilation dans les discours

81 Médard H., 2007, le Royaume du Buganda au XIX^{ème} siècle, 666 p.

82 Calas B., L'Ouganda contemporain

83 Ouganda contemporain p. 149.

du royaume des populations de l'ouest de l'Ouganda à des Rwandais et du même coup à des étrangers traduit une forme de xénophobie qui s'est répandue au Buganda ces dernières années et qui exprime également des frustrations par rapport au régime politique en place. En effet, le pouvoir « *banyankole* » ou « *rwandais* » est accusé de formaliser le vol des terres baganda par les lois foncières de 1998 et son amendement de 2009. Notamment, en accordant un droit d'occupant *bona fide* aux personnes ayant occupé une parcelle depuis 1983. Le système *mailo-kibanja* qui se fonde sur l'introduction, aujourd'hui centenaire, des titres de propriété serait constitutif d'une « identité ganda ». Pour sa défense, le président de l'État-nation, répond que le *mailo* est un système foncier introduit par le colon. L'intervention de l'Etat dans le domaine du foncier passe pour la figure d'une nouvelle intrusion exogène au sein d'un système « traditionnel ». Devant une augmentation exponentielle des transactions foncières à la suite de l'introduction du titre de propriété privée, la défense du système foncier *mailo-kibanja* prend l'allure de défense d'un patrimoine foncier. Les cristallisations identitaires accompagnent cette dynamique. Nous devons présenter le cadre conceptuel qui permet de comprendre ces enjeux identitaires au Buganda, en Ouganda, liés à l'ethnicité, à la terre et au pouvoir.

CHAPITRE II CADRES THEORIQUES ET CONCEPTUELS : TERRE, TERRITOIRE ET « ETRANGETE » EN OUGANDA

Nous venons de montrer qu'il existait au Buganda historiquement un accès de populations migrantes à la terre et une intégration, qu'en est-il dans le contexte actuel ? Nos hypothèses de départ s'appuyaient sur l'idée d'une ethnicisation des rapports fonciers au Buganda, dans la périphérie rurale de Kampala, en Ouganda. De cette idée découlait notamment l'hypothèse de l'exclusion des migrants internes de l'Ouest, Banyankole pour la plupart, de l'accès aux droits de propriété, d'usage ou encore des compromis, que nous avons observés localement.

« Les relations foncières sont souvent sous-tendues par un complexe d'enjeux très hétérogènes et dépendants des acteurs impliqués. Il peut s'agir d'enjeux productifs, commerciaux ou de subsistance, rentiers, inscrits dans le long terme ou dans la longue durée liés à des questions de sécurisation ou de gestion du risque, ou encore d'enjeux politiques, religieux ou symboliques. [...] Une relation foncière n'est que rarement purement foncière. [...] Enfin, cette relation foncière ne correspond pas seulement à un ou des enjeux donnés, mais elle contribue à en révéler d'autres ou à les transformer » (Le Meur, 2002)⁸⁴

Pierre-Yves Le Meur, écrit qu'« une relation foncière n'est que rarement purement foncière [...] elle contribue à en révéler d'autres ou à les transformer ». Ainsi, le choix de s'intéresser à des rapports fonciers, plutôt qu'à des relations, suppose de prime abord que les positions réciproques des acteurs face à la ressource foncière, sont hiérarchisées. En fonction de leur statut dans la société mais aussi de leurs réseaux fonciers, les usagers de la terre qu'ils soient paysans, investisseurs, travailleurs agricoles migrants, ne disposent pas des mêmes opportunités⁸⁵ dans la société ougandaise fortement inégalitaire et plus particulièrement dans le cadre hiérarchisé du royaume du Buganda. L'hypothèse d'une ethnicisation des rapports fonciers a été construite à partir d'une approche bibliographique comparatiste et de la lecture des travaux sur le Kenya et la Côte d'Ivoire notamment, où les identités ethniques parfois raciales sont activées, par les acteurs. En Ouganda et dans sa région centrale au Buganda, ce ne sont pas « tous » les acteurs qui mobilisent des argumentaires essentialistes mais certains partis conservateurs ou encore, et nous le verrons, des individus qui se rangent derrière des « filiations sanguines » pour asseoir leur démarche de titularisation foncière. L'ethnicité ne

84 Le Meur P-Y., 2002, « Approche qualitative de la question foncière. Note méthodologique. », Document de travail de l'Unité de Recherche IRD 095, n°4, p. 2

85 Chalin V., 2011, *ibid.*

s'observe pas en soi mais dans des rapports intéressés, ou encore au sein d'une appartenance contrainte par la situation économique, sociale et politique dans laquelle évoluent les paysans et investisseurs de la commune de Bukerere. . Nous détaillerons dans ce chapitre les orientations théoriques et conceptuelles qui ont orienté la construction de notre objet de recherche.

2.1. LES IDENTITES DE LA QUESTION FONCIERE AU BUGANDA : ANALYSE AUTOUR D'UN EXEMPLE EMPIRIQUE

Au mois de mars 2013, en périphérie, encore en partie rurale, de Kampala, au royaume du Buganda, à une question portant sur l'utilisation de main d'œuvre salariée, une paysanne nous répondait qu'elle employait, lors de certains travaux agricoles, plusieurs hommes. Lorsque nous lui demandions qui étaient ces travailleurs, elle nous répondit « Ce sont des Banyankole ! ». Nous insistions afin de connaître leurs noms. Elle ne les connaissait pas, elle les appelle habituellement les Banyankole⁸⁶.

Nous l'avons vu, avant la colonisation et la formation des frontières nationales, l'Ankole n'existe pas. E., que nous avons rencontré pour la première fois en 2011, née au Busoga voisin et installée avec son mari et leurs neuf enfants dans la commune de Bukerere, depuis 2007, s'est toujours présentée à nous comme une agricultrice. Venue dans la première couronne périphérique rurale de Kampala pour se rapprocher du marché agricole urbain, elle nous explique que son mari a hérité par son grand-père maternel d'une parcelle en *kibanja*. Agricultrice commerciale, elle cultive principalement de l'okra, du piment et des aubergines africaines. Les enfants du couple, en âge d'être scolarisés vont tous à l'école. Son mari employé par une compagnie d'export de produits agricoles est conducteur de camion. Grâce à la pluriactivité du ménage, ils sont en mesure de constituer un capital d'exploitation pour louer des parcelles agricoles, acheter de la main d'œuvre et des intrants. En 2013, nous rencontrons de nouveau E. en qualité d'employeuse de main d'œuvre. Lui demandant s'il était possible de rencontrer quelques personnes qu'elle employait, elle nous expliqua qu'elle contractait des femmes pour le semis et les récoltes et des Banyankole pour des travaux de défriche. Lorsque nous lui demandions si il existait une solution pour rencontrer ces derniers,

⁸⁶ Entretien 11_Buk2013, mars 2013, village de Gavuvuma, commune de Bukerere, annexe n°1.

elle nous dit qu'ils se présentaient à sa porte lorsqu'ils avaient besoin de travail, et qu'elle n'était pas celle qui les contactait. Par conséquent, ne connaissant ni leur nom, ni leur numéro de téléphone, il nous était impossible d'aller à leur rencontre. En revanche, nous décidions de demander la permission de rencontrer les travailleuses agricoles dont elle connaissait parfaitement les noms et lieux d'habitation. Nous fixions donc un rendez-vous avec E. prévoyant le jour où elle pourrait nous faire rencontrer une des travailleuses, lui laissant également le temps de nous introduire à elles et de savoir si elles acceptaient de nous rencontrer. Quelques jours plus tard, nous étions de retour chez E. Occupée à des tâches ménagères, elle nous demanda de patienter le temps de finir ses occupations et d'aller chercher la travailleuse qui avait accepté de nous rencontrer. À leur retour, les présentations furent faites, et nous expliquions à E. qu'il était important pour notre travail que nous nous entretenions seules avec N. Répondant, qu'elle avait compris et malgré notre cordiale persévérance, elle resta présente, à l'exception de brefs instants qui furent cruciaux. Après avoir changé le cours de l'entretien, en raison de la présence et des omniprésentes interventions d'E., nous étions passés du récit de vie à des questions sur l'accès à la ressource foncière de N. Lorsque nous demandions auprès de quelle personne N. s'était présentée pour faire enregistrer à son nom, le *kibanja* dont elle avait hérité de sa tante, E. répondit à sa place et désigna le détenteur de *mailo* de la zone d'étude dont elle récita la généalogie familiale:

"This land belonged to Mugwanya, but he died in the 1920s and Mulo who also later died in the 1970s inherited it. Then Mulo's son, Kabuusu inherited but he also died recently in 2007, so his son Musiitwa inherited it"⁸⁷.

Lors de ce même entretien, nous comprîmes, grâce à une remarque de N., que la détention du *kibanja* par le mari d'E. n'était pas si certaine. En effet, E. a, au cours d'un précédent entretien, souligné qu'elle payait le tribut annuel, au détenteur du *mailo*. N. fit cette remarque alors que nous étions assis devant la maison de E. qui nous avait dit, nous le rappelons, que cette parcelle était détenue en *kibanja* par héritage⁸⁸.

87 Entretien 10_Buk2013, mars 2013, village de Gavuvuma, commune de Bukerere, annexe n°2.

88 Entretien 05_Buk2011, août 2011, village de Gavuvuma, commune de Bukerere.

I: Interprète; N: travailleuse agricole de E.

“I: Ogambye nti wano wewakulila?”

You said you grew up from here?

N: Ye wano wenyini

Yes

I.: Mu nyumba eno?

In this very house?

N.: Eli enkadde. Eno muwala yagizimba

In that old house, this one was built by the girl (auntie’s daughter)

I.: Kati wano wani?

So who owns this place?

N.: Wano wa muwala ye yasikila kuba kitawe yaffa. Kati ekibanja kya muwala Namombwe

I.: My auntie’s daughter. She is the one who inherited this place because the father died.’⁸⁹

N. nous dit que la parcelle dont E. affirmait qu’elle était celle héritée par son mari, appartenait en réalité à sa cousine. Il y avait donc là une incertitude que nous devions éclaircir. Sans en informer E. nous retournions discuter avec N. quatre jours plus tard. Elle nous confirma que la parcelle sur laquelle était établie la famille de E. appartenait à sa famille, et qu’il était possible de le vérifier par la présence des sépultures familiales derrière la maison de E. Elle nous dit que E. et son mari payaient un loyer à sa cousine détenant la parcelle en *kibanja* et, ont obtenu la terre en se présentant à sa cousine comme des membres de leur clan, *Ngeye*⁹⁰.

Il y a un certain nombre d’informations à traiter et ne n’en sommes pas encore à cette étape. La présentation de ces extraits d’entretien nous permet d’illustrer les jeux de l’appartenance identitaire déployée par une personne récemment installée dans la zone d’étude sur une terre *mailo* détenue par une paysanne en *kibanja*. Nous l’avons compris, il est difficile de savoir qui est, dans ce cas, le détenteur légitime du *kibanja*, c’est-à-dire celui dont le nom est inscrit

89 Entretien 10_Buk2013, mars 2013, village de Gavuvuma, commune de Bukerere, annexe n°2.

90 Entretien 11_Buk2013, mars 2013, annexe n°1.

sur le registre du propriétaire de *mailo*. En revanche, cet extrait nous permet de discerner la façon dont E. s'identifie, identifie les autres et comment la travailleuse l'identifie et cela dans une relation foncière. Les enjeux fonciers à Bukerere permettent d'aborder et de dévoiler les enjeux identitaires qui les entourent.

2.1.1. LES IDENTITES, « CATEGORIES DE PRATIQUE » ET « REIFICATION »

Dans le récit reproduit au tout début de cette partie, E. identifie ses travailleurs par leur appartenance à l'ancienne province d'Ankole, Sans préciser s'il s'agissait d'un groupe ethnique ou d'une communauté. Elle n'a donné aucun attribut essentialiste qui permettrait de faire une telle supposition. Dans ce cas, il nous semble inapproprié de parler d'ethnisation ou encore d'une catégorisation ethnique. Néanmoins, ne pas connaître le nom de ces travailleurs alors qu'elle connaît très bien le nom des travailleuses, résidente de la zone, était pour nous une donnée. Mais alors comment analyser la situation décrite ?

Rogers Brubaker parle dans ce cas, de « catégories de pratique » qui sont « des catégories de l'expérience sociale quotidienne, développées et déployées par les acteurs sociaux ordinaires, en tant qu'elles se distinguent des catégories utilisées par les socio-analystes, qui se construisent à distance de l'expérience »⁹¹ E., elle identifie les travailleurs en fonction leur appartenance à une entité régionale, une « catégorie de pratique » utilisée pour dire qu'ils ne sont pas des habitants de la zone d'étude mais des migrants. Comme l'écrit Brubaker, « la manière dont une personne s'identifie – et dont elle est identifiée par d'autres – est sujette à de nombreuses variations en fonction du contexte ; l'auto-identification et l'identification de l'autre sont fondamentalement des actes situationnels et contextuels. [...] Une distinction fondamentale doit être faite entre les modes d'identification relationnels et catégoriels. On peut s'identifier (ou identifier une autre personne) en fonction de sa position dans un réseau relationnel [...]. D'un autre côté, on peut s'identifier (ou identifier une autre personne en fonction de son appartenance à une classe de personnes partageant un attribut catégoriel (comme la race, l'appartenance ethnique, la nationalité, la citoyenneté, l'orientation sexuelle...)). »⁹² Le mari de E. a auprès de la détentrice du *kibanja*, semble-t-il, dit son appartenance clanique qui est la même que celle de la famille de N. Elle justifie aussi son

91 Brubaker R., 2001, « Au-delà de l'identité », Actes de la recherche en sciences sociales, vol. 4, n°139, p. 69.

92 Brubaker R., 2001, *ibid.*, p.11

ancrage territorial par le récit et donc la démonstration de sa bonne connaissance de l'histoire foncière. De cette façon, elle s'identifie « en fonction de sa position dans un réseau relationnel ». En affirmant à son arrivée son appartenance au clan de la famille de N., elle s'est identifiée en fonction de sa position dans le réseau de la famille élargie. En revanche, en identifiant les travailleurs en fonction de leur appartenance au groupe Banyankole, même si cela relève des « catégories de pratique », elle leur impute une identité que l'on peut, après avoir décrypté l'ambiguïté de sa situation foncière, qualifier de stratégique. En les désignant ainsi, elle nous fait comprendre qu'ils sont « étrangers » à la communauté des détenteurs de *kibanja*. Dans le village situé sur une terre *mailo* cela revient à dire qu'ils sont « étrangers ». Nous pouvons faire cette hypothèse car E. n'identifie pas les autres travailleuses en fonction de leur appartenance réelle ou supposée à un réseau ou à « une classe de personnes partageant un attribut catégoriel. » C'est dans le but de consolider son ancrage territorial au sein du village et de la communauté des détenteurs de *kibanja* que E. procède à une identification ethnique des travailleurs migrants. Nous comprenons toute l'ambiguïté du terme d'identité. Si nous n'avions pas analysé les récits à la lumière de l'article de Brubaker nous aurions certainement fait l'hypothèse que E. identifie les individus en fonction de leur appartenance ethnique au risque de procéder à une réification de la catégorie Banyankole. Au lieu de rechercher la stratégie de E. pour légitimer ses droits, nous aurions cherché à comprendre du côté des travailleurs Banyankole pourquoi, E. leur imputait une identité ethnique, au risque tomber dans le « piège identitaire ». Ainsi, étudier les relations des individus autour de la ressource foncière est un exercice d'analyse des dynamismes, processus, stratégies, commandés et orientés par ces derniers. Parfois, ils s'identifieront, d'autres fois non. C'est pourquoi, il est primordial de préférer l'expression « identifications entourant la question foncière au Buganda » à celle des « identités de la question foncière ». La dernière nous fait courir le risque de réifier les catégories dites par les acteurs tandis que la première permet de comprendre les stratégies de construction de l'altérité au Buganda, où la terre, le territoire prend l'allure du patrimoine.

2.1.2. LE CONCEPT DE TERRITOIRE

Claire Médard s'appuie sur le concept de territoire institutionnel pour penser et analyser les conflits fonciers au Kenya et en Ouganda. L'auteure considère une dimension proprement politique du territoire et la spécificité territoriale d'un pouvoir centralisé. Le territoire conçu ainsi, permet de saisir plus spécifiquement une dimension de l'action politique notamment celle d'un pouvoir centralisé, qui institue des frontières de contrôle. Ces dernières sont en opposition avec le front de peuplement mouvant auquel la frontière interne fait référence⁹³.

En Ouganda, la « régulation de l'accès à la terre est au cœur du pouvoir de l'État »⁹⁴ et la titularisation foncière a été introduite par le pouvoir colonial puis de nouveau par le régime de Museveni. L'auteure rappelle également que « garantir les droits de différentes catégories d'usagers ou de résidents sur une terre est souvent incompatible avec la privatisation des terres qui détermine un seul bénéficiaire à l'exclusion de tout autre »⁹⁵. Dans notre zone étude, nous avons émis l'hypothèse d'une ethnicisation des rapports fonciers en ce sens. C'est-à-dire que la crise foncière qui s'inscrit dans la crise de l'État et du régime Museveni doit également être également comprise en des termes exclusifs. Autrement dit, en encourageant la formalisation des droits fonciers au travers d'un titre foncier nominal, le régime, tout en émettant une propagande pro-usagers, encourage à l'exclusion ou à l'appropriation. Ainsi, Joël Bonnemaïson entend le territoire comme une appropriation économique, sociale et identitaire de l'espace par un groupe. La construction des États-Nations est un processus exclusif et comme nous le rappelle Odile Hoffmann, en se référant à Benedict Anderson elle nécessite « une réécriture » de l'histoire des individus qui « habitent l'espace national afin de forger un patrimoine symbolique commun capable de soutenir l'idée même d'identité nationale »⁹⁶. Nous l'avons vu en Ouganda, les tensions foncières mobilisent différents types d'acteurs. Dans la région centrale, au Buganda, des individus, pour la plupart paysans, détiennent des droits d'usage tandis que d'autres possèdent des *mailo* similaires aux droits de propriété héréditaires détenus en *freehold*. Même si la catégorisation « foncière » n'est pas si évidente car un même individu peut cumuler plusieurs droits fonciers, le pouvoir

93 Médard C., 1999, « Territoire de l'ethnicité : encadrement, revendications et conflits territoriaux au Kenya », Thèse de doctorat, Géographie, Université Paris I, 591 p.

94 Médard C., 2006, « Les « Ndorobo » du Mont Elgon (Kenya/Ouganda) : apparition d'une revendication autochtone dans un contexte de crise foncière et de forte ingérence territoriale de l'État », Montpellier, Colloque international « Les frontières de la question foncière », p.6

95 Médard C., 2005, *ibid.*, p.16

96 Hoffmann O., 2004, Communautés noires dans le Pacifique colombien. Innovations et dynamiques ethniques, Paris, IRD-Karthala, pp. 171-178

central et le Buganda se fondent sur la différenciation entre ces deux types d'acteurs pour ancrer leur revendication territoriale. D'une part, le royaume considère que le système *mailo-kibanja* constitue un pilier de son ancrage territorial. D'autre part, le président Yoweri Museveni, argumente que ce système dual est injuste et qu'il permet aux propriétaires de *mailo*, notamment de s'enrichir au détriment des détenteurs de *kibanja*. Dans chacun des cas, ce sont des conceptions du territoire comme espace d'identification, qui sont mobilisées. Le Royaume tente de mobiliser les Baganda quelque soit leur catégorie foncière, tandis que l'État s'appuie sur une mobilisation populaire des détenteurs de droit d'usage.

2.1.3. CAPITAL « TERRITORIALISE » ET APPARTENANCE

« Le capital social est l'ensemble des ressources actuelles ou potentielles qui sont liées à la possession d'un réseau durable de relations [...], en d'autres termes à l'appartenance à un groupe, comme ensemble d'agents qui ne sont pas seulement dotés de propriétés communes [...], mais sont aussi unis par des liaisons permanentes et utiles [...] Le volume du capital social que possède un agent particulier dépend donc de l'étendue du réseau de liaisons qu'il peut effectivement mobiliser et du volume du capital (économique, culturelle ou symbolique) possédé en propre par chacun de ceux auxquels, il est lié [...], il exerce un effet multiplicateur sur le capital possédé en propre [...]. Les profits que procure l'appartenance à un groupe sont au fondement de la solidarité qui les rend possibles »⁹⁷. Pierre Bourdieu élabore le concept de capital social en 1972. Penser les appartenances dites par les acteurs dans leurs relations autour de la question de l'accès à la terre, permet de les comprendre comme « catégories de pratique » et de s'éloigner encore un peu plus, des risques essentialistes portés par les recherches sur les questions identitaires. À partir du capital social de Bourdieu, Lévy partage le concept de « capital spatial » qu'il définit comme « un bien social cumulable et utilisable pour produire d'autres biens sociaux. Tout comme d'autres types de capitaux, le capital spatial fait partie du jeu d'échanges »⁹⁸. La terre comme bien social, « exerce un effet multiplicateur sur le capital possédé en propre ». Nous pensons que le concept de Lévy ne peut se transposer directement dans la zone d'étude. En effet, dans la commune de Bukerere, les paysans démultiplient les appartenances à des réseaux pour avoir

⁹⁷ Bourdieu P., 1980, p.2, cité par Ponthieux S., 2005, *Le capital social*, Paris, Éditions La Découverte, p.33.

⁹⁸ Lévy P., 2003, p. 12, cité par Hoffmann O., "Identidad-espacio : relaciones ambiguas." Paru dans "Globalizacion y localidad : espacios, actores, movilidades e identidades", Iguiniz Estrada (ed.), Pascal Labazée (ed.), Mexico, 2007, pp. 431-450.

accès à la ressource foncière. Localement, la terre n'est pas un capital qui permet de justifier des mobilisations de type identitaires. A l'échelle du royaume, la terre a ce statut de capital spatial. Dans la zone d'étude, les paysans doivent envisager l'ensemble des possibilités de l'appartenance pour accéder à la terre. C'est le « capital possédé en propre » ou la construction d'un capital composé d'un jeu d'appartenances qui permet aux paysans d'avoir accès à la ressource foncière. Nous l'avons vu dans le cas d'E. Localement, nous évoquerons une territorialisation du capital économique, relationnelle, identitaire, pour désigner les jeux de l'appartenance liée à la question foncière. Le « capital spatial » de Lévy nous a aidé à penser le foncier en ces termes. Mais, au Buganda, posséder la terre en pleine propriété ou en *kibanja* est pour la petite paysannerie une fin en soi, les appartenances réelles, imputées ou inventées sont stratégiquement mobilisées par les individus pour territorialiser leur capital.

L'économie morale est un concept introduit par Thompson en 1963 dans un ouvrage intitulé « *The making of the English working class* ». Le concept ne fit alors pas l'unanimité. Puis, il sera appliqué à un large panel de discipline au risque d'atomiser ses qualités heuristiques. C'est ce dont nous fait part Didier Fassin dans un article écrit en 2009 intitulé « Les économies morales revisitées », dans lequel il fait un état de l'évolution du concept de l'économie morale notamment au travers de Scott. L'anthropologie des économies morales, nous dit-il, privilégie les enjeux et les conflits moraux, leur inscription historique, leur dimension politique. Les conflits moraux peuvent faire référence à un panel de disciplines extrêmement large. Ce qui nous intéresse ici est la terre, qui correspond bien à un moyen de production défini par Thompson et qui dans de nombreux pays du Sud notamment, fait l'objet de conflits d'intérêts qui mobilisent des groupes, des individus faisant appel à des valeurs et normes pour légitimer leur revendication.

2.2. LES ECONOMIES MORALES FONCIERES EN OUGANDA

Il est pour notre objet de recherche, fondamental de comprendre les économies morales foncières déployées en Ouganda, par le parti-président et l'opposition. Ils permettent de saisir le jeu des appartenances. Et, c'est en les saisissant que se dévoilent un Néo-patrimonialisme foncier en Ouganda et, la patrimonialisation du territoire au travers du système *mailo-kibanja* au Buganda. Pour étudier les économies morales foncières exprimées en Ouganda, nous reprendrons une déclaration de Museveni datant du 27 février 2013 et des extraits d'un discours public de Betty Nambooze que nous empruntons à un article de Claire Médard et Valérie Golaz « Creating dependence :Land and gift giving practices in Uganda ».

2.2.1. NEO-PATRIMONIALISME FONCIER EN OUGANDA

Le 27 février 2013, Museveni fait paraître dans la presse, une déclaration, à l'allure d'injonction provenant de cour de justice, dans lequel il « interdit » les évictions illégales de détenteurs de *kibanja*. Elle est une manière de réaffirmer les promesses qu'il a faites pendant la campagne présidentielle de 2011. Il y dénonce ce qu'il nomme les « *Bayaaye mind* », les nouveaux riches, selon lui responsables des évictions illégales de paysans. Ces « nouveaux riches », sont en quelque sorte les investisseurs urbains que l'on retrouve à Bukerere. Cette déclaration est, intéressante, pour notre objet de recherche, car elle permet d'analyser les économies morales foncières du président-parti, mais aussi de prendre la mesure des pouvoirs personnels qu'il affirme.

“These Bayaaye-minded pseudo-capitalists refuse to observe two pre-requisites of peaceful acquisition of land for development, willing seller – willing buyer, and a fair, market determinate price per acre of land if the ‘Kibanja’ owner is willing to sell.

(...)

However, since the Bayaaye-minded pseudo-capitalists cannot be advised and they are causing Internally Displaced Person (IDPs) in different parts of Uganda and the Government has decided to act. These evictions are illegal in most cases taking advantage of the ignorance of the peasants. When they are evicted, they are denied of shelter (their permanent houses are destroyed), their food, commercial agriculture, family cohesion and advancement in education is all destroyed.”

Museveni pose les nouveaux investisseurs comme responsables des évictions, une manière également de déresponsabiliser le gouvernement du phénomène d'éviction foncière, qui est pourtant l'une des conséquences de la politique de généralisation des titres fonciers en Ouganda et de la privatisation des terres menée par le gouvernement. D'ailleurs, dans le premier passage de la déclaration, Museveni défend sa politique de libéralisme économique. Les libertés de vendre, d'acheter, la rencontre de l'offre et de la demande et le prix d'équilibre sont les principes économiques capitalistes réaffirmés par le gouvernement. Museveni pose ici clairement la politique foncière du régime, qui repose toute entière sur la liberté du marché. Cette dernière peut être entendue comme une des « économies morales foncières » du gouvernement. Ainsi, Museveni qualifie les « nouveaux investisseurs »

fonciers de « pseudo-capitalistes », qui selon ses mots ne peuvent être « conseillés » et causent des déplacements internes de population. L'ordre libéral foncier n'est donc pas remis en cause pas le gouvernement, et le président individualise les enjeux fonciers du pays.

A la fin du second paragraphe, il adopte une posture compréhensive de la situation des personnes qui ont été évincées. Il initie ainsi la seconde partie de sa déclaration, dans laquelle, il annonce les mesures qui ont été décidées par le gouvernement pour lutter contre les responsables des inégalités foncières:

“The government has therefore decided to do the following.

Halt all evictions involving peasants. Anybody found engaging in evictions will be prosecuted according to the law, those who have been illegally evicted will be assisted by government to go back to their bibanja.”

Il se pose comme le défenseur de la paysannerie, sur laquelle il a beaucoup compté pendant les dernières élections. Les distributions de don et les promesses de leur protection ont été utilisées pendant la campagne. Cette déclaration est le moment de le rappeler et de montrer qu'il fait appliquer des mesures. Dans cette logique, il est normal que ce soit lui qui annonce les mesures et non le ministère du territoire, du logement et du développement urbain (Ministry of Lands, Housing and Urban development). La personnalisation du pouvoir est ici instituée. Puis, il rappelle les instruments juridiques existants pour lutter contre les personnes qui empiètent de manière illégale sur des terres privées, sans mentionner que ces « intrus » sont de fait des individus sans-terres, victimes de la privatisation du domaine foncier.

“If there is anybody who got an authenticated eviction order against encroachers on his/her land through courts of law, the registrar of High Court will verify and authenticate the court order and the Government will assist him/her to implement the eviction.”

Dans ce paragraphe, ce sont les officiers d'État corrompus, qui auraient permis aux investisseurs de procéder à des évictions, qui sont visés. Finalement, il rappelle que personne ne doit occuper illégalement les terres gouvernementales, les domaines forestiers ou encore les marécages, alors que pendant la campagne, les mesures contre les occupations ces terres

ont été suspendues.⁹⁹

All corrupt officials that have been effecting illegal evictions will have punitive actions taken against them, anybody who maliciously or falsely tries to encroach on other people's land will face tough action by the Government including prosecution and forcing him/her to compensate the victims of his/her malicious and illegal actions. Nobody should encroach on government lands-such as forest reserve, wetlands, government ranches, etc."

Enfin, en guise de derniers mots, les royaumes du Buganda, de l'Ankole, du Toro et du Bunyoro sont visés par les politiques libérales foncières du gouvernement. La fin du phénomène dual de propriété de la terre doit cesser.

"The Government will intensify efforts to raise money for its land Fund so that the phenomenon of dual ownership of land in Buganda, Ankole, Toro and Bunyoro is ended."

Appliquée au Buganda, la mention se réfère au système *mailo-kibanja*. Museveni parle pour le décrire dans le contexte de développement de titrisation foncière d'une propriété duale. Se positionnant en porte-parole de la vision orthodoxe de la propriété de la terre, il occulte au point de les réduire à néant, les différents faisceaux de droits existant sur une parcelle. Droits d'usage et droit de propriété privée sont envisagés dans leur dualité et non dans leur complémentarité. En réalité, il s'attaque ici directement aux détenteurs de *mailo*, et réaffirme de fait son soutien aux détenteurs de droits d'usage.

Opération de communication politique, cette déclaration est importante car elle formalise l'engagement du président pour les politiques foncières libérales et le capitalisme économique. Museveni assume ici une position de néolibéralisme en justifiant une intervention étatique sur le marché foncier. Ses économies morales foncières néolibérales sont affirmées mais aussi son rôle, de « sauveur » de la paysannerie face aux défaillances du marché dont il a tenté de se déresponsabiliser. Enfin, tout en affirmant la puissance de l'État au travers de la défense des instruments juridiques légaux mis en place par son régime, il s'en distingue en consacrant la force de son pouvoir personnel, dont les mesures annoncées par le texte, sont l'expression. Les dons fonciers pratiqués pendant la campagne électorale de 2011, ainsi que la personnalisation de la gouvernance foncière analysée dans cette déclaration,

99 Médard C., Golaz V., 2013, *ibid.*, p. 5

permettent de dire que l'État ougandais est engagé dans un processus de néo-patrimonialisation foncière.

Au Buganda, sa plus fervente opposante, Betty Nambooze, dans un discours prononcé dans notre zone d'étude, sur le domaine foncier d'un propriétaire de *mailo*, défend un lien privilégié et unique entre les détenteurs de *kibanja* et leur *landlord*. Députée parlementaire du *Democratic Party*, elle rappelle à l'audience que le territoire, est un patrimoine royal ganda.

2.2.2. PATRIMONIALISATION DU TERRITOIRE AU BUGANDA

*"In Buganda here, we have something different, it's the only state in the whole world where you find people who like what they call landlords....in other states, natives, tenants, peasants are always at war with landlords. Maybe you may find if we were in another state, here this one would have been seated with his colleagues with whom they got the land. And when he is passing by this side he comes with so many policemen to protect himself from us! But in Buganda, the landlords and gentlemen, we like them so much. That's why you see that even our government got a problem...the president thought that if he brought land...a law inciting squatters to hate land owners; he would get a lot of support from us the bibanja holders. [...] I know the president in uhh....the way I see him, it still surprised him so much... how come that the bibanja holders are instead arguing that he doesn't take away land from the land owners. Don't we want to also be land owners? It originated from the fact that [...] getting this land, they [the land owners] took it as custodians....custodians, guards that guard for us the what? ... The many. They never got this land, they never became lords nor did they gather riches to make them wealthy....to live happily."*¹⁰⁰

Betty Nambooze, affirme la spécificité du système foncier du royaume du Buganda, non pas en terme de faisceaux de droits mais en des termes patrimoniaux. Jean-François Médard¹⁰¹ rappelle dans un article publié en 1990, que le « patrimonialisme selon M. Weber, est un type idéal de domination traditionnelle fondé sur l'absence de différenciation entre le public et le privé. ». Puis il ajoute en parlant du patrimonialisme traditionnel qu'il « combine un dosage véritable d'arbitraire personnel et de normes traditionnelles [...] et correspond à l'extension

100 Nambooze, Kabuusu celebration, June 14, 2011. Discours retranscrit par Claire Médard et Valérie Golaz et cité dans l'article « Creating dependency : Land and gift giving practice in Uganda ».

¹⁰¹ Médard J.F., 1990, « L'État patrimonialisé », paru dans *L'Afrique autrement*, n°39, octobre, pp. 25-36

de la logique de la domination patriarcale au-delà des frontières de la parenté. »¹⁰²

Les détenteurs de droits d'usage entretiennent, selon le récit de la députée, un respect profond pour leur propriétaire, les propriétaires de *mailo*. Elle fait de cette relation le fer de lance de son propos qui expliquerait pourquoi, détenteurs de droits d'usage et propriétaires de *mailo* se sont opposés à l'amendement foncier de 2009. Ce dernier est présenté par Namboozee comme un outil de déstabilisation de la relation « patriarcale » propre au système *mailo-kibanja*. Ainsi, elle présente les propriétaires de *mailo*, non pas comme des détenteurs d'une propriété exclusive de la terre mais comme gardiens du territoire ganda. Ces gardiens, d'après ces propos, n'auraient « jamais » acquis la terre, ne seraient jamais devenus les maîtres de la terre, et porteraient le poids de la responsabilité de la fonction de gardien. L'économie morale foncière de Betty Namboozee, opposante à la gouvernance foncière du régime NRM, qui affiche sa « amour » pour le *Kabaka*, roi du Buganda, se situe dans le registre de la patrimonialisation foncière. D'ailleurs, dans son argumentaire, elle fait mention du *Uganda Agreement* de 1900 - ? *It originated from the fact that [...] getting this land, they [the land owners] took it as custodians*” – référence de l'institution du système *mailo-kibanja* et du contrôle territorial du Buganda colonial. L'économie morale foncière de Betty Namboozee se situe dans le registre de la patrimonialisation du territoire ganda.

La gouvernance foncière néo-patrimoniale du président Yoweri Museveni prône un néolibéralisme économique et se pose en protectrice de la paysannerie, détentrice de droits d'usage face aux « pseudo-capitalistes » contre un système de propriété dual. Betty Namboozee ne s'oppose pas à l'argument de la dualité en mettant en valeur, la diversité des faisceaux de droits, des arrangements et compromis d'usage permis par le système. L'opposante politique s'oppose à l'argumentaire de la dualité, en unifiant les détenteurs de *kibanja* et les propriétaires de *mailo* sous la coupe d'un système « traditionnel » ganda. Les propriétaires de *mailo* ne sont pas présentés comme des détenteurs de titre de propriété privée (pourtant, c'est bien ce qu'ils ont reçu lors du *Uganda Agreement*), ils sont les « gardiens » du patrimoine territorial ganda. Autrement dit, elle dit le lien privilégié, certes institué, des propriétaires de *mailo* avec la terre ganda. Or, dans la pratique, le domaine *mailo* devient synonyme de propriété privée et les détenteurs de droit d'usage sont parfois qualifiés de « squatters ». Certains propriétaires de *mailo*, ne demandent plus aux détenteurs de *kibanja* de payer le tribut annuel (le *Busuulu*) ré-institué par la loi foncière de 1998, et en échange

102 Médard J.F., 1990, *ibid.*

duquel, leur est donné un reçu, preuve de la légitimité de leur usage. Cela s'observe dans la zone d'étude.

A Bukerere, le lien « patriarcal » entre les propriétaires de *mailo* et les détenteurs de *kibanja* n'est pas si évident que Namboze voudrait le faire croire. Des propriétaires de *mailo* vendent des parcelles, et compensent partiellement les détenteurs de *kibanja* évincés. Aussi, le lien privilégié des détenteurs de *mailo* avec la terre *ganda*, n'est que fiction politique.

CONCLUSION DU CHAPITRE II FRONTIERE, IDENTIFICATION ET « ETRANGETE »

La frontière « ethnique » telle que définie par Frederick Barth, permet de comprendre les dynamismes de construction des « groupes » au cours du temps et dans l'espace, qui accompagnent les projets politiques à l'échelle de l'Etat. A l'échelle des relations sociales, Frederik Barth a montré dans un texte fondateur « Les groupes ethniques et leurs frontières »¹⁰³ que les groupes ethniques peuvent être des catégories d'analyse si et seulement si, les attributions catégorielles sont dites par l'ensemble des acteurs engagés dans la relation sociale. Ainsi, dans une relation entre individus qui négocieraient la vente, la location ou encore tout autre compromis d'usage de la ressource foncière, l'identification ethnique de l'une des parties envers l'autre ne pourrait suffire à émettre l'hypothèse d'une ethnicisation de la relation foncière. Les parties prenantes aux négociations foncières devront chacune s'identifier et identifier l'autre en fonction de son appartenance à un groupe ethnique pour que ce dernier puisse être considéré comme une catégorie d'analyse. Dans notre cas, il sera difficile de procéder à un tel examen, car cela supposerait que nous assistions à une négociation foncière entre des migrants du Sud-Ouest et un détenteur de *kibanja* ou d'un titre de propriété privée. Cependant, la connaissance de ce principe nous permet encore une fois de comprendre l'importance de ne pas analyser les catégories dites par les acteurs, mais tout d'abord d'analyser les processus de construction des catégories par ces acteurs. Dans le cas cité précédemment, E. identifie les travailleurs migrants en fonction de leur appartenance ethnique. Nous n'avons pas rencontré ces travailleurs et ne pouvons savoir comment ces derniers s'identifient. Mais encore, une fois, la recherche d'un tel résultat ne nous aurait pas permis de dire quoi que ce soit sur les « identités » des acteurs. En revanche, en analysant le processus d'identification ethnique de l'autre par E., nous avons pu émettre des hypothèses

103 Barth F., 1969, « Ethnic groups and boundaries. The social organization of culture difference », Boston, Little, Brown and Company, pp. 9-38.

sur sa stratégie d'une appartenance et d'une altérité. Enfin, il est intéressant d'essayer de comprendre dans quelle mesure E. différencie les travailleuses agricoles territorialisées et les travailleurs migrants. Ces derniers ne sont pas identifiés par E. comme individus mais comme un groupe. Elle place une frontière entre sa condition de personne territorialisée et celle des Banyankole, groupe d'individus migrants. La lecture de Michel Agier, nous permet de comprendre que derrière une imputation ethnique, au-delà de propriété identitaire qu'il ne faut pas chercher, se trouve la construction de groupes, nous y reviendrons.

Nous avons donc rencontré des travailleurs agricoles migrants de l'Ouest qui nous ont conté leur parcours migratoire, leurs projets, certaines séquences de leur vie. Aussi, les rapports fonciers ne sont pas ethnicisés. Les migrants internes de notre zone d'étude, ne sont là que pour une chose, travailler, afin d'accumuler suffisamment de capital pour pouvoir retourner d'où ils sont venus, et commencer une nouvelle vie. Leur passage en périphérie rurale de Kampala, au Buganda, peut donc se comprendre comme l'expérience d'un « entre deux » entre un passé précaire et un avenir prospère. Ils ne sont pas exclus du système *mailo-kibanja* car ils ne cherchent pas à acquérir de la terre au Buganda mais là où se trouve la famille qu'ils ont laissé derrière eux. Toutefois, les mois et années vécus dans les villages de la périphérie de Kampala, semblent être une étape, au cours de laquelle, ils font l'expérience de l'« étrangeté relative », telle que définie par Michel Agier.

*« Tant qu'une relation n'est pas établie, elle est indéterminée, imaginée et se déploie dans l'absolu, puis elle devient relative, en situation, et l'altérité qui était « absolue » ou « radicale » (au sens où ma manière d'être et de penser est décrite par les autres comme « radicalement » autre) tend à se réduire, sinon à disparaître puisque alors la découverte des singularités devient possible. »*¹⁰⁴

C'est en ces termes que l'anthropologue définit les « étrangetés relatives ». Cette conception d'une relation qui évolue, dans l'espace et dans le temps, est un outil qui ouvre le champ des possibles et éloigne l'étudiant, apprenti-chercheur, du piège identitaire. La recherche sociologique et anthropologique est extrêmement délicate lorsqu'elle s'intéresse aux revendications « autochtones » à l'œuvre dans le monde et, qui ont, de surcroît, tendance à se « constitutionnaliser »¹⁰⁵. Aussi, étudier la production des catégories de l'altérité - pour

104 Agier M., 2013, La condition cosmopolite. L'anthropologie à l'épreuve du piège identitaire. Paris, Éditions La Découverte, pp. 79-80

105 Bayart J.F., Geschiere P., Nyamnjoh, 2001, « Autochtonie, démocratie et citoyenneté en Afrique », Critique

reprendre les termes de Christian Poiret - est une opération délicate, qui implique d'avoir appréhendé finement le terrain d'enquête afin de pouvoir établir les degrés d'étrangetés formulés par les acteurs. La singularité des discours et des expériences doit être entendue et retranscrite loin des réifications identitaires. Cet exercice n'est pas aisé pour l'étudiant. Face à cette difficulté, les figures de la relative étrangeté données en exemple par Michel Agier, permettent de décrire des situations, l'expérience vécue par le migrant en tant qu'homme-frontière. Son histoire migratoire, avant, pendant et après le déplacement, permet de saisir la ou les frontières rencontrées, subies, traversées, et retraversées. L'auteur donne quatre exemples ; l'errant ou le vagabond qu'il associe à l'étranger de Simmel, l'homme qui « n'abandonne jamais la liberté d'aller et venir » ; le paria, celui à qui on impose l'isolement, l'individu que l'on a privé de la liberté d'aller et venir ; le métèque, le travailleur migrant privé de citoyenneté ; et enfin l'« étranger dans son labyrinthe », celui du « monde culturel » du nouveau groupe au sein duquel il essaie de s'orienter, au sein duquel « il a perdu tout sens de l'orientation ». Chacune de ces « étrangetés relatives » peut être vécue et décrite par le migrant en des moments et des lieux différents. Au cours, de son chemin migratoire ou de sa vie, un individu pourra être l'aventurier, puis se retrouver dans un labyrinthe et finalement devenir paria. C'est un scénario chaotique, notamment écrit par Alaa El Aswany dans son roman « Chicago » au travers de la paysanne Sheima¹⁰⁶. Cette analyse des productions de l'altérité au travers de l'expérience et non pas uniquement à partir de ce que les gens disent qu'ils sont et ce que les autres disent d'eux-mêmes, nous apparaît comme un outil à appliquer à notre propre objet de recherche. L'hypothèse de l'ethnisation des rapports fonciers a mué grâce au terrain de l'enquête. Toutefois, les migrants internes « se montrent a priori peu enclins à connaître la région [...] et sa population ». Ils connaissent l'expérience de la frontière dans leurs relations quotidiennes, et les identifications, parfois stéréotypées, dites par les migrants venant du même district (donc du même groupe linguistique, au sein duquel les individus s'identifient les uns aux autres par des pratiques ordinaires similaires) à propos d'autres migrants ou des habitants des villages de l'enquête, nous permettent de postuler que l'« étrangeté » dont ils font l'expérience, est absolue. C'est donc par défaut de relations que les identifications ethniciantes persistent au Buganda. Bien sûr, une approche historique de

internationale, n°10, p.182

106 Lecture donnée par Thibault de Montalembert, en préambule d'une conférence de Michel Agier à la Cité des Sciences, le 07 février 2013.

<URL> :<http://www.cite-sciences.fr/conferences-ducollege/mediaconf/c/1248136916341/-/p/1239022827697/seance/1248135812142>

la construction sociale et politique des essentialismes identitaires est primordiale dans notre contexte. Elle permet de comprendre le monde englobant des individus qui font l'expérience de la mobilité. L'outil conceptuel de Michel Agier nous permet de chercher à décrire la singularité des histoires des migrants internes, plutôt que de chercher à comprendre au sein de leurs discours, pourquoi, ils identifient tels ou tels individus en fonction de critères ethniques. Le « peu d'enclins » à établir des relations doit être entendue grâce au récit des projets migratoires. « Pourquoi suis-je là ? » est en quelque sorte l'interrogation que nous avons suscitée chez nos interlocuteurs. Nous verrons que ces migrants internes qu'ils puissent être qualifiés « d'aventurier » ou « de métèque », vivent l'inclusion par leur travail. L'exclusion n'est pas subie. En ce sens, nous ne pouvons utiliser ce terme. C'est pourquoi, nous préférons décrire l'expérience des travailleurs agricoles migrants de la périphérie rurale de Kampala, comme un « entre-deux ».

CHAPITRE III MIGRANTS INTERNES ET ENQUETE DE TERRAIN : UNE APPROCHE SOCIO-ANTHROPOLOGIQUE

3.1. LES TRAVAILLEURS AGRICOLES MIGRANTS DU SUD-OUEST : LE CHOIX DES INTERLOCUTEURS

3.1.1. DEVELOPPEMENT INEGAL ET MIGRATIONS PENDANT L'ERE COLONIALE

La période coloniale a été marquée en Ouganda par la formation d'un cadre territorial et la formation de nouvelles entités administratives. Au Sud-Ouest, l'Ankole, est un nouveau royaume, un nouveau groupe imaginé, constitué de toute pièce. Les entrepreneurs de la frontière convainquent les Baganda de leur naturelle supériorité et intensifient leurs efforts pour créer des rivalités « inter-ethniques ». Toute cette entreprise de réification identitaire ne sert qu'un projet, celui de l'organisation d'un réseau de main d'œuvre bon marché. Jan Jelmert Jorgensen, a documenté le processus par lequel l'Etat colonial a volontairement incité les entrepreneurs coloniaux à concentrer leurs investissements au Buganda au détriment des provinces avoisinantes dont le West Nile, le Kigezi et l'Ankole¹⁰⁷. Les anglais ont fait entrer l'Ouganda dans le circuit des échanges internationaux¹⁰⁸ capitalistes, et dans le système ricardien de l'avantage concurrentiel. La population de l'Etat colonial majoritairement paysanne a été encouragée (c'est une manière de ne pas dire forcée) à cultiver café et coton qui constitueront jusqu'à la dictature d'Amin Dada, les principales ressources de l'Etat¹⁰⁹. Au Buganda, après l'abolition du *kasanvu*, de nombreux paysans détenteurs de *kibanja* vont pouvoir accéder à la propriété privée grâce à l'accumulation d'un capital d'exploitation, produit des cultures de rente. Le système *mailo-kibanja* permet aux paysans de gravir les échelons du système foncier clientéliste. Les cultures de rente leur permettent de devenir « patrons » fonciers si l'on nous accorde cette expression. Au Buganda, les administrateurs baganda de *l'indirect rule* recevaient un salaire pour leur mission de collecte des différents impôts. Dans les autres provinces, les administrateurs étaient payés selon un pourcentage fixé du montant des impôts récoltés¹¹⁰. Les administrateurs, clients des recettes de l'Etat colonial,

107 Jorgensen J.J., 1986, *ibid.*, pp. 77-134.

108 Le Royaume du Buganda avait déjà développé un système d'échanges de marchandises et d'hommes. Le cauri, un coquillage, était la monnaie d'échange utilisée. À ce propos, voir Henri Médard, 2007.

109 Prunier G., 1994, *ibid.*, p.124

110 Mukherjee R., 1985, *Uganda : An historical accident. Class, Nation, State Formation*, Africa World Press, p.139

devaient alors s'assurer que les paysans des provinces dont ils avaient la charge, produisaient suffisamment de coton et de café. Or, les entreprises coloniales concentraient leurs investissements au Buganda. La construction de la voie de chemin de fer reliant Kampala à Mombasa permettait un accès direct à l'Océan Indien. Les prix d'achat du café et du coton étaient donc plus élevés au Buganda que dans les autres provinces manquant d'infrastructures. De fait, de nombreux hommes, migrèrent vers le Buganda et le Bunyoro proche. Selon Jorgensen, de nombreux travailleurs migrants Banyankole étaient présents au Buganda dès 1906. Lorsque l'État colonial se trouve confronté à un problème de main d'œuvre, après l'abolition du système *kasanvu*, il va donc compter sur cet inégal développement pour créer et amplifier les réseaux de main d'œuvre. Dès 1924, la politique coloniale est la suivante ; les provinces de l'Ouest et du Nord, moins fournies en infrastructures et moins « favorisées »¹¹¹ doivent rester « sous-développées » afin d'assurer un flux de main d'œuvre constant aux zones de production de culture de rente. Le Kigezi et l'Ankole deviennent l'année suivante les réserves de main d'œuvre du Buganda. Les principaux employeurs des travailleurs migrants ne sont pas les entrepreneurs coloniaux et leurs associés mais les exploitations agricoles ganda. Les *bakopi* qui ont acquis de la terre en pleine propriété grâce à la rente agricole sont en mesure d'employer de la main d'œuvre venue de l'Ankole mais aussi du Rwanda et du Burundi. Selon Powesland, au Buganda, l'acquisition de la pleine propriété avait été un moyen pour certains paysans d'échapper au système *kasanvu*. L'auteur postule que les individus qui étaient appelés au travail forcé, étaient également considérés comme le « bas étage de la société ». Il écrit également qu'en achetant de la terre, les paysans baganda considérés qu'ils étaient devenus des « chefs » et qu'ils pouvaient être exemptés de travail forcé. Ainsi, les discours xénophobes rapportés par Audrey Richards, dans le même ouvrage, de certains baganda envers les travailleurs migrants Banyarwanda et Banyarundi peuvent être compris dans ce contexte. Le travail salarié n'était pas en soi, perçu comme une activité de « dominés » mais il faut plutôt le comprendre comme un travail contraint par les charges fiscales auxquelles étaient soumis les paysans qu'ils soient ou non migrants. Ainsi, l'accès à la propriété foncière était un moyen d'échapper à certaines taxes ou encore de les payer grâce à l'accumulation d'une rente agricole ou foncière (location, usufruit). Les nouveaux « chefs » d'exploitation pouvaient ainsi envoyer leurs enfants à l'école, employer de la main d'œuvre migrante, transformant ainsi une

111 Nous reprenons ici les mots de Jorgensen.

exploitation familiale en exploitation capitaliste au sens de Chayanov¹¹².

3.1.2. TRAVAIL MIGRANT ET ACCES A LA RESSOURCE FONCIERE : DES DISCOURS A LA PRATIQUE

Le système *mailo-kibanja* a donc permis d'une part aux *paysans* qui en avaient les moyens de devenir leur propre patron. D'autre part, ce système fondé sur une conception marchande de la propriété privée de la terre, accordait à qui en avait les moyens financiers le droit d'acheter de la terre en dehors de toute appartenance clanique. De fait, ce système a accentué, encore un peu plus, la logique clientéliste initié par le pouvoir ganda pendant le XIXème siècle. Pour être clients d'un propriétaire foncier, il ne fallait remplir, jusque dans les années 1960, aucune condition d'appartenance clanique ou ethnique. Seule la possession de la valeur du tribut (*Busuulu*) ou de la terre (dans le cas de la session de la propriété privée) était importante. Les travailleurs agricoles migrants sont ainsi, dans certains cas devenus détenteurs de *kibanja* et parfois propriétaires. Selon Audrey Richards, les premiers discours xénophobes émanent des *bakopi* dans les années 1950-1960 alors qu'ils reprochent aux propriétaires de *mailo* de concéder des *kibanja* et de vendre de la terre à des « étrangers », à des Banyankole mais aussi, et surtout Banyarwanda et Banyarundi. Et, c'est à cette époque que le système *mailo-kibanja* est érigé en patrimoine. En 2013, la patrimonialisation de ce système n'a pas faibli et nous avons au cours de ce chapitre I, amené le lecteur à comprendre pourquoi nous avons émis une première hypothèse d'une ethnicisation des rapports fonciers au Buganda en Ouganda. Ainsi, nous cherchions dans un premier et avant notre départ sur le terrain, à vérifier cette hypothèse. Notre objectif était alors d'analyser les rapports fonciers entre propriétaires, détenteurs de *kibanja* et candidats migrants à l'achat de droits d'usage ou de titre de propriété privée, afin de confirmer ou non, leur ethnicisation. En 2011, nous avons observé que les investisseurs urbains employaient de la main d'œuvre venue de l'Ankole et non les paysans locaux, qui pourtant, nous l'avons décrit, étaient de plus en plus marginalisés.

Notre première hypothèse fut de dire que les investisseurs urbains n'employaient pas la petite paysannerie locale car ils craignaient qu'elle ne s'approprie des parcelles sur leur domaine.

¹¹² Thorner D. et al., 1986, A.V. Chayanov on the Theory of Peasant Economy, The University of Wisconsin Press, 316 p. Nous reviendrons sur la théorie de Chayanov dans le chapitre III.

Nous nous sommes alors posés la question suivante : Comment les travailleurs agricoles migrants négociaient-ils leur accès à la ressource foncière au sein de la commune de Bukerere alors que la petite paysannerie détentrice de *kibanja* depuis plusieurs générations est, depuis 2005, de plus en plus évincée du système foncier de propriété privée promu par le gouvernement de Yoweri Museveni ?

Les représentants du Royaume du Buganda font du système *mailo-kibanja*, un patrimoine. Museveni, en personne, s'oppose à ce système, qu'il qualifie de l'antithèse de la tradition ganda¹¹³ et promeut une « démocratisation » de la tenure foncière par la systématisation du titre de propriété foncière. Dans ce contexte, et afin de vérifier l'hypothèse émise à l'issue d'un premier terrain en 2011, s'intéresser aux travailleurs agricoles migrants du Sud-Ouest ougandais, région d'appartenance proclamée du président prenait tout son sens. Le travailleur agricole migrant était a priori, et c'est comme cela que nous l'avions pensé, un individu sans terre, au même titre que la petite paysannerie marginalisée. Ainsi, nous intéresser à leur récit de vie, nous permettait de comprendre comment ils négocient leur accès à la terre localement mais aussi comment ils avaient obtenu leur travail puisque c'est bien par le travail qu'ils pourraient accéder à l'usage ou à la propriété foncière.

Nous avons présenté et appliqué à notre objet d'étude, les concepts d'ethnisation, de capital spatial, de néo patrimonialisation, liés aux enjeux fonciers en périphérie rurale de Kampala en Ouganda. Les migrations de travail observées dans la zone d'étude, ont été analysées par Audrey Richards, mais à une époque où l'anthropologie était encore prisonnière des réifications identitaires. Notre travail de terrain ne s'est pas focalisé sur les identifications même si nous y avons consacré une étape. Nous nous sommes dans un premier temps, attachés à comprendre le parcours personnel et le projet migratoire de ces travailleurs. Nous verrons que certains récits de vie ont changé notre perspective. Dans une seconde phase de terrain, nous avons décidé et vous l'aurez certainement compris avec le récit de E., de d'élargir nos informateurs à l'ensemble des travailleurs de la zone d'étude. En considérant la logique de reproduction familiale en milieu rural, un travailleur agricole est un individu qui n'a pas ou pas assez de terre et doit travailler pour les autres pour s'assurer un revenu. Élargir nos informateurs à l'ensemble des travailleurs mais aussi à certains agriculteurs nouvellement arrivés dans la zone d'étude nous a permis de mettre en lumière de nouveaux enjeux fonciers,

¹¹³ Gay L., 2010, *ibid.*

qui viendraient enrichir notre réflexion. Nous détaillerons dans la deuxième partie de ce chapitre III le « cheminement » de notre terrain ainsi que la méthodologie itérative qui nous a permis de mettre en évidence le décalage entre les discours politiques et les pratiques foncières au Buganda. La néo-patrimonialisation de la terre ne peut se comprendre au Buganda que dans ces jeux de l'appartenance évoluant dans la promotion de l'ordre libéral.

3.2. LA « POLITIQUE DU TERRAIN » : PRODUCTION DES DONNEES ET DECISIONS INTERPRETATIVES

« [...] l'enquête de terrain n'est qu'un mode parmi d'autres de production de données en sciences sociales. Elle a [...] ses avantages et ses inconvénients. Elle a ses propres formes de vigilance méthodologique, et à tout à gagner à expliciter la « politique » qui la guide. »¹¹⁴

C'est à l'issue d'un premier travail de recherche sur les dynamiques agro-urbaines et foncières et d'une enquête de terrain de six mois dans la commune de Bukerere en périphérie de Kampala que nous¹¹⁵ avons décidé d'interroger l'idée d'une ethnicisation des rapports fonciers au Buganda. Nous avons conduit des entretiens avec des migrants internes du Sud-Ouest ougandais, dans un tout autre cadre. Observant et décrivant la marginalisation de la petite paysannerie dans la commune et constatant que les « investisseurs » urbains et les propriétaires « *absentee* » employaient des travailleurs migrants plutôt que des habitants de la zone d'étude, il nous avait semblé intéressant d'en chercher la raison. Ainsi, nous avons postulé que les employeurs, propriétaires fonciers, faisaient venir des travailleurs d'autres districts afin d'écarter le risque d'appropriation dans le cas où ils emploieraient des habitants de la zone sans terre. Le travail agricole en dehors de l'exploitation familiale, peut signifier que le paysan n'ait pas assez de terre pour, à la fois nourrir sa famille et tirer des revenus de

¹¹⁴ Olivier de Sardan J.P., 2003, Enquête socio-anthropologique de terrain : synthèse méthodologique et recommandations à usage des étudiants, Etudes et travaux du LASDEL, n°3, p. 30

¹¹⁵ La première personne du pluriel est choisie pour dérouler les choix méthodologiques (à l'exception de la restitution des observations et des notes de terrain). Nous avons connaissance des débats sur la « subjectivisation » de la recherche. Le mémoire de master 2 Recherche est un travail d'apprentissage de la recherche en sciences sociales. Dans ce cadre, le « nous » ne sert pas à faire parler plusieurs chercheurs, les orientations finales de ce travail n'engagent que l'étudiant. En revanche, la méthodologie et l'enquête de terrain ont été possibles grâce à un travail collectif. La recherche en sciences sociales ne doit pas être déconnectée de l'ensemble des relations qui l'entourent et la façonnent. Au même titre que l'entretien est une interaction, sa préparation, son analyse et l'écriture du mémoire sont guidées par les positions des individus qui les entourent. L'apprenti-chercheur n'agit pas seul mais au sein d'une équipe qui le conseille et l'oriente. La position que nous soutenons ici est discutable, c'est du moins celle que préférons en tant qu'apprenti-chercheur.

la production. Dans cette logique, le travail agricole salarié apparaît comme une solution pour nourrir sa famille, soit par le revenu, soit par un échange de travail contre récolte. À Bukerere, les paysans sans terre ne travaillent que très rarement pour des nouveaux propriétaires ou des propriétaires absents. L'observation valait la peine d'être explorée dans le contexte de l'émergence de discours xénophobes à l'égard des individus du Sud-Ouest, du Rwanda et du Burundi. La commune de Bukerere s'imposait à nous pour la poursuite de la recherche. Christian Poiret nous dit en novembre 2012, lors d'un cours de « Production des catégories de l'altérité » que les recherches en sciences sociales et notamment lorsqu'il s'agissait de s'intéresser aux processus de catégorisation, avaient tristement pour terrain des lieux où les inégalités et l'exclusion s'observaient. Le choix de la commune de Bukerere s'inscrivait dans cette « triste » démarche. D'une part, elle est le lieu d'observation d'une forte marchandisation de la ressource foncière et d'une marginalisation de la petite paysannerie. D'autre part, proche de Kampala où avaient eu lieu les émeutes urbaines de 2009, nous supposons que les violences faites aux individus banyankole, banyarwanda et Banyarundi avaient été relayées dans la zone. À l'issue de la revue des concepts exploratoires, des publications sur le sujet, et des références théoriques, la question que nous nous posions, avant le départ sur le terrain était la suivante. En Ouganda, au Buganda, dans un contexte de marginalisation de la petite paysannerie et de la conception du système foncier *mailo-kibanja* comme « droit de propriété intellectuelle » ganda, les identifications ethniques excluent-elles les travailleurs agricoles migrants des compromis d'usage et de la propriété foncière ? Les rapports fonciers entre usagers, propriétaires de *mailo*, de *kibanja*, investisseurs urbains et candidats migrants à l'usage ou à l'achat sont-ils ethnicisés ?

Nous avons défini un objet de recherche, l'ethnicisation des rapports fonciers en périphérie de Kampala à partir de la question de départ, celle d'un recrutement quasi exclusif de travailleurs agricoles migrants par les nouveaux propriétaires fonciers et les *absentee landlords*. De cette première interrogation, est née une hypothèse et une première problématique, énoncée précédemment. La prochaine étape, celle que nous présentons dans cette partie, se concentre sur la méthodologie de recherche. Nous présenterons dans un premier temps, les orientations méthodologiques qui ont guidé la préparation de notre terrain. La rigueur du qualitatif ou politique du qualitatif comme décrite par Olivier de Sardan¹¹⁶, implique de donner au lecteur une visibilité du cheminement du terrain, des décisions prises

¹¹⁶ Olivier de Sardan J.P., 2003, *ibid.*, 52 p.

tout au long de la recherche, et aussi, avant tout, de prouver que les théorisations ou encore conclusions du travail de recherche sont fondées sur des données de terrain « fournies comme preuves ».¹¹⁷ La première partie de cet exposé s'appuie sur deux ouvrages. D'une part, « La rigueur du qualitatif » d'Olivier de Sardan et notamment son chapitre II « La politique du terrain. Sur la production des données en socio-anthropologie ». D'autre part, afin d'adopter une démarche compréhensive des rapports fonciers et d'éclaircir toutes les « boîtes noires » (accès au foncier, titres fonciers, baux, réseaux de main d'œuvre) nous avons fait le choix d'adopter une démarche « ethnosociologique » et de réaliser, parmi d'autres méthodes de recension de données, des récits de vie. L'ouvrage « Le récit de vie » de Daniel Bertaux nous a ainsi servi de support. Le séjour sur le terrain, son organisation, les assistants de recherche avec lesquels nous avons travaillé, et les méthodes de collecte de données, ainsi que les décisions interprétatives seront précisés dans un second temps (3.2.2). Nous exposerons les quatre types de données que nous avons collecté (3.2.3.). Enfin, nous expliquerons les contraintes et avantages du traitement manuel des données que nous avons choisi (3.2.4.)

3.2.1. UNE METHODOLOGIE SOCIO-ANTHROPOLOGIQUE

Une étude de cas, un modèle pour étayer les dimensions foncières et leur ethnicisation

L'étude des cas permet la confrontation de quatre types de données – observation participante, entretiens, recensions de données, sources écrites – autour d'une séquence sociale unique définie par Olivier de Sardan comme « une ensemble d'interactions particulières ». Etudier des cas, comme le sont les rapports fonciers, permet « l'illustration, la description et l'analyse des situations locales ». C'est précisément ce qui nous importe pour comprendre les jeux d'appartenance mobilisés dans les relations autour de la ressource foncière qui produisent des « catégories » de l'altérité. Cette approche par l'étude des cas doit s'écarter de toute tentative de vérification d'hypothèses qui alimenteraient une démarche hypothético-déductive. Nous faisons le choix d'une approche « ethnosociologique » selon les termes de Bertaux ou « socio-anthropologique » selon ceux d'Olivier de Sardan.

¹¹⁷ Olivier de Sardan J.P., 2008, La rigueur du qualitatif. Les contraintes empiriques de l'interprétation socio-anthropologique, Louvain-la-Neuve, Bruylant-Academia, 365 p.

Une approche « ethnosociologique » ou « socio-anthropologique »

La « compréhension des logiques [des acteurs] s'élabore progressivement » tout comme l'évolution des questionnements et de la problématique. Aussi, si nous n'avons fait aucune hypothèse à vérifier, cela ne signifie pas que nous n'ayons pas procédé à une construction préalable d'un cadre théorique de l'ensemble des travaux existants sur le sujet. C'est d'ailleurs dans ce but, que nous avons mobilisé les concepts de « capital spatial », d'« identification », de « liminarisation », d'« ethnicisation », d'« appartenance ». La démarche ethnosociologique ne consiste pas à vérifier des hypothèses mais à comprendre un objet social défini afin de dessiner un « corpus d'hypothèses plausibles » c'est-à-dire « une description des principales représentations que les principaux groupes d'acteurs se font à propos d'un problème donné, ni plus, ni moins »¹¹⁸. Et, comme le précise Bertaux, « plus la description est intensive, plus elle gagne en généralité »¹¹⁹. Dans la seconde partie de ce mémoire, c'est une description fine des conditions de travail du salariat agricole à Bukerere et de leurs projets à court et moyen terme, qui nous permettra de produire une analyse des identifications ethniques mobilisés par les acteurs lors des entretiens. Éclairés de références théoriques, les descriptions et analyses des identifications du salariat agricole nous permettront de former deux hypothèses.

Une démarche « itérative »

Cette démarche consiste en un « va-et-vient » permanent entre le terrain et la problématique de l'objet d'étude. L'un et l'autre se modifient sans cesse. La figure n°1 empruntée à Olivier de Sardan nous a permis de garder à l'esprit qu'un changement de problématique était une étape classique d'un travail de mémoire. Nous avons construit notre objet d'étude et une problématique à partir du réel de référence, des références théoriques, de leurs interprétations et des concepts exploratoires. Cette problématique et l'hypothèse sur lequel elle reposait, étaient amenés à changer. Aussi, c'est tout le mémoire de master qui s'inscrit dans une démarche itérative.

¹¹⁸ Olivier de Sardan, 1995, *ibid.*, p.97

¹¹⁹ Bertaux D., 1997, *L'enquête et ses méthodes. Le récit de vie*, Paris, Éditions Armand Colin, p.23

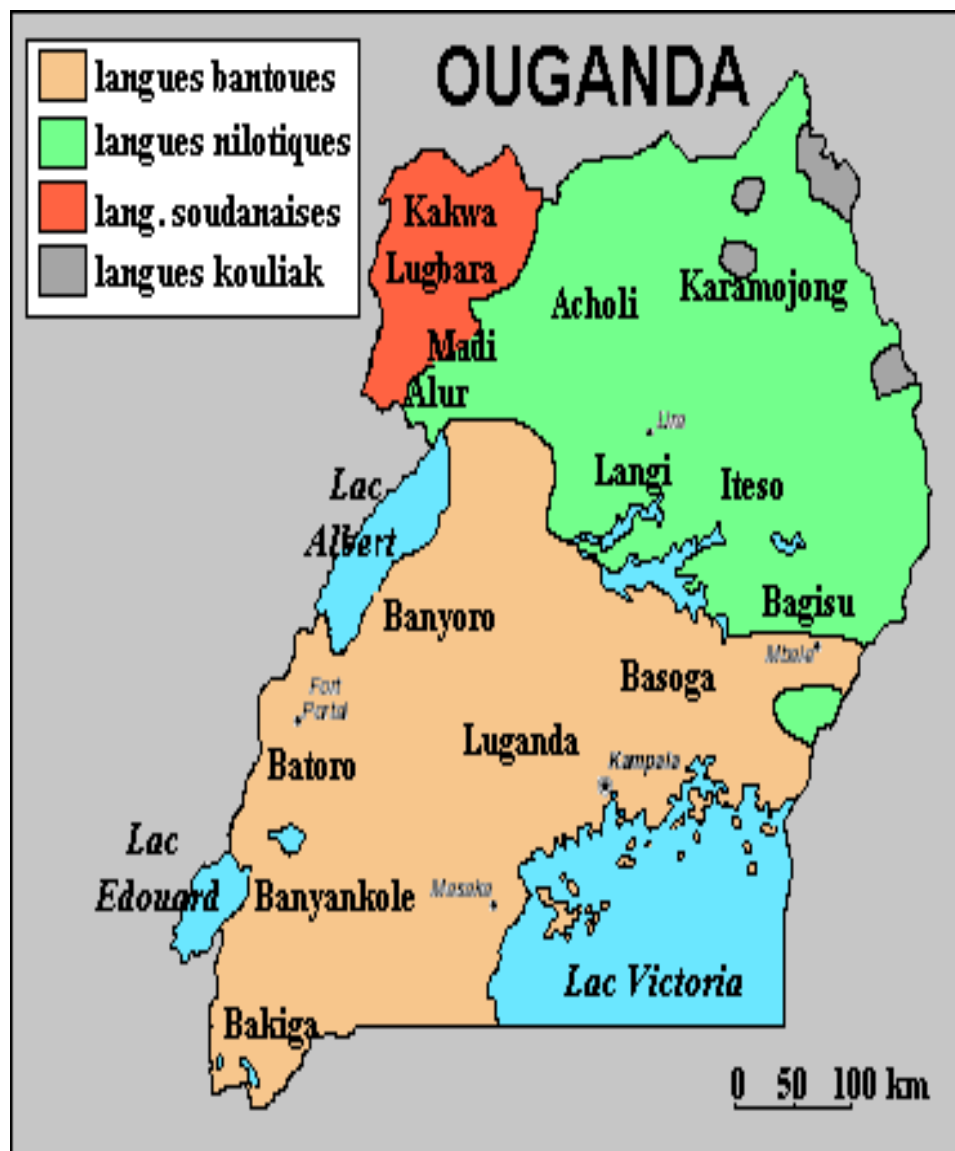
3.2.2 TERRAIN ET DECISIONS INTERPRETATIVES

Il n'était pas réaliste d'avancer suffisamment en six semaines jusqu'à saturation mais il nous semble que l'enjeu d'un mémoire de master ne soit pas celui-ci. En revanche, les trois critères de Roger Sanjek, dicté par Olivier de Sardan devront être respectés pour assurer la « plausibilité et la validité » du corps d'hypothèses qui permettra de répondre à la problématique définitive issue de l'itération. Ce n'est que le respect de ces trois critères qui assurera « la quête d'une rigueur du qualitatif ».

- *Dans quelle mesure les théorisations de l'anthropologue se fondent-elles sur des données de terrain fournies comme « preuves » ?*
- *Est-on informé du « cheminement du terrain », c'est-à-dire, qui sont les informateurs et comment on a recueilli leurs informations ?*
- *Les décisions interprétatives prises au fur et à mesure sur le terrain (mais de façon discontinue) sont-elles explicitées ?*

Séjour sur le terrain

Dans la commune de Bukerere, plusieurs cas de figure se trouvent, parmi les acteurs fonciers. Parmi ceux qui détiennent des titres fonciers on distingue : un propriétaire de *mailo*, descendant d'un bénéficiaire du partage de 1900 des terres du royaume ; un autre grand propriétaire est en phase de reconstitution du « patrimoine foncier » que son arrière-grand-père avait obtenu en 1900, suite à sa dilapidation progressive ; une autre famille tente de récupérer un domaine après, dit-elle, s'être fait usurpé son titre lors de la création du *mailo*, mais l'usurpateur est celui qui détient le titre d'un domaine qui s'est rétréci. A côté des ces grands propriétaires « historiques », on trouve une multitude de propriétaires ayant racheté une parcelle de ces domaines *mailo* originels et d'occupants avec des formes variées d'accès, et des arrangements subséquents de l'augmentation des prix, de la diminution de la taille des parcelles. Ainsi, localement, nous avons identifié plus de vingt formes différentes d'accès à l'usage foncier. De nouveaux acteurs acquièrent de la terre. Ce sont des investisseurs urbains qui achètent quelques acres en pleine propriété. Ils les mettent en valeur par une mise en culture et font venir de la main d'œuvre migrante. Les rencontres, que nous avons eu la chance de faire en 2011, ont été possibles, grâce à un processus, que Olivier de Sardan,



Carte n°7 : Un aperçu des langues parlées en Ouganda.
 Source : <URL> : <http://www.axl.cefan.ulaval.ca/afrique/ouganda.htm>

qualifie d'arborescent. Un interlocuteur mentionne un individu, il vous présente un ami, voisin, patron, locataire. Ces rencontres doivent au delà des nouveaux entretiens qu'elles permettent de réaliser être analysées comme des données sur les « réseaux » des acteurs. Notre enquête de terrain a compris un effort de tenter de couvrir le secteur de l'emploi agricole lié à la présence de nouveaux investisseurs urbains à Bukerere. Cela nous a permis de rencontrer des acteurs qui n'appartenaient pas au même réseau (propriétaires, exploitants, travailleurs, managers). Sur les 42 entretiens réalisés en 2011, nous avons rencontré une dizaine de migrants par « arborescence ». Et, c'est par cette technique que nous avons procédé lors notre séjour du 17 février au 31 mars 2013.

A notre retour en 2013, nous connaissions déjà la zone d'étude. Il n'est pas rare au Buganda que les habitants des zones rurales parlent l'anglais. Cependant, afin que les personnes avec lesquelles nous nous entretenons soient libres dans leur propos, une première condition requise est qu'elles puissent exprimer avec leurs mots, leur langue maternelle, ce qu'elles souhaitent nous dire. Cette condition est nécessaire pour, par la suite, avant, pendant et après l'entretien, rendre l'interaction suffisamment « humaine » pour que l'informateur se sente libre d'exprimer ses doutes, ses opinions, ses ressentis, ses craintes mais aussi ses stratégies par rapport à nous et aux autres. Nous reviendrons sur ce point. Au Buganda, les habitants qui y ont grandi et vécu suffisamment longtemps, parlent le luganda. Dans la zone d'étude, à Bukerere, la plupart des paysans parlent cette langue. Les migrants du Sud-Ouest ougandais peuvent parler plusieurs langues selon le district et la famille au sein desquels ils ont grandi. Par exemple, une personne qui a grandi dans une famille au Sud-Ouest dans laquelle elle parlait de *kinyarwanda*¹²⁰, parlera sans doute également le *runyankole*¹²¹, majoritairement parlé dans cette région. Ils parlent aussi généralement le luganda¹²², langue véhiculaire en Ouganda avec le *kiswahili* et l'anglais.

A Bukerere, les migrants du Sud-Ouest peuvent parler le *runyankole* ou/et le *kinyarwanda*, ou/et le *lufumbira*¹²³ ou/et *lunyarundi*¹²⁴ mais aussi le luganda. Pour notre part, nous avons suivi des cours de luganda en 2011 et l'ayant entendu pendant six mois, et quelque fois

¹²⁰ Langue parlée par les Banyarwanda.

¹²¹ Langue de l'ancienne province Ankole et parlée par les Banyankole.

¹²² Langue du royaume du Buganda parlée par les Baganda.

¹²³ Langue parlée au Bufumbira, par les Bafumbira à l'extrême sud de l'Ouganda, à la frontière du Rwanda.

¹²⁴ Langue du Burundi, parlée par les Brundi.

pratiqué, nous sommes capables de suivre les conversations d'un entretien se déroulant dans cette langue, sans pour autant pouvoir mener les entretiens dans cette langue, d'où la nécessité d'un assistant de recherche. Aussi, les entretiens que nous avons réalisés avec des migrants du Sud-Ouest lors de notre premier séjour s'étaient tenus en luganda avec un assistant de recherche avec lequel nous étions restés en contact et sur lequel nous comptions. En effet, le peu de temps dont nous disposions pour collecter les données du mémoire, nous obligeait à faire des choix pragmatiques, discutables, nous en convenons. Ainsi, dans un premier temps, il nous semblait que nous pouvions reprendre contact avec les travailleurs que nous connaissions grâce à l'intervention du même assistant de recherche, qu'ils connaissaient. Nous avons, pendant six mois, « exploré » la commune de Bukerere avec ce partenaire de recherche. Alors étudiant en master d'agriculture à l'université de Makerere, sa présence sur le terrain, nous avait permis de faire de nombreuses rencontres et de réaliser des entretiens au cours desquels les paysans avaient décrit précisément leurs pratiques agricoles, nous livrant également leur statut foncier. Nous précisons ce point, primordial pour notre objet étude, car cette information peut s'avérer difficile à obtenir. En effet, dans une zone concernée par la marchandisation foncière et les évictions, il était probable que les paysans nous perçoivent comme des investisseurs fonciers ou des représentants de l'administration foncière. Nous avons pu, en 2011, collecter plus de quarante « cas » fonciers. Nous avons choisi de continuer à travailler avec la même personne qui parlait le *luganda*, mais nous devions trouver une solution dans le cas où nous rencontrerions des travailleurs ne parlant pas ou peu cette langue.

Une autre contrainte liée à la langue devait être surmontée. Lors des entretiens et de manière générale lors de toutes interactions, nous parlions anglais, notre assistant traduisait en luganda, la personne « interrogée » répondait – du moins nous l'espérions – en luganda, avant que l'assistant ne nous traduise en anglais. Il y a donc là une difficulté liée au langage dont nous étions conscients. Afin de limiter les difficultés liées aux langues, deux mesures ont été prises. L'ensemble des vingt-cinq entretiens réalisés ont été enregistrés, transcrits et traduits. Chaque soir suivant une journée au cours de laquelle nous avions réalisé deux entretiens au maximum, nous réécoutions les enregistrements et prenions des notes. En revanche, il nous était impossible au regard du temps dont nous disposions pour collecter les données, les analyser puis rédiger ce mémoire, et de notre compétence linguistique de transcrire nous-mêmes le *luganda* puis de le traduire. Contraints, nous décidions de faire appel au service d'un transcripteur-traducteur. Nous rentrions donc en contact avec une personne qui nous

avait été recommandée par un doctorant en sciences sociales de l'université de Makerere. Quelques mises au point furent nécessaires pour que les entretiens soient transcrits mots à mots, sans aucune réinterprétation. Après avoir réalisé dix entretiens avec l'étudiant en master d'agriculture de l'université de Makerere et les avoir confié pour transcription-traduction à la personne mentionnée précédemment, nous avons réalisé un problème dans l'interaction entre les paysans et notre assistant de recherche qui se montrait et faisait sentir sa supériorité.

Six semaines de terrain s'avèrent un temps très court lorsque l'on prévoit de collecter des données issues d'observation participante. Nous avons donc opté pour un logement au sein de la commune de Bukerere. Nous devons ici préciser que Bukerere est une commune et non un village. Neuf villages la composent. Nous ne pouvions pas réaliser de l'observation participante au sens ethnologique de l'expression. Mais le fait d'habiter un village, nous a permis de rentrer en contact avec des informateurs plus facilement, de faire des observations qui avaient du sens au sein de notre démarche itérative. Parmi quelques avantages de loger sur le terrain nous pouvons citer cet exemple. Après quelques jours passés dans notre nouveau logement, nous constatons que l'une de nos voisines, ne parlait pas le *luganda* mais le *kinyarwanda*. Une famille composée de quatre générations de femmes *banyarwanda* habitait donc un village de Bukerere. Les jours passèrent, des liens se nouèrent et nous constatons que les femmes en âge de travailler s'absentaient parfois le matin pour cultiver une parcelle que nous apercevions depuis notre porche. Cela ressemblait déjà à une donnée de terrain. Des femmes, non ganda, et de surcroît *banyarwanda*, c'est ainsi qu'elles s'étaient finalement présentées, habitaient la zone d'étude et avaient accès à de la terre. Nous avons finalement réalisé un entretien sous la forme d'une séquence de vie avec la « grand-mère » de la famille. Ainsi, si nous n'avons pas pu collecter suffisamment de données issues d'observation participante, l'exemple que nous venons de citer nous suffit à penser que le choix d'un logement au sein de la zone d'étude ait eu un sens. Nous continuions tout de même à partager notre temps entre Bukerere et Kampala afin de donner nos enregistrements d'entretiens à notre transcripteur mais également de faire part de nos observations, orientations, parfois doutes à Claire Médard et Valérie Golaz.

Un compromis entre des « récits de vie » et la « recension de données »

Le concept de définition de soi et de l'autre proposé par Frederick Barth est un outil d'analyse des données que nous souhaitons appliquer. Tout d'abord, nous devons penser et mettre en place un outil de collecte des informations recherchées. Nous le rappelons les informateurs que nous avons choisi a priori étaient les travailleurs agricoles du Sud-Ouest, la région du président Yoweri Museveni. Ce que nous voulions comprendre était l'accès à la ressource foncière de ces travailleurs afin de comprendre si leur origine dite ethnique les excluait du marché foncier. B., du district de Mbarara, travaillait pour plusieurs patrons et a pu, grâce à son épargne, acheter plus de six hectares dans le Sud-Ouest. C'est une information que nous avons collectée en 2011 et qui nous a été confirmée en 2013¹²⁵. La première chose à faire était donc de savoir si B. avait déjà acheté de la terre localement, si il comptait le faire, ou au contraire pourquoi n'achetait-il pas de la terre localement. L'accès à la ressource foncière s'insère dans un projet de vie, soit à court ou moyen terme lorsqu'il s'agit de négocier un usage de la terre localement pour produire sa propre nourriture, soit à long terme lorsqu'il s'agit d'acheter pour sa famille et/ou de produire de l'épargne. Les projets fonciers liés au statut social du travailleur doivent être entendus dans des récits de vie. Un individu ayant son propre foyer¹²⁶ ne portera pas les mêmes responsabilités qu'un individu célibataire, ayant toutefois à sa charge, dans bien des cas, les frais de scolarité de ses frères et sœurs et les frais liés à la vieillesse de ses parents¹²⁷. Il existe donc un système de charges sociales et familiales qui pèsent sur le travailleur et qui orientent son projet migratoire. En effet, avant de penser les travailleurs agricoles comme de potentiels investisseurs ou usagers fonciers, il fallait les envisager au travers de leurs activités, de leurs pratiques. Migrants, nous devons comprendre leur projet migratoire ou leur exil. Nous devons comprendre pourquoi ils avaient quitté leur district, si ils étaient venus seuls, comment ils avaient été amenés à travailler à Bukerere parmi d'autres questions que nous ne pouvions prévoir et qui se profileraient au cours des entretiens. Travailleurs, nous devons étudier leurs conditions de travail (salaire, logement, nourriture, santé), leur accès à la terre localement, les modalités de négociation de leur salaire, leur mode d'épargne. Un ensemble de facteurs entourant leur statut de travailleurs agricoles et de migrants devaient être abordés afin d'analyser les modalités de leur accès au foncier mais aussi leurs manières d'identifier

¹²⁵ Entretien 06_Buk2013, mars 2013, village de Nyanja, commune de Bukerere, annexe n°3.

¹²⁶ Entretiens 06_Buk2013 et 02_Buk2013 mars 2013, village de Nyanja et de Namasiga, annexes n°4 et n°3.

¹²⁷ Entretien 17_Buk2013, mars 2013, village de Namwezi, commune de Bukerere, annexe n°5.

leur employeur, les personnes avec qui ils travaillent, les individus avec lesquels ils sont devenus amis dans la commune de Bukerere. Interroger les travailleurs migrants sur leurs activités (« pratiques ») nous permettait de nous écarter de toute tentative d'aborder de front les identités, et de surcroît de la réification que nous craignons. D'une part, même si nous avons retenu le concept d'auto/hétéro-identification de Barth, le temps qui nous était imparti sur le terrain, rendait improbable la possibilité d'observation de situations interactionnelles. C'est à ce moment-là, que nous nous sommes également demandés si il n'était pas préférable de limiter notre terrain d'enquête à un ou deux villages de Bukerere. Or, le terrain que nous avons réalisé en 2011 avait été apprécié de par la diversité des profils rencontrés. Cette diversité devait être de nouveau visée. Le mémoire de master recherche devait s'attacher à la description à partir de données, des situations diverses afin de produire des niveaux d'analyse et des hypothèses (méthodologie socio-anthropologique) afin de déconstruire les catégories de l'altérité. Dans notre objet d'étude, précisément, nous devons décrire comment les enjeux politiques identitaires influençaient les rapports fonciers dans une commune de périphérie urbaine. L'objectif de notre mémoire n'est donc pas de théoriser mais de produire des descriptions, des analyses et des hypothèses afin de montrer comment l'altérité est socialement et politiquement construite. Ainsi, en définitive, c'est la diversité des statuts des travailleurs agricoles migrants, puis plus tard, nous développerons ce point, de l'ensemble des travailleurs, qui nous intéressait.

Ainsi, dans un premier temps, la collecte des données sous la forme d'entretiens aurait pour objectif de connaître les projets migratoires ou les raisons de l'exil ainsi que les conditions de travail. Pour se faire, nous avons opté pour une méthode que nous qualifions de compromis entre le « récit de vie » et la recension de données. L'interaction entre l'informateur et nous, devait prendre la forme d'un récit de vie ou d'une séquence de vie mais devait également produire des données que nous pourrions, non pas systématiser, mais du moins chercher à comparer entre les différents cas de travailleurs. Nous avons donc construits deux grilles de questionnaire (tableau n°1 et n°2), que nous n'avons pas utilisé à la manière du questionnaire, mais qui étaient présentes, comme un rappel des orientations que nous devions prendre au moment venu au cours de l'interaction.

Le récit de vie et sa fonction analytique sont des outils de compréhension des logiques des acteurs. Les récits de vie sont avant tout des récits de pratique, qui permettent une description profonde de l'objet social. Encore faut-il distinguer, et Bertaux insiste sur ce point, trois

niveaux de phénomènes dans le récit de vie. L'intériorité du sujet, l'historique de ses relations et le phénomène davantage sociologique de ses rapports sociaux. Et si le récit des rapports sociaux est le phénomène qui sert le plus notre objet de recherche, c'est aussi celui qui est « le moins apparent ». Le tableau n°1 nous permettait de ne pas oublier lors du récit des pratiques ou d'une séquence de vie, d'amener l'interlocuteur à nous parler de sa situation foncière et de celle de sa famille (*Acquired and lost land rights (ego) and family (f)*). En posant des questions sur la composition de son foyer, les lieux de résidence des membres de sa famille, nous amenions l'interlocuteur à nous faire part aussi des raisons de la migration. En réalité, les grilles présentées ici n'étaient pas celles qui déterminaient les étapes de la conduite de l'entretien. Ainsi, en fonction du récit partagé par notre interlocuteur, nous consultations ces grilles afin de savoir si nous avions obtenu les informations clés dont nous avons besoin, de quelle manière et quand nous pourrions la solliciter. De plus, ces grilles d'orientation avaient une autre utilité. En effet, si nous examinons le tableau n°2, nous constatons qu'il s'intéresse presque exclusivement aux pratiques ; les temps de travail, le salaire, les dépenses, la possibilité de cultiver ou non une parcelle sur la terre du patron, les conditions de la rencontre avec le patron. Ces éléments nous permettaient d'amener l'informateur à commencer un récit, au début quelque peu séquentiel nous le reconnaissons, dans le cas où il ne saurait pas par où débiter son histoire ou que nous n'aurions pas bien su installer les conditions de la liberté des propos. L'avant dernière colonne de ce tableau n°2, propose également une manière de provoquer l'identification de soi et de son patron, et de la comprendre dans des rapports de travail et éventuellement d'accès à la ressource foncière. La recherche sur les identifications, nous l'avons compris peut s'avérer risquée.

C'est justement dans les enjeux identitaires intrinsèques à notre objet de recherche que les premiers problèmes se sont posés. Il nous faudra revenir précisément sur ces observations, car finalement, nous avons transformé des problèmes en observation et donc en données. Notre assistant de recherche était donc conscient que nous cherchions à rencontrer des travailleurs migrants venus du Sud-Ouest. Aussi, un après-midi alors que nous marchions en direction du village au sein duquel nous avons rencontré un travailleur en 2011. Notre ami et collaborateur nous fit une remarque, que nous ne pouvons retranscrire selon ses mots, mais que nous nous efforçons de vous conter en étant au plus proche du réel.

Ce jour, alors que nous avançons vers le village Nyanja avec N., nous avons croisé une vieille dame, portant une houe sur son épaule, rentrant visiblement d'une matinée de travaux agricoles. Nous échangeons quelques salutations. Quand nous reprenons nos chemins respectifs, N. nous dit qu'elle pouvait être une potentielle informatrice. Nous lui demandions alors, comment il pouvait en juger ainsi après avoir seulement échangé des salutations. Il nous répondit tout d'abord, qu'il avait pu reconnaître un accent de l'Ouest dans sa façon de parler le luganda. Cela ne nous surprît pas et nous apparut comme un critère pertinent. Puis, sans même que nous lui demandions quoi que ce soit, il ajouta des critères racistes, de quoi nous plonger dans la plus grande des confusions. En effet, il précisa qu'il pouvait facilement reconnaître des individus venant de l'Ouest car ils avaient la peau plus claire, le nez et le visage plus longs et plus fins comme « vous » me dit-il, les « muzungu »¹²⁸. Incapables de répondre quoi que ce soit, je préfèrai le silence à l'énervement.

Nous ne pouvons savoir à partir de cette donnée si pour N., dans ses rapports ordinaires l'« imputation [...] d'une appartenance ethnique » est un « référent déterminant »¹²⁹. Cependant, cette donnée nous avisait sur la manière avec laquelle N. identifie ou cherche à identifier les personnes de l'Ouest. Si dans un premier temps, nous avons été frappés de constater une ethnicisation des individus si facilement exprimée. Dans un second temps, nous avons davantage réfléchi à la relation de travail au sein de laquelle cette ethnicisation avait été exprimée. N. est un étudiant qui a été, tout comme je l'ai été dans ma formation précédente, formé aux méthodes quantitatives de recherche et de surcroît dans un tout autre domaine que les sciences sociales. Aussi, quand nous lui avons expliqué que dans un premier temps, nous cherchions à rencontrer des travailleurs migrants du Sud-Ouest, il a certainement, afin de nous faciliter la tâche, réfléchi à une façon de les trouver facilement. L'identification sur la base de critères physiques, anthropomorphiques, parce que diffusés dans la société lui a certainement paru comme la plus « efficace ». La recherche des identifications sur le terrain présente donc un ensemble de paradoxes dont il faut être averti. La réification des identités n'est jamais loin et nous avons pu l'observer pour nous en écarter

¹²⁸ En luganda, muzungu désigne un individu qui voyage sans but. Il est aujourd'hui utilisé pour désigner les individus à la peau « blanche » et entendu quotidiennement, de façon répétée, lorsqu'on est Européen en Ouganda

¹²⁹ De Rudder V., 1995, *ibid.*, pp. 42-44

tout au long de ce séjour sur le terrain. N. nous surprit encore quelques fois avec des propos racisants, même si il se montrait, a priori amical, lors des premiers entretiens que nous réalisions, la lecture des transcriptions nous amena à prendre une décision radicale et à changer d'assistant. Le temps dont nous disposions, six semaines, laissait peu de place aux imprévus. Et, la lecture des transcriptions nous montra que N. avait adopté une certaine arrogance. En témoigne l'extrait de transcription ci-dessous :

Extrait d'entretien 02_Buk2013, février 2013, anglais et luganda, annexe n°4

N: Kati babade bagamba obawe kubulamu bwa famille eyamwe obabulire abakyala bameka abaana bameka?

They are saying that you tell them about your family; tell them how many wives and how many children?

Demander combien de femmes, de but en blanc, en utilisant le pluriel, était insultant dans ce contexte. Cela nous a permis de réaliser toute la complexité de la recherche en sciences sociales. La présence d'un assistant de recherche, primordiale pour la conduite des entretiens ajoutait de la complexité à l'interaction ayant lieu avec les informateurs. Nous avions sous-estimé ce point. Ce séjour de six semaines nous a permis de faire l'expérience de cette complexité et de proposer des solutions pour la maîtriser.

La question de la langue se posait encore une fois à nous. Nous cherchions un assistant de recherche maîtrisant l'anglais, le luganda et le runyankole. Claire Médard et Valérie Golaz nous mirent en contact avec une étudiante ayant fini sa licence de statistique à l'université de Makerere avec laquelle elles avaient mené des enquêtes qualitatives dans le cadre d'un programme de recherche conjoint.. F. a pour langue maternelle à la fois le *runyankole* et le *luganda*, elle est donc trilingue avec l'anglais bilingue. Elle a commencé à s'intéresser dans le cadre de ses études à la résilience des migrants rwandais en Ouganda et avait un intérêt prononcé pour les questions foncières en Ouganda. Elle acceptait également dans le cadre de notre collaboration de transcrire puis traduire l'ensemble des entretiens que nous réaliserions ensemble, ce qui présentait un avantage notable. D'autre part, afin de mieux nous préparer à la réalisation des récits de vie en suivant le « compromis » que nous avons décrit, Valérie Golaz et Claire Médard nous aidèrent à préparer nos entretiens. Toutefois, il nous fallut

quelques entretiens avant que notre méthode n'atteigne un point acceptable pour favoriser l'interaction « complexe ». Si avec N. les entretiens prenaient la forme de question-traduction-réponse-traduction cassant le rythme de l'entretien et limitant la liberté des propos. Avec F. les entretiens prirent la forme de récit de vie mais nous étions parfois extérieurs à la conversation. Nous avons passé un certain temps à expliquer à F. l'information que nous cherchions. A l'issue d'un entretien au cours duquel, je n'avais pu saisir, pendant de longues minutes, que certains passages, nous concluions à une nouvelle stratégie. Il nous apparut important que F. continue à engager l'informateur dans une relation de confiance au cours de laquelle, il ne serait pas coupé par des interrogations prononcées dans une langue, l'anglais, qu'il ne comprendrait pas. Finalement, nous décidions ceci. Lorsqu'il s'agissait d'un entretien avec une personne que nous n'avions ni l'une ni l'autre jamais rencontrée, F. tenterait de nous traduire les informations au fur à mesure, et il était préférable même si cela pouvait être moins favorable à la liberté des propos, que l'on conserve le cycle question-traduction-réponse-traduction. En revanche, lorsque nous retournions interroger un travailleur ou une personne afin de préciser des informations, nous préparions précisément les questions et l'orientation que devait prendre l'interaction. Les traductions étaient dans ce cas de figure plus ponctuelles, et F. transcrivaient sous la forme de notes (que nous pouvions lire) les informations « récoltées » au fur et à mesure de l'entretien. Loin d'être considérées comme la meilleure des solutions, nous pensons tout de même que cette méthode était la moins mauvaise. Quelques entretiens supplémentaires ont été réalisés avec un autre assistant de recherche, une personne travaillant pour l'office du tourisme du Royaume du Buganda. Sa présence était très appréciée par les interlocuteurs ancrés dans la culture ganda, branches conservatrices ou sympathisants du *Kabaka*. Nous avons notamment sollicité son assistance dans le cadre d'un entretien que nous souhaitions réaliser avec la famille d'un propriétaire foncier, avec l'administrateur de ces terres et avec les travailleurs agricoles d'un membre de sa famille.

Élargir à l'ensemble des travailleurs

Après avoir détaillé les décisions de terrain et le processus grâce auquel nous avons récolté les données, nous devons à présent expliquer en quelques lignes, la raison qui nous a conduit à élargir nos informateurs à l'ensemble des travailleurs agricoles que nous rencontrions dans la zone d'étude, qu'ils soient ou non migrants. La recherche de la « différentialité » selon les termes de Bertaux ou des « groupes marginaux » selon l'expression d'Olivier de Sardan, ne

devait pas être négligée afin de saisir la diversité des « rapports fonciers » car si on ne la cherche pas, « on ne la trouve jamais ! »¹³⁰. Lors de notre séjour à Bukerere, la recherche de la différentialité, c'est-à-dire d'informateurs qui ne faisaient pas partie du « groupe » que nous avons choisi comme étant une cible d'enquête, s'est imposée à nous.

Dès nos premiers entretiens, nous avons constaté que les travailleurs migrants n'étaient pas les individus sans terre que nous avons imaginés. Même si, le récit de B. rencontré en 2011 nous avait montré qu'il possédait une stratégie d'accumulation foncière, nous pensions d'une part que son cas était marginal. D'autre part, quelque peu enlisés dans nos représentations d'un autre ethnique dominé, nous n'avions pas pensé qu'au même titre que les paysans résidants de la zone d'étude, les travailleurs agricoles migrants n'achetaient pas localement en raison du coût très élevé de la terre. Dans la zone d'étude, depuis 2005, les transactions augmentent à une allure exponentielle et avec elle, les prix de la ressource. V., rencontré pour la première fois en 2011, nous affirma qu'il ne pouvait pas acheter de la terre localement car les prix étaient trop élevés.

Extrait d'entretien 01 Buk2013, février 2013, Namasiga, Bukerere, anglais et luganda,

C: Have they ever thought about getting some land here in this area?

N: Nti mwali mugezezako okufuna itaka mukitundu muno?

N: That, have you ever tried to get land around this place?

V: Bwetwagala tusobola okulifuna naye kati tetunafuna obusobozi ete etaaka ligula sente nyingi.

If we wanted we could but currently we do not have the money to do that, as land is very expensive around here.

D'autre part, et nous développerons ce point dans la seconde partie, des facteurs non ethniques, mais liés à des choix rationnels d'investissement sur la terre hérité de ses parents, amènent les travailleurs migrants à acheter de la terre dans leur district d'origine. Ainsi, les travailleurs agricoles migrants ne sont pas des individus sans terres, ils accèdent généralement à la ressource foncière avec dans certains cas, nous les exposerons, des logiques d'accumulation foncière pour prévoir la reproduction de l'unité familiale. Il nous semblait donc qu'au même titre que la petite paysannerie de la commune de Bukerere, les travailleurs agricoles migrants étaient exclus du processus de développement des titres

¹³⁰ Olivier de Sardan J.P., 2008, *ibid.*, p.82

fonciers initié par le gouvernement de Yoweri Museveni et soutenu par les agences de coopération internationale. Par ailleurs, nous justifions le choix de la différentialité, car elle nous permet de nous écarter des risques de la réification identitaire. D'autre part, nous intéresser aux travailleurs agricoles en général mais aussi à des migrants qui se sont installés dans la zone d'étude, nous a permis de comprendre comment certains individus étaient en mesure d'acheter localement.

3.2.3. LES INFORMATEURS ET LES DONNEES RECUEILLIES

Au total grâce à l'arborescence, nous avons pu nous entretenir avec vingt-six interlocuteurs. Douze entretiens ont été conduits avec **F.**, neuf avec **N.**, et trois avec **R.** Presque tous ont été enregistrés et transcrits. L'ensemble des entretiens réalisés avec l'assistance de **F.** ont été transcrits et traduits par ses soins. J'ai pris soin de transcrire un entretien qui avait été conduit uniquement en anglais. Les autres ont été pris en charge par la personne recommandée par le doctorant de l'université de Makerere, tandis que **F.** a aussi transcrit et traduit une partie des entretiens conduits avec **N.** Les entretiens que nous citerons et utiliserons seront présentés en annexe. Y seront précisés l'ensemble des informations contextuelles.

Observations et notes de terrain

Notre présence quelques jours par semaine sur le terrain nous a permis de recueillir des observations que nous notions dans un cahier. Toutes ces notes de terrain n'ont pas été informatisées. Aussi, nous avons décidé de faire figurer celles qui seront pertinentes pour le déroulement de nos analyses dans la seconde partie, comme cela a été fait pour le cas de **N.** cité précédemment. Ces notes de terrain vont des interactions qui n'ont pu être enregistrées mais qui ont été retranscrites, à la main, pendant ou après l'échange, à des observations faites depuis le porche de mon logement sur place. Nous avons fait mention de nos échanges avec notre voisine munyarwanda qui avait un accès à la terre localement. Certaines observations faites en 2011 seront également utilisées. Aussi, lors de certaines interactions ayant pour objet le foncier, nous avons constaté que les langues se déliaient une fois l'enregistreur coupé. Il nous a donc fallu être attentifs à ces échanges.

Recension des faisceaux de droits et des conditions de travail

Grâce aux grilles d'« orientation » que nous avons présentées, il nous a été possible de collecter des données sur les différents accès à la ressource foncière et les conditions de travail des travailleurs agricoles migrants. C'est principalement avec ces derniers que nous avons rempli ces grilles. Cependant, dans le cas de travailleurs agricoles nés et ayant toujours vécu dans la zone d'étude, nous avons toujours été vigilants à orienter les récits de vie dans la direction des tenures foncières, du travail, et des identifications. Les conditions d'accès à la ressource d'une cinquantaine de paysans ont été recensées en 2011. Nous utiliserons certaines de ces données pour dérouler notre argumentaire.

Entretiens – Récits de vie

À l'issue de notre séjour sur le terrain, nous pouvons diviser nos interlocuteurs en six « groupes stratégiques » ;

Les travailleurs agricoles migrants du Sud-Ouest : dix récits de vie.

Les travailleurs agricoles installés dans la zone d'étude : trois récits de vie.

Les travailleurs agricoles migrants venants d'un autre district : un récit de vie.

Les personnes non-baganda installées et ayant un accès au foncier localement : trois récits de vie.

Les personnes ganda installées récemment dans la zone d'étude : deux récits de vie.

Un muganda conservateur

Un propriétaire foncier muganda ayant toujours vécu dans la zone d'étude.

Nous devrions pour certains entretiens davantage parler de « séquence de vie » car nous ne pouvons dire que nous avons collecté l'ensemble des étapes de la migration dans certains ou l'ensemble des accès au foncier au cours d'une vie. Toutefois, nous pouvons dire que nous possédons ces données pour les années précédents leur arrivée dans la zone d'étude et pour tous, leur tenure foncière à Bukerere et/ou ailleurs aujourd'hui. Aussi, nous avons été vigilants et cela, grâce à la conduite d'entretiens en compagnie de Claire Médard et Valérie Golaz, à solliciter des récits sur l'accès au foncier passé et présent de la famille, notamment au travers du don ou de l'héritage.

Coupures de presse

La lecture quotidienne de la presse fut indispensable lors de notre séjour. La problématique foncière est présente chaque jour dans les journaux, attachés aux débats politiques. Nous avons déjà discuté d'un discours de Yoweri Museveni, daté du 25 février 2013, condamnant fermement les évictions de détenteurs de *kibanja*. Les informations fournies par la presse et nos enquêtes se sont fait écho en permanence.

3.2.4. LE TRAITEMENT DES DONNEES

La présentation des données collectées lors de l'« enquête de terrain » doit être à présent suivie du processus de traitement. Nous expliquerons tout d'abord les avantages et inconvénients de la technique de traitement manuel que nous avons choisi. Il ne s'agira pas d'en faire une présentation générale mais bien d'expliquer pourquoi, cette méthode était celle qui convenait le mieux aux conditions de la recherche que nous avons menée. Nous pourrions alors expliquer le processus de traitement manuel par « mots clés ».

Le choix de la technique de traitement

L'enquête de terrain a eu lieu du 17 février au 31 mars, et nous avons partagé notre temps entre la commune de Bukerere et Kampala. Nous avons tenté de condenser dans la sous-partie précédente le cheminement du terrain et avons notamment précisé les difficultés liées aux biais de la langue. Les entretiens se sont parfois tenus en anglais et en *luganda*, d'autres fois en anglais et *runyankole* et, une seule fois en anglais uniquement et une fois en *runyankole* et en *kiswahili*. Si, nos assistants de recherche prenaient soin de traduire ce que nos interlocuteurs nous racontaient lors de l'entretien, il ne s'agissait pas d'une traduction mot à mot. En effet, un tel procédé qui demande les compétences d'un interprète professionnel, ne pouvait être envisagé. Par ailleurs, une telle procédure, nous faisait courir le risque de casser la dynamique de l'entretien, si précieuse à la réalisation de récit de vie. Nous l'avons dit la méthode que nous avons estimé être la moins mauvaise consista à demander à notre assistant de nous traduire rapidement en quelques mots, ce qui était entrain d'être dit, à l'oral ou à l'écrit en notant sur une feuille grâce à des mots clés, les informations livrées au fur et à mesure. De par ce processus, nous étions en mesure de suivre et d'orienter la conversation, notamment grâce à notre compréhension du *luganda*, et de poser les

questions que nous avions préparées au moment voulu, sans casser la dynamique du récit, et les conditions de liberté des propos ainsi créées. Les questions que nous nous posions à notre arrivée sur le terrain étaient les suivantes :

En Ouganda, au Buganda, dans un contexte de marginalisation de la petite paysannerie et de la conception du système foncier *mailo-kibanja* comme « patrimoine » ganda, les identifications ethniques excluent-elles les travailleurs agricoles migrants des compromis d'usage et de la propriété foncière ? Les rapports fonciers entre usagers, propriétaires de *mailo*, de *kibanja*, investisseurs urbains et migrants, candidats à l'usage ou à l'achat, sont-ils ethnicisés ?

Ainsi, nous avons recensé les accès aux fonciers des « groupes » d'interlocuteurs, les activités, salaires, ressources des travailleurs agricoles migrants, grâce à des entretiens qualifiés de compromis entre les « récits de vie » et la recension de données. C'est au travers du récit des pratiques des travailleurs agricoles migrants du Sud-Ouest, de travailleurs agricoles de la zone d'étude, de travailleurs agricoles venus d'autres districts, d'individus parfois employeurs non-ganda installés dans la zone récemment, d'un administrateur de domaine, de surcroît, fervent royaliste et d'un propriétaire foncier individuel ayant toujours vécu dans la zone d'étude que nous avons pu analyser les identifications prononcées localement par les acteurs. La lecture des transcriptions-traductions nous a été indispensable pour saisir la complexité du jeu des identifications au sein des relations foncières et de travail. C'est pourquoi nous devons attendre de recevoir le travail de nos assistants de recherche, avant de pouvoir lire et saisir les identifications prononcées par nos interlocuteurs. En effet, nous ne pouvions nous fonder uniquement sur les éléments de traduction ou encore bribes de traduction données pendant les entretiens. Les discours sur les identités contiennent un ensemble de paradoxes que nous devons saisir. Les paradoxes constituent la masse de donnée que nous souhaitons collecter afin de répondre à notre premier questionnement.

Notre terrain a été condensé sur six semaines, notre retour le 31 mars, nous laissait un temps de deux mois, pour traiter nos données mais aussi écrire notre mémoire, sur la base d'une problématique qui avait changé, nous y reviendrons. Le traitement informatique des données, grâce au logiciel de traitement qualitatif des données, nous aurait permis de gagner du temps si nous avions pu transcrire et traduire nous mêmes les entretiens. Cette contrainte liée à la langue et au temps de traduction, nous obligeait à commencer un traitement manuel que nous avons poursuivi. Aussi, cette méthode manuelle de lecture des entretiens et de constitution de

Code	Prénom	Genre	Place of work or stay				Statut professionnel sur le lieu de travail	Statut professionnel sur le lieu de résidence ou de naissance (si différent du lieu du travail)	Lieu de résidence de la famille ou du foyer (District, Région)	Lieu de travail (District, Région)	Année de naissance	Lieu de naissance (District, Région)
			Employeur		Employee							
			Employeur	Manager	Employeur	Employee						
06_Buk2013	Naxon	M	Nyanja						Mbarara, Sud	Mukono, Centre	1975	Ntungamo, Sud
05_Buk2013	Mary	F	Natonko						Mukono, Centre	Mukono, Centre	1963	Karabaho, Ouest
04_Buk2013	Yason	M	Namasiga						Mukono, Centre	Mukono, Centre	1987	Mbarara, Sud
03_Buk2013	Andrew	M	Namwezi						Ntungamo, Sud	Mukono, Centre	1981	Bukungiri, Sud
02_Buk2013	Obedi	M	Mawungala						Mbarara, Sud	Mukono, Centre	1980	Mbarara, Sud
01_Buk2013	Vicente	M	Mawungala						Mbarara, Sud	Mukono, Centre	1980	Mbarara, Sud
07_Buk2013	Agustino	M	Kigala						Mukono, Centre	Mukono, Centre	1980	Kisoro, Sud
08_Buk2013	Angelus	M	Papati						Mukono, Centre	Mukono, Centre	1960	Congo
09_Buk2013	Stephen	M	Kyessereka						Mukono, Centre	Mukono, Centre	1975	Masaka, Centre
10_Buk2013	Mawissa	F	Gavuvuma						Mukono, Centre	Mukono, Centre	1970-1980	Mpigi, Centre
11_Buk2013	Josila	F	Gavuvuma						Mukono, Centre	Mukono, Centre	1975	Jinja, Est
12_Buk2013	Godfrey B.	M	Namasiga						Kayunga, Centre	Mukono, Centre	1988	Kayunga, Centre
13_Buk2013	Hilary	M	Nuhagure						Arua, West Nile	Mukono, Centre	1988	Arua, West Nile
13_Buk2013	Rita	F	Nakagere						Mukono, Centre	Mukono, Centre	1980	Masaka, Centre
14_Buk2013	Francis	M	Namasiga						Bukungiri, Sud	Mukono, Centre	1980	Bukungiri, Sud
15_Buk2013	Ssentungo	M	Namasiga						Mukono, Centre	Mukono, Centre	?	?
16_Buk2013	Ponsiano	M	Kigala						Mukono, Centre	Mukono, Centre	1940	Mukono, Centre
17_Buk2013	Godfrey	M	Nakagere						Nakasongola, Centre	Mukono, Centre	1988	Nakasongola, Centre
18_Buk2013	Veronica	F	Kigala						Mukono, Centre	Mukono, Centre	?	Rwanda
19_Buk2013	Richard	M	Nyanja						Mukono, Centre	Mukono, Centre	1977	Mukono, Centre
20_Buk2013	Abdallah	M	Nyanja						?	?	?	?
21_Buk2013	Eva	F	Natonko						Mukono, Centre	Mukono, Centre	1978	?
22_Buk2013	Fred	M	Namasiga						Mbarara, Sud	Mukono, Centre	1984	Mbarara, Sud
23_Buk2013	Justina	F	Nyanja						Kampala, Centre	Mukono, Centre		Mukono, Centre

Tableau n° 3: Statut socioprofessionnel des informateurs.

mots clés, parfois qualifié d'artisanal peut tout à fait être détaillée afin de faire partager aux lecteurs la rigueur du qualitatif que nous avons appliqué à ce travail de mémoire. La méthode est qualifiée de manuelle car c'est une lecture minutieuse des entretiens qui nous a permise d'aller chercher les données. Toutefois, nous avons recensé les différentes modalités d'accès à la ressource foncière, les différents lieux de vie, parfois les lieux de naissance des parents ou encore les identifications dans un fichier informatique. Cette étape, qui consistait en un premier traitement des données en attendant de disposer des transcriptions, ne nous a pas permis de produire une analyse fine mais nous donnait, toutefois, les moyens de classer les informations afin d'être le plus rigoureux possible. C'est grâce à la lecture fine des entretiens transcrits et traduits que nous avons pu procéder à un traitement par mot-clé que nous vous présenterons.

Classement des données recensées

Ainsi, avant de disposer des entretiens transcrits et traduits, c'est à partir de nos notes et notamment des grilles présentées dans la partie consacrée à la méthode de collecte, que nous avons procédé à un ordonnancement des données. Le tableau ci-dessous fait part de la codification des entretiens, des prénoms¹³¹ et genre¹³², du lieu de travail des informateurs. Il permet également de connaître le statut professionnel. L'informateur est-il, employé, employeur ou manager c'est-à-dire en charge de faire travailler d'autres personnes sur une exploitation. L'informateur emploie-t-il des travailleurs sur sa propre exploitation au sein de la zone d'étude ou au sein du district de résidence. L'année et le lieu de naissance nous permettent de situer le récit de vie dans le cadre historique et contextuelle dans lequel a vécu l'informateur, notamment pour mieux restituer le récit de vie dont il nous a fait part.

Ce tableau nous a permis de répartir les informateurs dans les groupes que nous avons présentés précédemment. Ainsi, nous avons conservé le groupe des travailleurs migrants du Sud-Ouest (dans le tableau Mbarara) car nous voulons montrer que l'origine dite ethnique n'exclut pas les individus de l'accès à la terre localement. Nous avons également constitué un groupe de travailleurs agricoles résidant dans la zone d'étude. Un groupe de travailleurs venant d'autres districts, c'est-à-dire des districts qui n'appartiennent ni au Sud ni à l'Ouest.

¹³¹ La restitution de passage d'entretiens est toutefois anonyme. Nous faisons figurer une initiale qui n'est pas celle de leur prénom.

¹³² Le genre est une donnée significative pour notre objet d'étude puisque les femmes sont dans bien des cas exclus de l'héritage foncier familial et que leur accès à la terre est conditionné par celui de leur mari.

Un groupe concerne les individus qui ne sont pas nés au Buganda et qui ont accès à la ressource foncière localement. Une autre unité regroupe les individus venant d'un autre district de la région centrale et qui ont un accès à Bukerere. Nous avons également constitué deux autres groupes avec des données qui ne figurent pas dans ce tableau puisqu'ils ne sont ni migrants, ni travailleurs agricoles. Ce premier classement des données donnent un premier aperçu du parcours migratoire de certains travailleurs agricoles migrants (lieu de naissance, lieu de résidence du foyer, lieu de travail et statut socioprofessionnel).

Nous ne pouvons résumer le parcours migratoire des informateurs dans quelques cases et le but du tableau n°3 ne servait pas du tout ce but. Il cherchait bien plus à ordonner les données afin de faciliter la recherche de l'information, préalable au traitement des données. Toutefois, il existe un type de données que nous pouvions faire figurer dans un tableau, sans trop affecter leur complexité. En effet, nous avons construit le tableau n°4, afin de montrer qu'il n'existe pas une modalité mais des modalités d'accès au foncier pour un individu. Sur une même zone, les droits peuvent être multiples et un individu peut cumuler des droits sur plusieurs zones (lieu de travail, lieu de résidence du foyer, lieu de naissance, lieu de résidence de sa famille paternelle).

	Propriétaire de titre foncier	Kibanja ou ayant droit	Possesseur ou locataire	Usager autorisé sur la terre familiale	Usager autorisé sur la terre d'autrui	Usager non autorisé
Accès et prélèvement	*	*	*	*	*	*
Gestion	*	*	*	*		
Exclusion	*	*	*			
Transmission	*	*				
Aliénation	*					

Tableau n°5 : Les droits de propriété observés dans la commune de Bukerere.

Source : Chalin V., 2011 à partir de Colin J.P., 2004¹³³.

C'est notamment grâce à la lecture du tableau n°5 que nous pouvons comprendre les droits associés aux différentes modalités d'accès à la terre. L'association des tableaux n°4 et n°5, nous permet de prouver que les travailleurs agricoles migrants ne sont pas les individus sans-terre que nous avons imaginé. Le traitement des données foncières sous la forme de

¹³³ Colin J.P., 2004, « Droits fonciers et dimension intra-familiale de la gestion foncière. Note méthodologique pour une ethnographie économique de l'accès à la terre en Afrique. », Document de travail IRD-UR 095 Régulations foncières, n°4, p.9

Attribution catégorielle						

recension de modalités des accès des informateurs, associées à la récession d'un résumé de leur parcours migratoire permet de dissocier origine et foncier afin de montrer que l'ethnisation des rapports fonciers, mais aussi l'« attachement ethnique » à la terre proposée par Elliott D. Green¹³⁴, ne se retrouvent pas dans la pratique. Les modalités d'accès à la ressource foncière présentées dans les deux tableaux ci dessus seront largement utilisées.

Ces données seront accompagnées d'un traitement manuel, qui nous permettra de formuler une nouvelle problématique et deux hypothèses principales de recherche présentées dans la seconde partie de ce mémoire. En effet, les classements des données que nous avons présentés dans les tableaux n°3, 4 et 5, ne doivent pas être déconnectés des récits de vie au sein desquels ils nous ont été dits. Le classement des données montre ses limites notamment lorsqu'il s'agit de traiter les identifications dites par les acteurs au cours de l'entretien. Le tableau n°6 illustre bien cette limite, puisque sortie des données contextuelles au sein desquelles les identifications ont été formulées, nous ne pouvons les traiter, au risque de procéder à la dangereuse réification dont nous avons part tout au long du chapitre I. C'est grâce à une lecture attentive des entretiens et à la compréhension du cadre, des relations sociales, des relations de travail, des relations foncières au sein desquelles elles sont prononcées que nous pouvons analyser les identifications. Toutefois, nous ne pouvons pas dire qu'un tel classement ne soit pas « pratique » pour le chercheur, à condition qu'il s'y réfère en tant qu'outil de classification méthodologique et non en tant que données brutes. En effet, il faut toujours garder à l'esprit que la lecture successive du même entretien apporte toujours une nouvelle compréhension de ce qui a été dit et alimente en continue notre objet de recherche. C'est aussi pourquoi, au-delà des contraintes temporelles et linguistiques, nous avons préféré une méthode manuelle de traitement des données.

Traitement manuel par cas et mots clés

Le processus de traitement des données appliqué à notre terrain d'enquête est celui dont Olivier de Sardan fait part dans une synthèse méthodologique¹³⁵ à usage des étudiants, publiée en 2003 par le LASDEL¹³⁶. Nous avons lu l'ensemble de nos transcriptions en

¹³⁴ Green E.D., 2005, *ibid.*

¹³⁵ Olivier de Sardan J.P., 2003, *ibid.*, p.14

¹³⁶ Laboratoire d'Etudes et de Recherche sur les Dynamiques Sociales et le Développement local, Niamey,

gardant à l'esprit la question de recherche que nous nous étions posées à l'issue de l'étape de revue de la littérature. Aussi, nous l'avons vu un premier classement des données nous a permis d'émettre l'hypothèse que les identifications ethniques ne sont pas une donnée excluante dans les rapports fonciers. A présent, il nous fallait réfléchir à une manière de traiter les entretiens nous permettant de soutenir cette hypothèse. Il nous a semblé qu'un cas ne devait pas être un interlocuteur mais davantage un ensemble d'entretiens ayant pour point commun un même enjeu foncier. De cette façon, un enjeu foncier est un cas qui est constitué des interlocuteurs qui ont en commun le même problème foncier. Ce processus de traitement de données, en étudiant un cas foncier, nous permet de ne pas placer les identités comme des données centrales mais d'étudier les discours des acteurs qui ont évoqué un enjeu ou un conflit pour une même terre *mailo* ou pour une même parcelle.

Nous devons alors procéder à une nouvelle lecture des entretiens, des récits de vie, au classement des données opérées, afin de comprendre comment s'établissaient les relations foncières entre des individus, si ce n'étaient pas par les identifications ethniques. Ou encore de démontrer comment ces identifications ethniques s'insèrent dans des stratégies d'accès à la ressource à échelle individuelle. Nous verrons que les concepts de clientélisme et de dépendance nous ont permis de mettre des mots sur des passages d'entretien. L'annotation des passages d'entretien par mots-clés a été, l'outil manuel, qui nous a le plus servi. Mais plutôt que la méthode du « stabilo », nous avons adopté un procédé qui nous permettrait de gagner un certain temps.

Les mots-clés sont nés d’une lecture de l’ensemble des entretiens et des concepts que nous avons mobilisé pour mieux comprendre le point de vue de nos interlocuteurs. Certains ont été présentés dans ce chapitre, d’autres et notamment les concepts de clientélisme et de dépendance seront présentés. Chaque mot-clé dispose de son tableur Excel sur lequel on peut lire, les codes des entretiens correspondants, la page et la ligne du passage, le chapitre et la sous-partie du mémoire où nous devons mentionner ou faire figurer les propos de l’informateur.

Entretien	Page	Ligne	Chapitre mémoire	Sous-partie
20_Buk2013	20	430	2	2.2.2

Tableau n°7 : Extrait du tableau de traitement des données pour le mot-clé marchandisation

De cette façon, nous avons constitué six mots-clés qui correspondent à plusieurs entretiens, plusieurs passages et différentes parties du mémoire, c’est-à-dire de la production finale. Comme le résume Olivier de Sardan, « À mesure qu’on progresse dans le dépouillement, on « produit » de nouveaux mots-clés, pour des catégories d’informations non prévues dans la liste de départ. » C’est au travers de la lecture des récits de vie des travailleurs agricoles que nous avons formulé cette hypothèse. Il nous a donc semblé pertinent de procéder lors du « dépouillement de nos données » à l’équation un travailleur agricole = un cas. Finalement, seulement une partie des données figurera sous forme d’extraits d’entretien dans le texte final. En définitive, nous pouvons résumer la méthodologie de traitement des données que nous avons appliqué à notre « terrain » par une expression empruntée à Oliver de Sardan. « Il est d’autres systèmes de dépouillement. L’essentiel est d’avoir (éventuellement en se le « bricolant ») un système où l’on se sente à l’aise. »¹³⁷ Ce système de « bricolage » que nous exposons dans le chapitre III, nous a permis de donner une nouvelle orientation à notre objet de recherche.

CONCLUSION DE LA PREMIERE PARTIE

Des migrants internes que nous avons rencontrés en 2011 et en 2013, nous ont fait part de leur parcours de vie, de leurs histoires ou des relations amicales qu'ils établissent au sein du village dans lequel ils sont venus pour trouver du travail. Dans les villages de notre terrain d'enquête, les travailleurs agricoles sont des migrants « inter-ruraux »¹³⁸. L'adjectif utilisé pour les qualifier tente de rendre compte du fait, qu'ils ne s'installent jamais définitivement dans le village au sein duquel ils ont trouvé du travail. D'ailleurs, ceux que nous avons rencontrés, ont souvent laissé leur femme et leurs enfants auprès des membres de leur famille, là où ils ont grandi, possèdent de la terre et ont construit leur maison. Les travailleurs agricoles de ces villages sont là - ils le disent - pour travailler. Ils ont « un emploi du temps »¹³⁹ selon leurs propres mots. Ils sont ici pour accumuler des salaires et créer un meilleur avenir « là-bas ». Leur retour, dans le meilleur des cas, a lieu tous les trois à six mois et, au sein des villages d'enquête, les semaines sont remplies par le travail ou sa recherche. L'une ou l'autre des deux activités est possible grâce à l'existence d'un réseau de travailleurs. C'est au sein de ces groupes, composés d'individus liés par des activités agricoles salariées, que les travailleurs font l'expérience d'une sociabilité. Le dimanche est le jour de la semaine, où l'on peut les retrouver à siroter de la bière de banane, jouer aux cartes ou aux dames, avec les habitants de l'arène villageoise¹⁴⁰. Toutefois, ils ne parlent pas d'amis pour les désigner. En réalité, ils ne les désignent pas. Ils se sont retrouvés ensemble, n'ont qu'une chose en tête, gagner suffisamment d'argent pour rentrer chez eux¹⁴¹. Ainsi, leur situation de travailleurs agricoles est un « entre-deux », un moment de leur vie, pendant lequel ils ne « vivent pas » pour reprendre les mots d'un migrant du foyer Emmaüs dont Michel Agier nous a conté l'histoire. Ils travaillent, n'envisagent aucun projet localement et quand ils le font, reviennent sur leur décision¹⁴². Ils attendent d'avoir constitué un capital suffisant pour aller vivre sur leur terre auprès de leur famille restée au pays. Les années du travailleur agricole migrant sont un « entre-deux » au sein de sa vie de jeune marié, père de jeunes enfants et celui de père de famille, respectable, propriétaire terrien. En effet, souvent la décision du départ à la recherche d'un emploi dans la région prospère de Kampala, précède le moment du début de la vie

¹³⁸ Chrétien J.P., 2000, *L'Afrique des Grands Lacs. Deux mille ans d'histoire*, Paris, Aubier, p. 244

¹³⁹ Entretien 02_Buk2013, mars 2013, village de Namasiga, commune de Bukerere, périphérie rurale de Kampala, Ouganda.

¹⁴⁰ Chalin V., Notes de terrain, février mars 2013, commune de Bukerere, Ouganda.

¹⁴¹ Entretiens 01_Buk2013, 02_Buk2013, 03_Buk2013, 06_Buk2013, 07_Buk2013, 12_Buk2013, 14_Buk2013.

¹⁴² Entretien 06_Buk2013, village de Nyanja, commune de Bukerere, périphérie rurale de Kampala, Ouganda.

familiale. Les jeunes hommes qui migrent sont célibataires ou jeunes mariés. L'objectif du départ en migration est partagé pour les cas que nous présentons dans ce dossier¹⁴³, il s'agit de se « faire de l'argent » (« *to make some money* », selon leurs propres expressions) et de rentrer auprès de leur famille. Pour se faire, l'inclusion dans un réseau de travailleurs est une étape obligatoire, afin notamment de rencontrer des employeurs locaux. Les relations sociales établies avec les habitants de la zone sont liées au travail ; la raison de leur venue et de l'éloignement d'avec leur famille. Rien ne les oblige à s'intéresser à la population des villages dans lesquelles ils travaillent si ce n'est pour trouver un travail, ou encore acheter de quoi se nourrir dans certains cas. Il est donc difficile de parler « d'étranger dans son labyrinthe », car ils ne cherchent pas à comprendre les pratiques « culturelles » des habitants baganda des villages d'arrivée et de travail. En revanche, ils peuvent avoir connu l'expérience de l'errance ou de l'aventure, cela dépend si elle est subie ou décidée. Et si, ils correspondent en partie aux métèques de la Grèce Antique, leur histoire s'en dissocie quelque peu, puisqu'on ne peut parler d'exclusion, c'est-à-dire d'une privation de la citoyenneté locale. Comme l'on écrit Pierre-Yves Le Meur et Jean-Pierre Chauveau, l'obtention de droits fonciers au sein de sociétés villageoises est une première étape dans l'accession des individus, notamment des migrants, à la citoyenneté locale. Au Buganda, en périphérie de Kampala, nous explorerons tout au long de la seconde partie, l'hypothèse de l'instrumentalisation de la terre comme ressource politique et comme un outil de canalisation des idéologies xénophobes. Dans la pratique, à Bukerere, petite paysannerie et migrants internes, sont marginalisés par le développement des titres fonciers, prôné comme instrument de « démocratisation » du système *mailo-kibanja*. L'« attachement à la terre » est une fiction politique. Il nous semble évident que des familles de paysans qui vivent et exploitent la terre que leurs parents leur ont léguée, vivent l'expulsion comme un drame. Mais qui ne le vivrait pas ainsi ? Les identités n'ont, nous semble-t-il, rien à faire dans cette histoire. Les récits de vie des migrants que nous avons rencontrés le montrent à l'envi.

¹⁴³ Certains individus pensent s'installer dans la région centrale. Toutefois, leur passage par la périphérie rurale est encore une fois une étape afin d'accumuler du capital et de pouvoir ouvrir un « business », un « shop » à Kampala. Nous reprenons ici les propos de Y. venu de l'Ouest gérer l'exploitation agricole de son frère, haut fonctionnaire à Kampala. Entretien 04_Buk2013, village de Namasiga, commune de Bukerere.

SECONDE PARTIE : USAGE ET PRODUCTION DE L'ALTERITE EN OUGANDA. LES CAS DES TRAVAILLEURS MIGRANTS DE L'OUEST DANS UNE COMMUNE DE LA PERIPHERIE RURALE DE KAMPALA, AU BUGANDA

INTRODUCTION DE LA SECONDE PARTIE : CITOYENNETE LOCALE ET « AUTOCHTONIE » EN OUGANDA

Richard Bellamy¹⁴⁴ donne trois facteurs qui définissent la citoyenneté dont l'« appartenance à une communauté politique » et la « reconnaissance du droit des citoyens de jouir de droits, qu'ils échangent contre des devoirs et l'acceptation du pouvoir de la communauté d'appartenance à réguler leurs comportements »¹⁴⁵. En Ouganda, la preuve de la citoyenneté n'est pas formalisée par la possession d'une carte d'identité. À Kampala, le développement d'un marché informel de cartes d'identité va bon train¹⁴⁶. Au sein de ses sociétés villageoises, l'appartenance à la communauté nationale repose donc sur une logique de formulation de la preuve par et pour les acteurs locaux.¹⁴⁷

Le régime du NRM a été jusqu'à récemment relativement épargné par les affaires de corruption. La campagne du NRM de 2011, à l'issue de laquelle Yoweri Museveni a été réélu président, a largement bénéficié de l'appareil d'État. Pendant la campagne, le président a distribué aux élus locaux, des enveloppes, pour terminer les programmes et les promesses engagés. Le régime a utilisé le don, pour créer de la dépendance, et s'assurer la victoire aux élections.

¹⁴⁴ Cité par Jacob J.P., Le Meur P.Y., 2010, Politique de la terre et de l'appartenance. Droits fonciers et citoyenneté dans les sociétés du Sud, Paris, Éditions Karthala, p.9

¹⁴⁵ Jacob J.P., Le Meur P.Y., 2010, *ibid.*.

¹⁴⁶ Sunday Monitor (Kampala), le 9 mars 2013, « Seeking identity: Ugandans resort to self-made IDS. »
<URL> :<http://www.monitor.co.ug/SpecialReports/Seeking-identity--Ugandans-resort-to-self-made-IDS/-/688342/1714686/-/on4etn/-/index.html>

¹⁴⁷ Gary-Toukara D., 2010, « Cinquante ans de politique de la nationalité en Côte d'Ivoire », *Outre-Mers*, 98, n°368-369, pp. 159-175

Comme le soulignent Claire Médard et Valérie Golaz, qui reprennent Jacqueline M. Klopp¹⁴⁸, les élections sont des moments où les candidats jouent le tout pour le tout. Et ce, d'autant plus, dans le contexte d'une domination néo-patrimoniale :

*« Elections are loose-all or gain-all situations for political leaders even more so as a result of neopatrimonial domination where wealth and economic well-being of patrons as well as clients are tied to the politics played »*¹⁴⁹

La corruption et le clientélisme politique sont présents à tous les niveaux de l'État. D'autre part, si le multipartisme a été restauré en 2005, les marges de manœuvre des partis d'opposition sont très réduites. Museveni qui déclarait en 1989 être un homme de terrain et, affirmait vouloir quitter la présidence dès lors qu'il aurait institué le nouvel appareil d'État¹⁵⁰ est toujours présent vingt sept ans plus tard et ne semble pas décider à quitter son poste. L'anti-sectarisme qui figurait parmi le programme en dix points du NRM, est un instrument politique, qui se retourne aujourd'hui contre son fondateur.

Dès le début du régime NRM, Museveni fait du sectarisme, non pas un enjeu de la société mais une cible. Il apparaît dans le Code pénal, à la section 41, qui interdit la promotion du sectarisme, sans que le terme soit défini. Le texte punit toute personne qui exprimerait, publierait, une déclaration promouvant ou s'attaquant à un groupe ou à une personne, sur le motif de ses origines ethniques, religieuses ou régionales.¹⁵¹ Le régime de Museveni qui, lui aussi en sourdine, s'empare de stratégies politiques identitaires, notamment au moment des élections, se sert de cet article pour faire enfermer des opposants politiques qui auraient effleuré la limite sectaire. Cet instrument de contrôle de l'opposition, est de plus en plus dénoncé.

148 Klopp J.M., 2001, « Electoral depotism in Kenya : Land, Patronage and Resistance in the Multi-Party Context », Phd, Department of political science, Mc Gill University, Montreal, 305 p.

149 Médard C., Golaz V., 2013, *ibid.*, p.3.

150 « I'm a freedom fighter. I would feel insulted if you called me a politician. Politicians here in Africa do not have a good reputation. Really, I'm not enjoying being a President. I want to finish rebuilding the army, the police, and the judiciary and leave the country with a new constitution. And then I want to leave office ». Interview à State House, Entebbe. Time Magazine, 7-14 octobre 1989.

151 Code Pénal de la République Démocratique d'Ouganda, section 41.

<URL> : <http://www.publicservice.go.ug/public/The%20Penal%20Code%20Act%20120.pdf>

Des partis extrémistes en font usage pour mobiliser de l'électorat sur fond de réifications identitaires. Pourtant, dans ce contexte, les opposants politiques principaux ne remettent plus en question la citoyenneté du Président, comme a pu le faire Obote au moment des élections de 1980. Ce qui se passe en Ouganda, de ce point de vue, est différent du cas ivoirien. Dans la Région des Grands Lacs, « des ethno nationalismes racialisés [...] se sont noués au moment de l'indépendance »¹⁵² et les identifications essentialistes ont été suffisamment bétonnées pour conduire au génocide que nous connaissons. Il n'est donc pas surprenant que ces outils politiques puissent être réactivés dans un État autoritaire au sein duquel la dé-ethnisation de l'arène nationale est de mise. La subjectivisation du politique qui a partie liée avec la personnalisation du pouvoir tend à se répandre dans l'arène politique ougandaise. Le droit du sang, a institué la nationalité ougandaise « à titre de nationalité d'origine »¹⁵³.

En Côte d'Ivoire comme en Ouganda, les lois sur la nationalité portent « en elle les germes d'une division sur la notion d'originaires »¹⁵⁴, en particulier celles du droit du sang. Or, à la différence de la Côte d'Ivoire, dont Douara Gary-Toukara nous rappelle les ambiguïtés des logiques d'inclusion et d'exclusion contenues dans le code de 1961, en Ouganda la constitution de 1995, reconnaît l'hétérogénéité des communautés « autochtones » et non une autochtonie nationale. En l'absence de papiers officiels, formalisés au niveau national, les lettres d'introduction sont une preuve obligatoire à fournir pour les migrants internes.

Dans les arènes villageoises, les conseillers locaux fournissent ces lettres (cliche n°1) aux candidats à la migration. Le cas présenté illustre un cas de fourniture de la preuve de citoyenneté locale. Le conseiller local qui a écrit cette lettre, mentionne notamment que Monsieur *M.* a vécu pendant quinze années, sans faire de problèmes, dans le village de départ. Ainsi, cette lettre formelle du conseiller local est la preuve formelle que Monsieur *M.* est soit citoyen ougandais, soit qu'il a le droit d'y postuler, selon le droit du sol reconnu au paragraphe 12 de la Constitution de 1995.

¹⁵² Cutolo A., 2008, « Populations, citoyennetés et territoires. Autochtonie et gouvernamentalité en Afrique », *Politique Africaine*, n°112, pp. 5-17

¹⁵³ Gary-Toukara D., 2010, *ibid.*, p. 161

¹⁵⁴ Gary-Toukara D., 2010, *ibid.*, p. 174

Cependant au Buganda, le discours essentialiste qui associe droit foncier et droit du sang, grâce à la logique de l'« autochtonie », tend à remettre en question le droit d'accès à la ressource foncière pour les migrants internes qui n'appartiendraient pas à la « communauté » des Baganda. Lors des réformes foncières, qui souhaitent modifier un système foncier spécifique au Buganda, néanmoins introduit par le pouvoir colonial, c'est bien le droit à la citoyenneté locale qui est visé, au travers du droit à la terre, dont le aimerait priver les « étrangers », les migrants internes. Dans les sociétés villageoises du Royaume, on pourrait donc s'attendre à ce que les conseillers locaux n'acceptent pas les lettres d'introduction, condition d'obtention d'une citoyenneté locale, de la part de migrants de l'Ouest.

Jean-Pierre Chauveau a étudié ce phénomène pour la Côte d'Ivoire. L'ivoirité a notamment encouragé l'« inégalité de traitement administratif entre autochtones et étrangers »¹⁵⁵, dans le domaine foncier. Les « petits papiers » avaient été l'un des outils du clientélisme houpouëtien à l'égard des migrants de l'ancienne Afrique Occidentale Française. Dans le foncier, ils avaient permis à certains migrants de sécuriser leurs droits. En Ouganda, l'enclivité à la dépolitisation de l'arène nationale, nous laisse présager le développement de pratiques d'exclusion de la citoyenneté au sein des sociétés villageoises. Un présage que nous aimerions effacer, et dont l'annulation dépendra notamment des débats politiques qui se tiendront lors des prochaines élections de 2016. Il faut espérer que les partis d'opposition optent pour des stratégies de résistance loin des essentialistes et de la subjectivisation.

Daouda Gary-Toukara retrace la « gestion ambivalente » des politiques migratoires en Côte d'Ivoire et rappelle que l'« ancienneté des politiques d'exclusion suggère que l'étranger constitue un objet historiquement construit par rapport à sa proximité avec l'État plus que son appartenance ou non à la communauté ivoirienne ».¹⁵⁶ Adopter une démarche comparatiste, nous a permis de constater que l'Ouganda de Museveni, pris dans les tumultes violents et racistes de la Région des Grands Lacs, a développé un nationalisme d'État en rendant illégales les discours sur les origines régionales, religieuses et ethniques. Mais, dans le même temps, il a reconnu les particularismes « autochtones », qui sont aujourd'hui un moyen de canaliser, légalement, des représentations xénophobes en Ouganda, qui se

¹⁵⁵ Chauveau J.P. 2000, *ibid.*, p.108

¹⁵⁶ Gary-Toukara D., 2010, *ibid.*, p. 160

cristallisent en réponse à l'augmentation des inégalités et au contrôle des ressources de l'État par une poignée d'individus.. Aussi, le « parti-président » ougandais, et ses politiques de la nationalité reflètent les ambivalences de mise en place du droit à la citoyenneté, d'un État indépendant dans une Région des Grands Lacs marquée par une politique du sang.

Les propos de Jean-François Bayart que nous citons ci dessous, orientent le chercheur et l'étudiant, vers l'étude d'un nouvel essentialisme, davantage masqué, plus ambiguë, dont les ressorts doivent être mis à nu afin de lutter contre les nouvelles formes de construction de l'altérité, à l'œuvre dans l'ordre libéral¹⁵⁷.

« [La] montée en puissance de l'autochtonie apparaît comme une nouvelle phase de l'ethnicité dont les termes antagonistes gardent la même capacité émotionnelle à créer une opposition entre « nous » et « eux », mais ont l'avantage d'être moins spécifiques et donc plus faciles à manipuler que les anciens récits historiques, trop riches pour ne pas autoriser des recompositions, des déconstructions et des interprétations concurrentes de l'identité et des origines »¹⁵⁸.

La façon dont les opposants les plus conservateurs tentent de discréditer Museveni s'appuie sur cette absence de spécificité dont parle l'auteur. Museveni, dont le père était un riche propriétaire terrien de l'Ouest, appartenant aux groupes des Bahima¹⁵⁹, plutôt éleveurs, et dont les élites avaient développés un contrôle territorial au Sud-Ouest, en créant le royaume Nkore, est assimilé à un Mututsi, et donc à un « étranger » rwandais. Les élites bahima et batutsi ont « fasciné » les missionnaires de la fin du XIXème. Ils en ont fait les descendants « d'une race supérieure qui serait issue d'une invasion civilisatrice d'origine asiatique ».¹⁶⁰ Les discours xénophobes au Buganda s'expriment ouvertement mais la violence reste marginale. Ils s'inscrivent notamment dans un essoufflement des recours légaux, pour le départ de Museveni, au pouvoir depuis vingt sept ans. L'État ougandais n'est plus, comme il a pu l'être, épargné par les scandales de corruption et le clientélisme politique. L'étude de l'ambiguïté entre la construction nationale, de la condamnation du « sectarisme » et de la reconnaissance de l'autochtonie qui est devenue, de fait, une catégorie de revendication

¹⁵⁷ Cutolo A., 2008, *ibid*.

¹⁵⁸ Bayart J.F., Geschiere P., Nyamnjoh, 2001, « Autochtonie, démocratie et citoyenneté en Afrique », *Critique internationale*, n°10, p.181

¹⁵⁹ Selon les termes du président.

¹⁶⁰ Chrétien J.P., 2000, *ibid*, p. 246.

politique, permettent d'émettre un élément de compréhension du développement des dynamiques xénophobes, des exclusions identitaires à l'œuvre en Ouganda.

Nous avons souhaité poser ce cadre contextuel afin d'étudier les identifications ethniques, parfois racistes, qui reposent sur cette histoire particulière, et que nous avons observé dans notre zone d'étude. Ce cadre permet de mieux comprendre la présence voire la progression des identifications ordinaires ethnistes et racistes. Nous développerons ce point tout au long de cette seconde partie. Nous verrons que dans l'ordre libéral promu par le gouvernement, qui correspond à l'équation un titre foncier égale un occupant, les mobilités pastorales sont entravées. L'ethnisation est un processus de catégorisation et d'exclusion qui touche les garçons vachers dans notre zone d'étude. En Ouganda, la situation des éleveurs pastoraux est précarisée en raison de la marchandisation et de la diminution des espaces de pâture. Au Buganda, le mot *mulaalo* (pl. *balaalo*) désigne les garçons vachers, c'est-à-dire une fonction sociale. En 2013, un employeur de travailleurs agricoles migrants de l'Ouest, conservateur ganda, nous expliquait que ce mot désignait à présent une ethnie. Avant d'en arriver aux usages et aux productions des altérités ethnistes et racistes, nous montrons dans un premier chapitre, que au même titre que la petite paysannerie de Bukerere, les migrants internes sont exclus du marché foncier. Puis nous analyserons les catégorisations sociales qui ont été prononcées par les acteurs, avant de dévoiler les logiques de l'altérité ethnique voire raciste, qui ont partie liée avec la néo-patrimonialisation du pouvoir.

CHAPITRE I LE SALARIAT AGRICOLE A BUKERERE : « ETRANGETE RADICALE » ET « ETRANGETE RELATIVE ». LES EXPERIENCES DE L'ENTRE-DEUX

A Bukerere, les migrants internes, ne sont pas exclus du marché foncier ou des compromis d'usage. On ne peut parler d'une ethnicisation des rapports fonciers. Au même titre que la petite paysannerie, le salariat agricole de Bukerere s'insère dans des relations sociales afin de disposer d'une parcelle de terre à cultiver. Toutefois, cela arrive moins souvent, car le salariat agricole de Bukerere est majoritairement composé d'hommes venus seuls, souvent de l'Ouest, avec un objectif ; celui de gagner de l'argent et éventuellement, si possible, d'économiser pour développer une activité. Le choix du lieu d'investissement oscille entre Kampala ou sa périphérie rurale ou, la région d'origine, centré sur sa famille, qui elle n'a pas migré. Elle est restée occuper et développer l'exploitation familiale à l'Ouest, sur une parcelle héritée ou achetée avec ses économies. Comme ils le disent, la terre à Bukerere coûte très chère. D'autres préfèrent acheter chez eux, car ils peuvent acquérir de la terre à meilleur marché sans avoir obligatoirement un titre. La terre est possédée sans titres fonciers ou leur développement - disent-ils - n'a pas encore atteint leur village. Les travailleurs agricoles de Bukerere, vivent leur passage à Bukerere comme un entre-deux. Jeunes hommes célibataires sans-terre, leur travail à Bukerere, ou ailleurs (en fonction des opportunités qu'ils rencontreront) leur permet d'acquérir un lopin de terre, dans le village dans lequel ils sont nés ou ont grandi. Parfois, leurs économies leur permettent de construire une maison avec des matériaux solides, sur une parcelle que leur père, encore en vie, leur a attribuée. La construction d'une maison solide et le paiement des frais de scolarité pour les enfants, sont les objectifs que partagent les travailleurs migrants mariés que nous avons rencontrés. L'expérience de sociabilité de ces hommes mariés ou en âge de l'être, est très limitée à Bukerere. Ils n'ont qu'une idée en tête, semble-t-il, gagner suffisamment d'argent pour envisager une activité ailleurs, où ils seraient leur propre patron ou encore rentrer auprès de leur famille pour développer leur exploitation. Nous qualifions l'expérience des travailleurs agricoles migrants de l'Ouest – ceux avec lesquels nous nous sommes entretenus, simplement ceux là¹⁶¹ - d'un « entre-deux », un passage contraignant mais qui rend possible la perspective d'un meilleur avenir. Durant cet « entre-deux » certains travailleurs font

¹⁶¹ En effet, nous ne souhaitons absolument pas dire que tous les travailleurs agricoles migrants de Bukerere, vivent la même expérience. Les portraits que nous restituons dans le chapitre I., nous permettent mais aussi permettent au lecteur, de saisir la singularité de leur parcours, et de constater qu'ils partagent des objectifs relativement proches. Leurs stratégies sont toutefois différentes, tout comme les opportunités qu'ils rencontrent.

l'expérience d'un repli et d'une sociabilité restreinte. Nous présenterons le salariat agricole de Bukerere, au travers des portraits de travailleurs de l'Ouest. Nous exposerons leur expérience d'un « l'entre-deux » et analyserons dans les chapitre II et III de cette seconde partie, les acteurs de l'emploi agricole à Bukerere, puis les catégorisations ethniques, parfois racistes exprimées par les acteurs pour désigner l' « étranger ».

1.1. B., AVENTURIER PUIS METEQUE. SON EXPERIENCE DE L'ENTRE-DEUX.¹⁶²

B. est né en 1972, à Ntungamo, et est allé à l'école jusqu'à l'adolescence. Il a notamment suivi, un cursus en agriculture. Après avoir arrêté l'école, son père l'envoie travailler dans un garage. Il a, à cette époque, rencontré celle qui deviendra sa femme, la fille d'un instituteur. Il fait une demande en mariage en bonne et due forme auprès du père de la future mariée. Décidé à devenir riche, B. décide de partir et s'enfuit à Kampala, contre le gré de son père. Il abandonne son emploi de garagiste. Après avoir cherché de nombreuses opportunités, et comme la vie ne lui avait pas porté chance, il le dit lui-même (« *when life has failed me* »), il s'engage dans le marché informel de la production de faux billets. Il vit à ce moment, dans une autre périphérie de Kampala, dans un quartier populaire situé dans un fond de vallée marécageux. Il constate que certains habitants y cultivent quelques parcelles. Ensemble, ils décident alors d'acheter des graines et de former des petits groupes d'individus afin de leur apprendre comment obtenir de meilleurs rendements. C'est de cette façon qu'il sera connu dans le quartier et, qu'on lui présentera une propriétaire à la recherche d'un travailleur agricole. Ce propriétaire lui présentera plus tard, son patron actuel, qui possède une exploitation agricole, à Bukerere, mais vit à Kampala. En 2013, **B.** a pu, grâce à son salaire, acheter plus de six hectares de terre à l'Ouest. Certaines sont mises en culture, d'autres ont été aménagées pour y construire des logements qui sont loués, et il en tire une rente immobilière. Nous qualifions **B.** « d'aventurier », suivant la catégorisation de Michel Agier, car son parcours est marqué par les aléas de la vie, la débrouille, l'aventure urbaine, les échecs, les opportunités saisies et des rencontres décisives. Aussi, son histoire n'est pas celle de l'errance, du moins pas celle qu'il nous raconte en mars 2013. Il restitue son histoire avec beaucoup de fierté et d'assurance. Son travail lui a notamment permis d'offrir une formation d'infirmière à sa femme. Il dit de ses patrons baganda¹⁶³, qu'ils ne viennent jamais vérifier le

¹⁶² Entretien 06_Buk2013, mars 2013, village de Nyanja, commune de Bukerere, annexe n°3.

travail qu'il fait, et que quand ils se déplacent jusqu'à Bukerere, ils restent « là » à lire leur journal.

"(...)...Even when he comes, he stays there reading New Vision¹⁶⁴, they put the maize in the car, and that's all. But if you work for Banyankole, you cut a banana, he is watching!"

B. nous explique entre autres, que les patrons baganda, sont moins vigilants que les Banyankole. Pour le moment, il ne projette pas de mettre un terme à son activité à Bukerere. Il continue de rentrer tous les trois mois, passer dix jours auprès de sa famille. Les patrons de B. ne connaissent que son surnom. Lui, les définit en fonction de leur appartenance au groupe ganda mais aussi, en fonction de leur statut social. Par rapport aux travailleurs journaliers du village qu'il contracte de temps à autre, l'« étrangeté » reste absolue. B. n'est pas à Bukerere, pour se faire des amis, son travail est sa priorité. Il fait l'expérience d'une sociabilité dans son réseau de connaissances professionnelles.

1.2. F., UN ENTRE-DEUX DE L'« ETRANGETE ABSOLUE »¹⁶⁵

F. est né en 1984 dans le district de Mbarara, dans l'ouest de l'Ouganda. Son père et ses frères travaillent dans la couronne périphérique urbaine de Kampala. F. a sept ans quand son père part ouvrir un commerce de bois à Kampala. Sa famille possède environ cinq hectares de terre agricole à Mbarara. C'est notamment grâce à son travail dans la région centrale que son père a pu faire l'acquisition de terre. Sa mère est responsable de l'exploitation sur laquelle se trouve un jardin vivrier mais également une plantation de café. Leur domaine comprend également un troupeau de cinquante têtes de bétail. Ils emploient un garçon vacher payé l'équivalent de dix euros par mois. F. nous dit qu'il est logé, nourri et fait partie de la famille :

"They trust him and now he is like a child of the home"

F. est arrivé à Kampala en 2005, à l'âge de vingt et un ans, jeune homme célibataire, il est venu rejoindre ses frères qui ont également ouverts un commerce de bois. Aussi, pendant deux ans, il travaille pour ses frères qui l'envoient au Bunyoro, nous dit-il pour acheter la matière première. En 2007, il retourne chez lui à Mbarara et ce, pour deux années, pendant

¹⁶³ Il les qualifie de la sorte.

¹⁶⁴ New Vison est l'un des deux principaux quotidiens de l'Ouganda avec le Daily Monitor.

¹⁶⁵ Entretien 22_Buk2013, mars 2013, village de Namasiga, commune de Bukerere, annexe n°9.

lesquelles il travaille au sein de l'exploitation familiale. En 2009, de retour à Kampala, il rencontre, sur le lieu du commerce de ses frères, un travailleur agricole qui lui propose de le suivre à Bukerere, là où il connaît quelqu'un qui pourrait lui offrir un emploi. Il est employé par Ss., que nous connaissons bien, fervent défenseur du « patrimoine ganda ». Pendant six mois, il est logé, nourri et payé l'équivalent de vingt euros, soit le double du salaire payé au garçon vacher de sa famille. Puis il change de travail à Bukerere. Il nous dit simplement qu'il s'est aperçu que le responsable d'une plantation d'ananas, récemment installé, emploie des travailleurs agricoles. Ce dernier, lui propose une offre de salaire plus intéressante que celle à laquelle il a consenti chez Ss. Aussi, il accepte l'offre et voit son salaire passé de 100 000 à 140 000 Shillings ougandais, soit l'équivalent d'une augmentation de dix euros. Il est nourri et logé. Comment a-t-il eu connaissance de cette offre ? Au village, à Bukerere, dans les bars, il a sympathisé avec d'autres travailleurs dans sa situation, pour la plupart tous de l'Ouest et seuls (du moins à Bukerere). Il nous faudra insister pour comprendre qu'il avait rencontré les travailleurs dans des bars du village. Voici, comment se déroulera une partie de notre échange :

Interprète (I.): *Did you meet this one when you were working for Ss?*

F.: *Now you see... up there is very near to this place because we used to come to visit here where there were our Banyankole, that's how I got the job.*

I.: Did you know these people here?

F.: Yes!

I.: How had you known them?

F.: *Ahh-ahh! This whole land is full of pineapples so sometimes, we used to come to eat pineapples.*

I.: *These people you used to come to see here while you were still working at Ss, did you know them before coming here? How did you know them?*

F.: *We used to meet them at Bukerere center*

I.: So, you got to know them in this village?

F.: Yes!

I.: *You used to talk to them after meeting them at the center yet you didn't know them? Where would you start?*

F.: *You know when we are here; as Banyankole, we know each other.*

I.: *How do you know them? Is this place far from Bukerere? I mean, do you just see someone and say this is a munyankole?*

F.: We used to make friends with each other at the center in the clubs, that where I got to know them from.

A écouter, puis lire, les premières lignes de cet échange, nous pourrions dire que F. a intégré cette ferme car il a rencontré un munyankole et qu'entre Banyankole, ils se connaissent. Or, en insistant, nous nous rendons compte qu'ils se sont rencontrés dans les bars dansants des villages, là où se retrouvent de nombreux hommes seuls, qui n'ont pas leur famille auprès d'eux. Cet échange est très révélateur, car F. identifie les jeunes hommes dans les bars comme des Banyankole, comme lui. Ils les pensent proches, car appartenant au même groupe linguistique et venant de la même région.

Son travail à Bukerere, lui a déjà permis d'acheter un demi-hectare de terre et six vaches, dans son village d'origine. Il économise de l'argent comme car son père et ses frères, il aimerait ouvrir un commerce dans la région centrale. Lorsque nous lui demandons, pourquoi, il n'implanterait pas un commerce dans son village, il nous regarda ahuri, l'air de dire que nous n'avions rien compris au « business » :

“Me? Going to do business from my home area?”

Non, il avait déjà ses projets à l'esprit et devait économiser deux millions de Shillings ougandais (soit environ quatre cent cinquante euros) pour rejoindre l'entreprise de ses frères. Sa vie à Bukerere se résume au travail et à des sorties au village au cours desquelles, les jeunes hommes avec lesquels il fait l'expérience d'une sociabilité, sont comme lui, de jeunes travailleurs agricoles migrants de l'Ouest. Il ne mentionnera aucun ami du village, il ne parle pas de « Baganda », ni de rencontres amicales, ou amoureuses. Sa vie à Bukerere, est une étape nécessaire pour réaliser ses projets, un « entre-deux » entre sa vie de jeune adulte et son statut d'entrepreneur à Kampala. Au sein de la plantation d'ananas, les travailleurs qui y vivent et le gérant, sont tous de l'Ouest et parlent tous le runyankole. La découverte de la singularité des habitants des villages de Bukerere, n'est pas sa préoccupation. Il est arrivé à Bukerere au travers du réseau de travailleurs agricoles migrants, et y développe son expérience de la sociabilité. Chez son premier employeur Ss., on ne retrouvera pas le travailleur qui l'avait introduit. Il continue d'être logé chez Ss. mais n'y travaille plus. Ss. n'avait plus les moyens de l'employer, il a seulement conservé un travailleur à temps plein, qu'il contracte depuis dix ans.

E. est né en 1980, dans le district de Rukungiri, à l'Ouest de l'Ouganda. A 23 ans, il quitte son village avec quelques uns de ses frères pour se rendre dans le district de Wakiso. Là-bas, un de leur beau-frère a, lui-même un frère qui possède une ferme et a besoin de travailleurs agricoles. E. et ses frères y passent quatre mois puis rentrent. Leur beau-frère est mort lors de leur séjour au Wakiso, près de Kampala. Il nous dira qu'il détestait l'endroit et décida de rentrer. L'année suivante, en 2004, Ss. dont nous avons parlé précédemment, se rend dans le village de E. En effet, le père du travailleur agricole avait, pendant de longues années, travaillé pour Ss. Ce dernier, peinant à trouver des travailleurs sur place, décida de rendre visite à son ancien employé. C'est ainsi, qu'en 2004, E. repartit avec lui. Comme il nous le dit, cela fait dix ans, qu'il travaille à Bukerere.

"(...). I have spent here 10 years. I come here and spend 3 months, then go home for 1 month and I come back so that I can make money to take care of my children that I left that side. (...) I had to come and work for him because of a reason; I wanted money, I had already got out of school and I wasn't doing anything in the village. That's when I came this side to earn some money to take care of my people."

Comme B. et les autres, il essaie de rentrer tous les trois mois dans le Rukungiri afin de rendre visite à sa famille. Comme dans le cas des travailleurs agricoles migrants que nous avons présenté, il économise de l'argent pour acheter de la terre et améliorer les conditions de vie au sein du foyer dans sa région d'origine. Toutefois, E., qui a trois enfants à charge, semble avoir du mal à économiser. Son projet à lui, n'est pas celui d'un commerce dans la région centrale, mais seulement de rentrer auprès de sa famille.

"I buy land, building my children a house and taking care of my home because it's not so much money that I can invest in a business. Business requires a lot of money. (...) I am not yet sure. I haven't totally come up with a plan of what I am going to do but when everything is sorted, I want to go to the village for about a year."

¹⁶⁶ Entretien 14_Buk2013, mars 2013, village de Namasiga, commune de Bukerere.

Il parle de Ss. avec beaucoup d'affection, il est pour lui un père. Sa volonté de partir n'a rien à voir avec son employeur. Même si, il avoue tout de même que le salaire n'est pas assez élevé.

"Me and the boss? We relate just like people in a family like a father. He is not badly mannered like maybe to treat us badly or being bossy, you do what you can and direct yourself. He is a very good man. But now money has become very little that's why I want to retire (...) No, there are certain tasks that someone can manage and others that they can't. Digging and looking after a plantation is very hard. Like take an example of this plantation, it has been here for 20 years plus; that has never been possible in Buganda (...). That's why he likes me. Another thing, my father worked for him before and he loved him so much so he now takes me like my late father. He calls us his children; even when someone comes here, he tells them we are his sons. He cannot say that we are his workers; that has never happened, you can never hear him say that. He is such a good man."

A Bukerere, E. dit qu'il a beaucoup d'amis dans les villages de Bukerere et à la différence de F., il ne dit pas qu'il passe son temps libre uniquement avec des Banyankole. Dans un premier temps, il ne mentionne pas d'appartenance à un groupe. C'est seulement lorsque nous insistons afin de savoir si il faisait l'expérience d'une sociabilité en dehors d'un groupe de travailleurs agricoles migrants, que E. précise qu'il a aussi beaucoup d'amis baganda.

"They are many but they stay in the village, it's not like they stay here. They stay in Bukerere and others in Kyessereka but we meet in Bukerere. In the village, friends are many I can't list them and finish them. (...) I have also many Baganda friends."

C'est à partir de ces propos, que nous pouvons postuler que E. fait l'expérience d'une « étrangeté relative ». Sa relation avec des habitants des villages est établi et, de ce fait, « l'altérité qui était « absolue » ou « radicale » (au sens ou ma manière d'être et de penser est décrite par les autres comme « radicalement » autre) tend à se réduire, sinon à disparaître puisque alors la découverte des singularités, devient possible »¹⁶⁷ Autrement dit, E. a fait l'expérience d'une sociabilité ordinaire avec des habitants, qui sont devenus ses amis. Il ne les pense plus « autres » ou encore « alter », au sens qu'il ne les désigne plus par leur appartenance réelle ou supposée à un groupe. Il faut dire que E. a maintenant passé presque dix ans à Bukerere. Son expérience n'est donc pas celle d'un « entre-deux ». Il est

¹⁶⁷ Agier M., 2013, *ibid.*, p.80

peut-être davantage dans la position « frontalière » de l'émigré-immigré. Il n'est ni là-bas, ni complètement ici. Cela produit des effets sur sa manière de se percevoir et de percevoir les « autres ». D'ailleurs, lorsque nous lui demandons, s'il avait entendu des habitants dans les villages se plaindre du fait, que des Banyankole achetaient massivement la terre. Il nous répondit ceci, preuve de la découverte des singularités :

“Long time ago, the Baganda were known for being powerful in Uganda. They used to treat people from outside Buganda like nobodies but now; they realized that they are also people who understand but long-time ago they never wanted any outsider.”

Finalement, nous lui demandions s'il n'était pas difficile de passer tant d'années loin de sa famille, et pourquoi il n'avait pas fait le choix d'un emploi au sein de son village. Il mentionna immédiatement la contrainte sociale qui aurait pesé sur lui et l'aurait empêché de travailler.

“When you are working in the village, people disturb you, your friends come over and you spend the whole day chatting instead of working. But when you are here, there is not a single thing that can disturb you. You have self-will to work but that side you can decide to just give up so that's why we decide to come this side.”

Nous le notons, **E.** parle à la troisième personne du pluriel. Jean-Pierre Chrétien¹⁶⁸ parlait, dans le cas du Buganda colonial, de l'existence d'un véritable prolétariat agricole composé de migrants inter-ruraux. Aussi, le « nous » employé par **E.** nous laisse penser qu'il se pense comme un membre du groupe des travailleurs agricoles migrants. **A.**, nous allons le voir, se pense également comme un membre de ce groupe. Toutefois, dans son cas, l'inclusion par le travail, a renforcé son expérience de l'« étrangeté absolue ». Si il a des amis dans le village, ce sont uniquement des travailleurs agricoles migrants, les jeunes hommes du village, nous dit-il, sont source d'ennuis.

¹⁶⁸ Entretien 07_Buk2013, mars 2013, village de Kagala, commune de Bukerere.

Le parcours de **A.** n'est pas celui d'une aventure glorieuse, faite de multiples opportunités. L'histoire qu'il nous raconte est celle d'une errance, d'un départ contraint du village dans lequel il a grandi et au sein duquel il a hérité d'une parcelle. Toutefois, les premières années de son parcours ressemblent à celui de **B.**, une aventure faite de rencontre et d'opportunités. Tout comme **B.**, **A.** se rend pour la première fois à Kampala après avoir arrêté l'école faute d'argent nécessaire pour le paiement des frais de scolarité. Sachant traire les vaches, il trouve rapidement des emplois à Kampala, où de nombreuses personnes achètent une vache (une manière d'épargner son argent), mais ne savent pas les traire. Il se fait connaître et est employé par une personne qui a un troupeau. Il quitte cet emploi et en trouve un autre similaire ailleurs. Puis, sur un marché de Kampala, il fait la rencontre d'un propriétaire foncier de Bukerere avec lequel il sympathise. Ce dernier le prend sous son aile, lui offre un logement, un couvert et un emploi de garçon vacher dans sa ferme. Quelques années plus tard, **A.** décide de rentrer chez lui, il était temps de se marier, nous dit-il. Et, il ne voulait pas épouser une femme muganda. Elles ne savent pas travailler la terre, nous raconte-il.

“The Baganda do not dig like we do for us we dig all day and for them they work for a few hours and because of that I decided that even if I marry and leave the woman at home she can take care of my gardens and I will not to keep going back time and again.”

Aussi, dans son cas, il avait établi des relations avec la famille de son employeur. Toutefois, leurs situations respectives sont restées suffisamment éloignées sur l'échelle de l'étrangeté relative, pour que les singularités soient peu explorées. On pourrait également dire qu'elles l'ont été et qu'elles ont contribué à renforcer l'« étrangeté absolue ». De retour chez lui et marié, l'un de ses deux enfants tombe gravement malade. Il doit l'emmener à l'hôpital où il sera soigné. Les frais médicaux sont élevés et **A.** n'a d'autres choix que de vendre sa parcelle. Sans terre, il est obligé d'envisager une nouvelle activité pour faire vivre sa famille. Avec l'argent de la vente, il peut louer une petite maison en bord de route. Lieu de vie de la famille, une partie est transformée en stock de farine de maïs. Ses tantes, lui prêtent une petite parcelle sur laquelle il peut récolter ce que sa femme moue et qu'il vend. En 2011, son petit

¹⁶⁹ Chrétien J.P., 2000, L'Afrique des Grands Lacs. Deux mille ans d'histoire, Paris, Aubier, 411 p.

commerce ne tourne pas fort, il est obligé de mettre la clé sous la porte. Toutefois, il continue de louer la maison pour sa famille et doit à présent trouver une autre activité rémunératrice. Il achètera un vélo, et deviendra transporteur d'hommes et de marchandises avec le nouvel outil. Il aura un accident, qui ne le blessera pas mais détruira son nouvel instrument de travail. Attendant les opportunités de travail pendant un an, obligé de retirer son fils aîné de l'école, il décide alors de revenir à Bukerere. Son ancien employeur a vendu son troupeau. Il est à présent chauffeur de taxi. **A.** n'a d'autres choix que s'insérer dans un réseau de travailleurs. Sa femme l'a rejoint récemment, enceinte de leur troisième enfant. La maison qu'ils avaient construite de terre et de paille, après avoir rendu celle qu'ils louaient, s'est effondrée. Les deux aînés sont restés chez des tantes. L'avenir de **A.** est incertain. Connu comme étant un garçon vacher de l'Ouest, son insertion dans le réseau des travailleurs agricoles migrants n'est pas facile.

“I.: Besides your employer and friend, don't you have other friends around?”

A.: No, I don't have

I.: Is there any reason why he doesn't have friends from within?

A.: There isn't any reason, but the people around some of them are thieves and you may befriend them and the next day they are found stealing and they take you as well since you are friends. That's why I am hesitant to get friends around.

I.: Having friends here is a risk?

A.: That is true if you mix freely with them I might even forget about my children, the youth of this place are spoilt some of them take Marijuana.”

Ce que semble nous dire **A.** est qu'il ne prend pas le risque de côtoyer les habitants du village, afin que ne soit pas remise en cause sa citoyenneté locale à Bukerere. Il n'est plus, un jeune homme à Bukerere, comme il a pu l'être autrefois, il est aujourd'hui, un père de famille qui, de surcroît, a récemment migré avec sa femme. Cette dernière ne parle pas le luganda. Aussi, il est difficile pour ce couple de faire l'expérience d'une sociabilité, en dehors du réseau de travailleurs migrants ou migrants de l'Ouest installés à Bukerere. **A.** qui recherche désespérément des opportunités d'emploi, tient plus que quiconque à sa citoyenneté locale, sa reconnaissance au sein de l'arène villageoise. Pour cela, il semble préférer rester dans le « cercle » des travailleurs agricoles migrants, celui qui justifie notamment sa présence à

Bukerere, aux yeux, des autorités locales. **A.** passe beaucoup de temps dans les rues d'un village de Bukerere, à la recherche d'opportunités. Aventurier au début de son parcours migratoire, **A.** nous explique, l'air grave, découragé, qu'il cherche à tout prix, des activités pour assurer un avenir à ses enfants. Il erre à la recherche d'un emploi. Aussi, s'il lui arrive, de s'asseoir et de partager une boisson avec quelques autres individus dans son cas, **O.** pourrait dire de lui qu'il n'a pas d'emploi du temps, qu'il s'organise mal, qu'il ne travaille pas dur comme lui.

1.4. **O.**, « THERE IS A TIME TABLE », UN METEQUE MAITRE DE SON PROJET

O. a quitté le village dans lequel il a grandi, après s'être marié. Son grand-père, lui aussi, avait tenté sa chance dans la région centrale. Si bien, que **O.** a hérité d'un domaine foncier suffisamment grand pour pouvoir mettre en place une exploitation en polyculture et élevage. Lorsqu'un ami lui a proposé, ainsi qu'à son beau-frère, un emploi de travailleur agricole pour un haut fonctionnaire de Kampala, il a accepté mais en négociant fermement les termes de son contrat. Cela fait à présent huit ans, qu'il travaille à Bukerere pour ce même employeur. Très fier de son parcours, et de ses investissements, il dit de ceux qui ne travaillent pas comme lui et qui peuvent, parfois, s'attarder dans des bars, qu'ils n'ont pas d'emploi du temps.

*« There is a timetable. Don't you, for example, move on a timetable? If a person just says let's go, don't you first ask: go where? If I am to drink, I drink over the weekend when I know tomorrow, I am not going to work. »*¹⁷⁰

O. et son beau-frère ont décidé de rentrer définitivement cette année. Il a presque fini de construire une maison de ciment au toit en taule ondulée, nous raconte-t-il avec beaucoup de fierté. Il est à présent temps pour lui, de rentrer auprès de ses proches. A Bukerere, il dit ne pas avoir d'amis, excepté son beau-frère avec lequel, il forme une équipe. Ils vivent et travaillent tous les deux et n'ont pas de temps à perdre¹⁷¹. Son histoire n'est ni celle d'une aventure ou d'une errance, **O.** maître de son projet, a bénéficié d'une relation de travail stable

¹⁷⁰ Entretien 02_Buk2013, mars 2013, village de Namasiga, commune de Bukerere, annexe n°4

¹⁷¹ Entretiens 01_Buk2013 et 02_Buk2013, février et mars 2013, village de Namasiga, commune de Bukerere, annexes n°7 et n°4.

avec son employeur. Il a pu, avec son beau-frère, établir des négociations salariales plus favorables, qui lui ont permis pendant huit années, sans interruption, de capitaliser et d'épargner ses revenus. En revanche, l'« entre-deux » de O. à Bukerere, est celui d'une « étrangeté absolue ». Nous allons voir que sa façon de décrire les autres travailleurs de l'exploitation de son patron, nous montre qu'il les pense comme « radicalement » autre¹⁷².

Ainsi, nous demandions à O., quelle qualité son patron appréciait-il chez lui, il nous explique que son beau frère et lui, ont remplacé toute une équipe de travailleurs employés par leur patron avant leur arrivée. “We found when he already, he had very many children and had no food, to get Matooke he had to go home in Mityana as he had no gardens this side. We went the other side and also cleared the bush and planted sweet potatoes and got sweet potatoes gardens and cassava and several others. Even if I told him this time that I no longer want to work, pay me and I go, he may pay me but he has to first ask me why don't you want to work, don't I pay you? Another thing is that sometimes you bring a worker and he works with the attitude that, “after all, these things are not mine”, but these things you see here I work as though they are mine. Even if I am not at home I don't have any bad heart I work as though they are mine. (...) Do you think it is a big number of labourers who did that work? We did all that when we are only two people and the contracts did not last for four years (...) There is when you go to work, when you don't have power: you go and enjoy yourself and spend the whole night drinking then leave, pick a hoe and go to dig. Like if you slept in a bar can you wake up in the morning and dig? (...)”

Nous lui demandions d'où venaient les travailleurs qu'ils avaient remplacés. De la ville de Mityana nous répondit-il mais d'autres, ajoute-t-il étaient des Banyarwanda:

“Some of them were from their home in Mityana while others were Banyarwanda.”

Puis, sans que nous ne lui demandions quoi que ce soit, il donna quelques précisions :

“With the Rwandese to be given work to dig? Probably if it was grazing cows.”

Notre assistant de recherche, s'enlise alors dans la recherche ou encore la production de stéréotypes. En réaction, à la précision de O., il pose cette question :

“What's up, are they very weak?”

¹⁷² Agier M., 2013, *ibid.*, p.80

Et **O.**, de répondre :

“With the Banyarwanda there work is grazing the same like for Bahima.”

Au fil de la conversation, alors que nous cherchions à savoir si les personnes qu’il désignait par le terme Banyarwanda travaillaient toujours pour son patron, et de surcroît, si elles étaient en charge des troupeaux, **O.** nous répondit, qu’ils étaient tous partis, exceptés un seul, mais qui ne travaillait pas auprès du bétail. Il demanda alors, au neveu du patron, comment s’appelait un travailleur récemment recruté :

“Those were Rwandese and they left, some were working in the piggery and the others were in cattle and the most current one who is there came from Mukono from a place called Karagi. What is his name? The one who looks after cows? The other man?”

Il s’appelait **D.** et, nous étions amenés à le rencontrer, constatant notamment qu’il ne venait pas de Mukono, district de notre zone d’étude, mais du Rukungiri à l’extrême Sud-Ouest du pays. A cet instant précis de l’entretien, nous tentions de demander à **O.** si il savait où nous pouvions trouver certains des anciens travailleurs Banyarwanda. Or, ce dernier se laissait aller à partager ses sentiments :

“The only problem of the Rwandese was one of drinking alcohol.”

Notre assistant insistait encore une fois :

“ Do Rwandese drink a lot?”

A quoi **O.** répondra :

“Very much. The Rwandese and the Lugbaras!!“

Finalement, notre assistant de recherche, fit une interprétation libre de ces propos, quelque peu extrapolée. Il traduit les propos de **O.**, de la sorte :

“He says they take a lot of alcohol and they are always drunk.”

Aussi, cette surinterprétation ne nous a guère surpris *a posteriori*, puisque quelques jours plus tôt, **N.**, notre assistant de recherche, avait livré ses propres perceptions d’un « autre » munyankole ou rwandais trahissant une vision raciale répandue au sein de l’Afrique des Grands Lacs et une, d’un « autre » tutsi. Déstabilisée par les propos de **N.**, nous avons par la

suite, pensé qu'il reflétait les catégories de pratique à l'œuvre dans la société ougandaise. Les propos de **N.** devaient être envisagés comme données de l'enquête de terrain. Ainsi **N.**, s'emploie à identifier les personnes qu'ils croisent, en fonction de critères anthropomorphiques et **O.** dit que les Banyarwanda, sont comme les Bahima qui, par définition, sont éleveurs. **N.** a toujours vécu au Buganda, **O.** a grandi à l'Ouest du pays, dans la région Ankole et se définit comme munyankole.

1.5. **D.**, LA LIBERTE D'ALLER ET VENIR ? OU MARGINALISATION SOCIALE ¹⁷³

D. est né en 1981, lui aussi dans le district de Rukungiri. Lorsqu'il a 10 ou 11 ans, nous dit-il, sa mère, qui n'a plus les moyens financiers de s'en occuper, le confie à de la famille proche, dans le district de Ntungamo. Il y apprend à traire les vaches et à pratiquer l'élevage. Très vite, il conduit une bicyclette, achète le lait des fermes et le vend aux camions de collecte. C'est de cette façon qu'il rencontre un de leur conducteur, qui lui propose un travail de garçon vacher. **D.** nous raconte cinq histoires similaires, d'obtention d'un emploi, qu'il n'a conservé au maximum que cinq mois. La dernière en date, s'est déroulée dans un des villages de Bukerere où, nous raconte-t-il, son patron s'était « mal comporté ». Au fil, de la discussion, nous comprenons que **D.** dispose d'un faible pouvoir de négociation et que lorsqu'il tente de négocier à la hausse un salaire, après quelques mois de travail, il n'hésite pas à partir si le patron refuse l'offre.

"It depends on the money. Sometimes you work here when they are giving you 80,000/= and when you request for an increment of say 100,000/¹⁷⁴=, they say no. So you also decide to go."

"I am about to request for an increment because I can see activities have started increasing, which means, in case they don't increase, I have to leave here."

D. préfère rechercher des opportunités ailleurs plutôt que d'être exploité. Célibataire, il n'a aucune responsabilité familiale. C'est lui qui nous le dit. Ainsi, il est relativement libre de décider de partir quand il estime que le salaire perçu n'équivaut pas au travail fourni. Il partage depuis quelques mois, le même patron que **O.** Toutefois, ni l'un ni l'autre ne semblent se connaître. D'ailleurs, nous l'avons vu, **O.** ne connaissait pas son prénom et pensait qu'il venait du district de Mukono, alors qu'ils viennent en réalité tous deux de

¹⁷³ Entretien 03_Buk2013, mars 2013, village de Namwezi, commune de Bukerere.

¹⁷⁴ 1 euro équivaut environ, en mai 2013, à 3 500 Shillings ougandais.

l'Ouest et parlent la même langue, le runyankole. **D.** non plus, dira ne pas connaître **O.** ni son beau-frère. Il dira également lors de notre échange que parmi les cinq employeurs qu'il a connu, il ne connaît que le nom de deux d'entre eux. Sa relation avec ses employeurs précédents s'est terminée sur un échec des négociations et un départ précipité. A Bukerere, dans son emploi actuel, il fait équipe avec un travailleur qui ne parle ni luganda, ni runyankole. **D.** ne parle pas anglais à la différence de son équipier qui, lui, pratique un très bon anglais. Il fait l'expérience d'une sociabilité avec ce coéquipier et nous dira qu'ils se comprennent avec des signes. En dehors de cette relation, il n'a pas d'amis. Il dit ne pas avoir le temps. Lorsque nous lui demandons si son employeur, lui donnait accès à une parcelle afin qu'ils puissent faire pousser des cultures de subsistance. Il répondit catégoriquement, qu'il ne savait pas cultiver. Finalement, **D.**, arrivé depuis septembre 2012 à Bukerere a déjà fait l'expérience de deux emplois et, il est probable qu'il quitte celui-ci rapidement. Il est certes libre d'aller et venir mais il est, semble-t-il, en marge de la société. A la différence de **O.**, **E.**, **F.** ou encore **B.**, son expérience n'est pas celle d'un emploi relativement stable avec un salaire qui permet de concrétiser des projets. **D.** a cependant un projet, celui de construire une maison sur la terre de sa mère dans le district de Rukungiri.

1.6. **K.**, UN JEUNE GARÇON VACHER AU BUGANDA¹⁷⁵

Nous avons rencontré **K.** un peu par hasard. En effet, nous cherchions à retrouver un autre travailleur que nous avions rencontré en 2011. Or, il ne travaillait plus dans cette exploitation. Nous avons alors demandé à rencontrer la nouvelle personne en charge du troupeau et revenions quelques jours plus tard à l'heure que nous avions fixée avec l'employeur. Nous fîmes alors la rencontre d'un jeune homme, élégant, vêtu proprement, chose relativement rare pour les travailleurs. D'ailleurs, notre assistante de recherche, s'en étonna, et lui fit confirmer qu'il était bien la personne que nous cherchions. Cette dernière lui expliqua l'objet de notre enquête de terrain. **K.** fut surpris et se montra méfiant. Pourquoi cherchions-nous à rencontrer des travailleurs de l'Ouest ? – nous demanda-t-il. Pourquoi nous intéressions-nous aux Banyarwanda en particulier ? Notre assistante lui expliqua que nous avions rencontré des travailleurs migrants venant de tout l'Ouganda et que nous ne cherchions pas exclusivement à rencontrer des personnes de l'Ouest et que nous n'attachions pas d'importance particulière aux « origines ». Malgré, notre insistance, il ne voulait plus

¹⁷⁵ Entretien 06_Buk2013, mars 2013, village de Nakagere, commune de Bukerere.

nous parler. Nous décidions alors de partir. C'est alors, qu'il nous dit que nous pouvions discuter mais qu'il ne nous dirait rien de personnel. Nous n'obtenions son nom qu'à la fin de l'entretien, non enregistré, au cours duquel les relations étaient devenues plus propices à la liberté de propos.

K. est né à Nakasongola, au Buganda, en 1988, ses parents sont rwandais. Son père, éleveur bovin, possédait avant 1995, quatre cent têtes de bétail, sur une terre gouvernementale où s'était installée la famille. Cette année-là, ils décident de rentrer au Rwanda, un an après le génocide. Ils commencent un périple de traversée de la frontière à la marche, au cours duquel ils perdent de nombreux animaux du fait des maladies, de la faim, de la soif, et des vols. Ils restent cinq ans au Rwanda où **K.** effectuera une partie de sa scolarité. Son père a vendu ce qu'il restait de son troupeau et cherche à acquérir de la terre au Rwanda. Pourtant, en 2000, la famille revient sur les terres de Nakasongola qui ont alors été mises en vente par le gouvernement. Son père fait l'acquisition de 90 hectares et redémarre son activité d'élevage. En 2006, **K.** a 18 ans, il arrête l'école et commence à travailler avec son père qui lui apprend le métier. En 2007, son père l'envoie travailler chez un autre éleveur. En 2008, il décide de rejoindre l'un de ses grands frères à Kampala. Il fait l'acquisition d'une bicyclette et devient garçon laitier. Il effectue la traite pour des particuliers, leur achète le lait et le revend à des centrales d'achat. **K.** travaille pendant deux ans à Kampala et fait la rencontre de son employeur actuel, alors installé en ville où il possède déjà quelques vaches. En 2010, le frère de **K.** décède. Le garçon laitier rentre auprès de sa famille. Et, c'est en 2011, que Monsieur **Mh**, conseiller local, rwandais nous dit-il, le rappelle et lui propose de venir travailler dans son exploitation à Bukerere. Logé, nourri, il est payé 70 000 Shillings ougandais, soit l'équivalent de vingt euros. Il nous dit qu'il augmente ses revenus, en prenant en charge le bétail d'autres personnes du village. Il intègre leurs animaux au troupeau lors de la recherche quotidienne de pâturage, traite les femelles et soigne le bétail lorsqu'il est malade. **K.** nous explique qu'il ne fait pas confiance aux vétérinaires, ils sont des escrocs nous dit-il. Il n'a pas besoin d'eux, il est capable de savoir ce qu'a une bête d'un simple coup d'œil. Il rentre tous les six mois chez lui. Son salaire lui permet d'aider ses jeunes frères et sœurs, et son père malade. Il a aussi jusqu'à présent acheté quatre vaches. Son père lui a donné trois vaches parmi les quarante qu'il possède. A Nakasongola, un garçon vacher est payé 30 000 Shillings ougandais soit moins de dix euros par mois pour s'occuper du troupeau. A Bukerere, **K.** a beaucoup d'amis. D'ailleurs, lorsque nous sommes arrivés, il était assis avec la propriétaire du logement que son employeur loue pour lui. Elle est la fille d'un grand propriétaire terrien

de la zone d'étude, connu de tous. Assis sur un mat, dans le jardin, ils riaient et s'occupaient ensemble des jeunes enfants de la propriétaire. Nous avons donc pu observer son expérience de la sociabilité à Bukerere, il vit une inclusion par le travail. Son cas est particulier, car son père a été relativement riche et possède un domaine foncier. **K.** n'est donc pas un travailleur migrant sans terre. **K.** ne nous parle pas de son avenir, pour le moment, il est ici pour gagner de l'argent. Il est, comme l'appelle les personnes du village, le « garçon vacher du conseiller » (*“omulaalo wa councilor”*). Il précise que les personnes qui le connaissent l'appellent par son prénom.

Mulaalo (pl. Balaalo) est le terme désignant les garçons vachers au Buganda. Les personnes du village, qui désignent ainsi **K.** affirment sa dépendance à ce dernier qui légitime aussi sa présence dans l'arène villageoise. Ce terme luganda qui désigne une fonction, a revêtu le sens d'une appartenance ethnique. Les termes Banyarwanda, Batutsi ou encore Bahima sont également employés, en témoigne les deux extraits d'entretiens que nous présentons à présent.

Concernant cette catégorie « rwandaise », **B.** le travailleur agricole mentionné plus haut, nous avait également raconté que son patron qui avait possédé un troupeau, n'en avait plus en raison d'un problème avec son garçon vacher.

B: *[It is] the herdsman who was looking after them! I wasn't looking after cattle.*

I: *Who are the Balaalo?*

B: *They are the ones you were calling Bahima.*

I: *The Rwandese?*

B: *There are Balaalo who are Banyarwanda and the Bahima.*

I: *Did he go with them or did the cows go alone?*

B: *He stayed with nothing. The cattle failed the “boss” because of the herdsman.*

I: *Didn't he know how to...?*

B: *He knew how to take care of them but when he took things for granted, he lost out. He was a drunkard. He would go to drink and not take them to feed so they starved.*

I: *So, he wasn't doing his job?*

B: *hmm*

B., comme l'avait fait **O.**, nous explique donc que l'ancien travailleur qu'il n'a pourtant pas connu était soit Munyarwanda soit Muhima (pl. Bahima) et qu'il n'a pas rempli son contrat puisqu'il était un alcoolique. Se combinent fonction sociale, appartenance ethnique et addiction pour expliquer le départ d'un travailleur.

Lors d'une autre rencontre, le gérant d'une grande exploitation agricole d'un village de Bukerere, **P**¹⁷⁶, lui-même migrant, venu du Congo, devait nous dire ceci :

"I have been with Banyarwanda for over 20 yrs, the Banyarwanda do not want to dig, they only want to look after cows and milking (...) You see the Banyarwanda treat themselves as royals or at least behave like such, they do not want to do much work, so they would rather eat little with their cows and still be comfortable whether their children go to school or not they do not mind."

1.7. P. UNE « PARFAITE » INSERTION SOCIALE.

Ce travailleur, **P.** gère l'exploitation d'un certain Monsieur **R.**, ancien ministre de la privatisation, proche de Museveni¹⁷⁷. **P.** est devenu, conseiller local du village de Bukerere, où se trouve l'exploitation de Monsieur **R.** Il affiche son soutien au NRM et se montrera très suspicieux lors de l'entretien. Il posa sa main de nombreuses fois sur l'enregistreur.

"I.: He says he is from Zaire, Zaire is Congo and that he came to Uganda here, he has even produced children like the one we saw with a bicycle and that he is well known in the village, he is the vice chairman of the NRM party and that he also works as the assistant manager in Mr R.'s farm. That even the last time when we came he had records of books and he was trying to assert that he is the assistant manager."

Lorsqu'il se présente à nous, la justification de sa citoyenneté locale est dès le départ prononcée. D'ailleurs, il ne voudra pas parler du Congo, où il a passé vingt ans. Sa position au sein de l'arène villageoise est assurée au travers d'une relation clientéliste qu'il entretient avec Mr **R.**, celui qui a racheté plus de trois cent cinquante hectares de terre et évincé de

¹⁷⁶ Entretien 08_Buk 2013, mars 2013, Village de Papati, Commune de Bukerere.

¹⁷⁷ The Independent, le 15 avril 2012, « Pioneer Easy Bus's bumpy ride ».

<URL> : <http://www.independent.co.ug/news/news-analysis/5585-pioneer-easy-buss-bumpy-ride>

nombreux paysans. Lorsqu'il parle des Banyarwanda. Il exprime des stéréotypes, véhiculés dans la région depuis la colonisation, qui se sont renforcés depuis les indépendances.

CONCLUSION DU CHAPITRE I

Nous avons exposé, dans ce chapitre, au travers de certains portraits de travailleurs migrants, leur expérience de l'« entre-deux » à Bukerere, où rares sont ceux qui s'installent définitivement. Ces séquences de vie nous ont notamment permis de montrer que les travailleurs migrants banyankole, ne sont pas exclus de l'accès à la ressource foncière. Ils ne sont pas venus à Bukerere dans ce but. B. qui est le seul à avoir acheté un *kibanja* dans la zone, l'a revendu quelques temps après et nous a expliqué pourquoi. Ses propos sont suffisamment clairs :

I: Do you own land in this area or just on Mbarara?

B: Ahhahha....No. I had bought it and I later sold it off

I: Why?

B: I wanted to put up rental units but didn't have money. Besides, if I am to get an accident and die now; my children are too young to come here and claim it

I: Don't you have a land title? Why wouldn't your wife come and claim it?

B: I don't want to inconvenience them. I buy from near-by areas

Nous, avons pu constater que les travailleurs de la terre sont deux fois mieux payés que les garçons vachers et, que ces derniers faisaient l'objet de désignations ambiguës, parfois racisantes ou ethnicisantes qui les lient et naturalisent une fonction sociale. Parfois, ces identifications relèvent d'une «catégorie de pratique ». C'est ce qu'il nous faudra distinguer dans un second chapitre. A Bukerere, on observe les différents acteurs du travail agricole lié à la mise en valeur de la terre par de nouveaux investisseurs urbains. Ils sont ceux que les travailleurs appellent «*boss* ». L'exposé de ces récits de vie permet de comprendre comment se structure le marché de l'emploi agricole. Mais aussi, d'observer comment se positionne les acteurs sur ce marché, avec leurs stratégies respectives. Et, et c'est ce que nous développerons dans le chapitre III, quelles sont les catégorisations ethniques employés par les acteurs, quels sont leurs usages et leur production. Comment les acteurs rencontrés à Bukerere, produisent-ils la figure de l'« étranger » ?

CHAPITRE II. ACCES A LA TERRE ET CATEGORIES SOCIALES A BUKERERE

A Bukerere, de manière générale, ce sont de nouveaux investisseurs urbains qui emploient de la main d'oeuvre. Certains ont choisi la commune pour sa proximité avec Kampala. D'autres apprécient cette situation géographique, mais c'est après avoir hérité d'une parcelle qu'ils ont fait le choix d'y développer une activité agricole. Aussi, ils n'ont pas tous les mêmes stratégies d'emploi de main d'oeuvre. Des travailleurs agricoles sont également disponibles localement, mais sont plus souvent journaliers. Parmi, les travailleurs migrants, nous distinguons deux spécialisations. Certains sont garçons vachers, d'autres travailleurs de la « terre ». Enfin, nous avons constaté que certains se disent « manager » mais que leur rôle n'est pas de diriger les travaux de la main d'oeuvre. La fonction de « manager » signifie dans ce cas, faire travailler les autres à sa place pour tenter de tirer un profit. Dans ce chapitre, nous exposerons ces trois catégories de travailleurs, de patrons et de « manager » qui structurent le marché de l'emploi à Bukerere.

2.1. LES TRAVAILLEURS OU « WORKER »

Les séquences de vie que nous avons présentés dans le chapitre précédent, permettent de rendre compte qu'ils existent à Bukerere, trois catégories de travailleurs. Nous les désignons ainsi, non pas en fonction d'une origine commune. Nous essayons dans ce mémoire de déconstruire toutes les catégories données par les acteurs. Nous distinguons trois catégories de travailleurs, en fonction de leur activité, de leur salaire et de leur contrat.

LES TRAVAILLEURS AGRICOLES MIGRANTS

O., **B.**, **F.** et **E.**, dont nous avons présenté les portraits précédemment, sont tous les quatre des travailleurs migrants. Mais ils partagent aussi, la même activité, et les mêmes conditions de travail. Ils défrichent des parcelles, mettent en place, entretiennent les plantations et font la récolte. Ils sont nourris, logés et payés. Toutefois, **O.** et **B.** sont mieux payés.

O. travaille avec son beau-frère, il forme une véritable équipe et bénéficie d'un pouvoir de négociation signifiant lors des discussions sur les salaires. Cette équipe n'est pas payée au mois mais à la tâche. Aussi, leur patron les paie tous les quatre à six mois. Et lorsque nous demandons à **O.** si il avait pu mettre de côté une part de leur salaire, il ria :

O: Laughters... you don't work as you eat only you work as you save. (...) Me I want to retire and employ myself I worked as I was saving I have my things.

Lorsque nous lui demandions si ils travaillent uniquement tous les deux, si il existait un gérant d'exploitant, il nous répondit ceci :

O.: We don't need managers we take ourselves as mature people, and we manage our selves F. a quant à lui un manager, le neveu du « boss », avec lequel il partage également la seule maison qui se trouve sur l'exploitation. F. a fait ce choix, avantageux. Le salaire de 140,000 Shilling ougandais reste le meme, quelle que soit la formule. Les autres ont préféré se payer une chambre dans les centres des villages, ils peuvent dans ce cas trouver d'autres travaux journaliers lorsque le manager leur laisse du temps.

E. a quant à lui, les mêmes conditions de travail que F., mais n'a pas de « manager ». Sa relation avec son « boss » est patriarcale. Même si, il avoue qu'il envisage de partir, en raison du trop faible salaire. On peut émettre l'hypothèse, que son « boss », Ss. entretient avec lui une relation de dépendance. En effet, son employeur vit la plupart du temps seul, dans la grande et imposante maison qu'il a fait construire sur la terre de sa famille. La présence d'une autre personne lui assure certainement un sentiment de sécurité. Il le paie en dessous des prix pratiqués par d'autres employeurs, mais s'en occupent comme son fils, nous disent E. et F., qui ont tous deux travaillé pour lui.

A Bukerere, il existe également des travailleurs locaux. Mais Ss. dit qu'il s'en méfie. T¹⁷⁸. une employeuse, récemment installé dans la zone d'étude, nous dit qu'elle n'emploie les travailleurs locaux qui sont généralement des journaliers.

LES TRAVAILLEURS LOCAUX JOURNALIERS

Dans la zone d'étude, les travailleurs qui sont vivent dans la zone d'étude, sont à la recherche d'emplois journaliers. En réalité, leurs cas sont similaires à celui de A. dont nous avons présenté le portrait dans le chapitre I.

Nous l'avons dit au tout début de ce mémoire, à Bukerere, la diminution des terres disponibles, poussent de nombreux jeunes à s'engager dans le secteur informel ou encore à travailler dans les carrières qui se trouvent sur la quasi-totalité des collines de la commune. Les jeunes hommes célibataires s'engagent le plus souvent dans le secteur informel,

¹⁷⁸ Entretien 13_Buk2013, mars 2013, village de Nakagere, commune de Bukerere, annexe n° 12

notamment les taxi-motos. Ceux qui ont une famille à charge, vont dans les carrières. Certaines femmes proposent aussi leur travail localement, elles disent qu'elles s'en remettent à cette question, lorsque le travail dans les carrières devient trop pénible.¹⁷⁹

Localement, ceux qui proposent leur travail dans les champs sont à la recherche de revenus journaliers, différents des projets des nouveaux investisseurs urbains qui proposent des contrats mensuels ou à la saison. Aussi, localement, les garçons vachers prennent peu part au développement de l'agriculture commerciale engagé par les nouveaux investisseurs urbains. A. par exemple, avait commencé à travailler à Bukerere, pour Monsieur M., qui s'est finalement désengagé de l'élevage pour devenir chauffeur de bus.

LES GARÇONS VACHERS

A., D. et K. sont tous trois garçons vachers. K. a une histoire un peu particulière et bénéficie encore de la protection de son « boss », comme cela a pu être le cas pour A. avant de se marier.

A. n'a plus d'employeur pour le moment, il est dans la position du travailleur journalier, préfère le métier de garçon vacher, mais accepte tout ce qu'on lui propose :

“My names are A. N., I come from Kisoro district and I came to Buganda looking for jobs so that people can get what to eat and then look for money so that it can help our people in our village in Kisoro.”

D., a gardé la liberté d'aller et venir. Plutôt, que de se faire exploiter, il préfère changer d'emploi fréquemment. Mais, c'est aussi parce qu'il n'a personne à charge qu'il conserve cette liberté :

I.: have you had responsibilities over your siblings or your young ones?

D.: No.

K. bénéficie pour le moment d'une bonne relation avec son employeur, mais son salaire reste faible si on le compare avec les salaires négociés par O. et B.

A Bukerere, dans notre zone d'étude située dans la couronne périphérique de Kampala, le travail de garçon vacher est marginalisé. Les migrants internes qui viennent le pratiquer sont deux fois moins payés que les travailleurs de la « terre » qui entretiennent des plantations. La marchandisation de la terre dans la zone s'accompagne du développement d'une agriculture

¹⁷⁹ Entretien 05_Buk2013, mars 2013, village de Nakagere, commune de Bukerere.

commerciale qui nécessite d'importants moyens financiers. L'élevage bovin ne s'insère pas dans cette nouvelle marchandisation de l'agriculture. C'est notamment, pour cette raison, que leur travail est moins bien payé. Ceux qui ont développé, de l'élevage bovin dans la zone, possède des ranchs, et ne nécessite plus cette fonction, de fait marginalisée, d'un processus dit de « développement ».

2.2. LES « MANAGER »

Avec cette nouvelle agriculture commerciale développée par des investisseurs urbains, qui n'habitent pas la zone, on voit à Bukerere, apparaître une nouvelle fonction sociale. Celle de « manager ». Parfois en charge de l'exploitation, responsables des activités de la ferme, ils sont d'autre fois, simplement des intermédiaires entre les nouveaux « boss » et les travailleurs ou journaliers locaux.

U¹⁸⁰. est un habitant de la zone qui s'est présenté à nous comme le « manager » d'une nouvelle plantation de gingembre, acheté par une membre du cabinet du président Museveni. Il est en charge du recrutement de la main d'oeuvre localement et a remplacé l'ancien « manager » que nous avons rencontré en 2011. Ce dernier ne travaille plus pour la « boss ». Son histoire est intéressante. En effet, lorsque nous l'avons rencontré en 2011, il s'était montré très réticent et avait refusé que les travailleurs agricoles de la plantation interagissent avec nous. Au cours d'un entretien que nous avons réalisé lors de notre séjour en 2013, dans le même village, avec l'administratrice d'un domaine familiale détenu en kibanja, nous avons appris des informations surprenantes¹⁸¹. Elles montrent notamment, comment le « manager » a été impliqué dans des stratégies d'accaparement foncier, a priori, commandé par l'investisseuse urbaine ou dont il a pu être l'auteur en raison de son statut social lié à son emploi. U. qui l'a remplacé ne semble pas bénéficier d'un salaire supérieur aux autres travailleurs, mais il a fait ce choix, et assume cette position sociale.

O. nous a dit lui, qu'il n'avait besoin de personne pour le faire travailler. D'ailleurs, dans certaine plantation, la nouvelle fonction sociale des « manager » n'est pas de manager mais de bénéficier de la protection du « boss ». Le portrait de P. en est un exemple. C'est grâce à

¹⁸⁰ Entretien 20_Buk2013, mars 2013, village de Nyanja, commune de Bukerere.

¹⁸¹ Entretien 23_Buk2013, mars 2013, village de Nyanja, commune de Bukerere.

sa position de manager qu'il est devenu, chairman NRM, de son village. Il répondit ceci, lorsque nous lui demandions comment il avait été élu :

*“It was through elections and because people know me as a trust worthy person they voted for me and chose me. Sometimes I am given millions of money to go to Kampala and do for some people shopping and I go and do that and come back. People have trust in me.”*¹⁸²

2.3. LE « BOSS »

Ainsi, **P.** a certainement bénéficié du soutien de son « boss », ancien membre du gouvernement NRM, pour asseoir sa position sociale. Le « boss » est l'investisseur, qui a acheté plus de trois cent cinquante hectares de terre à Bukerere, provoquant de nombreuses évictions. En réalité, ces trois cent cinquante hectares sont ceux sur lesquels il a installé une plantation et un ranch. Il avait initialement, en 1986¹⁸³, acheté un plus grand domaine et en a vendu une partie, créant de nouvelles évictions au nord de la commune de Bukerere.

A Kampala, les nouveaux investisseurs qui sont également les « bosses » des travailleurs agricoles, remplacent peu à peu les *landlord*, les propriétaires de mailo, dont Betty Namboozee a fait l'éloge dans un discours que nous avons présenté dans la première partie du mémoire. Dans le cas de Monsieur **R.**, le glissement de la position de *landlord* à celle de « boss », est signifiante, du fait de l'importance du domaine dont il est propriétaire, mais également du nombre de travailleurs qu'il emploie, sans oublier de dire que le « manager » de sa ferme est également le chairman du village.

Dans d'autres cas, l'arrivée dans le village est plus discrète. **T.** est née au Buganda, son mari, dont la famille est originaire de Bukerere, a hérité d'une parcelle en kibanja. Ce dernier, bien nanti, a pu racheter le titre de propriété de cette parcelle. La famille qui habitait Kampala a décidé de venir s'installer à Bukerere, pour bénéficier d'un meilleur cadre de vie¹⁸⁴. Ils ont établi une ferme en polyculture et élevage de poulet. **T.** emploie un travailleur agricole qu'elle a recruté au travers d'un réseau de travailleur venant de Arua, au nord de l'Ouganda. Une habitante du village, membre d'une église, serait celle à qui il faille s'adresser pour préciser quelle type de travailleur on recherche (âge, activités, notamment).

¹⁸² Entretien 08_Buk2013, mars 2013, village de Nyanja, commune de Bukerere.

¹⁸³ Entretien 08_Buk2013, mars 2013, village de Nyanja, commune de Bukerere.

¹⁸⁴ Entretien 13_Buk2013, mars 2013, village de Nyanja, commune de Bukerere.

Lorsque nous demandons à T. pourquoi, elle n'employait pas des travailleurs locaux, voici ce qu'elle nous répondit :

“I: Can you explain; tell us the kind of experience you had with workers from here?”

T: Like I told you workers from here even some times, they tend to connect thieves to our farm because they know what's going on like if we are keeping layers so they tend to take eggs, people ask them since we don't sell eggs directly from here, when they move around someone asks sell me one tray, sell me 2, they get tempted and they sell. And if you catch that person you can't take him to court because the villagers wouldn't allow you to take him.”

La réponse apportée par T. permet de comprendre que la marchandisation et les inégalités foncières à Bukerere, ne se traduisent pas en des termes ethniques, c'est-à-dire entre « groupes ethniques » différents mais ont une incidence sur la cristallisation des ancrages villageois et des catégorisations sociales. L'« étranger » n'est pas celui qui vient d'une autre région de l'Ouganda, mais le riche investisseur foncier, qu'il soit muganda, munyankole ou munyarwanda, celui qui n'est pas du village et n'est pas un paysan.

Dans la zone d'étude, les « boss » des travailleurs agricoles migrants de l'Ouest ne sont pas toujours désignés par leurs employés en fonction de leur appartenance mais bien selon leur statut social. Ainsi, B. est fier de nous dire que son « boss » a « réussi » :

“Now my boss has three kids but they are ok; two girls and a boy. The boy is where... I have forgotten. The two girls are in America, the other is doing a course in medicine in India, she's finishing this year. He has no regrets. When he reaches home, they eat expensive cakes and you are there saying nothing. The wife is the one who provides tea for members of parliament, how much do you think that contract is worth?”

CONCLUSION DU CHAPITRE II.

A Bukerere, on ne peut parler d'une ethnicisation des rapports fonciers. Ce sont les lois du marché qui, de plus en plus, conditionnent l'accès à la ressource foncière. D'ailleurs, les investisseurs urbains, les « bosses » des travailleurs agricoles que nous avons rencontrés sont tous des personnes nanties qui occupent des postes dans la fonction publique et des entreprises publiques.

Ces propos de **B.** résument très simplement pourquoi on ne peut parler d'ethnicisation des rapports fonciers :

“The rich come from town and come to buy land here (...) To do farming but in the coming years, they will build here because the other side is now over populated.”

Mais, nous ne pouvons pas dire que les identifications ethniques ne sont pas présentes dans les relations sociales ordinaires. Ce qui nous a frappé à Bukerere, c'est le mépris généralisé de la part des autochtones, des autres migrants internes, des travailleurs ou des gérants d'exploitation pour une catégorie de travailleurs, les personnes qui s'occupent du bétail, assimilés à un groupe ethnique défini, caractérisé différemment, banyarwanda, balaalo, tutsi. Le travail de la terre, est associé au dur labeur, tandis que l'élevage est un travail pour lequel sont exprimées peu de reconnaissances sociales. En moyenne, ils sont deux fois moins bien payés que les travailleurs de la terre, ceux qui défrichent, plantent, entretiennent des plantations. Ils sont de fait exclus du marché foncier à Bukerere. A leur égard, les travailleurs de la terre expriment de nombreux stéréotypes, des préjugés qui se rapportent à l'histoire de l'Afrique des Grands Lacs et les racisations Hutu et Tutsi, l'usage des identifications catégorielles entre éleveurs et agriculteurs qui témoignent d'un racisme ordinaire en Ouganda. Nous distinguerons les « catégories de pratique » telles que définies par Rogers Brubaker de l'ethnicisation des garçons vachers, et justifierons le choix du terme. Nous verrons que l'ethnicisation d'individus partageant une même activité économique, celle de l'élevage, prend une nouvelle dimension dans le contexte de développement des titres et de marchandisation foncière exacerbée qui entraîne la disparition de pâturages publics. Dans certaines régions de l'Ouganda, il n'y a pas une semaine, sans que paraisse dans la presse, un article contant des conflits fonciers opposants les pouvoirs publics ou des villageois autochtones et des éleveurs. L'ordre libéral qui prône la privatisation individuelle est peu compatible avec des pratiques anciennes d'élevages pastoraux caractérisés par la mobilité. Il convient cependant de noter le développement de ranches modernes par une élite proche du régime Museveni.

CHAPITRE III. L'ALTERITE AU QUOTIDIEN : « CATEGORIES DE PRATIQUE » ET ETHNICISATION

La catégorisation nous dit, Jocelyne Streiff - Fenart, est « une activité cognitive fondamentale étroitement liée à la formation des concepts et à l'organisation des connaissances : penser, c'est classer, et classer, c'est découper et organiser l'environnement en catégories ». Rogers Brubaker distingue les catégories de pratiques sociales, des catégories politiques qui sont utilisées par les « leaders politiques pour persuader les gens de se comprendre, eux, leurs intérêts et leurs difficultés, d'une certaine manière, pour persuader (en vue de certaines fins) certaines personnes qu'elles soient « identiques » entre elles en même temps que différentes d'autres personnes, et pour canaliser, tout en justifiant, l'action collective dans une certaine direction. »

La production des catégories de l'altérité - pour reprendre les termes de Christian Poirer - est une opération délicate, qui implique d'avoir appréhendé finement le terrain d'enquête afin de pouvoir établir les degrés d'étrangetés formulés par les acteurs. La singularité des discours et des expériences doit être entendue et retranscrite loin des réifications identitaires. Cet exercice n'est pas aisé pour l'étudiant. Cette analyse des productions de l'altérité au travers de l'expérience et non pas uniquement à partir de ce que les gens disent qu'ils sont et ce que les autres disent d'eux-mêmes, nous apparaît comme un outil à appliquer à notre propre objet de recherche. Les migrants internes « se montrent a priori peu enclins à connaître la région [...] et sa population ». Ils connaissent l'expérience de la frontière dans leurs relations quotidiennes, et les identifications, parfois stéréotypées, dits par les migrants venant du même district (donc du même groupe linguistique, au sein duquel les individus s'identifient les uns aux autres par des pratiques ordinaires similaires) à propos d'autres migrants ou des habitants des villages de l'enquête, devront être étudiées.

3.1. LES USAGES DE L'ALTERITE

3.1.1. LES « BANYANKOLE »

Dans la zone d'étude, dans le village de Namasiga, nous connaissons un employeur de travailleurs migrants, conservateur ganda, que nous avons nommé, dans la précédente partie, Monsieur Ss. Ce dernier nous a introduit à une personne qu'il nous présente comme être sa tante. Celle-ci emploie des travailleurs, certains sont en charge de la plantation et une personne se charge des animaux. Nous avons rencontré des travailleurs en charge de la plantation arrivés depuis une semaine. Sa patronne nous affirme qu'elle vient de les embaucher après qu'elle ait « remercié » les anciens travailleurs. La patronne que nous nommons M., nous dit que les « Banyankole sont partis après l'avoir volée », aussi elle avait décidé de ne plus employer de travailleurs banyankole¹⁸⁵. C'est ainsi que son fils, lui a amené de nouveaux travailleurs de la région de Bugerere (et non Bukerere) se situant au Buganda. Nous avons rencontré l'un de ces nouveaux travailleurs et avons pu réaliser un entretien. A la fin de notre interaction, nous avons aperçu un travailleur soigner un jeune veau et avons demandé à notre interlocuteur s'il était le *mulaalo* de la ferme, à quoi il nous répondit par l'affirmatif, le regardant admiratif prendre soin de l'animal. Puis, nous demandions à le rencontrer, ce qui fût chose faite et prenions rendez-vous pour une prochaine rencontre. Or, le jour venu, nous ne le trouverons pas à la ferme. Allant saluer la patronne M., elle nous expliqua qu'elle l'avait « remercié » car lui aussi, l'avait volée. A deux semaines d'intervalles, elle n'avait plus de travailleurs banyankole (selon ses termes), accusés de l'avoir volée. Par ailleurs, elle ajouta, que tout de même, elle le payait bien (50 000 Shillings ougandais, c'est-à-dire un peu moins de 20 euros par moi), qu'il était nourri, logé et qu'il avait exigé des outils de travail (des bottes notamment), qu'elle avait « eu la gentillesse » de lui acheter. Le « voleur » était parti avec.

Il apparaît que M. a des problèmes avec ces travailleurs, à l'entendre parler, surtout des Banyankole, « tous des voleurs ». Rapporté au parcours de D. que nous vous avons fait partager dans la précédente partie, nous pouvons également nous dire que ces travailleurs sont tout bonnement partis après un échec de négociations salariales. D'ailleurs, le travailleur à présent en charge de la plantation, nous a avoué, qu'il ne resterait pas plus de cinq mois¹⁸⁶.

¹⁸⁵ Notes de terrain, Chalin V., février-mars 2013, village de Namasiga, commune de Bukerere.

¹⁸⁶ Entretien 12_Buk2013, mars 2013, village de Namasiga, commune de Bukerere, annexe n°16.

3.1.2. LES « BANYARWANDA », LES « BAHIMA » ET LES « BALAALO »

Nous reprenons à présent les récits de B. et O. à propos des travailleurs qu'ils ont remplacés, des Banyarwanda, nous disent-ils, ou peut-être sont-ils Bahima, enfin ce qui est sûr c'est qu'ils étaient d'après eux alcooliques et ne savaient pas travailler.

O.: "With the Banyarwanda their work is grazing the same like for Bahima."

Ou encore,

*"The only problem of the Rwandese was one drinking alcohol."*¹⁸⁷

*Et, B., d'ajouter dans l'interaction que nous avons eu avec lui*¹⁸⁸:

B: The herdsman who was looking after them! I wasn't looking after cattle.

I: Who are the Balaalo?

B: They are the ones you were calling Bahima

I: The Rwandese

B: There are Balaalo who are banyarwanda and the bahima

I: Did he go with them or did the cows go alone?

B: He stayed with nothing. The cattle failed him "boss" because of the herdsman

I: Didn't he know how to...?

B: He knew how to take care of them but when he took things for granted, he lost out. He was a drunkard. He would go to drink and not take them to feed so they starved

I: So, he wasn't doing his job?

*B. avait aussi, à la fin de notre première interaction, ajouté que les Banyarwanda étaient paresseux*¹⁸⁹.

* Enfin reprenons les propos de P., gérant de la ferme de Monsieur R., ancien ministre de la privatisation, très proche de Museveni. Lorsque nous lui demandons pourquoi certaines personnes disent des Banyarwanda qu'ils sont paresseux, voici ce qu'il nous répond :

¹⁸⁷ Entretien 02_Buk2013, mars 2013, village de Mawangala, commune de Bukerere, annexe n°4

¹⁸⁸ Entretien 06_Buk2013, mars 2013, village de Nyanja, commune de Bukerere, annexe n°3.

¹⁸⁹ Notes de terrain, Chalin V., février-mars 2013, commune de Bukerere.

“I have been with Banyarwanda for over 20 years, the Banyarwanda do not want to dig, they only want to look after cows and milking (...) You see the Banyarwanda treat themselves as royals or at least behave like such, they do not want to do much work, so they would rather eat little with their cows and still be comfortable whether their children go to school or not they do not mind.”

Nous retrouvons en réalité dans ce récit, les propagandes racistes diffusées au Rwanda et au Burundi, pour justifier les massacres d’il y a seulement vingt ans.

Au Buganda, dans la région centrale de l’Ouganda, certains discours politiques font l’amalgame entre Batutsi, Banyarwanda et Bahima, cela dans le but de disqualifier Museveni, issu d’une famille d’éleveurs bahima (il le dit lui-même mais ne le met pas en avant). Politiquement, certaines voix extrémistes, et notamment, Eric Kashambuzi, actuel secrétaire général d’un parti d’opposition ultra-minoritaire, *United Democratic Ugandans*, également consultant senior au Programme des Nations Unies pour le Développement, continuent de faire cet amalgame. Eric Kashambuzi, va encore plus loin et écrit ces lignes en 2011 :

« Because of long preparation before becoming president in 1986, Museveni and his Batutsi colleagues had enough time to sort out what they wanted to do in the short, medium and long term (create Tutsi Empire by capturing and taking over Uganda first, then using it as a base to invade Rwanda, Burundi and DRC) and how to do it largely by deceiving Ugandans. [...] Museveni knew he needed Batutsi and Tutsified Ugandans and religious leaders to help him consolidate his ownership of Uganda and Ugandans and build his political party (NRM) »¹⁹⁰

Il imagine le complot et l’invasion des Batutsi. Il semble peu probable que l’extrémiste politique qui s’exprime ici, ait encore le droit de publier dans les journaux nationaux comme il avait pu le faire en 2010¹⁹¹. La communication du régime de Museveni a rapidement réagi, le qualifiant de « dérangé fanatique »¹⁹². En Ouganda, ces propos sont qualifiés de « sectaire » par le gouvernement, qui a fait depuis son ascension au pouvoir, la lutte contre le sectarisme, une des ses priorités. Dans la sphère politique, l’argumentaire identitaire est donc, prononcé en sourdine. Toutefois, le classement des individus, au quotidien, est largement

¹⁹⁰<URL> <http://udugandans.org/cms/media-section/221-no-sectarianism-in-uganda-society-no-religion-in-uganda-politics>

¹⁹¹ The Observer (Kampala), le 01 avril 2010, « Why Bahima Men will not marry Bairu women »
<URL> : http://www.observer.ug/index.php?option=com_content&view=article&id=7913:why-bahima-men-will-not-marry-bairu-women

¹⁹² Uganda Media Centre, Kampala, « Kashambuzi is a deranged bigot » <URL> : <http://www.mediacentre.go.ug/details.php?catId=1&item=822>

marqué par la recherche d'une appartenance ethnique. En témoigne notamment la discussion que nous avons eue avec notre assistant de recherche, lorsqu'il insiste sur des critères physiques pour reconnaître les personnes de l'Ouest : la peau plus claire, le visage plus long et le nez plus fin.

3.2. PRODUCTION DE L'ALTERITE DANS LA REGION DES GRANDS LACS ET AU BUGANDA

Jocelyne Streiff-Fenart, précise bien qu'une « spécificité de la catégorisation sociale, c'est qu'elle a aussi et inévitablement une dimension normative. En même temps qu'elles définissent des identités des personnes, les catégories sociales définissent les droits et les devoirs qui sont attachés aux membres de ces catégories ». La Constitution de l'Ouganda, reconnaît le droit à la citoyenneté au travers du droit du sang, défini par la filiation à l'une des cinquante cinq « communautés autochtones »¹⁹³. Dans le contexte de l'Afrique des Grands Lacs, cette autochtonisation des individus, permet de comprendre les « catégories de pratique » déployées dans les relations ordinaires, mais aussi de réifier des catégorisations sociales et des « processus de stigmatisation qui touchent des individus socialement marqués par des attributs [...] susceptibles d'entraîner un discrédit d'autant plus difficile à affronter »¹⁹⁴.

« Bahima » et « Bairu » ou « Batutsi » et « Bahutu » puis Banyarwanda : la construction de la figure de l'étranger »

Le marché de l'emploi agricole à Bukerere est marqué par une forte dichotomie entre les activités agricoles et les activités d'élevage qui sont de fait deux catégorisations sociales différentes. A l'Ouest de l'Ouganda, « l'étiquetage racial distinguant « Hamito-Sémites » ou « Nilo-Hamitiques » et « nègres bantous » est présent dès le début de la conquête »¹⁹⁵ coloniale. Dans ce schéma les Bahima sont les individus perfides, nés pour gouverner, de grande taille et aux traits fins, tandis que les Bairu sont les Noirs « à grosses lèvres et au nez écrasé, mais si bons, si simples, si fidèles »¹⁹⁶. Ces catégorisations des individus qui consistaient à associer traits physiques, fonction sociale et origines, autrement dit à les raciser, a eu au Rwanda et au Burundi, les conséquences que nous connaissons. En Ouganda,

193 Annexe III de la Constitution de la République démocratique d'Ouganda, 1995, voir annexe n°8.

194 Streiff-Fenart J., 1998, « Racisme et catégorisation sociale », Quelles initiatives contre le racisme « ordinaire, Saint Denis, Profession Banlieue.

195 Chrétien J-P., 2000, L'Afrique des Grands Lacs. Deux mille ans d'histoire, Paris, Aubier p.246

196 Chrétien J-P., 2000, *ibid.*, p. 247

apparence physique et origines sont utilisées par les individus pour se classer.

Toutefois, nous ne pouvons parler d'une racialisation pour décrire le processus de minorisation dont font l'objet les garçons vachers. Poiret et *al*, précise que « la racialisation se réfère aux pratiques et aux représentations racistes qui, selon les contextes, reposent sur une interprétation des apparences physiques censées, traduire des origines communes mais aussi celle du lignage biologique supposé, indépendamment des caractéristiques phénotypiques exhibés par ceux qui en sont la cible »¹⁹⁷. Autrement dit, les majoritaires fixent des « ordres » identitaires qu'ils ne respectent en fait pas, puisque ce sont eux qui décident qui est qui et cela dans le but d'exclure ou d'exterminer. Dans notre cas, les minorisés, ceux qui font l'objet de pratiques discriminantes sur la marché de l'emploi agricole, ne sont pas exclus sur le motif d'une appartenance physique, mais en raison d'une pratique (la culture au sens anthropologique du terme), associée à une origine. Ainsi, nous retiendrons pour définir le processus de minorisation des garçons vachers au Buganda, l'ethnisation.

*« L'ethnisation se réfère à de la culture, au sens anthropologique du terme, acquise et transmise, et elle n'est pas forcément liée à des rapports de domination actuels. Lorsqu'elle se combine à des rapports de pouvoir, elle peut être imputation et servir à désigner des groupes qui sont les cibles de pratiques d'expulsion ou d'assimilation forcée »*¹⁹⁸.

Ce processus de catégorisation par la fonction sociale, qui amène avec lui un discrédit profond, des garçons vachers en Ouganda a partie liée avec le développement de l'ordre libéral foncier et la marchandisation de la terre. Cet ordre libéral associe une terre à un exploitant, et n'est pas compatible à la logique des mobilités pastorales qui associent un parcours à des terres. Nous souhaitons proposer cette hypothèse en guise de conclusion de la seconde partie du mémoire. Elle permet de constater que l'explication de la catégorisation des garçons vachers ne doit pas être uniquement recherchée dans les méandres de l'histoire meurtrière et meurtrière¹⁹⁹ de l'Afrique dite des Grands Lacs, mais également dans le contexte d'inégale répartition des richesses, conséquence notamment de l'inégale répartition des terres

197 Poiret C., Hoffmann O., Audebert C., 2011, Éditorial – Contextualiser pour mieux conceptualiser la racialisation, *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 27, n°1, pp. 7-22

198 Poiret et al., 2011, *ibid*.

199 Il ne faudrait pas oublier que les bourreaux des génocides des années 1990, sont aller chercher leurs arguments chez les historiens, anthropologues et ethnologues.

et de la création de grands ranchs d'élevage privé, dans le contexte de marchandisation foncière.

Dans la zone d'étude, Monsieur Ss., administrateur des terres claniques nous a ce propos dit, que le terme *Balaalo* avait tendance aujourd'hui à désigner une ethnie²⁰⁰.

CONCLUSION DE LA SECONDE PARTIE. MARCHANDISATION FONCIERE ET CONSTRUCTION DE L'ALTERITE EN OUGANDA

En Ouganda, l'« ensemble des droits et des obligations liés à l'accès à la terre vue comme une ressource tangible ne constitue qu'un premier niveau dans les enjeux relatifs à la citoyenneté locale. »²⁰¹

La région centrale de l'Ouganda, le Royaume du Buganda est la zone du pays où s'observe l'intense marchandisation foncière. Dans les régions périphériques, elle progresse. Au Centre, la pratique de l'élevage pastoral est de plus en plus marginalisée. Les garçons vachers en charge des troupeaux doivent s'imposer sur des terres non utilisées, ou improviser des espaces de pâture sur des terrains vagues en ville, sur les pelouses qui recouvrent les ronds points. Etre éleveur pastoral, au Buganda, c'est-à-dire avoir une technique d'élevage qui implique une mobilité journalière et un retour chaque soir à l'enclos, est une activité de plus en plus difficile à pratiquer. Et, ceux qui la pratiquent sont de plus en plus marginalisés. De l'autre côte, il existe des exploitations où les vaches sont dans leurs enclos et ne se déplacent plus avec un berger. A l'Ouest, il existe encore de vastes domaines pastoraux dont celui du président. Ce dernier a récemment fait l'éloge des « coutumes », de la « tradition » de l'élevage, du patrimoine de l'Ankole²⁰². Dans la pratique, l'élevage dont Museveni, parle est réservé à une minorité de personnes. C'est d'ailleurs, le travailleur agricole E., qui nous fait part ce point de vue :

“We used to have a lot of cattle like those days but now the people who have many cows are just the rich. For example Jim Muhwezi; he was a minister or something, he is one of the big people in government, that he has almost 10,000 cows”

200 Entretien 15_Buk2013, mars 2013, village de Namasiga, commune de Bukerere.

²⁰¹ Jacob J.P., Le Meur P.Y., 2010, *ibid*.

²⁰² Sunday Monitor (Kampala), le 24 février 2013, « Museveni farewell to his father » New Vision (Kampala), le 15 mars 2013, « Ankole Culture. The tale of Mzee Kaguta's herd ». Cet article paraît deux semaines après le décès du père de Museveni. Il raconte notamment comment a été sacrifié le mâle dominant du troupeau du défunt.

Les travailleurs agricoles de la zone d'étude, viennent presque tous de l'Ouest et leur objectif est de se constituer un capital pour acheter de la terre. Preuve que la marchandisation de la terre touche les régions périphériques du pays. Aussi, ceux que l'on appelle les *Balaalo*, les garçons vachers ou les éleveurs, sont parfois à la recherche d'espace de pâture, s'installant, dans certains cas, là où la terre n'est pas cultivée ou n'est pas occupée. Or, l'ordre libéral et la privatisation foncière, impliquent qu'une terre non occupée est tout de même la propriété d'un individu. En Ouganda, ces dernières années, les conflits entre villageois et éleveurs qui se déplacent d'une région à l'autre augmentent²⁰³. Et, malgré une constitution qui reconnaît l'« autochtonie » comme critère d'appartenance nationale sur un mode inclusif, le lien privilégié généralement introduit entre une région et un groupe « ethnique » sert à cristalliser les identités. Est autochtone, celui qui occupe une terre, ne l'est pas celui qui n'en a pas. Les éleveurs ne sont finalement « autochtones » nulle part suivant cette logique.

Ordre libéral foncier et mobilités pastorales sont deux enjeux de l'Ouganda contemporain. Et, la constitutionnalisation des communautés autochtones est un outil de réification de discours racisants ou ethnicisants, à l'égard d'individus qui partagent une fonction sociale et une marginalisation croissante

²⁰³ Uganda Radio Network (Kampala), le 21 février 2012, « Balaalo eviction Meeting turns chaotic »

<URL> : <http://ugandaradionetwork.com/a/story.php?s=40481>

Uganda Radio Network, le 18 janvier 2010, « Balaalo Herdsmen evicted from Moyo », «<URL> : <http://ugandaradionetwork.com/a/story.php?s=25722>

CONCLUSION DU MÉMOIRE

En 2009, les émeutes qui ont eues lieu à Kampala, à vingt kilomètres de la zone d'étude, ont été un moment, nous l'avons dit, d'expression de discours xénophobes, à l'égard des personnes de l'Ouest. En 2013, à une question posée sur ces émeutes à un travailleur agricole de l'Ouest, voici ce qu'il nous répondait :

I. (Interprète): I was wondering, where were you during the riot of 2009? Were you aware of what happened in town or you had no idea? When the Kabaka was going to Kayunga. There was chaos, Museveni had stopped him from going to Kayunga. Many people actually died.

E.: Here?

I.: That side in the city

I.: Did you experience anything this side?

E.: there was nothing here; We were hearing that the riots were in town. ”²⁰⁴

E. ne semble pas posséder un souvenir inquiétant de ce moment. Il nous a même fallu lui remémorer ce qu'il s'était passé. Par ailleurs, E. est l'employé d'un détenteur de *kibanja*, ayant engagé les procédures pour acheter le titre de propriété, et qui est de surcroît un conservateur ganda. Ce dernier pourrait être décrit comme le porte-parole du « patrimoine », de la « tradition ». Il nous explique en 2011, que la plantation qu'il a créée ne lui rapporte presque rien, et la présente comme l'exemple du jardin ganda avec son café, sa vanille et ses bananiers notamment. A une question que nous lui posions en 2011, pour savoir quels étaient ses projets pour le futur, il nous répondait que si sa situation financière se dégradait, il déciderait de vendre une partie de sa parcelle à des investisseurs immobiliers.

Le travailleur « banyankole », E. souhaite rentrer auprès de sa famille après dix années passées à Bukerere. Pendant, ces dix années, nous l'avons vu, au cours de la seconde partie de ce mémoire, E. a parfaitement vécu l'expérience d'une sociabilité et son insertion localement. Il compare sa relation avec Ss., conservateur ganda, à celle d'une relation père-fils. Ss. aime à se présenter comme l'administrateur des terres de son clan. Pourtant, il

²⁰⁴ Entretien 14_Buk2013, Chalin V., mars 2013, village de Namasiga, commune de Bukerere, périphérie rurale de Kampala, Ouganda.

avoue lui-même qu'il serait obligé de vendre si la situation économique ne s'améliorait pas. Il reproche au président, qu'il appelle « Mister » d'avoir abandonné l'agriculture de rente, le café notamment. Il se remémore que sa mère avait pu payer ses frais de scolarité, lorsqu'il était enfant, grâce à ses caféiers. Il expose les défaillances du système économique, qui a abandonné l'agriculture. La terre, il est « attaché » car c'est grâce à sa fonction d'administrateur clanique, que Ss. a encore aujourd'hui un statut social élevé. Il dit des habitants du village ganda, qu'il ne les côtoie pas et nous en parle en laissant se dévoiler un air arrogant.²⁰⁵ Ss. a une fonction clanique, qui lui permet de bénéficier d'un certain pouvoir localement. Il peut être « attaché » à sa terre, car elle lui rappelle des souvenirs d'enfants, et c'est aussi là qu'il passe sa retraite. Nous avons préféré faire figurer ce portrait en conclusion. A priori, ce que nous savons de Ss. est qu'il est un conservateur ganda. Et maintenant ?

Après avoir découvert quelques éléments de son histoire, nous constatons que Ss. est un acteur social qui saisit des opportunités, développe des stratégies. Son histoire personnelle en tant que telle est bien plus importante qu'une supposée appartenance ethnique, posée à priori à partir d'une affiliation politique. C'est bien ce que nous avons cherché à démontrer tout au long de ce mémoire. L'« attachement ethnique » à la terre est une fiction politique. C'est au sein de la sphère politique que se développent en Ouganda, des discours sur les origines, dans un contexte d'autoritarisme politique et de progression des inégalités foncières.

²⁰⁵ Entretien 15_Buk2013, mars 2013, village de Namasiga, commune de Bukerere.

La fiction de l'attachement ethnique à la terre

Elliott D. Green définit « l'attachement ethnique à la terre » dans un article publié en 2005, dans lequel il s'intéresse aux facteurs ethniques de la question des réformes foncières au Buganda. On peut notamment y lire que les recherches sur les réformes foncières en Afrique, ne se sont pas intéressées aux facteurs ethniques. En d'autres termes, il affirme que les recherches dans ce domaine, souffrent d'une méconnaissance de ce qu'il nomme "*ethnic attachment to land*".

*"There is no acknowledgment that ethnic groups may feel a form of cultural and/or emotional attachment to their traditional territory, or homeland that must be factored into discussions of land tenure reform for it to remain legitimate at the local level"*²⁰⁶

Parler de territoire traditionnel au Buganda nous renvoie à la question de la patrimonialisation de la terre. Concernant un attachement émotionnel ou culturel, nous avons montré dans la première partie de ce mémoire que les rapports fonciers (et nous insistons sur le terme rapports) au Buganda ont été avant et pendant la colonisation caractérisés par un fort clientélisme. L'auteur, parle de « groupes ethniques » pour qualifier les Baganda. Pour notre part, nous pensons que parler de groupe ethnique pour qualifier le Buganda, ancien royaume, est un concept réducteur qui ne prend pas en compte, la complexité des relations de clientèle, de dépendance, et le patrimonialisme du Buganda. Enfin, l'auteur dit que c'est au niveau local, que l'« attachement ethnique » devrait être étudié. Dans la zone d'étude, à Bukerere, au Buganda, se trouvent trois propriétaires de *mailo*, répartis dans différents villages. A Nakagere et à Kagala, le *landlord* a cessé de demander le *Busuulu*²⁰⁷. À Namasiga, le propriétaire marchande le domaine²⁰⁸. À Mawangala, un membre de la famille des héritiers du domaine *mailo*, a récemment annoncé aux habitants du village, qu'il devrait légitimer leurs droits fonciers, par l'achat d'un titre foncier²⁰⁹. Dans la zone, de nombreux habitants qui ne pourront pas payer un titre foncier, seront relocalisés vers des parcelles que le *landlord* n'a pas encore vendu ou ils se verront donner un titre foncier pour une surface quatre fois inférieure à celle dont ils disposaient jusqu'à maintenant.

²⁰⁶ Green E.D., 2005, *ibid*, p.4

²⁰⁷ Bernard P., 2012, *ibid*.

²⁰⁸ Chalin V., Golaz V., Médard C., 2012, *ibid*.

²⁰⁹ Entretien 24_Buk2013, mars 2013, village de Mawangala, commune de Bukerere.

S'il est vrai que de 2007 à 2009, les détenteurs de *kibanja* ont pu se positionner aux côtés des landlord, les propriétaires de *mailo*, contre la réforme du *Land Act*, engagée par le régime de Museveni. Le système *mailo-kibanja* est une « tradition inventée ». Sa patrimonialisation par la paysannerie, doit être comprise dans le contexte de marchandisation foncière et de multiplication des évictions qui caractérisent l'Ouganda actuel.

Néo-patrimonialisme, ordre libéral et altérité en Ouganda

C'est pour cela que le concept de néo-patrimonialisation a été retenu dans cette recherche. Son application nous a permis de comprendre que les enjeux de la question foncière et de l'altérité étaient en Ouganda, liés à la généralisation d'un clientélisme d'Etat, à des logiques de dépendance, qui permettent à une poignée d'hommes et de femmes du gouvernement et du secteur privé de contrôler l'ensemble des richesses de l'État, notamment les richesses foncières.

En 2013, et depuis quelques années, de nouvelles imputations ethniques surviennent dans la sphère politique ougandaise. Elles font notamment écho, à la fragilisation de l'appareil d'État, par de nombreux scandales de corruption. Le Buganda, qui souhaite un retour au fédéralisme des années 1960 est le bastion d'oppositions au régime de Museveni. Les enjeux fonciers au Buganda, permettent de canaliser de propos xénophobes. La construction de la figure de l'étranger, au travers de l'amalgame entre des groupes bahima, batutsi, des groupes « cristallisés » pendant la colonisation et une appartenance non-nationale, « banyarwanda », est un instrument politique utilisé par certaines figures extrémistes.

Dans la zone d'étude à Bukerere, les identifications ethniques voire racistes sont présentes dans les relations sociales ordinaires et dans les logiques d'exclusion. L'exposé des différentes catégories de travailleurs à Bukerere, au Buganda, nous a permis de constater que les métiers étaient ethnicisés. Cette ethnicisation est conséquente d'une part à l'ordre libéral foncier qui individualise les propriétés foncières, crée des inégalités et rend possible des formes de cristallisation identitaires. En Ouganda, dans l'Afrique des Grands Lacs, les garçons vachers de l'Ouest, sont identifiés comme des *balaalo*, que l'on assimile à des Bahima puis au Tutsi et donc aux Rwandais. L'équation qui associe un homme à une terre, est très fonctionnelle pour le système néo-patrimonialiste. Les inégalités qu'elle engendre, et nous l'avons au Buganda, nous font émettre l'hypothèse d'une cristallisation des identités régionales voire villageoises au sein de l'État ougandais.

BIBLIOGRAPHIE

Articles de presse

Sunday Monitor (Kampala), le 24 février 2013, « Museveni farewell to his father »

New Vision (Kampala), le 15 mars 2013, « Ankole Culture. The tale of Mzee Kaguta's herd ».

Daily Monitor (Kampala), 14 janvier 2010, “ Delegate asks Museveni to explain sectarianism”.

Articles et Contributions universitaires

Aubertin C. et Léna P., « Frontières, mythes et pratiques (brésil, Nicaragua, Malaysia) : présentation », *Cahiers des Sciences Humaines*, Volume 22, Numéro 3-4, 1986, pp.263-266

Babo A., « Conflits fonciers : de l'ethnie à la nation. Rapports interethniques et ivoirité dans le Sud-Ouest de la Côte d'Ivoire », Communication au Colloque international « Les frontières de la question foncière », Montpellier, 2006, 22 p.

Barth F., 1969, « Ethnic groups and boundaries. The social organization of culture difference », Boston, Little, Brown and Company, pp. 9-38.

Bayart J.F., Geschiere P., Nyamnjoh, 2001, « Autochtonie, démocratie et citoyenneté en Afrique », *Critique internationale*, n°10, pp. 179-194

Bredeloup S., « La Côte d'Ivoire ou l'étrange destin de l'étranger », *Revue européenne des migrations internationales*, 2003, vol. 19 - n°2, 22 p.

Chalin V., Golaz V., Médard C., 2012, Essor des titres fonciers et marginalisation de la petite paysannerie en Ouganda, Article présenté au Colloque René Dumont, Paris, 15 p.

Chauveau J-P. et *al.*, 2004, « L'organisation de la mobilité dans les sociétés rurales du Sud », *Autrepart*, Volume 2, Numéro 30, pp. 3-23

Chauveau J-P, 2000, « Question foncière et construction nationale en Côte d'Ivoire. Les enjeux silencieux d'un coup d'État », *Politique Africaine*, n°78, pp. 94-125

Colin J-P. et *al.* , « Lorsque le Far Est n'était pas le Far West. La dynamique de l'appropriation foncière dans un ancien "no man's land" de basse Côte d'Ivoire », *Revue Autrepart*, 2004/2, n°30, pp. 45-62

Cutolo A., 2008, « Populations, citoyennetés et territoires. Autochtonie et gouvernamentalité en Afrique », *Politique Africaine*, n°112, pp. 5-17

De Rudder V., 1995, *Dictionnaire historique et critique des relations inter-ethniques*, n°3, Paris, Pluriel, pp. 42-44

Fassin D., 2009, « Les économies morales revisitées », *Annales. Histoire, Sciences sociales*, n°6, 64^e année, p. 1237-1266

François A., « Aux frontières du territoire. Idéologie territoriale et dynamiques foncières au Busoga (Ouganda) », *Autrepart*, Volume 2, Numéro 30, 2004, pp. 77-95

Gary-Toukara D., 2010, « Cinquante ans de politique de la nationalité en Côte d'Ivoire », *Outre-Mers*, 98, n°368-369, pp. 159-175

Giraud M., 1997, "La créolité : une rupture en trompe l'œil." *Cahiers d'études africaines*, n°148, vol. XXXVII-4, p. 795-811.

Golaz V., Médard C., 2013, « Creating dependency : Land and gift giving practices in Uganda »,

Golaz V., Médard C., 2011, *Titres de propriété et insécurité foncière au Buganda. Récits contrastés*, CERI-CNRS, Sciences Po, Paris, 8 p.

Green E.D., 2008, « Decentralization and Conflict in Uganda », paru dans *Conflict, Security and Development*, London School of Economics, Development Studies Institute, vol. 8, n°4, pp. 427-450

Green E.D., 2005, « Ethnicity and the Politics of Land Tenure Reform in Central Uganda », DESTIN Working paper, 26 p.

Hoffmann O., "Identidad-espacio : relaciones ambiguas." Paru dans "Globalizacion y localidad : espacios, actores, movilidades e identidades", Iguiniz Estrada (ed.), Pascal Labazée (ed.), Mexico, 2007, pp. 431-450.

Kasfir N., 1999, « Démocratie de « mouvement », légitimité et pouvoir en Ouganda. », *Politique Afrique*, vol. 3, n°75, pp. 20-42

Kouamé G., « Du conflit intra-familial au conflit interethnique autour des transferts fonciers Le cas de la société abouré (basse Côte d'Ivoire) », Communication au Colloque international « Les frontières de la question foncière », Montpellier, 2006, 28 p.

Le Meur P-Y., 2002, « Approche qualitative de la question foncière. Note méthodologique. », Document de travail de l'Unité de Recherche IRD 095, n°4

Médard C., 2006, « Les « Ndorobo » du Mont Elgon (Kenya/Ouganda) : apparition d'une revendication autochtone dans un contexte de crise foncière et de forte ingérence territoriale de l'État », Montpellier, Colloque international « Les frontières de la question foncière », 6 p.

Médard J.F., 1990, « L'État patrimonialisé », paru dans *l'Afrique autrement*, n°39, octobre, pp. 25-36

Mwebaza R., 1999, « Intégration des systèmes fonciers modernes et coutumiers : L'exemple de l'Ouganda. », document présenté au séminaire du DFID, Angleterre, 12 p.

Olivier de Sardan J-P., 2008, *La rigueur du qualitatif, Les contraintes empiriques de l'interprétation socio-anthropologique*, Louvain-La-Neuve, Academia-bruyant, pp.39-118

Olivier de Sardan J-P., 1999, "A moral economy of corruption in Africa", The Journal of Modern African Studies, 37-1, p. 25-52.

Olivier de Sardan J.P., 2003, Enquête socio-anthropologique de terrain : synthèse méthodologique et recommandations à usage des étudiants, Etudes et travaux du LASDEL, n°3, 52 p.

Pedroza M., 2010, « Terres en indivis, économie morale et réciprocités inégales au Brésil du XIXème siècle – L'exemple de la paroisse de Campo Grande, Rio de Janeiro. », Histoire & Sociétés Rurales, n°1, vol. 33, p ; 81-116.

Poiret C., Hoffmann O., Audebert C., 2011, Éditorial – Contextualiser pour mieux conceptualiser la racialisation, Revue européenne des migrations internationales, vol. 27, n°1, p.11

Ponthieux S., 2005, Le capital social, Paris, Éditions La Découverte,

Streiff-Fenart J., 1998, « Racisme et catégorisation sociale », Quelles initiatives contre le racisme « ordinaire, Saint Denis, Profession Banlieue

Wolford W., 2005, « Agrarian moral economies and neoliberalism in Brazil: competing worldviews and the state in the struggle for land. », Environment and Planning, vol.37, p. 241-261.

Mémoires

Bernard P., 2012, « La guérilla progressiste de Museveni et les royalistes en Ouganda (1981-

1986) », Mémoire de Master 2, Histoire de l'Afrique, Centre d'Études des Mondes africains, Université Paris I
Panthéon-Sorbonne, 310 p.

Chalin V., 2011, « Urbanisation, Patrimoine foncier et Ruralité : Quelles évolutions de la paysannerie ganda en périphérie de Kampala ? », Mémoire de fin d'études, ISTOM, 120 p

Gay L., 2010, « Hégémonie politique, tensions foncières et opposition en Ouganda : les enjeux politiques de la réforme du Land Act », Mémoire pour le Master 2 Recherche, Études africaines, Sciences politiques, Université Paris 1, 102 p.

Ouvrages

Agier M., 2013, La condition cosmopolite. L'anthropologie à l'épreuve du piège identitaire. Paris, Éditions La Découverte, 240 p.

Anderson B., 1983, Imagined Communities, London, Verso, 240 p.

Amselle J-L., M'Bokolo E., « Au cœur de l'ethnie. Ethnies, tribalisme et Etat en Afrique », 2005, Paris, La découverte, 238 p.

Bertaux D., 1997, L'enquête et ses méthodes. Le récit de vie, Paris, Éditions Armand Colin

Calas B., Prunier G., 1994, L'Ouganda contemporain, Paris, Editions Karthala, 299 p.

Chrétien J-P. et Prunier G., 2003, Les ethnies ont une histoire, Paris, Éditions Karthala, 435 p.

Chrétien J.P., 2000, L'Afrique des Grands Lacs. Deux mille ans d'histoire, Paris, Aubier, p. 244

Guillaumin C., 1972, Idéologie raciste. Genèse et langage actuel, Éditions Moutons&Co, p. 378

Jacob J.P, Le Meur P.Y., 2010, Politique de la terre et de l'appartenance. Droits fonciers et citoyenneté dans les sociétés du Sud, Paris, Éditions Karthala, 430 p

Jorgensen J.J., 1981, Uganda, a modern history, London, Taylor & Francis, 381 p.

Hoffmann O., 2004, Communautés noires dans le Pacifique colombien. Innovations et dynamiques ethniques, Paris, IRD-Karthala, 233 p.

Médard H., 2007, Le Royaume du Buganda au XIXème siècle, Paris, Éditions Karthala - IFRA, 666 p.

Mugambwa J.T., 2002, *Principles of Land Law in Uganda*, Kampala, Fountain Publishers Ltd, 168 p.

Mukherjee R., 1985, *Uganda : An historical accident. Class, Nation, State Formation*, Africa World Press, p.139

Olivier de Sardan J.P., 2008, *La rigueur du qualitatif. Les contraintes empiriques de l'interprétation socio-anthropologique*, Louvain-la-Neuve, Bruylant-Academia, 365 p.

Prunier G. et Calas B., 1994, *L'Ouganda territorial*, Paris, Éditions Karthala - IFRA, 303 p.

Richards A.I., 1954, *Economic development and tribal change, A study of immigrant labour in Buganda*, Nairobi, Oxford University Press, 309 p.

Thorner D. et *al.*, 1986, *A.V. Chayanov on the Theory of Peasant Economy*, The University of Wisconsin Press, 316 p.

Thèses

Green E.D., 2005, *The politics of Ethno nationalism in Contemporary Uganda : The Case of Buganda*, Thèse de doctorat, University of London, 330 p.

François A., 1998, « Café, Terre et Sociétés aux sources du Nil, Sécurité foncière et investissement agricoles chez les planteurs de café du sud-est ougandais », Thèse pour le Doctorat de géographie, Université Paris 10, p. 30

Klopp J.M., 2001, « Electoral depotism in Kenya : Land, Patronage and Resistance in the Multi-Party Context », Phd, Department of political science, Mc Gill University, Montreal, 305 p.

Médard C., 1999, « Territoire de l'ethnicité : encadrement, revendications et conflits territoriaux au Kenya », Thèse de doctorat, Géographie, Université Paris I, 591 p.

Ressources internet

Conférence de Michel Agier à la Cité des Sciences, le 07 février 2013.
<URL> : <http://www.cite-sciences.fr/fr/conferences-ducollege/mediaconf/c/1248136916341/-/p/1239022827697/seance/1248135812142>

Daily Monitor (Kampala), 14 janvier 2010, « Delegate asks Museveni to explain sectarianism »,
<URL> : <http://www.monitor.co.ug/News/National/-/688334/841752/-/wha4db/-/index.html>

Sunday Monitor (Kampala), le 9 mars 2013, « Seeking identity: Ugandans resort to self-made IDS. »
<URL> : <http://www.monitor.co.ug/SpecialReports/Seeking-identity--Ugandans-resort-to-self-made-IDS/-/688342/1714686/-/on4etn/-/index.html>

Code Pénal de la République Démocratique d'Ouganda, section 41.

<URL> : <http://www.publicservice.go.ug/public/The%20Penal%20Code%20Act%20120.pdf>

Constitution de la République Démocratique d'Ouganda, 1995.

<URL> : http://www.uganda.at/Geschichte/verfassung_der_republik_Uganda_2008.pdf

Uganda Radio Network (Kampala), le 21 février 2012, « Balaalo eviction Meeting turns chaotic »

<URL> : <http://ugandaradionetwork.com/a/story.php?s=40481>

Uganda Radio Network, le 18 janvier 2010, « Balaalo Herdsmen evicted from Moyo »,

<URL> : <http://ugandaradionetwork.com/a/story.php?s=25722>

Les conférences Universcience. Cycle de conférences : Entre autres. « Les nouvelles figures del'étranger. ». Michel Agier.. Le 07 février 2013.

<URL> : <http://www.cite-sciences.fr/fr/conferences-du-college/mediaconf/c/1248136916341/-/p/1239022827697/seance/1248135812142>

The Independent, le 15 avril 2012, « Pioneer Easy Bus's bumpy ride ».

<URL> : <http://www.independent.co.ug/news/news-analysis/5585-pioneer-easy-buss-bumpy-ride>

The Observer (Kampala), le 01 avril 2010, « Why Bahima Men will not marry Bairu women »

<URL>: http://www.observer.ug/index.php?option=com_content&view=article&id=7913:whybahima-men-will-not-marry-bairu-women

Uganda Media Centre, Kampala, « Kashambuzi is a deranged bigot »

<URL> : <http://www.mediacentre.go.ug/details.php?catId=1&item=822>

Sunday Monitor (Kampala), le 24 février 2013, « Museveni farewell to his father »

New Vision (Kampala), le 15 mars 2013, « Ankole Culture. The tale of Mzee Kaguta's herd ».

Uganda Radio Network (Kampala), le 21 février 2012, « Balalo eviction Meeting turns chaotic »

<URL> : <http://ugandaradionetwork.com/a/story.php?s=40481>

Uganda Radio Network, le 18 janvier 2010, « Balalo Herdsmen evicted from Moyo »,

<URL> : <http://ugandaradionetwork.com/a/story.php?s=25722>

The Observer (Kampala), le 16 septembre 2012, « Then and Now : I am Uganda, says Museveni. » :<URL> : http://www.observer.ug/index.php?option=com_content&view=article&id=21003:then-a-now-i-am-ugandan-saysmuseveni

Uganda Radio Network (Kampala), le 01 décembre 2011, « Report : Uganda 143rd Most Corrupt Country »

<URL> : <http://ugandaradionetwork.com/a/story.php?s=38767> –

Sunday Monitor (Kampala), le 27 décembre 2012, « 2012 : A year engulfed by corruption scams »

<URL> : <http://www.monitor.co.ug/News/National/2012--A-yearengulfed->

by-corruption-scams/-/688334/1651852/-/8bxxhsz/-/index.html

Émeutes de 2009 :

<URL> <http://focus.rw/wp/2009/09/mobs-of-baganda-youths-to-banyarwanda-get-out-of-our-country>.

<URL> <http://www.hrw.org/news/2010/09/10/uganda-investigate-2009-kampala-riot-killings>.

<URL> : <http://news.bbc.co.uk/2/hi/africa/8249693.stm>.

TABLE DES ANNEXES

Tables des annexes

- N°1 Entretien 11_Buk2013, mars 2013, annexe n°1.
- N°2 Entretien 10_Buk2013, mars 2013, village de Gavuvuma, commune de Bukerere,
- N°3 Entretien 06_Buk2013, mars 2013, village de Nyanja, commune de Bukerere,
- N°4 Entretien 02_Buk2013 mars 2013, village de Namasiga
- N°5 Entretien 17_Buk2013, mars 2013, village de Nakagere, commune de Bukerere
- N°6 Entretiens 01_Buk2013, février 2013, village de Namasiga, commune de Bukerere
- N°7 Annexe III de la Constitution de la République démocratique d'Ouganda, 1995
- N°8 Entretien 22_Buk2013, mars 2013, village de Namasiga, commune de Bukerere
- N° 9 Entretien 14_Buk2013, mars 2013, village de Namasiga, commune de Bukerere
- N°10 Entretien 08_Buk2013, mars 2013, village de Nyanja, commune de Bukerere
- N°11 Entretien 03_Buk2013, mars 2013, village de Namwezi, commune de Bukerere
- N°12 Entretien 13_Buk2013, mars 2013, village de Nakagere, commune de Bukerere
- N° 13 Entretien 24_Buk2013, mars 2013, village de Mawangala, commune de Bukerere

V-Vicky

T-Translator

T: Kati agambye nti tutandise. Yandyagadde weyanjuule mungeli yonna gyewandyagadde. Kati weyanjule

She says we have started, please feel free to introduce yourself

: Nze bampita Muky. Kisaane James. Nze Josila. Okusinga ndi mulimi eno e Bukerere. Ekilime kyensinga okukolelamu okra-hot pepper nentula ela ye okra bwe mulima wa mwezi gumu kitundu. Entula tusooka netuziteka mu bed omwezi mulamba netulyooka netuzigya mu bed netuzeta munimiro nga obalire wamu zonimro ziba nemu bed ziba myezi esatu. Ne hot pepper naye tumusoke mu bed, neba myezi esatu netutandika okukungula. Hot pepper tumunoga nga ayengedde.

T: She says she’s Mrs. Kisaane James and her name is Josila. She’s a farmer here in Bukerere and she focuses on 2 main crops okra, (hot pepper), and African egg plant (entula). Okra takes only 45 days to mature, for eggplants, she first puts them in a bed for 1 month but in total, it takes 3 months

V: She said 2 weeks ago she wasn’t growing hot pepper.

T: Wamugamba wiki 2 emabega nti toyina okra

E: Anti nali siyina, omusaana naye enkuba bwetandiika tutandika nayo tulinda season

T: She says it’s a dry season that’s why she doesn’t have but as soon as the rains set in she will grow again.

V: She doesn’t find any place to plant in the swamp?

T: Agambye ntiteliwo kiffo kili mu kisenyi?

E: Kulwange siyina kuba nakajja enno wadde namazze emyaka etaano naye olukalu lwo ndufunna okusinga ekisenyi. Kale lunyanguyira okufunna

T: She says though she has stayed here for five years, she has not looked for swampy areas. She finds it easier to get land that’s not swampy because it’s easier to find.

V: Why is it hard to get swampy areas?

T: Agamba ki ekizibuuwaza okufuna ekiseenyi?

E: Kati ngawano abantu benno, ebintu byabwe rbissinga bikaajo, kale kizzibu nyo omuntu okukupangisa ekisenyi .

T: She says that most of the people who have swampy places are using them for growing their crops like sugarcanes and yams so it’s very hard to get it freely available

V: Who are her parents?

T: Nti bakadde bo be bani?

E: Baffa, boona baffa

T: That they all died.

V: Did she ever have a chance to meet them?

T: Nti wadde baffa wali obamanyiko? Be banni?

E: Nali mbamanyi kuba maama yaffa nga ndi mummyaka kumi. Taata affude nga ndi mukulu
I knew them because my mother died when I was 10yrs old. My dad died when I had already
grown up

T: Taata yani?

Who's your father?

E: Taata ye Mukama Josi

My father was called Mukama Josi

T: Ate maama?

And your mother?

E: Maama yali Nangobi

(...)

V: And what is she doing?

T: Nti akolaki?

E: Ali mu S.3

T: She's in S.3

V: And the one that's 16?

T: Ate owe 16?

E: Ali mu S.2

He is in S.2

V: Is it a boy or girl?

T: Muwala mulenzi?

E: Mulenzi

T: It's a boy

V: And the 14yr old?

E: He's in p7

V: He's a boy or girl?

E: Boy

V: The next one?

E: He's in P.5

V: Boy or girl?

E: Girl

V: Except the one doing garage mechanics all of them are going to school and you pay school fees?

T: Nti boona okujjako ali mu garage, basooma ate mwe abasasula fees?

E: Ye

T: Yes, they are the ones paying for all of them.

V: And the husband is still driving a truck?

T: Nti omwami akyavuga motooka?

E: Ye

T: Yes

V: Does he have any other activity?

T: Nti ojjeke emotooka waliwo ekilala kyakoola?

E: Avuga ate natwala ebintu ebyo ela ku store. Kuba ayina abalimi eyo e Busoga. Kati ava wanno nagenda e Busoga gyebabitikkura ate nebiggenda Entebbe

T: That he drives the produce to the store in Busoga where it's packed to be taken to Entebbe for export

V: What kind of produce? Is it only okra or...

E: Ela okra n'entula

T: Okra and eggplants

V: Is the truck his?

T: Emotooka yiye?

E: Ya kampuni

T: It's for the company

V: The vehicle he drives is for the company?

T: Yes

V: Which company?

T: Nti kampuni ki?

(...)

Now if you want workers, how do you get in contact with them if you don't have their phone numbers?

E: Tebasoobola kubula kuba buli lunaku omuntu ayagal okulya nokunywa. Okusinga nga abo abasajja, ntela nyo okubetega mu bisela bya kutegeka nnimiro naye ate bwemala okutegeka

ennimiro nensiga, ntela kukozesa bakyala. Kati abakyala obakunno mbamanyi. Asajja mbakozesa mu kuteka nnimiro kyokka kuba mulimu gwamannyi ate gwa sente nyingi.

T: So I was trying to ask her how she finds the workers when she needs them since she doesn't have their names or contact numbers. She was explaining to me that mostly she uses the banyankole men in the period of preparing the land for sowing because its heavy work and it requires lots of money and these other activities after ploughing don't need that kind of manpower so she uses the women. And she knows these women since they are from this village.

V: And who are these women, may be she knows the names of these women?

T: Nti ate abakyala bokola nabo tobamanyi mmanya?

E: Ammanya, kati omukyala ngogwo manya linya lya mwana nga Mama Nicho, Mukyala Kawooya, Muky. Nalukenge, Muky. Seki

Some of those ladies, I just know them by the names of their children. For example, there is Mama Nicho, Mrs. Kawooya, Mrs. Nalukenge and Mrs. Seki

V: Do they stay around here?

T: Babela kumpi wano?

E: Ye

T: Yes they are around.

V: Is she satisfied with the work of the banyankole?

T: Nti oli mumativu nomulimu gwabanyankole gwebakukolera

E: Ye, bakola bulungi nnyo ate tebakusaba sente nga tebamaze mulimu.

T: That she's really satisfied with them and they never ask for money until they have finished their task.

V: They are young men or...

T: Nti bavubuka, bana bato oba?

E: Abasing bakulukulu. Myaka nga 40, kutandikira mu 40 kugenda mmaso.

T: That they are not young, they are in their 40s

V: So now we shall go and look for them

T: She says may be she will try to ask around

V: Why does the brother in law stay with them?

T: Nti lwaki mulamu wamwe abela namwe?

E: Anti kati aba atukolera ku milimu. Tukolera wamu naye. Aba anyambaako kuba ye sisobola kumubala nti mupakasi wawano.

He helps us with the work around the farm. We work with him but I don't treat him as a

worker

T: Mwatandika di okubela naye?

When did he start staying here?

E: Tumaze naye emyaka nga 2

T: That he just assists with the work household activities but he's not treated as a worker. He has been here 2 years so far

V: Where is his wife?

T: Nti ayina omukyala?

E: Neda, mwana muto

T: He has no wife, he's a young man. Brother in law is the brother to her husband.

V: Ok, I thought he was the brother in law of the husband. I thought he was the husband of the sister of her husband.

T: No he's related to the husband

V: Thank you for your time. I think if I have more questions later I will come back

T: Agambye nti bwaba alina byayaggala okubuza ebilala agya kukomawo.

Date: 21st March and 23rd March

Place: Gavuvuma

Recording: clear

Other persons present: her boss and two little boys

Presentation: we met Mawisiya at her boss' house. When we were interviewing her, we asked the boss to leave but she wouldn't so we had to go ahead and conduct the interview. We went back to see her on Saturday at her home where she was alone this time with her daughter and asked further so as to clarify about some of the issues that were unclear.

V-Vicky

F- Faith

N- worker

L- Boss lady

F: Ammany go?

Your name?

N.: N

F: Wazalibwa ddi?

When were you born?

N.: Omwaka sigumanyi naye batugamba ku mulembe gwa Amin kati abantu bonna bamanyi ebyentalo. Taata yabula mulutalo

I am not sure about the year but they told us it was during Amin's regime. My father disappeared during the war

F: So the dad disappeared during Amin's regime and they destroyed all their records so she doesn't know when she was born.

F: Ate maama wo?

What about your mother?

N.: Maama wange yaffa

My mother died

V: Have you spent your whole life here?

F: Wakulila wano

M: Ye, ela wano wenakulila

Yes, I grew up here

F: Gyewazalibwa?

You were born here?

N.: Batuzaala mawokota

We were born in Mawokota

F: Ate mwava mutya e Mawokota okugya eno?

So how did you end up here; how did you move from Mawokota?

N.:Kati ssenga gyeyali afumbidddwa. Kati ssenga natuleta nga taata waffe bamaze omubuza nga maama waffe tagya tusobola.

My auntie (paternal) was married here, so after my father disappeared; my mother couldn't look after us. So my auntie brought us here

F: Ojjukira omwaka gwemwagyamu

Do you remember the year you came here?

N.: Neda, nali muto

No, I was still young

F: So she was born in Mawokota (its in Mpigi) so when the father disappeared during Amin's regime the mother couldn't afford to look after them so the auntie (sister to the dad) brought them to stay this side. Though she doesn't remember the year because she was still very young.

F: Kati okuva olwo obela wanno?

So since then you have been living here?

N.: Kati wanno wenakulira nenvawo nenfumbirwa. Bwenafumbirwa nenobayo nempangisa. Mukupangisa gyenava ssenga wange nampa plot. Mwembeera kati.

I grew up from here but I got married and moved away. When I separated from my husband, I rented a house and then after, my auntie gave me a plot and I moved there

F: Wafumbirwa ddi?

When did you get married?

N ; Simanyi nayye nazaala omwana wange mu 1994 lwe nagenda owomusajja nga nakazaala I am not sure but I got married after I gave birth, in 1994

F: In 1994, she gave birth, then after one month after giving birth that's when she got married to that man but she separated from him.

V: We can start with the parents. I know she says she doesn't really remember well but what happened to her father?

F: She says he disappeared

V: But what does it mean, what was he doing when he disappeared?

(...)

Do the last two have the same father?

M: Buli omu ne taata we

Each one has their own father

F: Kati obela nani?

Whom are you living with currently?

M: On'omusajja. Simuzalangamu

With my husband but we don't have children

F: Wagamba nti wamufumbirwa ddi?

When did you get married to him?

M: 2004

F: So she remarried in 2004 but they haven't produced yet. These other children have different fathers

F: Kati bbawo akola ki?

What does your husband do?

M: Muzimbi

He is a builder

F: Ayina ettaka?

Does he have land?

M: Tayina. Kale simanyi bulungi nnyo bifa wabwe naye yangamba ayinayo plot bya kitawee byeyamugabila

I am not sure but he told me he has a plot which he inherited

F: Ava wa?

Where is he from?

M: Nakifuma

F: Gwe togendangako kkubela ku plot eyo?

You have never been to see that plot?

M: Neda

No

F: Lwaki?

Why ?

Inaudible

F: Babaggata?

Did you wed?

M: Neda

No

V: Is Nakifuma in Bukerere parish?

L: Kayunga district- Kalagi Road

V: So are you going to move there? Who is using the land in Nakifuma?

F: Kati ani akozesa plot eyo e Nakifuma?

M: Yangamba maama we yazimbamu ku nyumba zabapangisa oludda

F: The mother built some rental units in that land

V: So her husband is not using it at all?

F: No

V: So where do they stay? She still rents a place or...

F: She built a house on her plot, the one she has here

F: Kati obela n'omusajja wano mu nyumba yo?

Do you stay with your husband in your house?

M: Ye

Yes

F: Mwagizimba wamu?

Did you build it together?

M: Nze nazimba

F: She is the one who built the house they are staying in with the husband

V: How did she get the money to build?

F: Sente wazijawa okuzimba?

M: Ssenga wange weyampa, wali bbali nnyo nga sisobola kuzimbawo, kati natundawo nenggula plot awo ku kubo nenkekeleza sente nensigazawo ezizimba

The land my auntie gave me was way too far and I couldn't build there so I sold it and bought this plot near the road. I used the balance (from the land sale) to build the house

F: Kati ssenga wo weyakuwa wali wenkanaki?

How big was the land your auntie gave you?

M: Wali yiika emu

It was one acre

F: The auntie gave her one acre of land but it was very far, then she sold it and bought a smaller plot near the road and saved some money which she used to build the house.

(...)

F: Nga yani?

Whose was it?

M: Anti ya bba waffe. Kati bba waffe yaffa, ssenga wange yazala mwana omu . kati ekibanja kyasigala kya muwala Namombwe ela kyikye

It belonged to my auntie's husband but he died. My auntie had one daughter so when she died the land was inherited by that girl Namombwe.

F: Eddala bamuyita ani?

What's her other name?'

M: Teo

F: Ate kati ababelawo?

What about the people who are staying there right now?

M: Abo bapangisa, bapangisa nju

Those are tenants; they are renting the house

F: Nayo ya Namombwe?

It (house) also belongs to Namombwe?

M: Ye

Yes

F: Bagipangisa mwezi oba?

Are they paying monthly or...

M: Ela mwezi

Yes, monthly

F: Bagipangisa sente meka?

How much is the rent?

M: Babade bapangisa mitwalo 6, naye kati simanyi

They have been paying 60,000= per month but now am not sure

F: Bajjawo ddi, ojjukira omwaka?

When did they come; do you remember the year?

M: Omwaka sigujjukila bulungi naye bagenze okujja awo nga mpangisa Katwe eyo

Am not sure about the year but they came here when I was still renting in Katwe

F: Now, that house where we were seated, its her cousin's house, the people who stay there are renting it, they used to pay 60,000= per month but she isn't sure what they pay now

V: I thought the kibanja was in the family of the husband now

F: Kati ekibanja kyani?

M: Kya muwala Namombwe

F: It's for her cousin; the ssenga's daughter

F: Kati bano abapangisamu, bavawa?

Where did these tenants come from?

M: Mbu bava Busoga

They are from Busoga

V: For how long have they been staying there?

F: She's not sure of the year but they came when she was still renting in Katwe

V: So what happened when they arrived? Did the cousin rent to them and evict the other person?

F: Bano nga tebanaba kujja ani yali abelawo?

Who was living here before these people came?

M: Ssenga yali akyaliwo, naye wayitawo ng'emyezi ena nga tewali muntu nga ssenga amaze okulwala nga bamutute wa Namombwe mu town. Ela yegenda okufa bamulte nga bo webali
My auntie was still alive but the house was vacant for about four months when she was sick and was taken to town (the daughter's place). So by the time these people came, my auntie was still alive

F: Kati ssenga wo bamuzika wa?

Where was she buried?

M: Awo ekijja wekili

The graveyard is here, on this land

Annexe n° 3 – B., mars 2013, village de Nyanja, commune de Bukerere – Extraits d'entretien

Date: 21st March and 23rd March

Place: Gavuvuuma

Recording: clear

Other persons present: her boss and two little boys

Presentation: we met Mawisiya at her boss' house. When we were interviewing her, we asked the boss to leave but she wouldn't so we had to go ahead and conduct the interview. We went back to see her on Saturday at her home where she was alone this time with her daughter and asked further so as to clarify about some of the issues that were unclear.

V-Vicky

F- Faith

M- Mawisiya

L- Boss lady

F: Ammanya go?

Your name?

N.: N

F: Wazalibwa ddi?

When were you born?

N.: Omwaka sigumanyi naye batugamba ku mulembe gwa Amin kati abantu bonna bamanyi ebyentalo. Taata yabula mulutalo

I am not sure about the year but they told us it was during Amin's regime. My father disappeared during the war

F: So the dad disappeared during Amin's regime and they destroyed all their records so she doesn't know when she was born.

F: Ate maama wo?

What about your mother?

N.: Maama wange yaffa

My mother died

V: Have you spent your whole life here?

F: Wakulila wano

M: Ye, ela wano wenakulila

Yes, I grew up here

F: Gyewazalibwa?

You were born here?

N.: Batuzaala mawokota

We were born in Mawokota

F: Ate mwava mutya e Mawokota okugya eno?

So how did you end up here; how did you move from Mawokota?

N.:Kati ssenga gyeyali afumbiddwa. Kati ssenga natuleta nga taata waffe bamaze omubuza nga maama waffe tagya tusobola.

My auntie (paternal) was married here, so after my father disappeared; my mother couldn't look after us. So my auntie brought us here

F: Ojjukira omwaka gwemwagyamu

Do you remember the year you came here?

N.: Neda, nali muto

No, I was still young

F: So she was born in Mawokota (its in Mpigi) so when the father disappeared during Amin's regime the mother couldn't afford to look after them so the auntie (sister to the dad) brought them to stay this side. Though she doesn't remember the year because she was still very young.

F: Kati okuva olwo obela wanno?

So since then you have been living here?

N.: Kati wanno wenakulira nenvawo nenfumbirwa. Bwenafumbirwa nenobayo nempangisa. Mukupangisa gyenava ssenga wange nampa plot. Mwembeera kati.

I grew up from here but I got married and moved away. When I separated from my husband, I rented a house and then after, my auntie gave me a plot and I moved there

F: Wafumbirwa ddi?

When did you get married?

N ; Simanyi nayye nazaala omwana wange mu 1994 lwe nagenda owomusajja nga nakazaala I am not sure but I got married after I gave birth, in 1994

F: In 1994, she gave birth, then after one month after giving birth that's when she got married to that man but she separated from him.

V: We can start with the parents. I know she says she doesn't really remember well but what happened to her father?

F: She says he disappeared

V: But what does it mean, what was he doing when he disappeared?

(...)

Do the last two have the same father?

M: Buli omu ne taata we

Each one has their own father

F: Kati obela nani?

Whom are you living with currently?

M: On'omusajja. Simuzalangamu

With my husband but we don't have children

F: Wagamba nti wamufumbirwa ddi?

When did you get married to him?

M: 2004

F: So she remarried in 2004 but they haven't produced yet. These other children have different fathers

F: Kati bbawo akola ki?

What does your husband do?

M: Muzimbi

He is a builder

F: Ayina ettaka?

Does he have land?

M: Tayina. Kale simanyi bulungi nnyo bifa wabwe naye yangamba ayinayo plot bya kitawee byeyamugabila

I am not sure but he told me he has a plot which he inherited

F: Ava wa?

Where is he from?

M: Nakifuma

F: Gwe togendangako kkubela ku plot eyo?

You have never been to see that plot?

M: Neda

No

F: Lwaki?

Why ?

Inaudible

F: Babaggata?

Did you wed?

M: Neda

No

V: Is Nakifuma in Bukerere parish?

L: Kayunga district- Kalagi Road

V: So are you going to move there? Who is using the land in Nakifuma?

F: Kati ani akozesa plot eyo e Nakifuma?

M: Yangamba maama we yazimbamu ku nyumba zabapangisa oludda

F: The mother built some rental units in that land

V: So her husband is not using it at all?

F: No

V: So where do they stay? She still rents a place or...

F: She built a house on her plot, the one she has here

F: Kati obela n'omusajja wano mu nyumba yo?

Do you stay with your husband in your house?

M: Ye

Yes

F: Mwagizimba wamu?

Did you build it together?

M: Nze nazimba

F: She is the one who built the house they are staying in with the husband

V: How did she get the money to build?

F: Sente wazijawa okuzimba?

M: Ssenga wange weyampa, wali bbali nnyo nga sisobola kuzimbawo, kati natundawo nenggula plot awo ku kubo nenkekeleza sente nensigazawo ezizimba

The land my auntie gave me was way too far and I couldn't build there so I sold it and bought this plot near the road. I used the balance (from the land sale) to build the house

F: Kati ssenga wo weyakuwa wali wenkanaki?

How big was the land your auntie gave you?

M: Wali yiika emu

It was one acre

F: The auntie gave her one acre of land but it was very far, then she sold it and bought a smaller plot near the road and saved some money which she used to build the house.

(...)

F: Nga yani?

Whose was it?

M: Anti ya bba waffe. Kati bba waffe yaffa, ssenga wange yazala mwana omu . kati ekibanja kyasigala kya muwala Namombwe ela kyikye

It belonged to my auntie's husband but he died. My auntie had one daughter so when she died the land was inherited by that girl Namombwe.

F: Eddala bamuyita ani?

What's her other name?

M: Teo

F: Ate kati ababelawo?

What about the people who are staying there right now?

M: Abo bapangisa, bapangisa nju

Those are tenants; they are renting the house

F: Nayo ya Namombwe?

It (house) also belongs to Namombwe?

M: Ye

Yes

F: Bagipangisa mwezi oba?

Are they paying monthly or...

M: Ela mwezi

Yes, monthly

F: Bagipangisa sente meka?

How much is the rent?

M: Babade bapangisa mitwalo 6, naye kati simanyi

They have been paying 60,000= per month but now am not sure

F: Bajjawo ddi, ojjukira omwaka?

When did they come; do you remember the year?

M: Omwaka sigujjukila bulungi naye bagenze okujja awo nga mpangisa Katwe eyo

Am not sure about the year but they came here when I was still renting in Katwe

F: Now, that house where we were seated, its her cousin's house, the people who stay there are renting it, they used to pay 60,000= per month but she isn't sure what they pay now

V: I thought the kibanja was in the family of the husband now

F: Kati ekibanja kyani?

M: Kya muwala Namombwe

F: It's for her cousin; the ssenga's daughter

F: Kati bano abapangisamu, bavawa?

Where did these tenants come from?

M: Mbu bava Busoga

They are from Busoga

V: For how long have they been staying there?

F: She's not sure of the year but they came when she was still renting in Katwe

V: So what happened when they arrived? Did the cousin rent to them and evict the other person?

F: Bano nga tebanaba kujja ani yali abelawo?

Who was living here before these people came?

M: Ssenga yali akyaliwo, naye wayitawo ng'emyezi ena nga tewali muntu nga ssenga amaze okulwala nga bamutute wa Namombwe mu town. Ela yegenda okufa bamulte nga bo webali
My auntie was still alive but the house was vacant for about four months when she was sick and was taken to town (the daughter's place). So by the time these people came, my auntie was still alive

F: Kati ssenga wo bamuzika wa?

Where was she buried?

M: Awo ekijja wekili

The graveyard is here, on this land

Annexe n°4 – 0., mars 2013, village de Mawangala, commune de Bukerere- Extraits d'entretien

V: And also if has a family staying in his own district for example can he tell us?

N: Kati babade bagamba obawe kubulamu bwa famile eyamwe obabulire abakyala bameka abaana bameka?

They are saying that you tell them about your family; tell them how many wives and how many children?

O: Nze ndina omukyala alina abaana baana. Basatu bawala omu mulenzi, omiuwala omu ali mukyomukaaga (primary six), omulala ali mu primary five, omulenzi ali mu P.2 akasembayo kali mu nursery.

Of course the wife is one and she has four children. Three are girls and one is a boy. One of the girls is in primary six, the second one is in primary five, the boy is in primary two and the last one is in nursery.

N: Yea he says where he stays in his home here he has a wife and four children. Three of the children are girls and one is a boy. The eldest girl is in P. 6 followed by one in P. 5

V: Also a daughter?

N: Yes also a daughter.

N: Nomuwala omulala ali mu P. 2?

Even the other girl is in P.2?

O: Ako kali mu nursery

That one is in nursery

N: It is the boy who is in P. 2 and the last girl is in nursery.

V: So is the wife is also from Rwibaale village, he has given us the name of the village?

N: Nti n'omukyala wonaye bamuzaala eyo?

Is your wife also born from there?

O: Mhuu

Yes

N: Bayitayo batya mpozi?

How do they call that place?

O: Gye bamuzala?

Where we are born?

N: Gyebabazaala?

Where you are born?

O: Ewaffe Rwibaale

Our place is called Rwibaale

N: Mbarara

O: Mhuu

Yes

V: Were all the children born from Rwibaale?

N: Nti era abaana abo boona mwabazalira Rwibaale?

Did you produce all the children from Rwibaale?

O: Mhuu

Yes

N: Yes

V: What about his father, his mother and his grandparents?

N: Ate bakadde bo ibo story elyetya?

How about your parents what is the story like?

O: Boona bazalibwa eyo

They were all born from there

N: Bakyaliiwo bazaddebo bombi?

Are all your parents still alive?

O: Waliwo Maama wekka

No there is only my mother

N: He says the grandparents were also born from there and even the parents but one of the parents passed on and the mum is still there.

O: Abeera eyo Rwibaale

She stays there in Rwibaale?

V: She stays in Rwibaale?

N: Maama wo abeera Rwibaale?

Your mother stays in Rwibaale?

O: Mhuu

Yes

N: Yes

V: And Rwibaale is kind of a location is it a big area or a small village?

N: Rwibaale karo katoona oba kitundu kinene?

Is Rwibaale a small village or a big area?

O: Kyaaro kinene

It is a big village.

V: Even the mother comes from there even the grandmother?

N: Nti Maama wo ne Maama wa Maamawo boona e Rwibaale aho?

Your mothers and the mother of your mother are all from Rwibaale?

O: Boona

All

N: That all of them

V: For example his father and his grandfather were they used to work in other places may be also in the central region of Uganda or is there any kind of migration story in the family? Is it a common practice or the father used to move to other districts to work?

N: Nti yebuuza nti mu family yamwe kyaliwoko nti Taata wo oba Jaaja wo bava e Rwibaale nibajjako ne Mbarara oba nibakolerako mukitundu ekirala kyooona etaali eyo gyebabazaala?

She is wondering that in your family your father or grandfather did they at any point moved out of Rwibaale and came like to Mbarara and they did some work or in any other place apart from where they were born?

O: Taata wange wavanga mukyaaro najja nakolerako e Mbarara mu town

My father used to come from the village and work from Mbarara town.

N: Teyawangangukako oba?

Didn't he like migrate to another place?

O: Nedda

No

N: Ate Jaaja wo?

How about your grandfather?

O: Jaaja wange omusajja yali akolera enu mukyoma kyemyenda/ engoye e Jinja

My grandfather used to work from Jinja in the dress industry (Nyanza Texttile Industry)

N: He says that the dad used to work in Mbarara and he used to come from Rwibaale village to Mbarara town to work. But he also says the grandfather used to work in the cotton factory

V: In Jinja, can you remember when was that?

N: Oyinza kuba omanyi emyaka egi?

Would you know those years?

O: Sigimanyi

No

N: Bakubulira bubulizi oba wamulabako?

Were you just told or you saw him?

O: Namulabako

I saw him.

N: Walinga mummyaka emeka we wamurabira?

Like how old were you when you saw him?

O: Emyaka nga kumi nesaatu

I was about thirteen years

(...)

O: Sikimanyi

I do not know

N: Efanana etya?

How is it like?

O: Nsoro nnene eyenkana enyana y'ente

It is a very big animals and it is like a calf.

N: It is like entelope

V: Entelope

N: Kati abo abayiigi ba kkuno?

Are those hunters from this place?

O: Bakuno

They are from this community.

V: Is it allowed to hunt or not?

N: Eno bakiriza okuyiiga oba nedda?

Do they allow hunting here or not?

O: Eno bakkiriza ate owaffe bakukkiriza?

This way they allow but is it allowed in our place?

N: That it is allowed here

V: And who are the people who hunt are they people from here or?

N: He told me that they are people from here.

N: Anyway the wife he has is a sister to Vincent so Vincent is like his brother

V: They really grow up together or maybe they went to school together or?

N: Ekitegeza mwakula ne Vincent oba mwasomako naye?

Which means you grew up with Vincent or even went to school together?

O: Mhuu nze sasomako

No me I never went to school

N: He says he never went to school and they never grew up together

V: So he said his wife is a sister to Vincent?

N: Yes and when you marry some ones sister you become and in-law

V: What did you give him was it a cow?

N: Wamuwa ki?

What did you give him?

O: Namuwa embuzi

I gave him a goat

C: I was told that the people there in Mbarara do not eat chicken as much as the people of Buganda do are it true?

N: Bamugamba nti abantu eyo e Mbarara tibalya nyo Enkoko nga ebeenu e Buganda kituufu?

She was told that the people from there in Mbarara they do not eat so much chicken is it true?

O: Ikyo kituufu, enkoko ziribwa ffe naye abantu abakuze kuzemu tagirya nekyenyanja tebakirya ne mbizi

Yes it is true, it is who eats the chicken but the elderly people they do not, even fish they do not eat and pork.

N: Lwaki?

Why?

O: Nti oku kubya kulyankuza ate ne bwebakusanga nga olya embizi oba okyaddamu okumusemberera nesowani gyoba oliiddeko bakukuterawo erama yo bakuwe esowani yo

That is eating everything you have come across. Like the old people if they found you eating pork you cannot go close to them again. Actually they even mark the plate you use to eat.

N: Ekitegeza e Mbarara tibalyo nyo mbizi nabyenyanja?

Which means in Mbarara people do not eat so much pork and fish?

O: Mhuu mpozi ngafe abato abemyaka eno naye abakadde abanti abakuru kurumu nakusanga wali orya embizi tomusemberera.

Yes may be we they young people, but the elderly people and he or she finds you eating pork, you can't come near that person

N: Interesting, he says it is true but is more pronounced among the old people. He says that fish pork and chicken are rare to be eaten by old people. For pig it is worse and if they get to know that you eat pork they may never talk to you again. Even the plate you have used

they see it and will mark it and cannot be mixed with other plates. And I asked him why it is like this? And he said he had no idea.

V: But for himself does he mind?

N: Nti naye gwe tobifaako?

For you, you don't mind?

O: Aaa ate nze ebyo ebibagaana okulya nze mbirya

For what they prohibit others from eating I eat them laughs..

N: For him he says he has no problem

V:(some other words are not heard)... what does he think the boss like about his work, what skill does the boss value?

N: Bagala kumanya ngu gwe bwowelaba nga bwoba okolera mukama wo biki byasinga kukwenyumirizamu, kwe kugamba ayagala oberewo kumulimu?

They want to know that as you work for your boss what does he value most from you that he can't do without you?

O: Twakasanga nga already yali alina abaana bangi atenga nga talina nyo mere okufuna amatooke yali alina okugenda ewabye emityana eno nga tayinayo ki ndimilo. Nitusaawa ensiiko wanu, netusimba amatooke nenanasi wano netumalawo. Netugenda eli nawo netusawa ensiko ne Lumonde netumulimira netufuna nendimiro za lumonde na muwogo ebintu bingi. Kati nebwe mugamba esaawa eno nti nze sikyayagala kukola nsasula ngende, ayinza okunsasula, ansasula naye ayinza kusoka kumbuza naye kiiki ekikugaana okukola sikusasula sente. Nekirala ebintu bwe tu waliwo bwoleeta omukozi nomulekela ekintu nabikora nga ebintu bya gundi ate bino ebintu ebyo byolaba, nze mbikola nga ebyange kale nobwemba nga siliwaka silinamu tima ekintu inkikola nga ekyange.

We found when he already he had very many children and had no food, to get Matooke he had to go home in Mityana as he had no gardens this side. We went the other side and also cleared the bush and planted sweet potatoes and got sweet potato gardens and cassava and several others. Even if I told him this time that I no longer want to work pay me and I go, he may pay me but he has to first ask me why don't you want to work, don't I pay you? Another thing is that sometimes you bring a worker and he works with the attitude that after all these things are not mine, but these things you see here I work as though they are mine. Even if I am not at home I don't have any bad heart I work as though they are mine.

N: Wawawo kati wasose nongamba

You first told me.

(...)

N: Bwoba oyagala kwewola mweyo banka bakuwa loan oba yakuterekayo buteresi?

If you want to get a loan from that bank can you be given or it is only for saving?

O: Oyewolayo

They can give you a loan.

N: Bayinza okukuwa kutuuka ku sente meka?

They can give you up to how much?

O: Kisinzira obunene bwo

It depends on your account

N: Amagoba bajaako genkanawa?

How much interest do they charge you?

O: Waliwo sente zoba oyagala kati ewaffe bazikuwa nga emitwaro 500.000 zimala mwaka.

The interest it depends like if they have given you 500,000 for a whole year.

N: Bwotazisasula bakola ki olina omusimbo gwowayo?

How about when you default is there any collateral security you give?

O: Olina kuba oine omusingo gwoba otaddeyo kati babaramu nibagamba kanu akayumba ka mitwaro 500,000 bweizibula kaba katusasula.

There is collateral you give to them when you get the loan like a house is equivalent to 500,000 and when you fail to pay they take it and sell it away.

N: I was asking that bank whether it is for saving or someone can still get a loan and he said yea they can give you a loan and the maximum you can pay the loan is one year and if you don't pay they will take the security you presented.

V: They cannot give you a loan more than your security?

N: Tebakuwa banja lisinga ko omusingo nga bwoba olina embuzi oyagala mitwaro kumu tebagikuwa?

They don't give you a loan more than your security like if I wanted 100,000 shillings when I have a goat?

O: Bakuwa mitwaro 100,000

They cannot give you more than 100,000.

N: That it has always to be an equivalent

V: It means you can keep borrowing and bringing back every year?

N: Ekitegeza buli mwaka osobola okwewola?

Can you borrow every year?

O: Mhuu

Yes

V: Whose initiative was it to start this bank, is there a leader you know who started it?

N: Oina gwomanyi mwabo abatandikawo banka enu?

Is there anyone you know among the founders of this bank?

O: Mugumya

N: Mutuuze w'okukyalo?

Is a native?

O: Ye

Yes

N: He says it was started by an individual called Mugumya

V: Is this bank found only in his place or even in other places?

N: Village bank eri ewamwe wokka oba nawalala gyeziri?

Is this village bank only in your community or even in other communities?

O: Nawalala ozisangamu

Even in other places you can find them

N: He said that even in other places you can find them the concept is the same but the names are different.

V: I was wondering whether they also use mobile money for their family when there is a need at home. Is it something he uses?

N: Ate mobile money ogikozesa bwoba olina kyoyagala okuwereza a waka?

Do you use mobile money when you have a need at home?

O: Nejo nagikozesa

Even yesterday I used it.

V: You can do it from here or?

N: Ogikolera kuva luddawa?

Where do you do it from?

O: Jogoya

N: Bukedere tewaliyo mobile money?

In Bukedere there is no mobile money?

O: Yali teriwo nyowe ngenda Jogoya

It is not there for me I go to Jogoya

N: That he goes to Jogoya

V: Does he think we have spoken for so long? Is he ok? Interaction between the

interviewers....(words could not be heard clearly)

N: Agameye nti ajukila nga Vicent yamugamba nti mwakakola nga emyaka munana, nti kitufu? Mwajaddi?

She says she remembers that Vivcent told her that you have been here for 8 years, is that true?

When did you come?

O: 2008

I told you in 2008.

N: Wagabye nti wajja nga omaze okuwasa. Wawassa di?

You said you came after you had married. When did you marry?

O: Nakugamba nti okufuna omukazi, nogamba kati abaana ningamba nasoka kumwagalira ewabwe nazalirayo abaana

I told you that I first had children when the woman was still at her home and she finally came home.

N: Kyetugamba okuwasa nowayo ente nogenda nomu church lwali di?

What we are asking is when did you pay the bride price and go to church?

O: Okusasula nasula 2005

I paid in 2005

N: Then mu church nokola otya?

Then when did you go to church?

O: Batugatta mu 2005 ne certificate gyeri wakka

2005 I remember it was 22nd and I even have the certificate

N: Ekitegeza tiwawasa 2009 nga bwobadde otugambye?

Which means you did not marry in 2009?

O: Nedda

No

N: He says it was a mistake he did not marry in 2009 that is when he paid the cows in 2005 and married in church in 2005.

V: Ok, I think we say thank you very much

N: Bagambye nti webale nyo okubanga.....

They said that thank you very much....

O: Kale

Alright.

Date: 20th March 2013

Place: His house, Berna's quarters

Language: Luganda

Interviewers: Vicky, Faith

Other persons in the vicinity: Two ladies washing utensils with babies

Recording: K. wouldn't let us record.

Presentation: We reached Muhumuza's compound at around 4:30 pm and asked if we could talk to their worker and a young lady went and called him from the neighboring house where he reportedly stays. He is a smart looking boy that we could hardly believe him to be the herdsman. We ask if we could sit somewhere to talk and he takes us to his house where he puts a mat on the verandah to sit. He says he will stand through the "talk" but we insist on him sitting to which he obliges after a few minutes.

We introduce our intentions and ourselves and he is okay to talk to us but when we ask to record, he changes his mind. He is not willing to talk to us anymore saying that it is difficult to talk about one 'self. He asks why are interested in his life and we explain the objectives of our study but this isn't enough for him. Seeing that we had reached a dead end, we say that if he wasn't comfortable talking to us, we were leaving. At this moment, he asks if we had found other people who had actually talked to us and we say yes. On hearing this, he agrees to talk but without being recorded.

Interview:

About his life:

K. was born in 1988 in Katuugo, Nakasongola district. He is one of six children, five boys, and one girl. His Rwandese family moved to Uganda before he was born, he doesn't know when. They were staying on government land in Nakasongola where the father was a herdsman. He had moved to Uganda in search of grazing land and had over 400 heads of cattle.

In 1995, the family had to move back to Rwanda, Mutara because they felt like returning home. The family (father, mother and children) moved on foot all the way to Rwanda because they had to take their cattle with them.

This was a time when there was no land ownership in Rwanda and anyone would just settle anywhere as long as they didn't find the land occupied. They settled there for a period of five

years.

During that time, K. (mostly known as God) started school. He studied P1 up to P3.

In 2000, they came back to Uganda because it was very peaceful. They went back to the very place where they were staying initially and found when it was still unoccupied. The population in Katuugo was still very low back then. This time around, they had travelled in a vehicle because they had no cattle. This is because on the journey to Rwanda, many had died and some had been lost to cattle rustling. The few that were left were sold off because of lack of pasture in Rwanda.

With the money he had generated, the father bought some cows when they returned and started grazing again. “He is the one who taught me how to look after cattle” said K.. While in Uganda, K. continued to go to school though he was made to repeat P3 because of the differences in the Rwandese and Ugandan teaching systems. He studied up to P7 but the father could not afford school fees for secondary school so that was when he dropped out of school in 2006.

Work:

In 2007, he got his first job since he was out of school and doing nothing at home. He had experience in looking after cattle so the father got him a job at his friend’s farm. He did this for one year. In 2008, he decided to come to Kampala to see his brother who was staying in Kamwokya and seek for work. While at his brother’s, he started buying milk (both boiled and un-boiled) in Bwaise from cars which used to bring it from farms and villages. He would then ride this milk on his bicycle and sell it to customers in Kamwokya, Kalerwe and Wandegeya. He did this job up to 2010 and decided to go back home. While at home, I was just looking after the family cattle

Current job:

During the time I was in Kamwokya selling milk, I met my current boss. He used to stay there and had cattle. He just moved here recently in search of a bigger grazing land. The boss is Muhumuza, a Rwandese by birth.

He used to see K. selling milk and one day when his herdsman was not around, he called on K. to help him milk his cattle, which K. did with one heart. They were in touch since then. When Muhumuza moved to Bukerere and was in need of a herdsman, he called K. on phone to come and do the job and that’s when K. came to Bukerere in 2011. The brother with whom he used to stay with in Kamwokya died within that same year.

Work situation:

He looks after 12 cows both local and fresian. His work comprises of taking the cattle out to

pasture and water, milking and taking general care of them. When the cattle are sick, he is the one who administers drugs to them. In his words, he thinks veterinary doctors are thieves who don't even know what they are doing. "We have grown up looking after cattle and we know what it's suffering from by just looking at it". It's just a matter of going to the veterinary shop and you buy the medicine and then administer it yourself.

In addition to the monthly salary of 70,000=, the boss gives him food and pays for his accommodation at one of Berna's rental units. K. also takes care of other three people's cattle alongside Muhumuza's. he charges them 50,000=, 35,000= and 15,000= respectively in correspondence to the number of cattle they have. He charges 20, 000= for a mature cow and 15,000= for a heifer. He also says that he can charge more for someone who has a "rich" appeal (price discrimination).

Asked about the grazing areas, K. says that he moves from place to another looking for what he calls "mudo" (pasture). Nowadays, he grazes in the Jomayi estate, which is up for sale. People don't mind him grazing in their land but when someone complains, he moves to the next plot. Asked what he will do when Jomayi has sold off all the plots, he says he isn't sure of the plan yet but he'll figure it out with time. At the end of the day, he takes the other peoples' cows home, returns to Muhumuza's place where he takes the rest to the kraal and does the milking.

On what he does with his earnings:

He uses some of his money to pay for his siblings who are still in school and some to take care of the parents. He sends it through a taxi driver or sometimes via mobile money.

Family:

He doesn't know any of his grandparents. The other living relatives he knows are three cousins living in Kigali.

His parents are still alive and staying in Nakasongola with his siblings.

K. goes home after every six months and stays there for a period of one week. During his absence from work, he leaves some one in charge.

His dad is old and sick and can no longer take care of the cattle so at home, they employ a young Rwandese boy who takes care of the cattle (40+ heads). They pay the boy 30,000= per month in addition to food and accommodation. Among those cattle at home, K. owns 7; 4 of which he bought with his savings and 3 were given to him by his father. They are all Ankole cows.

Asked on how they name them, he says that long time ago, the Rwandese had their way of naming their cattle but now days, they just adopted the names from Ankole.

Society:

People who know me call me God, my name but those that don't know me just refer to me as "omulalo wa councilor".

I have many friends here; some I found here and some found me here

Land:

When we returned from Kigali, the government was selling that piece of land where we used to stay so my father decided to buy it in 2005. It is 180 acres and the land title is in his father's name. This is the land where we bury now incase someone dies. They use the land mainly for cattle grazing and a small portion for crop cultivation. They grow cassava and maize for home consumption.

On the animals to leave in the farm:

You have to have one bull whose calves you would want to have. The other bulls, you either sell or castrate them

How to chose a grazing area:

You have to look for a place with enough pasture "mudo" and water.

And what do you look for now?

Am looking for money specifically.

...Pleasantries...

Annexe n°6 – S., février 2013, village de Mawangala, commune de Bukerere – Extraits d'entretien

N: Nti kati, okukola kwamwe kuno, Musasurwa mutya, muri ku contract ya mwezi, oba kili kitya?

p.3

N: Does it mean that you work here and he takes you to another place and then back?

p.6

N: Nti ategede ku byemere yamwe naye atee ebyensura, musuura yamwe, mupangisa oba?

That she has understood about your food, how about **their** accommodation, do you sleep in your homes, do you rent or where?

p.7

N: Nti ajukila kubanga luli bweyaja yasanga nga mukama wamwe nga yakagulawo.

Sibwekili?

V: Kiti mutusanze tubwala Lumonde bwetumula tugya kutekamu obusa, pana tugya kudamu tokolemu bwetumla tutekemu obusa.

Right now we are planting sweet potatoes after wards we shall then weed and apply cow dung.

N: So he is like, just like we have found them in the field, they are right now cultivating sweet potatoes and now after cultivating later on, they will put in manure, no, they will first weed remove the grasses and then add manure to the fields.

V: So do they do it together?

N: Nti ekintu kino mukikola babiili mwena buri kiseru?

Do you do this thing together all the time?

V: Kati bwetumala kukola zeni nituyiwamu manure then mumwezi esatu nitumusogola

After weeding we add manure then spend something like three months and then harvest it.

N: Kale naaye kwekugamba bwemuba mukola, mubela mwena baabili ne omukulu

Obedi?

Oh yes, but are you saying every time you are working, you are two with Obedi?

V: Yes

N: Yaa, he says all the time they are working with Obedi.

V: Ok all the time for any task?

N: Nti kubuli mulimo gwona?

That, for every work?

V: Yes, any mulimu

Yes any task

N: That for every task

N: The two of them?

N: Yes the two of them

V: These people employ them and they have a monthly contract. How does it work?

N: Nti kati, okukola kwamwe kuno, Musasurwa mutya, muri ku contract ya mwezi, oba kili kitya?

That with your work, how are you paid are you on a monthly contract or how is it?

V: Tukola kotract mwaka

We have a yearly contract

N: Yaa..cotract yaa Mwaka.

So they have a contract for the year.

V: So they are paid for any year or any months or are they paid food or given food crops in form of pay?

N: You mean whether they get the salary monthly or otherwise and how they get the food crop?

V: Yes

N: Kaati sente ezo muzifuna buri mwezi oba muzifuna lumu mu mwaka.

Are you given your money/paid every month or you get it once in the year?

V: Half yomwaka.

We are paid every six months/ half a year.

N: Ok, ok, Ate kati ebyenda yamwe oba okubelako kwamwe ku kyemere, mugifuna mutya?

Ok, ok, how about the food, how do you get what you eat?

V: Emale tuba turya kati eno gyetukola, lumonde, matooke, kayunga bwetutyo byetutyo.

We eat the food that we work on. We eat sweet potatoes, the Matoke and sometimes mix it with posho like that, like that.

N: Naye kati, oyo emere gwe mujako, muja kuwamukama wamwe oba?

Now, the food you eat is it from your boss's garden?

V: Eee.. tulya kuyamukama wafe

Yes we eat the food from the gardens of our boss.

N: Eee..Naye kati takiyinako obuzibu?

Doesn't he have a problem with that?

V: Silina kizibi nekyo

No he doesn't have any problem with that.

N: He says for the contract, they are paid every six months, and for the food what ever they have to eat, they still harvest it from their bosses garden and that they don't have to pay for that food and that their boss is ok with it for them to eat from his gardens

Rep: Nekilala omuntu bwoba mulyade bakutwala mudwalilo nebakujanjaba.

When ever we are sick we are taken to the hospital and treated.

N: Eee.. He says that even when they fall sick their boss takes them to the hospital and they are treated.

V: Ok

N: Kubwerere

Is it for free or he charges you?

V: Eee.. akozesa esente ze.

No it's for free, he uses his money.

N: He says that the treatments are for free and their boss does not charge them for Taking them to hospital.

V: Do they know him for a long time?

N: Nti omusaja wamwe ono boss, mumumanyide ebanga denee oba?

That, have you known your boss for a long time?

V: Eee

Yes

N: Kiseela ngaki

For how long now?

V: Emwaka nga munaana.

For eight years now.

N: Yaa that they have been working for him for the passed eight years.

V: So they have been working here for the last eight years or?

N: Nti kitegeza nti mubadde wano okumala emwaka nga munaana?

Does it mean that you have been working here for the last eight years?

V: Panaa, tuyina parts nga satu, twali wabwe, twasokela emityana nituva e Mityana netukomawo eno, bwetutyo.

No, we have other like three areas/places where we have been working for him like in Mityana

N: Kitegeza nti mukola wano ate nabatwala ewalala ate nemukomawo?

Does it mean that you work here and he takes you to another place and then back?

V: Tuyinza kubela e mityana netukolayo emwezi nga esatu zenzi netugya eno ate netugenda eli e Namwezi mufarm.

No, we may work here like for three months and we move on to some other place like in Namwezi at the farm.

N: Farm yakki?

A farm of what?

V: Farm yante

Farm of cows

N: They say they have not been here all the eight years, he has been taking them back and forth to his various farms back and forth like he has one in Mityana, one in Namwezi and this one. So they can spend like three months in Namwezi and then back here or they or they can go to Mityana and they come back here. May be we can ask them when did they come to be here.

(...)

V: Omu myaka musanju, omulala etano asembayo aina esatu

One is 7 yrs, the other is 5 yrs the last one is 3 yrs.

N: Ndaba abaanabo wabaspacinga bulingi

I can see that you spaced them well. That one is 3 years, the other is 5 years while the other one is 7 years. There is at least a 2 years child spacing.

V: And the wife she is like how old?

N: Nti mukyalawo alinga mumwaka emeka?

That how old is your wife?

V: Aina emyaka 28

She is 28 years old.

N: That she is 28 years old.

Omusinga obukulu oba akusinga obukulu?

Is she older or you are older than her?

V: Omusinga obukulu

I am older than her

N: Omusiga emyaka nga emeka?

How many years are you older than her?

V: Musinga enyaka nga enaa.

I am four years older than her.

N: Eee, He says the wife is 28 years old and he is older than the wife by four years.

C: Ok, and in their custom do they have to pay bride wealth?

N: Nti mubuwangwa byamwe musasulila abekade ababazalide omukyala?

That in your culture do you pay bride price to your in laws?

V: Tosobola kutwala muyaala wamuno wa bwelele, otekwa kusasula

You cannot take someone's daughter for free, you have to pay.

N: Oyuwo wamusasula?

For you did you pay for her?

V: Yee.

Yes

N: Wamusasulila ota?

How much did you pay for her?

V: Laughs, kisinzila kubazade bomukyalawo, abalala basaba ente nga satu, abalala basaba kumi. Kisinzila ku bazade bomukyala wo. Tosobola kutwala muwala wa muno wabwelele, otekwa kusasula.

Laughs, you see it depends, your wife's parents can ask for three cows, others ask for 10 cows etc. Its all dependant upon that your father in-laws ask from you. You can't just take someone's daughter for free, you have to pay as a mater of fact.

N: Gwe wasasula ente satu?

For you paid three cows?

V: Yee.

Yes

N: He says for them, there is no way you can take someone's daughter without paying pride price and it depends on the Dad of the girl but for him, he had to pay three cows to get his wife.

C: How about goats?

N: Nti ente zoka tewatwalilako embuzi?

That, did you take cows only without goats?

V: Natwalayo wamu ne mbuzi, sukali nebintu ebilala bitono bitono

I took along side goats, sugar and some other small, small things

N: Watwalayo embuzi meka?

How many goats did you take?

Vicente: Natwala embuzi satu negoye zabasenga.

I took three goats and some cloths for the aunts

N: That he took three goats and some cloths for the auntie

C: Did he finish paying the pride price or he still pays?

N: Nti wamalayo ebintu ebyo oba ochabisasula?

That did you pay fully all that was asked from you or you are still paying?

V: Kisinzila, naye nze kyabulayo ente emu

It depends but for me I still owe them one cow

Nassib: Okyabulayo ente emu?

You still owe them one cow?

Vicente: Yee.

Yes

N: Bwoba togisasude kiiki ekibawo?

What if you do not pay for it what happens?

V: Otekwabutekwa kusasula obwa okwali omulamu

You still have to pay for it for as long as you are alive.

N: Ete bwofa?

What if you die?

V: Ate bwoba ufude banagibanza ani?

But if you are dead whom will they ask it from?

N: He says he still has to pay one cow remaining and for the goats he has cleared them all. He says however if you die before paying fully, you are excused from paying.

V: Mpozi nekilala omukazi bwafa nga tatawomukazi achasaba ebintubye, otekwa kusasula.

Kyoba osokelawo nga nokuzika timunazika, kyekisokelwako.

(...)

N: Nti yebuza nti mikama wamwe olumu afuna abantu abokukyalo abamukolela amilimo gye?

She is asking whether your boss does not sometimes contract also other local natives to do his works?

V: No, tabaina

No he does not

N: They are saying that he doesn't contract the locals at all

Inter: How about you don't you sometimes bring the locals on board to help you?

N: Abade abuza nti mwe tihariyo obumufuna abantu bomukitundu kubayambako kumilimo gyamwe?

She is asking that don't you sometimes bring on board local people to help you on your works?

V: Apana ssebo

No we do not sir

N: How about this one I saw here?

Ete ono oyendabwe?

V: Oyo eze nono ate bayizi

That one has come with this one and they are students

N: They say they don't and when I asked them about the other one and they are school going

Inter: Ok, may be if they know other workers we could talk to.

N: Omukulu Vicent kati tuli kumpi okumala naye bebuza nti muyinayo abakonzi abalala abalingamwe betusobola kwogela nabo?

That are their some other workers whom you know, who are like you whom we could talk to?

V: Titumanyi ffe twakatandika kukolela wano

We don't know any, for us we have just come to begin working here

N: Muyina gwemumanyi yenna?

Don't you know any?

V: Ffe betumanyi babeli eli e Namwezi

The ones we know are the other side of Namwezi

N: Balima kii?

What do they grow?

V: Balima emboga, obumonde, green paper, enyanya nebilala

They grow vegetables, onions, green paper, and tomatoes among others

N: Naabo bava e Mbarara?

Are they also from Mbarara?

V: Yee,

Yes

N: He says that in Malangala they don't know any but it is in Namwezi where they know people called Manuel and Yafesi from Mbarara and they are also growing cabbages, onions, bananas etc

Inter: Which means they also work for their boss?

N: Nti nabo bakolela boss wamwe oba?

That do they also work for the boss?

V: Pana, bakolela abantu abaalala

No they work for other people

N: No that they work for other people

Inter: Do they know how we can get them?

N: Waliko engeli yona jetusobola kubafuna, mumanyi amasimu gabwe?

Is there a way we can find them, do you have their telephone numbers?

V: Tetuyina masimu gabwe naye tumanyi jebabala eli e Namwezi

No I don't have their telephones but know where they stay the other side of Namwezi

N: Muyina mulilyana wabwe yenna wemumanyi?

Who is the known neighbour that you know?

V: tetumanyi manya gabwe naye tusobola okubawala yo netubabalaaga

We don't know their names but I can take you to them and show you where they are.

N: He says he doesn't know the neighbor names neither their telephones but he can take us there where they stay

Inter: Ok, is it ok if we can have an appointment with Obedi and ask him about his experiences.

N: Nti, Obedi Kisoboka kubelanti nawe otuwa appointment tunyumwemu nawe?

That, Obedi is it possible for you to give us an appointment and we have a chart

together?

Resp. Tekiyina tabu

No problem.

N: Lunaku kii lwotuwa Monday, Tuesday oba wednsday?

Which day, next week are you giving us, a Monday, Tuesday, Wednesday or when?

V: Wednesday

On Wednesday

N: Kubude bwebumu?

Same time?

V: Yee, kubude bwebumu

Yes, same time

N: He says it fine, next week on Wednesday

Inter: Ok, the time is also ok, it not too early at 10:00 am?

N: It's ok

Inter: Ok, thank you very much?

N: Tweyanzizanyo obude bwamwe, mwebale nyo?

We are very grateful for your time thanks a lot?

Annexe n° 7 – F., mars 2013, village de Namasiga, commune de Bukerere – Extraits d'entretien

Date: 22nd march 2013

Place: Farmhouse, Namasiga

Interviewers: Vicky. Faith

Presentation: when we reached the farmhouse, F. welcomed us and asked some lady to offer us a mat but the lady replied that she couldn't given she didn't know us. Fred offered us one but it started raining almost immediately and we had to seek refuge in the lady's house. F. thought we wanted to talk to the manager at first and wasn't willing to talk to us but later agreed to talk.

Recording: it wasn't so clear and he kept leaving since he was preparing lunch. Other people around can be heard talking to him and with each other. The batteries got exhausted without our notice so a little part of the recording is missing. When we realized we couldn't record anymore, we took some notes and left promising to go back and finish but there was no time

Other persons in the vicinity: a lady, some man and a little boy

Transcription:

I: hati ninyenda kumanya obu wazarwa, okuzarirwa nkahi

I would like to know when you were born, where

F: nyowe ahunazarirwe? Mbarara

I was born in Mbarara

I: mukyaro kyi?

In which village?

F: Isingiro

I: omuruka niguha?

Which parish?

F: Katikamu

I: noyijuka omwaka?

Do you remember the year?

F: ogwakyi?

For what?

I: obw'ozarwa?

When you were born!

F: ninkyigwijuka kwonka ebiro nibyo ntakyijuka

I still remember but I don't remember the dates

I: nikyiba kyitine nshonga

That's no problem

F: ndi owa '84

I was born in 1984

V: his name?

I: bitu bwe katutakweyanjurira amaziina.

We haven't yet introduced ourselves

F: ahh-ahh, nikyiba kyitine nshonga.

No, it's not a problem

I: Nyowe nibanyeta Faith, ugu nibamweta Vicky. Niwe waba nitwenda ngu tukumanye

I am called Faith, she is Vicky and we would like to know you as well

F: Byarugaba Fred

I: kuwazirwe, okazaho omu ishomero?

Did you go to school?

F: ehh!

Yes!

I: okakoma omu kyakangahi?

How far did you go?

F: P7

I: Oka noshomera mu district kyi?

Where were you schooling from?

F: kasha ka neya Isingiro

In Isingiro

I: mbwenu oko notura isingiro emyaka egyo yona?

So, you were staying in Isingiro all those years?

F: ehh!

Yes!

I: nimwaka kyi obwomara P7?

In which year did you finish p7?

F: omwaka? Huh!! Tinkyijuka omwaka gunamariremu, katurebe...

Year? Huh! I don't remember the year when I finished, let's see...

V: so, what were your parents doing? Were they farmers?

I: abazire bawe bakaba nibakorakyi?

What were your parents doing?

F: abazire bangye bakaba bari abahingyi

They were farmers

I: bakuhinga kyi?

What were they growing?

F: mbweshi nk'ebyowaitu tokubimanye nk'ebyokuhinga omwani, bita na bita

Like those things of our area like you know them, like coffee and the like

V: and your grand parents?

I: kati ba shwenkuru wawe?

F: nabo nibyo ebyo

The same thing

I: bakaba nibaruga nkahi?

Where were they from?

F: Mbarara za Isingiro

I: the grand parents were also doing the same and they were from the same village

V: from the same village? So your family owned land in that village? So, how big is it and when did you acquire it?

I: wagyira ngu abazeire bawe bakaba nibahinga omwani n'ebindi; bakaba nibaguhinga aha itaka ryanyu? Mwine itaka Isingiro?

You said that your parents were growing coffee and the like, were they growing it on your land? Do you have land in Isingiro?

F: ehh! Bakaba nibaguhinga aha itaka eryaitu

Yes, they were growing it on our land

I: niryinganakyi?

How big is it?

F: n'abazeyi

They are old

I: nimanyisa itaka eri mwabaire nimuhingaho

I mean the land where you were growing those crops

F: itaka! Kare itaka ryo nirihango

The land! The land was big

I: riri omu hika nka zingahi?

(...)

The animals are just goats and cows

I: nizingahi?

How many are they?

F: ehh, ninyingyi ahakuba ziriho omuriisa

Ehh, they are many because they have a herdsman

I: nizirenga omuri nka...

They are about...

F: ahh-ahh ninkye tizirukugyira ngu... nink'ente nka 50. Hariho akariisa niko kakuziriisa

No, they are few, it's not like.... They are about 50 cows. There is a little herdsman taking care of them

I: nikarara owanyu?

Does he sleep at your home?

F: ehh!

Yes!

V: 50 cows!

I: they have a herdsman who sleeps at their home.

V: is he your relative? The young man; how did you know him?

I: mukamufuna muta ogu omuriisa?

How did you get this herdsman?

F: tukamu... hine owamutubonire kare. Tuka nituronda ow'okuturisiiza yamuturetera

There is someone who got him for us. We were looking for a herdsman and he brought him to us.

I: aka ari munywani wanyu, omunyabuzaare?

Was he your friend or your relative?

F: aka ari omunyabuzaare yamuturetera

It was a relative who brought him for us.

I: akamwiha nkahi?

Where did he get him?

F: okwo owabo ahu yabire nabera

In their home area where he was staying

I: ninkahi okwo?

And where is that?

F: side za Isingiro ahabwokuba nawe akanabera hihi nitwe

In Isingiro because he also used to stay near us

I: akija ryari? Mukamufuna ryari ogwo omuriisa?

When did he come? When did you get that herdsman?

F: hona nk'ebyo nogyira ngu nimba nimanya nk'omwaka guyiziiremu shi? Ahh-ahh, nyowe nimba ntakugumanya kubanga nyowe ninkyira kubera kunuya

I don't remember such things like the year when he came. No, I don't know because I am always here.

I: nibamushashura bata?

How is he paid?

F: nibamushashura buri mwezi

He is given a monthly salary

I: esente nozimanya ezi bakumuha?

Do you know how much he is paid?

F: ehh!

Yes!

I: nizingahi?

How much?

F: 45,000=

V: does he help your mother with the plantation when she needs?

I: mama wawe niwe arikumushashura ninga?

Is it your mother who pays him or?

F: ahh-ahh, ni tata orikuba namushashura

No, it's my father who pays him

I: mbwenu nariisa kwonka ninga hine obu arikumuyambaho aha kuhinga?

Does he just graze the cows or he helps your mother sometimes with the digging?

F: ahh-ahh, we n'omuriisa

No, he is a herdsman

I: he just looks after the cattle

V: so, you might really trust him because he is staying with your mum alone!

I: mbwenu nimumwesiga munonga; kugyira ngu niwe wenka arikutuura na mama wanyu?

F: ehh! Ahakuba hati tukamufuura nk'omwana w'ahaka

I: oh yeah! They trust him and now he is like a child of the home

Wagyira ngu okakoma omu kya mushaju! Hati kwiha obwe okakorakyi?

You said that you stopped in P7! What did you do after that?

F: nkabanza nabera omukyar... hati kunamazire nijja kutandika kunu

I first stayed in the village... then after, I came to start this side.

I: obwire bukwinganakiyi?

For how long?

F: kunuya nkatandikayo 2005

I started this side in 2005

I: noha owakuretsireyo?

Who brought you this side?

F: bakuru bangye

My elder brothers

I: bakaba nibakorakiyi? Bo bakamanyayo bata kunuya?

What were they doing there? And how did they know about this place?

F: kunuya? Hati nkaba nimbera nabo omu Ndeeba ndikukora nabo. Hati nyowe kunamazire hine omusigazi w'owaitu arikutura kunuya, hati yabona kundeta kunu

Here? I used to stay with them in Ndeeba and work with them. But after then, there was a boy from our village who stays here; he is the one who brought me here.

I: obu wabire ori Ndeeba niwe okonoshubura nabo, oko nokorakiyi?

When you were in Ndeeba, were you trading with them? What were you doing?

F: hati kare nyowe nka nimbakorera hakuba nka nza nk'okwe za Bunyoro hati ngyenda nka aha motoka mbaretera nk'embaho

Ok, I used to work for them because I would go to Bunyoro on the truck and bring for them timber.

I: kumara obwire bukwinganakiyi?

For how long did you do that?

F: nkabakorera emyaka ebiri yonka

I worked for them for 2 years

I: mbwenu kunuya okijayo omu mwaka kyi?

So, in which year did you come here?

F: kunuya! Nkatandikayo omu 2009

Here! I started here in 2009

I: hanuya okijaho 2009?

(...)

Yes, here they are many. They are always being chased.

I: kunuya? Nka nkahi?

Here? Where exactly?

F: hati wagura nk'itaka okashanga obumwe bakama b'itaka bakugyira ngu okagura empeho

Like when you buy land and the owners of the land come and tell you that you bought fake land,

I: mbwenu heine ab'okumanya abu babingyireho?

Do you know some people who have been chased?

F: abingyi nibakyira kubagoba

Many are being chased

I: he is saying there are very many who have been chased around here

V: and who is chasing them?

I: noha ori kubabingaho?

F: mukama w'itaka wenyini

The real owner of the land

I: heine ow'orikumanya orikukor'ekyo?

Do you know anyone who is doing that?

F: kare hatiya kugyira ngu, hati tokureba nk'ekyi ekyaro kyona; hati nk'ekyi ekyaro kyona neky'omuntu omwe

Now like you see this whole village; this whole village belongs to one person.

I: oha?

Who?

F: kuruga nk'aha kwihika za Bukerere, nibamweta Wanzu.

From here to Bukerere, he is called Wanzu.

(Recorder at it again!!!!)

I: like, this village is owned by one person. This area, where we are is owned by Wanzu and across is by Kabuusu

So, hati ekyi naba ninyenda kumanya, hanuya ahuturi ahutushitami, n'itaka rya boss wawe ninga n'ekibanja

What I wanted to know, here where we are seated, is it your boss' land or it's a kibanja?

F: akagura itaka bamuha n'ekyapa

He bought ettaka and they gave him a land title

I: ok! Niringanakyi?

Ok! How big is it?

F: hika 15

15 acres

I: akarigura aharyoha?

From whom did he buy it?

F: akarigura ahari Wanzu

He bought it from Wanzu

I: so the boss bought this land, he even has a title, from Wanzu

V: did he evict people?

I: hati obu yabeire naza kurigura, hine ababire nibaturaho abantu abiyabingyireho?

F: ehh! Bakababingaho

Yes, they evicted them

I: n'oha owababingyire?

Who evicted them?

F: mukama w'itaka kuyamazire yababinga

The owner of the land, he is the one who evicted them.

I: boss wawe?

Your boss?

F: ahh-ahh, oriya mukama waryo, Wanzu

No, the other owner, Wanzu.

I: bakaba nibinganakyi?

How many were they?

F: kare bakaba bariho bakye. Kubamazire babashashura bagyenda

I: there were some people of bibanja before this person bought it but they evicted them.

Wanzu is the one who evicted them but they had to pay them

Nomanya nk'obwire obu yababingaho?

Do you know when he evicted them?

F: ahh-ahh, tinkubwijuka

No, I don't remember.

I: oka wizire kunuya?

Had you come here?

F: nka ntakizire ahakuba akakyigura kare ugu

I: he doesn't know when exactly because he hadn't come yet

V: and are you sure it is hectares and not acres because am sure people buy acres here, can you ask him again?

*Acres.

(Recorder black out!!!)

At this moment, we gave up and said our goodbyes. Pleasantries...

Annexe n° 8 – E., mars 2013, village de Namasiga, commune de Bukerere, extraits d'entretien

Date: 20th March 2013

Place: Sentongo's home, Namasiga

Interviewers: Vicky, Faith

Language: Runyankole and English subtitles

Recording: quiet clear apart from a few windy incidents

Other persons present: none

Presentation: we delayed our appointment and came about an hour late and found him leaving home going to town. He was ok to go back home and talk to us. We sat on a mat on the verandah of Sentongo's house.

Transcription:

(...Unclear...)

I: turecordinge?

F: ehh, tikyini nshonga

I: twaba nitushabe kutugambira amaziina gaawe

F: amaziina ni Begumisa Francis.

V: when and where were you born?

I: twaba nitushaba kutugambira aha life yawe, obu ozalwa, mu mwaka kyi, okazalirwa hi?

F: nkazarwa 1980, owaitu ni Rukungiri

I: kyarokyi?

F: ekyaro ni Nyakishenyi. Kale Nyakishenyi n'egoborora, akaro nibaketa Ngoma

I: niho wakurire?

F: ehh, niyo nakurire

I: kwihisya ryari?

F: kwihisya hati omu 2003 ezi niziire kunu

I: omu myaka egyo yona kuruga 1980 kwihika 2003, okaba nokorakyi?

F: nkaba ninshoma kale kuruga mu myaka ng'etano kwihisya 24.

I: okashoma kyi?

F: ahh-ahh kale nkashoma shomaho tikugyira ngu nkashoma ebintu byingyi, nkaba ndashoma ebya agriculture kwonka tindamazire. Tindamazire kurungi. Enshonga ya sente zanteganisamu tinabasa kugyira ngu mmare.

I: okashoma secondary?

F: nkakoma omu S3

I: then

F: nija kunu. Natandika enimiro egyi

I: hanuya mbwenu niho wihikiire?

F: ehh! Niho nihikiire

I: so, kuwarugyire omu S3 heine ekyindi ekyiwashomire?

F: ahh-ahh kwihaho nk'ebi bari batwegyesa nk'ebiyokuhinga mbwenu tihariho murimo gw'amani ogu nashomire

V: how did you move here?

I: noha owakuretsire aha okahamanya ota?

F: owandetsire! Ni muzeyi mukama wangye akiija oweitu niwe yaturetsire

I: nibamweta oha?

F: Sentongo

I: ak'agyire kukorayo kyi owanyu?

F: kututayayila. Tata akabanamumanya. Kale tata niwe yabandize kunu reru yija kumutayayila atyo yatuleta

I: mbwenu akanamanya tata wawe omukubanza? Akanamumanya ata?

F: hashi akayamukorireho kunuya reru amani gamukyenderaho yasharamu yagaruka aha kyaro.

I: akakorayo myaka kyi?

F: emyaka kale nga munana.

V: for 8 years, and when was that?

I: noyijuka obwaheza kukora kunuya kugaruka omuka?

F: 1994, nibwo yamala okukora

I: in 1994, that's when the father left this place.

Ekyikumanyisa ngu akaba ayizireyo omu za kyinana!

F: kale nyowe obwire obu yaiziremu nyowe tinkubwijuka ahabwokuba nkaza kugyira amagezi bo bari kunu za Luwero hati ogu niwe akabeiha luwero yabareta kunu.

I: og'ogu akaba atwire luwero?

F: kale omukyala w'ogu akaba namweiha luwero hati yabaga naza luwero kurambamburayo okwo, yabashangayo okwo yabareta.

I: so, Sentongo's wife comes from Luwero and that's where this ones father used to work in luwero. So, when Sentongo had gone to Luwero, he found the father and then brought him here

V: so, what was he doing?

I: tata wawe luwero akaba nakorayokyi

F: akaba nabwe nakora eby'okuhinga

V: so, this wife or the first wife because I know he had two wives

I: ehh, ak'ayine abakazi babiri Sentongo?

F: kale ugu niwe yabire ari omukazi weye kyizire yafa yabona kushwera ondijo

I: hati owabaire naruga luwero n'ogwo owafire?

F: ehh! N'ogwo owafire

I: the first one

F: kwonka obwa hati takyariho akafa

I: oha?

F: tata wangye

I: tata wawe akafa! Oh, sorry! Lyali?

F: hati yahisiya omwaka gumwe n'ekyikyweka. 2011 aho

I: so, wagiyira ngu kunuya okijayo mumwaka kyi?

F: 2003.

I: sentongo ekyikumanyisa ngu...

F: akaba ari munywani wa tata munonga. Nabandi nabo bakaba bariho binyi bakubera hanuya kwonka nabo kubamazire bagyenda bahumura

V: so, your father has worked all his life for the father of Sentongo's wife?

I: the father used to work in luwero where sentongo's wife used to come from

Hati tata wawe obu yabire nakorera luwero, akaba nakorera oha?

F: luwero kale tinkumanya kuba luwero nka ntakazagayo. Kwonka bakanibakorera owu babona ningyira

I: hati we sentongo akamubugana ata tata wawe?

F: hashi akamushangayo okwe omu kyibanja kyabo ky'omukazi ogwo, ky'ishe w'omukazi wa sentongo. Kubanga amaka gabo gari luwero, omukazi owabo haka hari luwero

I: mbwenu tata wawe akanabakorera?

(...)

I: niwe wa mukaga?

F: ahh-ahh, ninye wa katano. N'abishikiyi batano

I: hati abo aboojo bona bari nkahi?

F: aboojo bari mukyaro bari ahaka kwonka omwe ari mubende. Abandi bashatu bari omukyaro.

I: nibakorakyi?

F: nibakora eby'omukyaro. Nibashubura. Eby'omukyaro mbwenu nk'okubimanya. Kushubura, kutunda waragi, kugyira nk'ebyo

I: then ogu owa mubende?

F: nahinga nawe

I: mbwenu niwe yakwegise kuhinga?

F: nkaninkumanya okuhinga kuruga mu buto bwangye. Nkakura nimanya okuhinga kuba muzeyi akaba natwegyesa okuhinga. Nobunabaire nga nkyashoma, nkaba nimanya okuhinga, muruhumura tukwata efuka tuhinga

V: and why did you choose to move from your place to a different one and not staying in your district? What was your main reason?

I: aha bwakyi wizire kuhinga kunuya otaragumire Rukungiri okaba niho wakorera?

F: hati Rukungiri tokukorerayo ori omuka omukyaro

I: ahabwakyi?

F: hati mukyaro ndikukora abantu nibakuteganisa ofune banywani bawe bije bakutayayire musiibeaho muraganira mbwenu nk'ebyokukora bife. Kwonka waba ori nka hanuya, tihine ekyirikukuteganise nakyimwe. Noba orikukora, kare noba mbwenu noyekozesa kwonka kuri oyinza okugamba oti kambiveeko. So nikyo kyiratuma twija kunuya. Nokukora kwonka tokubasa kukorera mu kyarokanyu

V: and at your place, do you have animals?

I: heine enyamishwa ez'eyineyo nka amatungo?

F: mu kyarokanyu? Enyamishwa mbeire nziine kwonka hatiya naziguza ndi kukorera ebindi. Nkaba ndikugura itaka

I: mbwenu hati toyineyo?

F: hati tinkaguzire ezindi

V: how many did he have?

I: ok'oyine zikwinganakiye?

F: nkanyine embuzi zirikwihika nk'ikumi

V: and ente?

F: goats

I: ok'oyine ente?

F: ahh-ahh zari goats

I: just goats

V: you don't rear cattle in your family?

I: mwineyo ente omu family yanyu?

F: omu kyaro? Hariho abazineho kwonka nyowe tinziineho. Bakuru bangye hine abaziineho kwonka nyowe tinkaguzire ente

I: hati wagyira ngu oyine itaka 1 acre, oyine ekyapa?

F: ahh-ahh

V: no title, so, who was the one you bought it from?

I: noha owarikugurize eri itaka?

F: kare nkaba ningura n'abantu bingyi. Owabeire ayine akantu k'okuguza nga anyeta nkagura

I: reru hati ekyikworeka ngu neryawe nikyi?

F: mbwenu abantu abingyi, ekyapa, titukafunire byapa. Abantu abingyi abokusinga tihariyo byapa

I: hashi nibaguza bata?

F: we arakuguza itaka ryeye nk'omuntu, mukore endagano kyihwe. Mbwenu endagano niyo erikugamba itaka ry'oba oguzire

V: so, are their witnesses?

I: nihaba hariho abantu aboku...

F: nihaba hariho abantu abokuberaho kugyira ngu nyensya kukyiriba kyabire, babe barajurira itaka eryo

V: who are the witnesses? Are they maybe LC or chairman?

I: abo abantu oba n'abajurizi nibahi?

F: ab'okukwemerera. Nibaba bari ba chairman LC 1, abantu ba burijo; nyensya nkoriya yayenda nk'okukwehindurira, bariya nibamwangyira

V: and would you buy land here?

I: nibasa kugura itaka kunuya

F: ehh! Kare nkanaba nyine sente nindigurayo. Nimbasa kurigura kwonka ekyo tinkukyishubira (laughs)

I: aha bwakyi?

F: hati sente noziihahi? Okuza kugura itaka kunu ni sente nyingyi

V: how about your relationship with the boss, how is it?

I: iwe na boss nimukoregana muta?

F: nyowe na boss? Ahh-ahh nitukoregana nk'abantu mbwenu nk'okorebaga omuntu nka sho mbwenu. Tayine mikywe mibi oba ngu akuyisize bubi oba ngu akutegateganisa akuragyiize ebintu, noba noyekozesa emirimo eyokubasa. Kare n'omushaija murungi ogu. Kwonka ahabwokugyira ngu sente hati zabire nkankye, ninyenda kugyira ngu mbihumuremu

I: nizo batwire nibakushashura kwiha wiija?

F: ahh-ahh kuruga kare obu twijire, aka natuha emitwaro ikumi hati yatwongyera. Nomanya esente hati tizikyarimu makuru. Kati emitwalo egyi ikumi yakare eyiyabeire natuha, eka ziri esente nyingyi orikuguramu n'ente nkazingahi kwonka hati noreba omutwaron'enkoko tokugyigura. Bmwenu hati esente zikahwamu amaani

(...)

F: akaba nahinga ebitookye, omwani, ebintu bingyi ebi yabeire nakyira kukora. Reru mawe arikuhinga oburo, ebihimba, empokya, nk'ebyo

V: do you have people from Rwanda in your village area?

I: owanyu hariyo abanyarwanda?

F: hmm! Ehh, bariyo bingyi! Abanyarwanda ni bingyi

I: nibakorayokyi?

F: hashi tokumanya ngu Rwanda hakazayo orutaro bahungayo. Bakahungayo era empungyi ziri omu itaka rya government Mbarara. Mbarara, na Rukungiri bariyo abanyarwanda abakuberayo. Kwonka abingyi abanyarwanda bari mbarara, Isingiro

V: so, they have now settled?

I: mbwenu hati n'owabo bakasettlinga?

F: ehh, kuri bakarugyirayo kyimwe hakuba hati abingyi tibakyimanya n'owabo hati. Nakunu bakanyiremu hati, kunu omuri Buganda.

I: nan'omu omukyaro barimu?

F: kunu omukyaro barimu. Nk'abingyi abakazi bashweirwe munu bingyi, abashija bari munuya batwiremu, baguziremu

I: he is saying that they are there, even here. Most women are even getting married here

F: omunyarwanda tihine hatari hati. Omunyarwanda hati buri hantu oramushangaho

I: they are everywhere!

V: and where you come from, did banyarwanda marry banyankole or?

I: ahokuruga hine abanyarwanda abokushwera abanyankole?

F: owaitu? Abanyankole bariyo nibashwera abanyarwanda.

I: kasha abokushwerwa

F: kare ningyira nabo nibaba bariyo kwonka mbwenu nyowe nimba ntakubyetegyereza. Kwonka bariyo. Bariyo bakanyire hati hariyo n'abine abajungu. (laughs) Hati nk'oweitu hariyo abajungu bingyi kuba irwariro rya kisiizi ryona n'erya abajungu

I: he is even telling me that there are many whites who are there in his home area, who are getting married there.

V: ok! And many?? What did you say?

I: there are many whites who are getting married there

F: yatina. Nti whites ati huh!

V: what is your political view?

I: notekateka kyi aha by'obutegekyi

F: eby'obutegekyi kare... laughs...ebyo tinkabire kubiyingiramu. Eby'obutegekyi... mstchw... kare nk'okubitekatekaho nanye kugyira ngu mbyesimbeho, nk'okuhagyira abantu?

I: nk'okuhagyira mbwenu

F: government erikuba eriho niyo erantwara kuba tihine kyindakyikorere. Kandi hati nokyikorerakyi, (laughs) government erabe eriho niyo egyo. Nobuwakuhakanisa ori omuntu omwe, nabwo still tihine ky'orakore

I: he goes with what comes so the government which is in power is what he supports

V: is it important... do you give importance to where the president comes from or

I: president ahakuruga hine... iwe waba notera akaruuru, hine okuokugyenderera president ahakuruga ninga?

F: ahh-ahh, nyowe ninfa omuntu owunkumanya ngu naza kukora ahakuba ahokuruga tikyine makuru. Kasita manya ngu ogu nabasa kutukorera, ndamuronda

I: he votes one who has potential and not according to their area

V: ok! Webare sebo

F: kare

...Pleasantries...

P: Interviews ezasoka aziyina?

Has she got the first interviews?

N: Aziyina

She has them.

P: Aziyina awo?

Has she got them their?

N: Aziyina ayo naye ziili mukomputer ye

She has them here but they are on her computer

P: Sigwe ayaja naye ogwasoka

Are you not the one she came with the last time?

N: Siyenze.

I am not the one.

N: He was asking whether you have the records for the first I told him i don't know and he asked me whether we didn't come together the last time and I told him no and he says he knows you

Kati omukulu brown, tugenda kutandika okunyumyamu, naye twandyagade wenyonyoleka mungeri we wanyenyodeko ku muntu atakumanyi. Kwekuganba wenyonyoleko nga bwonawa omuntu olugelo ngomusanze busanze bwenyonyolako kumuntu atakumanyi.

Right now Mr. Brown, we are going to begin discussing, but we would want you to introduce your self like you are introducing your self to some one you have never met and who does not know you.

P: Kati wagabye nyenyonyoleko. Yee amanyage bamiyita ani?

Now you told me to introduce my self, for her what are her names?

N: He is asking that, what your names are.

V: My name?

N: Yee

V: Vicky

P: You have one name?

V: Shallo

P: Shallon?

N: Shallo

P: You are coming from where?

V: France

P: France

V: Hmm northern France

P: You are in Makerere University?

V: Yes

P: You are taking what subject?

V: My subject is anthropology

P: You are in you last year?

V: Yes I am in my last year doing research and wants to do a PHD.....(words breaking a lot)

P: (not hearing well the words....)

N: Tutegekele olugelo lwaffee, gwe ani? Nga byonabulila omuntu nga takumanyi.
Prepare for us our story, who are you? Just like you would explain your self to someone who does not know you.

P: Zili zona tiziliko, kati tutandika bupya?
All the other ones are not there so we are beginning afresh?

N: Hhh, tutandika bupya.
Yes, we are beginning afresh
I am asking him to introduce himself to us and assume that he has never met us as it appears he has ever given us some of this information already, so I am asking him to give us that information as if he is seeing us for the first time

V: Mhuu, yes

P: Kati nze nava Zaire, okuva Zaire naja kunonya sente.....(record breaks can hardly hear)

N: He says he is from Zaire, Zaire is Congo and that he came to Uganda here, he has even produced children like the one we saw with a bicycle and that he is well known in the village, he is the vice chairman of the NRM party and that he also works as the assistant manager in Mr Lukiikilize's farm. That even the last time when we came he had records of books and he was trying to assert that he is the assistant manager.

N: Obade ogamba omukyala aluwa, ono oba oli?
You were talking about which woman, this one or the other one?

P: Oli

The other one

N: And he says that the other one is the wife. That's where the story ends

V: So when did you arrive here?

N: Nti wano watukadi?

When did you begin here?

P: (can not hear the voice)

N: Hhh that he came here in 1998

V: Before he came, he was in Zaire or some other place?

N: Nga tonaba kugya wanno wali obela wa Zaire oba ekitundu ekilala?

Before you came here, where were you staying, were you in Zaire or some other place?

P: Zaire? Naveyo ninsomela saidi za kanungu

Zaire? I had left that place and I was studying those ends of Kanungu

N: Nga osomela mu secondary oba primary?

Were you studying in secondary or primary?

P: Secondary

N: That he came from Zaire and went to a school in Kanungu Rukungiri in western Uganda

V: What is the name of the place?

N: Kanungu/ Rukungiri

V: Even Rukungiri is a district?

N: Yes it's a district even Kanungu is now a district but was formerly part of Lukungiri (...)

V: All in secondary school?

N: Bona abaana bali mu secondary?

Are all the children in secondary?

P: Omu ali mu senior one ate omulala ali mu P7

One is in senior one while the other in primary seven

N: That, one is in senior one while the other is in primary seven

P: Ono ali mu secondary, fafuna 1st grade

The one in secondary got 1st grade

N: That actually this one who is in secondary got very good grades to join senior one
Which school is he in now?
Kati ali mu somelo kii?

P: Bukerere

V: Bukerere?

P: St charles Bukerere senior secondary school

N: St charles,

P: Yee

Yes

N: Somelo dungu?

Is it a good school?

P: Somelo dungu lya government

It's a good government school

V: So when he came here he came as a normal worker so how did he get to the position of manager?

N: Nti wewagila wali mukozi wabulijo, nti ate waita mumitendelakii okutuka ku kifo kya manager?

When you were coming you were an ordinary worker, that how did you get to the position of manager?

P: Naja nga nkoze bulungi mu somelo so natandila ku kifo kino ekya assistant manager.

I came after I had performed well in school and so I begun from this position of assistant manager

N: That he came when he had performed well in school so he straight away begun from this position of assistant manager

V: So he is not farming but monitors his fellow workers?

N: Nti, gwe tiwayalima nyo naye alabilila bakozi bano?

That for you, you do not do farming but monitors/supervises your fellow workers?

P: Hhuu, anti nail nasoma animal and crop husbandry

Yes, you see I had studied animal and crop husbandry.

N: He says he just supervises because he had studied crop and animal husbandry and agriculture

V: And so now he still does the same worker.....(can not hear the words well)

N: Abuza nti kati wabivako oba ela okyabikola oba osupervisinga kwoka?
She is asking whether you still worker and supervise others or you no longer?

P: Nakati kyabikola
I still do both

N: That up to now he still works and supervises

V: How many workers does he supervise?

N: Nti abantu bameka aboinako obuyinza oba abo supervisinga?
That how many people are under your care or you supervise?

P: Bona ewamu oba section by section?
All of them or section by section?

N: Gwe nga bwonaba oyagade kukinyonyola?
In any way that you would like to explain it?

P: ...(can hardly hear any thing)

N: He says that for each section there are different people he supervises like in animal husbandry there are 7 people he supervises then in the crop husbandry they are 20 people

V: Where do they get people they use/workers?

N: Nti abakozi mubajawa?
Where do you get the workers you use?

P: Abalala babaleta ate abalala baija nga basaba emilimo ate abalala bana bamukitundu
Others are brought while others come looking for jobs while others are natives.

N: Some are just brought at the farm, others come looking for jobs while others are natives/locals from within.

V: Those that are brought, they come from where?

N: Nti baano bebaleta obulesi bavawa?
That those who are just brought where are they from?

P: Waliyo emilimo ebayo nga okulunda enkoko, ente ate nga oyina owomanyi asabola nomuleta ayinza kuba oyoluganda lyoyo amulese oba neighbours.
There are some jobs at times like working in poultry, cows etc and those who know some one who can do that work go and bring them on board, they could be their relatives or just neighbors.

N: That there are some jobs like in poultry or working in cows etc and those who know someone who knows that work bring them and they could be relatives or neighbors.

V: Mhh, but where do they come from?

N: Naye abo bavawa?

But where to they come from?

P: Nkugabye Oli aleta omuntu nga amwesiga nawe nomuwa omulimo nakola kubanga omwesiga okukola ekintu ekyoyagala.

I told you these are trusted people who are known that can work and we give them jobs
(...)

N: He says he pays for school fees and paying for land where he comes from

V: Which means he takes some money back home?

N: Nti kitegeza otwalo ko sente eli gebakuzala?

That, that means you take some money back where you are born?

P: Yee.

Yes.

V: Meaning he has plans of going back?

N: Nti Kitegeza oyina plan yokudayo ewamwe?

That means you have a plan of returning to your home?

P: Enyina ebentu byange eyo ntekwa kubilabilila.

I have my properties their so I have to look after them.

N: He says he has properties there and he has to look after them, that he has other pieces of land and he has to keep on accumulating

Bino ebintu ebyogezako kufuna byabaanabo oba bibyo?

This things you are accumulating are they for your children or they are yours?

P: Byange.

They are mine.

N: Nti obikolela baana oba?

That are you working for children or?

P: Nzee asalako.

Its me to make the final decision.

N: He says the things he is accumulating are his because his children are still under age

and he will make the final decision on what to give who

V:(can not hear)

N: Nti bwotunulila etaaka lyona elyoyina lyenkanaki?

How big is your land all together?

P: Lilinga 140 by 50 feet

Its like 140 by 50 feet

N: Ate eliili ewaka?

How about what is at home?

P: Lilinga eka 5

Its about 5 acres

N: He says its about 140 by 50 feet while at home he says they don't measure land but estimates it to be like 5 acres

V: It looks like his wife has been here long, did he buy the land from the wife's family?

N: Agabye nti mukyala wo alabika amaza abanga liwanvu mukitundu kino, nti etaaka waligula ku famile ya mukyala wo?

She says that it looks like your wife has been here longer, that did you buy the land from your wife's family?

P: Lino etaka lyakyapa ate elyange tililina kyapa, omukyala aina abaana abalala batano abatali bange.

This land is with a title but mine has no title, my wife has other five children who are not mine.

N: Kati lino etaka lyani?

Whose land is this?

P: Lyamukyala lino.

It's for my wife.

N: He says that this land belongs to the wife and that its like one acre, the one he was talking about is the one he bought. That the wife has five children who do not belong to him

V: She owns this in Kibanja or has a title?

N: Omukyala ono wa kyapa oba?

Is the wife's land with a title?

P: Yee kyapa.

Yes it's with a title.

N: That she owns the land in title

V: The title is in the names of the wife or?

N: Nti ekyapa kili mumanya ga mukyala oba?

Is the title in your wife's names?

P: Ekyapa kili mu manya gomusika.

The title is in the names of the heir.

N: That the title is in the names of the heir some one who succeeded the late owner

V: Can he tell us about his wage?

N: Agabye nti omusala sente nga meka?

She is asking, how much you earn per month?

Resp Omanyi nyina kusuzibwa, kulisibwa, nywa amaata kati byona bino bwobigata ziwela emityalo nga 200,000/=.

You see I am entitled to a house, food and drinking milk, when all these are added together its about 200,000/= per months.

N: Nandyagade ongambe sente zenyina ezofuna nga tonagatako ebyo ebilala ebyokozesa?

I wanted you to give me the actual money given to you before you add these other ones/entitlements?

P: Sisobola kubijako kubanga byona bibalilwamu.

I can not do that because it is all cumulated together as gloss pay.

N: He says that he gets something like 200,000/= because he has no house rent, food, drinks milk etc. when all this is cumulated together it comes to something like 200,000/= per months.

(conversation continues for some small time but can not hear well)

Annexe n° 10 – D., mars 2013, village de Namwezi , commune de Bukerere – extraits d'entretien

V: Should we try to ask him to introduce him self in any way he wants?

N: Kati bangambye nti weyanjule nga bwoba wandyagade okuba nga weyanjulira omuntu yenna atakumanyi?

Now we have started, they have told me that you introduce yourself the way you would have wanted to introduce yourself to anybody who does not know you?

D: Mugambe nzze Bashabe Andrew. Nssanyuse okubalaba.
Tell her I am Bashabe Andrew. I am happy to see you.

V: I am Vicky

N: Inti naye ye Vicky?
That she's also Vicky.

V: Where does he come from?

N: Inti wa gyovira?
That where do you come from?

D: Ewaffe Rukungiri.
Our home is Rukungiri

V: He was born there?

N: Inti Rukungiri gyebakuzalira?
That Rukungiri is where you were born from?

D: Selo oba, ye banzalira Rukungiri, yewaffe kenyinni.
Cell or, yes I was born in Rukungiri. It is our real home.

V: For how long has he been in Bukerere parish?

N: Inti omaze bangaki nga oli mukitundu kino ekyebukerere?
That for how long have you been in this area of Bukerere?

D: Kati eno nagyayo omwezi gwamwenda.
That i came this side in the month of September.

N: Ebukerere?

In Bukerere?

D: Yee, nasoka eri enakagere, naye eyo bwebampisa obubi nenzija eno enakagere.

Yes, I was first in Nakagere, but there when I was treated badly then I came here.

N: Omwezi ogwomwenda ogwaddi, mwaka guli?

The month of September of when, Last year?

D: Yee, omwaka oguwedde.

Yes, last year.

V: What job was he doing?

N: Inti enakagere mulimu ki gwewali okola?

That in Nakagere which job were you doing?

D: Nali nunda ente.

I was looking after cattle.

V: Was he working alone?

N: Nti walinga okola wekka?

That were you working alone?

D: Twaali tuli babiri.

We were two.

V: They came together from Rukungiri?

N: Inti mwali mwaava mwenna eRukungiri, oba mwasisinkana busisinkanyi?

That had you all come from Rukungiri or you just met?

D: Yee twasisinkana.

Yes we just met.

V:the one they were working with, was he the one they had bad relationship with?

N: Bebuza nti eyakuyisa obubi yalinga mukamaawo oba ono gwewalinga okolanaye?

They are asking that the one who treated you badly was your boss or the one you were working with?

D: Oyo eyampissa obubi yali mukama wange.

The one who treated me badly was my boss.

V: what happened.....?

N: Bangambye inti munyonyolemu nti kyalikitya okubanti... era kiki ekyabaawo?
They have told me that explain to her how it was and what happened?

D: Kale ensonga yenyinni yava kusente. Sente yali ampa ntono ngate emirimu nga mingi.
Anyway the real reason came from money, he was giving me little money yet the work was too much.

V: So he said he was looking after the cattle, is there any other things he was involved in?

Nti ogambe walinga olunda nte, nti naye waliyo ebirala byewali wenyigiddemu okukola?

N: You said that you were looking after cows but are there other things you were involved in?

D: Nedda.
No.

V: How many cattle?

Nti ente mekka zewali olabirira kufaamu eyo?

N: That how many cows were you looking after at that farm?

D: Oba zaali kuminabbiri oba kuminassatu.

They were either twelve or thirteen.

V: He was milking them?

N: Nti walinga ozikama?
That were you milking them?

D: Ye
Yes

V: Was it a big farm or?

N: Nti faamu yali nene nyo oba?

That the farm was so big or?

D: Kaye yo yali nga teri nene nyo naye nalimu bupaatipaati bweti.
Anyway it was not so big but it had partitions like this.

V: How many workers were on the farm?

N: Nti abakozi mwaliwo bameka kufaamu?
That how many workers were you at that farm?

D: Twali tuli babiri.
We were two,

V: Who was the one he was working with?

N: Nti ani gwewali okola naye bali bamuyita ani era ani yali mukama wamwe?
That whom were you working with and who was your boss?

D: Mukama wange kale okulimba anti kko kubi, erinya lyo sirimanyi, naye gwenali
nkola

naye mpozzi gwemanyi.

My boss, anyway it is bad to deceive I don't know his name but I know the one I was
working with.

N: Bbaali bamuyita ani?
They used to call him who?

D: Bbaali bamuyita Julius, Naye eddala sirimanyi.
They used to call him Julius, but I don't know the second name.

(...)

V: What about the food?

N: Nti ate bwekituka kukyokula, ogijjawa emmere?
that when it comes to eating, how do you sustain yourself? Where do you get the
food from?

A: Emmere agireta.
With food he brings it.

V:.....(words can not be heard)

N: Nti yebuza nti mulinawo ente nga mekka kuffaamu nti era eringa bunene ki, ente

zirira kuno kuffaamu oba birina kuvva bweru, oba mulina ekifo wemuzitwala okuliira?

She is asking herself that how many cows could you be having on the farm and what could be the size of the farm. Do cows graze on this farm or what they feed on are brought from outside the farm. Or you have a place where you take them to graze.

A: Anti ffaamu yiiyo, emmere gyezirya endala yiyo.

That is the farm, other feeds on which they feed on are here.

N: Eringa buneneki ffaamu, gwe olowoza erimu eekka mmeka?

Ok, what could be the size of the farm? For you how many acres do you think it has?

A: Simanyi

I don't know.

V: so this is.....

N: Nti ekitegeza ffaamu yeeno yona gyetulaba newansi wali?

That which means this is the farm we are seeing including down there?

A: Yee

Yes

V:where it comes from?

N: Nti tulabye ente eno ebadde erirawano nga eringa erya maize brand, nti avudde luddawa?

that we have seen this cow which is here like it is eating maize brand, where did it come from?

A: Evudde luddawa

Where did it come from?

N: Ye, Maize brand oba?

Yes the maize brand. Is it maize brand, what was it eating?

A: Ebadde erya bikutta ebyo ate nerya nebikanja byebajjamu omwenge.

It was feeding on the peelings and the residues from local brew.

N: Byebadde erya'awo?

Ok, that is what it has been feeding on there?

A: Yee

Yes

V: Why do they give ebikanja to the cows?

- N: Nti lwaki ente muziwa ebikanja?
That why do you give cows residues from local brew?
- A: Nanti zibiyagala ate ekirala eba evaamu amata.
It's because they like them and secondly the cow produces a lot of milk.
- V: What is inside this that allow.....
- N: Nti biki ebiri, birungoki ebiba mubikanja ebigiwa amata ago?
That which ingredients are in the residues that gives cows that milk?
- A: Nange simanyi.
Even for me I don't understand.
- N: Nayenga ebikanja gwe omanyi biberamuuki, simuweemba?
But what is the composition of the residues, is it not sorghum?
- A: Kubanga nange nakabirabira wano.
Anyway I don't know even for me I have seen it from here.
- V: And then what work does he do here?
- N: Nti bwoba wakutunulira obulamu bwo wano, biki byokola buli kanaku?
that if you are to look at your life here, which kind of work do you do here daily?
- A: Obwedda tusaawa wano kuffaamu, netulongosa egyo emyala gyolaba.
we have been slashing here in the farm and some time we clean that animal house
you are seeing.
- N: Mugikola bulikanaku?
You do it daily?
- A: Yee twatandise naako kapaati, ate netudda kukali netukamaliziriza.
Yes we started with that part then came back and completed it.
- N: Tewaliwo mirimu mirala gyemukola bulikanaku?
Are there no other works you do daily?
- A: Kweri, nongosa ekizimbe ekyo, ate tulina nokuggyamu obuddo omwo muffaamu ente
gwezitarya. Emirimu omanyi gyo tezisobera kubula.
They are there. I clean that building and we have to remove some grasses in the farm
that cows do not eat. For you know we can't fail to find work to do.
- V: And there is someone else who milk or he also milk?

- N: Nti waliwo omulala akama oba era gwe'akama?
That is there someone else who does the milking or it is you still who does the milking?
- A: Nze
It is me.
- V: So who come to get the milk or does he takes.....
- N: Nti ani amata agakyima oba oline amata wogatwala nga omaze okugakama?
That who comes to get the milk or you have some where you take it after milking?
- A: Ngatwaala mukasenta.
I have some where I take it in the center.
- N: Mukasenta?
In the centre?
- A: Yee
Yes
- N: Wa?
Where?
- A: Waliwo kasenta awo.
There is a small centre around.
- V: The name of the trading center is nyamwezi?
- N: That what is the name of that centre, Is it Nyamwezi?
- A: Yee.
Yes.
- V: He didn't tell us the number of cows on the farm?
- N: Nti tewatubulide nte meka zemulina kuffaamu.
That you did not tell us the number of cows you have on this farm.
- A: Wano?
Here?
- N: Yee
Yes
- A: Kuliko munana zokka.
There are only 8 here.

- V: He milk them or he milk only these.....?
- N: Nti munana zona nga zikamwa oba kuliko nnenyana?
That do you milk all the eight or there are also calves?
- A: Nedda, eno gyetukamwa yoka.
No, this is the only one we milk.
- N: Endala tezikamwa.
The rest you don't milk them?
- A: Ziri ggwako.
They are pregnant.
- N: Ate obuto, temulinaako buto?
What about the young ones, you don't have young ones?
- A: Kati eno erina, neyo gyolengera eyo enyuufu nayo erina.
This one has, even the other red one you see over there also has.
- N: Buli emu erina kamu kamu
Each one has one?
- A: Yee buli emu erina kamu kamu.
Yes each one has one.
- V: Where are the others?
- N: Nti enddala omunana ziri sayidi ki nga tebaziraba wano?
That where are the rest of the eight, why are they not seeing them here at the farm?
- A: Ente?
The cows?
- (...)
- V: Did he also get a chance to go to School?
- N: Nti bebuuza nti wafunayo akakisa okusoma?
They are asking themselves that did you get a chance of going to school?
- D: Sasoma, kubanga taata wange yaffa nga sinategera ate nga maama wange nga mwaavu, kale safuna mukisa gwakusoma.
No I never went to school because my father died when I did not understand and my mother was poor. So I did not get a chance of going to school.
- V: So he started working very young?

N: Nti ekitegezza watandikka okukola nga oli muto?

Which means you started working when you were young?

D: Yee

Yes

V: When he went to Ntugamo he was working?

N: Nti negyewagendera entungamo wali ekitegeza era okola?

That which means by the time you went to Ntungamo, you were working?

D: Anti bwenamala okutegera nti nina naamanyi agakola emirimu, awo wenatandikira okukola.

At the time when I started understanding that I have the energy to work that is when I started working.

V: He started with what jobs after he had grown up?

N: Nti watandika namirimu ki gwe gyewatandikka nagyo nga okuzze?

Which activities did you begin with as you were growing up?

D: Anti natandika okukama ente, awo bwennakula nentandika okuvvuga amataA

I started with milking the cows. When I grew up then I started riding the milk on bicycle.

V: In his family is the eldest or he is youngest?

N: Nti muffamile yyammwe gwe mukulu oba, kirikitya?

That, are you the eldest in your family, how is it?

D: Yee, nze mukulu.

Yes, I am the eldest.

V: Has he been having responsibilities over his siblings?

Nti obaddeko nobuvunanyizibwa eri batoobo oba bagandabo?

That have you had responsibilities over your siblings or your young ones?

D: Nedda.

No.

V: Where he comes from, is it that the men are in charge of the cattle and the women take care of the digging?

N: Nti gyoviira abami bebasinga okubera nga bavunanyizibwa kuunte, abakyala nga

bebalima, kirikitya?

That where you come from is it men who are in charge of the animals and the women in charge of digging?

D: Gyenvva?

Where I come from?

N: Yee

Yes

D: Ogambye nti okulim oba kulunda.

Are you saying to dig or to graze animals?

N: Nti abami bebasinga okulunda oba abakyala balimanyo okusinga okulunda, kiri kitya eyo?

That is it men who mostly look after cows and women do digging mostly than looking after cows, how is it in that area?

D: Ewaffe?

In our place?

N: Yee

Yes

D: Ewaffe kati abangi balima. Balilunze naye omanyi kati ettaka ttono nyo

Many people are doing the digging in our place. Many would have grazed cows but the land is small

N: Nayye baami oba bakyala bebasinga okulunda?

But is it men or women who look after cows most?

D: Kale oyinza okusanga omuntu alinanga ente emu kukyalo kati singa aba nga ayagala nyingi, yandirunze, naye ettaka ttono.

Anyway you can find someone with one cow in the village, if someone wanted many he could have got them but the land is always small.

N: Naye nga tekiriiko mwami oba mukyala?

But when it does not belong to a man or a woman?

D: Kati webali bangi.

They are many these days.

N: Bakyala bebasinga oba baami?

Is it mostly women or men?

D: Naye awo simanyi kubanga siyinza kutambula nti ngende ewagundi newaagundi

There I don't understand because I can't move from one home to another establishing who owns.

V: I don't know if we asked him the name of the boss in Mbarara?

N: Nti oyo boss gwewakolera omulungi imbarara bamuyita aani?

That the other good boss you said you worked for in Mbarara, what is his name?

D: Bamuyita Edward.

They call him Edward.

N: Wali omukolera ki?

Which kind of work were you doing for him?

D: Nayo nali mukulunda ente.

I was also looking after his cows.

V:... (some more additional conversation can not be heard)